

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DES

PROCÈS-VERBAUX

en matière répressive

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Le samedi 12 novembre 1898, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Paul MARIGNY

Avocat

Attaché au Parquet du Procureur général

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DES

PROCÈS-VERBAUX

en matière répressive

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Le samedi 12 novembre 1898, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Paul MARIGNY

Avocat

Attaché au Parquet du Procureur général



CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1898

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1898-1899

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. *), professeur de *Droit administratif*.

DANJON (I. *), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé* (DOCTORAT).

LAJSNÉ DES HAYES (©, A. *), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (*, I. *, C. ✕), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. *), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. *), professeur de *Droit international public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.

MARIE (I. *), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.

— IV —

MM. Ambroise COLIN (I. ☉), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*
(DOCTORAT).

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit*
français (LICENCE).

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain* et
du cours de *Code civil approfondi et comparé*.

René WORMS (A. ☉), chargé des cours d'*Histoire*
des Doctrines économiques et d'*Économie politi-*
que (DOCTORAT).

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public*
français et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du
cours de *Pandectes*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire du Conseil de l'Université
de Caen.



JURY D'EXAMEN

MM. J. MARIE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

EDMOND VILLEY, *professeur*, *doyen*.

J. LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

BIBLIOGRAPHIE

- BERRIAT S^t-PRIX *Traité de la procédure des tribunaux criminels* (Paris, 1851, 1857), 1^{re} partie, ch. III, sect. II, et 2^e partie, ch. VII, sect. VI.
- BONNIER *Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel* (Paris 1888), 5^e édition, p. 498 et suiv.
- CARNOT *De l'instruction criminelle.* — Paris, 1817.
- DALLOZ *Répertoire*, t. XXXVIII et supplément t. XIV, v^o Procès-verbal.
- DALLOZ *Codes annotés* (Code forestier, p. 176 et suiv., et Code d'instruction criminelle, p. 286 et suiv.)
- ESMEIN *Histoire de la procédure criminelle en France.* — Paris 1882.
- FAUSTIN HÉLIE. *Traité d'instruction criminelle*, 2^e édition (Paris 1866), t. III, n^{os} 1350 et suiv.
- GARRAUD *Précis de droit criminel*, 6^e édition (Paris 1898), p. 601 et suiv.
- JOUSSE *Traité de la justice criminelle* (Paris 1771), t. 1^{er}, p. 654 et suiv.

- LOCRÉ. *Législation civile, commerciale et criminelle en France.* (Code d'instruction criminelle.) — Paris 1827-1832, t. XXIV.
- MANGIN. *Traité des procès-verbaux.* — Paris 1839.
- MARIE. *Éléments de droit pénal et d'instruction criminelle* (Paris 1896, p. 223 et suiv., et Cours.
- MITTERMAIER. *De la preuve* (trad. Alexandre Paris 1848), ch. XXXI et suiv.
- MORIN (ACHILLE). . . . *Dictionnaire du droit criminel* (Paris 1842), v^o Procès-verbal.
- MUYART DE VOUGLANS. *Instruction criminelle suivant les lois et ordonnances du royaume.* — Paris 1767.
- OLIBO. *Code des contributions indirectes*, 5^e édition (Lyon 1878-1879), t. III, p. 577 et suiv.
- ORTOLAN *Éléments de droit pénal*, 4^e édition (Paris, 1886), t. II, n^o 2307 et suiv.
- PANDECTES FRANÇAISES. t. XV, n^o 1739 et suiv.
- RECUEIL Lebon et Panhard. . *Arrêts du Conseil d'État*, tables v^o Grande Voirie.
- RÉPERTOIRE encyclopédique du *Droit français* (par Fernand LABORI), v^o Procès-verbal, t. X, p. 672.
- VILLEY *Précis de droit criminel.* — Paris, 1877.



INTRODUCTION

Un procès-verbal est ordinairement défini : la constatation par écrit de faits observés ¹. Spécialement, en matière pénale, un procès-verbal est la constatation par écrit, faite par certaines personnes, des délits ou des contraventions, de leurs circonstances et de tous les faits propres à en signaler les auteurs.

Un procès-verbal constitue donc un *témoignage écrit* ; il fournit la preuve littérale des infractions dont il constate les résultats.

De plus, ce témoignage est *authentique* : en ce sens, d'abord, que celui qui inciterait ou falsifierait un procès-verbal serait passible des peines portées contre le faux en écriture pu-

1. V. MARIE, *Éléments de droit pénal et d'instruction criminelle*, p. 223. — MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 3, dit : « On appelle procès-verbaux, en matière criminelle, les actes par lesquels les officiers publics constatent les crimes, les délits, les contraventions, leurs circonstances, les traces qu'ils ont laissées après eux, et tous les faits propres à en signaler les auteurs. » Des définitions analogues sont données par MERLIN (Rép. v. *Procès-verbal*) et FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, tome 3, n° 1350.

blique; — en ce sens aussi, en général du moins, qu'il fait foi par lui-même de son contenu, et ne peut être renversé que par la preuve contraire ou même l'inscription de faux.

Ainsi défini, le procès-verbal nous apparaît comme une création de notre ancienne législation. Non pas, comme on le prétend quelquefois, que les Romains n'aient pas admis la preuve écrite en matière criminelle : le scoliaste de Cicéron ne rapporte-t-il pas en effet quelque part¹ que, dans les procès criminels, on interrogeait le *codex* de l'accusé pour y trouver des preuves fournies par lui-même ? D'où l'on a même conclu que cette preuve littérale demandée au livre domestique, témoin compromettant des actes honteux de son propriétaire, avait été la cause principale de sa suppression. Et l'empereur Adrien, voulant marquer la différence qui existe entre la preuve littérale et la preuve par témoins en matière criminelle, n'a-t-il pas dit : « *Alia est auctoritas presentium tes-*

1. *Pseudo-Asconius in Verr.* 2^e a. 1, 23.

V. aussi Cic. *in Verr.* II, 76, 79. — EDOUARD LABOULAYE, livre I, s. 3, ch. 3, *Essai sur les lois criminelles des Romains*, s'exprime ainsi : « A Rome, chaque chef de famille avait un livre de comptes. *codices, tabulae accepti et expensi*, sur lequel il inscrivait toutes les dépenses et toutes les recettes de la maison. Cet usage facilitait singulièrement la recherche des crimes dans lesquels l'argent jouait un rôle, tels que la concussion, la prévarication, la corruption. »

Justinien avait décidé que l'existence d'un *écrit* rendait inadmissible toute preuve contraire. L. 1. Codes *de test.* 4, 20, Nov. 73, cap. 2

tium, alia testimoniorum quae recitari soleant ? »

Ce qui est vrai, c'est que la procédure criminelle romaine n'a pas connu les procès-verbaux avec le caractère et les effets que notre législation leur a donnés. La preuve écrite concourait bien avec la preuve orale, mais l'usage ne s'était pas introduit de dresser des actes pour constater les délits et en faire preuve ; et même, si certains officiers publics, tels que les *irenarchae*, les *curiosi* ou les *stationarii*, avaient mission de dénoncer les délits, aucun texte ne prouve qu'ils aient eu mission de constater par écrit les faits répréhensibles par eux observés.

En France, le procès-verbal ne dut pas non plus exister avant le XIII^e siècle. C'est une ordonnance de Philippe Le Bel, rendue le 2 juin 1319, qui semble en parler la première : « Chascun sergent sera creu par son serment des forès des prises que il fera, où il ne charra que amende pécuniaire ¹. » Primitivement, la preuve

1. V. : ordonnance du 2 juin 1319, art. 16 ; — ISAMBERT, *Lois anciennes*, tome 3, p. 209 et ordonnance du 17 mai 1320, art. 45. — Elles portent : « Ordené est que chascun sergent sera creu par son serment, des forès des prises que il fera où il ne charra que amende pécuniaire, quar il convient que les sergenz querre les malfaiteurs, le plus coïement que ils pevent, et se ils allaient querre tesmoings, les malfaiteurs s'en pourraient aler avant que il revenissent ne ne pevent mie touzjours mener tesmoings, pour tesmoigner leur prises, se ainsi n'est que il y ait menasses ou hayne entre les sergents, et celui qui sera prins, tele que li maistres des forès voient que les sergents le face pour grever celui ; ou que le meffait ne puisse être prouvé par bonnes gens non souppeçonneux. » Ces dispositions furent repro-

se faisait par le duel judiciaire, l'appel au jugement de Dieu, soutenu par les serments des deux adversaires et décidé par la bataille. C'était, en matière criminelle au moins, le mode de preuve ordinaire¹. Mais, à la procédure accusatoire des cours féodales, succéda la procédure inquisitoire. Le changement se fit par l'Église et les juridictions ecclésiastiques² : l'enquête, qui n'était elle même qu'un procès-verbal³ dut être l'origine de tous les procès-verbaux, et l'on prit l'habitude de déléguer des commissaires, des officiers spéciaux pour constater les infractions et recevoir les dépositions des témoins.

Toutefois, au XIV^e siècle et au XV^e siècle,

duites moins la dernière ligne : « ou que le meffait, etc. » dans un règlement de Charles VI, de septembre 1402, art. 56, sur les eaux et forêts, et dans une ordonnance de François I^{er}, de mars 1515, art. 73, sur le même objet. — V. ISAMBERT, tome 7, p. 36, et tome 12, p. 68.

1. BEAUMANOIR, LXI, 2.

2. Toutefois, la procédure inquisitoire de l'ancienne France ne vient pas purement d'un emprunt fait à l'Église. Ce qu'il est vrai de dire, c'est que l'Église fut la première puissance qui passa de la procédure accusatoire à la procédure inquisitoire ; et, comme elle avait la première accompli cette évolution, elle fournit tout naturellement un modèle à la France et aux nations voisines. Confér. : GLASSON, *Sources de la procédure civile française* ; Nouvelle Revue historique de droit français et étranger (1881). — En effet, dès le XIII^e siècle, la poursuite d'office apparaît dans les juridictions laïques sous le nom d'*apprise* ; et, sous les carolingiens, il existait une procédure qui était dite *per inquisitionem*. — Conf. BRUNNER, *Die Entstehung der Schwurgerichte*, ch. VI, p. 84-126. V. aussi FAUSTIN HÉLIE : *Histoire et théorie de la procédure criminelle*, XI^e et XII^e siècles, liv. I, ch. XI, n^o 206.

3. L'enquêteur était assisté de deux personnes au moins que l'on appelait « auditeurs, parce qu'ils doivent oïr ce que li tesmong diront, et fere escrire lor dit, et sceler de lor sceaus, et raporter le dit des

l'usage de l'écriture étant peu répandu, et les agents chargés de la constatation étant illettrés, l'agent qui constatait l'infraction déclarait de *vive voix* au contrevenant qu'il avait commis un délit, et, devant le juge, renouvelait cette déclaration de vive voix et sous la foi du serment, — usage qui s'est perpétué jusqu'à nos jours dans la formalité de l'affirmation.

De là le nom de procès-verbaux donné à ces procédures purement orales, — appellation qui fut conservée lorsque la constatation des infractions dut être faite *par écrit*. Or, il en fut ainsi dès le XIV^e siècle : une ordonnance de Charles V, de juillet 1376, exige que « les maîtres des forêts fassent escrire et registrer l'état d'icelles forêts ; que chaque gruyer, verdier, garde ou maistre sergent rapporte par écrit les malfais qui y seront fais » ; et une ordonnance de Henri IV, de mai 1597, prescrivit que les sergents et gardes ordinaires ne fussent reçus « qu'après qu'il seroit apparü qu'ils savent lire

temongs *escriis* et seclés en jugement, par devant les jageurs à qui la querelle appartient à jugier ». (PHILIPPE DE BEAUMANOIR, *Coutume de Beauvoisis*, cap. XL). L'enquêteur, en procédant à l'interrogatoire des témoins, qui déposaient sous la foi du serment, devait constater chacune de leurs déclarations *par écrit* ; mais de plus ils devaient indiquer de quelle manière les faits étaient parvenus à leur connaissance, si c'était par présomption ou *de visu et auditu*. Cette distinction, ainsi que nous le verrons plus loin, a une grande importance aujourd'hui dans les procès-verbaux.

et écrire et non autrement¹ ». Plus tard, l'ordonnance de 1669, article 2, titre 10, pose à nouveau cette règle que les « gardes ne pouvaient être reçus qu'ils ne sussent lire et écrire, même qu'ils n'en eussent fait l'expérience devant les officiers des sièges ».

D'abord utilisés dans la procédure du grand criminel, les procès-verbaux s'étendirent peu à peu aux faits du petit criminel, et l'on trouve déjà dans notre ancien droit deux règles ayant pour but d'assurer la répression souvent difficile de ces faits : la première consistait à imposer aux procès-verbaux qui les constatent des formes spéciales et rigoureuses ; la deuxième, à imprimer aux faits qu'ils rapportent une présomption de vérité enchaînant la décision des juges.

Nous verrons que ces règles sont encore vraies aujourd'hui, et qu'une présomption légale est attachée à la plupart des procès-verbaux. Mais ce qu'il faut noter, c'est que, dans l'ancien droit, la procédure étant écrite, la religion des juges n'avait d'autre élément pour s'éclairer que les procès-verbaux².

Il n'en est pas de même aujourd'hui : en général, les infractions peuvent être poursuivies, alors même qu'elles n'auraient été constatées

1. ISAMBERT, tome 5, p. 457, et tome 7, p. 22.

2. FLOUCAUD PENARDILLE, Thèse, p. 87.

par aucun procès-verbal. Le procès-verbal n'est pas la base nécessaire de l'action publique ou de l'action civile ; c'est un simple acte écrit destiné à faire preuve.

En matière criminelle, cette règle s'applique sans restriction : le procès-verbal n'est un élément nécessaire ni du jugement ni de la poursuite. Elle subit quelques exceptions en matière correctionnelle et de simple police. L'article 154 du Code d'inst. crim. dit en effet : « Les contraventions seront prouvées, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins à défaut de rapports et procès-verbaux ou à leur appui..... » ; et l'article 189 : « La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux articles 154, 155 et 156 ci-dessus, concernant les contraventions de police, etc..... »

Mais l'exception la plus notable est celle qui existe en matière de contributions indirectes ¹, de douanes ², de garantie des ouvrages d'or et d'argent ³ et de vérification des poids et mesures ⁴.

1. Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 34 — Cass. 24 mars 1898 (D. 98, 2, 247.)

2. Loi des 6 22 août 1791, titre 10, art. 23.

3. Loi du 19 brumaire an VI, art. 102 et 106.

4. Ordonnance du 17 avril 1839, art. 41. — Il a été jugé cependant que le prévenu qui ne se prévaut pas de l'absence de procès-verbal, dans une matière où la poursuite ne peut avoir lieu que si la contravention a été constatée par procès-verbal, n'est pas recevable à se faire un moyen de cette irrégularité contre la condamnation dont il a été l'objet. — Crim. r., 28 avril 1855 (D. 56, 5, 305).

Dans ces différents cas, le procès-verbal devient la *base* même de la poursuite : pas de procès-verbal, pas de poursuite, c'est-à-dire, en réalité, pas de contravention punissable.

Il y a donc, en définitive, dans notre législation, deux espèces de procès-verbaux : les uns, qui ne fournissent que la preuve de la contravention ¹, les autres qui sont la condition nécessaire de l'exercice de l'action, et dont l'omission ne peut être suppléée par aucune preuve.

A cette différence entre les procès-verbaux quant à leur utilité au point de vue de la poursuite, est intimement liée une différence quant au degré d'autorité qui s'attache aux procès-verbaux. Certains procès-verbaux ne valent que comme simples renseignements ; d'autres font foi des faits qu'ils constatent, mais peuvent être renversés par la preuve contraire ; d'autres, enfin, ont une force probante qui ne peut être détruite que par la procédure, si dangereuse pour celui qui l'emploie, de l'inscription de faux. C'est cette différence qui doit nous intéresser particulièrement dans l'étude qui va suivre.

1. Cass. 18 mars 1854 (S. 54, 1, 499 ; D. 54, 1, 299). — 21 sept. 1854 (D. 55 5, 360). — 24 janv. 1861 (S. 61, 1, 1005 ; D. 61, 1, 406). — Cons. d'Etat, 13 avril 1833 (D. 53, 3, 52). — 18 fév. 1854 (D. 54, 3, 43). — Cass. 20 nov. 63 (D. 63, 3, 384. — 10 nov. 64 (D. 63, 5, 316.)

Le degré d'autorité plus ou moins étendu des procès-verbaux a pour base unique la matière dans laquelle ils interviennent, la nature de l'infraction, la difficulté d'en faire preuve autrement que par procès-verbal.

La difficulté de faire preuve d'une contravention ne varie-t-elle pas, en effet, suivant que le fait est de nature à laisser après lui plus ou moins de traces qui permettent d'en découvrir l'auteur ? Le législateur l'a cru et, partant de cette idée, a décidé :

1° Qu'en matière criminelle, les procès-verbaux ne valent que comme simples renseignements. Les crimes laissent, en effet, après eux, des traces qui ne disparaissent pas immédiatement, et qu'il est, d'ordinaire, aisé de retrouver après leur perpétration. Et, du reste, les intérêts engagés en matière criminelle sont si graves, que la loi n'a pas voulu que le procès-verbal dressé fournisse même un simple préjugé contre l'individu poursuivi ;

2° Qu'en matière correctionnelle et de simple police, les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire. On a tenu compte ici de la difficulté qu'il y aurait souvent à trouver des témoins, et aussi des dépenses qu'occasionnerait la production des témoignages ;

3° Enfin, qu'en matières de douanes, de contributions indirectes, d'octroi, de garantie

des matières d'or et d'argent, etc..., les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux. Cette autorité exorbitante ne tient pas à ce que les agents des douanes, ou des contributions indirectes par exemple, inspirent une confiance plus grande que les commissaires de police ou les gendarmes, mais à ce qu'on a considéré que ces infractions étaient d'une nature tellement fugitive, qu'elles s'évanouissent si elles ne sont pas saisies au moment même où elles se manifestent.

Ajoutons que la fraude est excusée quelquefois trop facilement par beaucoup de gens, qui considèrent comme un bon tour joué au fisc, et non comme une infraction, toute contravention qui s'attaque aux intérêts collectifs de la société, et nous aurons indiqué les raisons qui ont conduit le législateur à donner à certains procès-verbaux une foi telle qu'elle ne pût être détruite que par la procédure très difficile et très compliquée de l'inscription de faux.

On comprend bien, d'ailleurs, que la loi ait attaché une certaine autorité à un procès-verbal dressé par un officier public; mais il ne faudrait pas croire qu'elle l'ait fait, comme on l'a souvent prétendu, dans l'intérêt de la vindicte publique ou dans celui des administrations financières. Son but est tout autre : il est à la fois répressif et préventif,

Répressif. — La loi a voulu assurer la répression des délits et des contraventions; elle n'a pas voulu créer des titres en faveur des tiers : ceux-ci ne peuvent invoquer la foi due aux procès-verbaux dans les contestations qu'ils ont entre eux, pour faire prévaloir leurs prétentions ¹.

Préventif. — Les statistiques prouvent, en effet, que les délits spéciaux constatés par procès-verbaux diminuent dans de notables proportions.

Ce que l'on comprend moins, c'est que la loi ait donné aux procès-verbaux de certains préposés le pouvoir énorme de faire foi jusqu'à inscription de faux. L'Assemblée constituante avait pourtant voulu, en substituant aux preuves légales les preuves de conscience ou de conviction personnelle, donner aux juges la liberté complète d'apprécier et de discuter les preuves qui leur sont soumises, et aux prévenus le droit de se défendre. Or, dans la foi attachée aux procès-verbaux jusqu'à inscription de faux, il y a un retour au système ancien des preuves

1. Le procès-verbal ne fait foi que dans l'intérêt de l'action publique ou de la partie lésée; son autorité ne peut être invoquée par des tiers, même contre des demandes formées contre le prévenu. Il a été jugé, par exemple, que l'assuré ne peut opposer à l'assureur comme actes authentiques, et faisant preuve, quant aux marchandises assurées, jusqu'à inscription de faux, les certificats de visites et le visa d'embarquement des préposés des douanes. — Req. 4 août 1829, DALLOZ, J. G., *procès-verbal*, 160.

légales, puisque la question de culpabilité ou de non-culpabilité s'impose forcément à la conscience du juge et à la charge de l'inculpé, sauf la procédure périlleuse de l'inscription de faux.

Que l'on n'invoque pas, en faveur de cette exception excessive, la nature fugitive des infractions constatées, — le peu d'intérêt qu'ont les agents à altérer la vérité en présence des peines sévères auxquelles les expose le crime de faux — ou bien, comme le remarque assez malicieusement un auteur, « qu'il y a moins de faux commis par les agents forestiers que par les notaires »¹ : ce sont là peut-être des raisons suffisantes pour que l'on attache une certaine foi aux procès-verbaux, une présomption de vérité existant en leur faveur ; mais on n'aurait pas dû aller jusqu'à priver la défense du droit de faire la preuve contraire de tout procès-verbal.

Au surplus, ces critiques ne sont pas neuves.

Dans le projet de code d'instruction criminelle, tout procès-verbal dressé par un officier de police faisait foi jusqu'à inscription de faux ; mais on fit justement observer au Conseil d'État qu'attribuer une telle autorité aux déclarations

1. BONNIER, *Traité des preuves*, p. 502.

C'était peut-être aussi l'avis de François I^{er}, décidant que, pour le crime de faux en écriture authentique, les notaires fussent punis de mort : « La loi se taisant sur ce point à cette cause était besoin sur ce donner nos lettres !... » (Edit de mars 1531, à Argenton.)

d'un simple agent serait lui donner plus de pouvoirs qu'aux juges, dont les procès-verbaux ne font foi en justice qu'à la condition d'être signés par le greffier. Alors, on restreignit ce degré d'autorité aux procès-verbaux dressés par des agents ayant reçu spécialement le pouvoir de constater les infractions jusqu'à inscription de faux, et à eux seuls.

Et c'est ainsi que l'on distingue aujourd'hui en droit pénal :

1° Les procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux ;

2° Les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire ;

3° Les procès-verbaux ne valant que comme simples renseignements.

Tout procès-verbal ne peut d'ailleurs faire foi, à ces différents degrés, que s'il est régulièrement dressé ¹.

Nous répartirons nos explications dans les chapitres suivants :

CHAPITRE I^{er}. — *Des règles essentielles communes à tous les procès-verbaux.*

CHAPITRE II. — *De quels faits les procès-verbaux font-ils foi ?*

1. LABORI, *Répertoire encyclopédique du droit français*, v^o *Impôts indirects*, n^o 1277.

CHAPITRE III.—*Les procès-verbaux font-ils foi des aveux et déclarations du prévenu?*

CHAPITRE IV.—*Les procès-verbaux font-ils foi de l'identité du prévenu?*

CHAPITRE V.—*Quel est le degré de force probante des divers procès-verbaux?*

CHAPITRE VI.—*Des innovations et réformes proposées récemment en matière de procès-verbaux*¹.

¹ Nous n'étudierons que les procès-verbaux qui, servant de base à toute procédure ou instruction criminelle, sont dressés pour assurer l'exécution des lois répressives. Nous laisserons de côté les autres espèces de procès-verbaux, tels que ceux de carence, conciliation, descente sur les lieux, distribution par contribution, enquêtes, expertises, vérifications d'écritures, scellé, ventes publiques, etc..., etc... de même que nous laissons également de côté les procès-verbaux en matière d'enregistrement et de timbre, parce que nous considérons que ces procès-verbaux sont exclusivement relatifs aux matières fiscales proprement dites, lesquelles sont en dehors de notre étude.

CHAPITRE I^{er}

DES RÈGLES ESSENTIELLES COMMUNES A TOUS LES PROCÈS-VERBAUX.

Pour faire foi en justice, les procès-verbaux doivent remplir deux conditions essentielles :

1° Etre dressés par des agents ayant reçu de la loi mission de constater les délits et contraventions ;

2° Etre rédigés dans les formes que la loi a déterminées.

La première de ces conditions ne peut être examinée ici.

Nous nous proposons, en effet, d'étudier plus loin la force probante que le législateur a attachée aux différents procès-verbaux : il sera logique d'indiquer en même temps quels fonctionnaires ont qualité pour les rédiger ¹, sans

1. Consulter :

Douanes : Loi du 22 août 1791, L. 4 germinal an II, L. du 14 fructidor an III, L. 9 floréal an VII titre 4, L. 28 avril 1816 titre 6, L. 2 juin 1873, L. du 22 août 1791, L. du 15 août 1793, Décret du 8 mars 1811.

Contributions indirectes : L. 5 ventôse an XII, Décret du 1^{er} germinal an XIII, L. 28 avril 1816, L. 21 juin 1873, L. 1^{er} mars 1872.

Contraventions aux lois sur les tabacs, cartes à jouer, sels, poudres et salpêtres : Décret du 16 mars 1813, L. 24 avril 1806, L. 28 avril 1816, L. 29 fév. 1872, L. 2 juin 1873.

Octrois : Ordonnance du 9 décembre 1814, L. 27 frimaire an VIII.

Garantie des matières d'or et d'argent : L. du 19 brumaire an VI,

chercher toutefois à en donner une énumération limitative, ce qui serait très compliqué et à peu près sans intérêt ¹.

Mais il nous faut établir dès maintenant les formes substantielles applicables à tous les procès-verbaux, quels que soient d'ailleurs les agents qui les rapportent.

Afin de mettre de l'ordre dans cette partie

L. du 25 ventôse an XI. Décret 28 floréal an XIII. Ordonnance du 5 mai 1820, Décret du 1^{er} germinal an XIII.

Poids et mesures : L. 4 juillet 1837, Ord. du 17 avril 1839, Décrets des 26 fév. 1873 et 20 janv. 1880, du 7 fév. 1887 et du 17 déc. 1894.

Délits forestiers : Code forestier, art. 159 à 191.

Pêche fluviale : L. 15 avril 1829, Ordonnance du 22 fév. 1813.

Navigation intérieure, canaux, droits de bac : Décret du 29 floréal an X, Décret du 1^{er} germinal an XIII, L. du 15 avril 1829, L. 9 juillet 1836.

Pêche côtière ou maritime : Décret 9 janvier 1852, Décret 19 mars 1852, Décret du 20 mars 1852, Décret du 28 mars 1852, Décret du 4 juillet 1853.

Police du roulage, de la grande voirie et de la petite voirie : Décret du 29 floréal an X, L. du 30 mai 1834, Décret du 11 décembre 1811, L. du 21 mai 1836.

Chemins de fer : Loi du 21 juillet 1845, Ordonnance du 15 novembre 1846.

Mines : L. du 21 avril 1810.

Contraventions aux règlements d'administration militaire : Décret du 24 décembre 1811.

Conservation du domaine militaire de l'État : L. du 19 mars 1806, L. du 17 juillet 1819, L. du 10 juin 1834, Décret du 10 août 1833.

1. Quoique le législateur, dans la classification qu'il a faite des procès-verbaux, ait été guidé par cette idée qu'il convenait de leur donner une force probante différente, à cause du caractère plus ou moins fugitif de l'infraction constatée, il arrive quelquefois que cette force probante varie suivant le caractère des *agents* verbalisants. Par conséquent, si nous dressions ici la liste des agents qui ont qualité pour verbaliser, — en étudiant la force probante des procès-verbaux, dans le chapitre V, nous serions obligé à des redites.

de notre étude, nous envisagerons cette question aux points de vue suivants, qui feront l'objet d'autant de sections : 1° temps, 2° lieu, 3° date, 4° présence du délinquant, 5° signature, 6° affirmation, 7° enregistrement.

Les formalités que nous venons d'énumérer doivent être constatées dans le corps du procès-verbal. Il faut, en effet, que le procès-verbal se suffise à lui-même, qu'il contienne la preuve de l'accomplissement des formalités nécessaires à sa validité ¹. Les formalités non mentionnés sont présumées avoir été omises.

SECTION I^{re}

Délai dans lequel les procès-verbaux doivent être dressés.

Pour que le procès-verbal soit pris en considération, il faut, comme le disait déjà une ordonnance de 1402, qu'il donne une description détaillée des choses, de la cause, du temps du délit; car, ajoute l'ordonnance, « les procès-verbaux remplaçant tous les témoignages, c'est un devoir pour leurs rédacteurs de rendre le délit aussi clair que la lumière du jour, en faisant connaître toutes ses circonstances ». Et, puis-

1. Lorsqu'un procès-verbal est insuffisant, la relaxe du prévenu s'impose. (Cons. État, Recueil. 1894, p. 392.)

qu'ils doivent relater très fidèlement les faits, tels qu'ils se sont présentés aux yeux du rédacteur, la première condition de leur validité est qu'ils soient dressés dans un délai aussi rapproché que possible du moment où l'infraction a été commise.

Dans notre ancien droit, le procès-verbal devait être dressé au moment de la découverte du délit ou dans les trois jours ¹.

Le principe est encore le même aujourd'hui, et cela est naturel; car, ainsi que nous le verrons plus loin, les agents devant constater les faits matériels qui frappent leurs sens, s'ils ne rédigeaient leur procès-verbal que quelques jours après l'infraction, ils ne constateraient pas *ce qu'ils voient, ce qu'ils entendent*, mais ce qu'ils se souviendraient d'avoir vu ou entendu ².

En matière criminelle, le procès-verbal doit être dressé dans les trois jours.

Ainsi, les maires et adjoints doivent remettre à l'officier chargé du ministère public près le tribunal de police toutes les pièces et rensei-

1. L'ordonnance de 1669, titre 10, art. 9, dit que les gardes devaient faire leur rapport deux jours au plus tard après le délit commis, à peine d'encourir les amendes des délinquants.

Les commis des fermes devaient dresser leur procès-verbal au moment même de la découverte de la fraude. (Arrêt du Conseil du 21 mai 1726.)

2. Voyez : FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 4374; — VILLEY, *Précis de droit crim.* p. 297.

gnements, dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils ont reconnu l'infraction ¹. Le même délai est imparti aux gardes forestiers de l'administration, des communes et des établissements publics pour remettre leurs procès-verbaux au conservateur, inspecteur ou sous-inspecteur forestier ². Il en est de même encore en ce qui concerne les procès-verbaux des gardes champêtres et des gardes des particuliers : ces agents ont trois jours pour remettre leurs procès-verbaux au commissaire de police de la commune ou, à son défaut, au maire, lorsqu'il s'agit de simples contraventions. S'il s'agissait d'un délit correctionnel, la remise du procès-verbal serait faite par eux au procureur de la République, mais toujours dans le même délai ³.

La loi est quelquefois plus stricte : par exemple, en matières de douanes et de garantie d'or et d'argent ⁴, où les procès-verbaux doivent être rédigés immédiatement et sans se déplacer.

1. Article 15 du C. d'inst. crim.

2. Article 48 du C. d'inst. crim.

Il a été jugé, en matière de grande voirie, que des faits délictueux relevés deux jours après qu'ils se seraient passés sont considérés comme non établis à la charge de l'inculpé. (Cons. État, 29 mars 1889.) Rec. L. 4889, p. 443.

3. Art. 20 Code inst. crim.

4. Art. 2 titre 4, loi du 9 floréal an vii, art. 102 loi du 9 brumaire, an vi.

En matières d'octroi¹, de chasse², de pêche³, de contributions indirectes⁴, de poids et mesures⁵, de police rurale⁶, le procès-verbal doit être dressé dans les vingt-quatre heures, depuis le moment où l'infraction a été connue de l'agent qui doit la constater.

Ces différents délais sont calculés, soit d'heure à heure, soit par jour.

Lorsque les délais sont fixés par heure, ils se comptent d'heure à heure, *de hora ad horam*⁷; c'est-à-dire que, si un délai de vingt-quatre heures est imparti par exemple, on comptera *de momento ad momentum* : l'infraction a été constatée aujourd'hui à deux heures de l'après-midi; le procès-verbal devra être dressé demain à deux heures de l'après-midi au plus tard.

Les délais sont-ils au contraire fixés par

1. Art. 77 ordonnance du 9 déc. 1814.

2. Art. 23, loi du 3 mai 1844.

3. Loi du 15 avril 1829, art. 46.

4. Art. 68 loi du 28 avril 1816.

5. Ordonnance du 17 avril 1839.

6. Art. 7 loi des 26 septembre-6 octobre 1791. — À l'inverse de ce qui se passe en matière de chasse, ici le délai ne court qu'à partir de la constatation du délit. (DALLOZ, *R^e*, v^o *Procès-verbal*, n^o 95.)

7. Les décisions de la jurisprudence sont nombreuses en ce sens. Voyez la note sous un arrêt de cass., 2 mai 1895 (S. 95, 1, 383) n^o 2, et les autorités qu'elle cite : CARRÉ ET CHAUVEAU, *Lois de la procéd. quest.* 3415; — BIOCHE, *Dict. de procéd.* v^o *Délai*, n^o 51; — ROUSSEAU ET LAISNEY, *Dict. de procéd.*, v^o *Délai*, n^o 8; — RODIÈRE, *Compét. et procéd.* tome 1^{er}, p. 154; — BONFILS, *Compét. et organis. judiciaire*, n^o 626; — MANGELLE, *Dict. des délais*, n^o 20; — AUBRY ET RAU, tome 1^{er}, p. 163, § 49.

jour, on compte *de die ad diem* ; et, suivant une règle générale qui trouve son application aussi bien en matière civile qu'en matière criminelle, le jour qui est pris pour point de départ du délai n'est pas compris : *dies a quo non computatur in termino*, — règle qui doit être suivie tant qu'il n'y a pas de disposition contraire dans la loi.

La question s'est présentée de savoir si cette disposition n'existe pas précisément en matière de contributions indirectes :

Lorsque le prévenu est absent, la loi veut que copie du procès-verbal soit affichée, *dans le jour*, à la porte de la maison commune du lieu de la saisie.

Que faut-il entendre par cette expression : *dans le jour* ?

Sommes-nous en présence d'un délai se comptant de *momento ad momentum* ou, au contraire, d'un délai se comptant *de die ad diem* ?

L'article 21 du décret du 1^{er} germinal an XIII exige que l'heure de la clôture du procès-verbal soit indiquée : faut-il voir dans cette prescription un motif pour compter *de hora ad horam* ? La Cour de cassation ne l'a pas pensé ; elle a jugé que le procès-verbal peut être, dans ce cas, notifié pendant toute la journée du lendemain du jour où il a été dressé ¹.

1. Voici l'arrêt qu'elle a rendu à ce sujet le 2 mai 1895 : La Cour, sur le moyen pris de la violation des articles 24 et 25 du décret du

Mais ces différents délais ne sont pas toujours de rigueur.

1^{er} germinal an XIII, en ce que le procès-verbal aurait été annulé par le motif que la notification de cet acte aurait eu lieu un quart d'heure après la clôture du procès-verbal : — Vu les dits articles ; attendu que, pour la computation des délais accordés par la loi, on doit rechercher si le délai est donné par heure ou par jour ; que, si le délai est accordé par heure, la computation doit avoir lieu rigoureusement à partir du moment indiqué et finir avec la dernière heure du délai imparti par la loi ; qu'ainsi, vingt-quatre heures étant accordées pour l'affirmation d'un procès-verbal, soit à partir de sa clôture, soit à partir du moment du délit, cette formalité doit être accomplie avant l'expiration des vingt-quatre heures comptées *de momento ad momentum* ; qu'il en est autrement lorsque le délai est accordé par jour ; que, dans ce cas, le délai n'expire qu'avec la journée du lendemain ; qu'à moins de disposition contraire, on doit supposer en effet que le législateur a suivi la règle *dies a quo non computatur in termino* ; qu'on ne saurait voir cette disposition contraire dans celle de l'art. 21 du décret susvisé, qui exige la mention de l'heure de la clôture du procès-verbal, cette mention étant indispensable pour constater que le procès-verbal a été régulièrement dressé en l'absence du prévenu ;.... — Attendu qu'en décidant le contraire, et en annulant le procès-verbal par le motif que la notification faite à P... le 17 novembre, à 11 heures 15 du matin avait été faite hors du délai de vingt-quatre heures imparti par l'article 24 du décret susvisé, la Cour d'appel de Rouen a substitué un délai à un autre, faussement appliqué et par suite violé ledit article, — *Casse*.... (SIREY, 95, 1,233)

L'affaire a été renvoyée devant la Cour d'appel de Caen, qui l'a tranchée dans le même sens par l'arrêt suivant : « Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal, dressé par le receveur et le commis principal des contributions indirectes en résidence à Brionne, que P... a été rencontré, le 14 novembre 1893, sur le territoire de la commune de B... transportant un fût contenant 41 litres d'eau-de-vie, sans expédition de la régie ; que le procès-verbal, clos le 16 à 11 heures du matin, n'a été notifié que le 17 à 11 heures 16, d'après la copie ; que, sans doute, cette date a été rectifiée sur l'original et remplacée par celle du 17, mais que la copie est seule opposable aux prévenus ;

Attendu que cité à comparaître devant le Tribunal de Bernay, il a soutenu que ce procès-verbal était nul, parce qu'il n'avait pas été notifié dans les 24 heures qui ont suivi sa clôture ; que sa prétention a été accueillie, et que, par suite, il a été relaxé des poursuites dirigées contre lui ;

Il en est ainsi dans toutes les matières où la loi ne les exige pas à peine de nullité, par

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII, en cas d'absence du prévenu, la copie du procès-verbal doit être affichée, dans le jour, à la porte de la maison commune du lieu de la saisie ; qu'il s'agit d'un délai se comptant par jour, et que le compter par heure, ce serait substituer un autre délai au délai légal ;

Attendu que ces mots « dans le jour » ne veulent pas dire « avant la fin du jour même où le procès-verbal a été dressé », parce que, s'ils avaient cette signification, il arriverait fréquemment que les employés de la régie n'auraient pas le temps indispensable pour remplir cette formalité, et que l'on ne peut supposer que le législateur ait prescrit quelque chose qui doive, dans certains cas, rendre fatalement nuls les actes dressés par eux pour arriver à la repression de la fraude ;

Attendu qu'en vertu d'une règle générale, le jour à partir duquel court un délai ne doit pas être compté dans ce délai lui-même ; qu'application en a été faite dans l'art. 25 du décret du 1^{er} germinal an XIII et, plus tard, dans l'art. 3 de la loi du 21 juin 1873, relatifs à l'affirmation des procès-verbaux ; qu'il y a lieu de l'appliquer également à l'affiche de ces mêmes actes ou à la notification qui en tient lieu, et de dire que les mots « dans le jour » signifient « dans le jour qui suit celui où le procès-verbal a été clos » ;

Attendu que l'on objecte que l'obligation imposée aux rédacteurs des procès-verbaux d'indiquer l'heure de la clôture, démontre que le délai dans lequel la notification doit être faite se compte par heure, parce que cette énonciation serait sans objet, si elle n'était pas destinée à permettre de constater que cette formalité a été accomplie dans le délai prescrit ; mais que cette objection n'est pas fondée ; qu'en effet, la mention d'heure de la clôture du procès-verbal est nécessaire pour établir que cet acte a été rédigé en présence du prévenu ; qu'il est donc certain, en droit, que le procès-verbal dressé par les employés contre P. . est valable,.... etc. — Caen, 27 novembre 1893, Recueil Caen : 1893, 111. — Voyez : MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, p. 70 ; dans le même sens, Cass. 19 juin 1890, S. 90, 1, 403 ; — Loi du 23 juin 1873, art. 3 ; — Bordeaux, 30 déc. 1891 (D. 92, 2, 60) ; — Rouen, 12 déc. 1862 (S. 63, 2, 147). — Cass., 20 janv. 1863 (S. 63, 1, 11). — Nancy, 20 mai 1863 (S. 63, 2, 147) ; — Gaz. pal. R^{es}, v^o *Impôts indirects*, n^{os} 1242 et suiv. — OLIBO, *Codes des contributions indirectes*, tome 3, p. 363, 5^e édition ; — TRESCAZE, *Dictionnaire des contributions indirectes*, v^o *Procès-verbal*, n^o 194.

exemple en matière de simple police et de police rurale ¹.

De même, il a été décidé que l'article 11 du Code d'instruction criminelle ne fixe pas le délai dans lequel les commissaires de police doivent dresser procès-verbal des contraventions qu'ils constatent ².

En matière forestière, il n'y a pas de délai.

L'article 165 du Code forestier s'exprime en effet ainsi : « Les gardes écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux et les signeront, et affirmeront, au plus tard, le *lendemain de la clôture* desdits procès-verbaux... »; et l'article 170 du même Code : « Les procès-verbaux seront, sous peine de nullité, enregistrés dans les quatre jours qui suivront celui de l'affirmation, ou celui de la clôture du procès-verbal s'il n'est pas sujet à l'affirmation... » La jurisprudence a conclu avec raison de ces textes que la rédaction des procès-

1. Cass., 27 avril 1860 (D., 60, 5, 303). — Cass., 25 fév. 1887 (D., 88, 5, 398); 20 juin 61 (D., 61, 5, 390) et 17 mai 1831 (D., 61, 1, 240).

2. Cass., 20 juin 1861 (Bull. n° 127). — Il a été jugé aussi, en matière fiscale, que le délai de 24 heures n'est pas imparti à peine de nullité, et que les contraventions peuvent être valablement constatées tant que la prescription de trois ans édictée par l'art. 638 du C. d'instr. crim. n'est pas acquise. — Voyez : Cass., 25 juin 1875 (S., 76, 1, 45); — Le Pay, 6 août 1877, Ann. des Contributions indirectes, 80-81, 403; — Cass., 5 juin 1880 (S., 80, 1, 483); 30 juillet 1880 (S., 82, 1, 284); — Trib. Lyon, 17 fév. 1881 (S., 83, 2, 38; — Bordeaux, 23 déc. 1886; — Rec. de Bordeaux, 1887, p. 44). — Cass., 28 janv. 1887 (D., 87, 1, 416).

verbaux prévus par le Code forestier n'était soumise à aucun délai rigoureux ¹.

On a cherché un remède à cet état de choses ; on n'en a pas trouvé. Se fondant sur l'ordonnance du 1^{er} août 1827, qui porte : « ² Les agents et gardes dresseront, jour par jour, des procès-verbaux des délits et contraventions qu'ils auront reconnus », Faustin Hélie pense que les gardes n'ont pas la faculté de dresser leurs procès-verbaux à l'époque qu'il leur conviendrait. Mais il est obligé de reconnaître que, si le devoir des gardes est de rédiger leurs rapports jour par jour, « il ne manque que la sanction ³ ».

SECTION II

Lieu de l'infraction et lieu de la rédaction du procès-verbal.

Nous avons dit que le procès-verbal doit être dressé par un officier public compétent. Or, comme le procès-verbal doit porter avec lui la preuve de sa régularité, outre l'indication qu'il doit donner des nom, prénoms et qualité de

1. Cass., 11 janv. 1850 (Bull. n° 8).

2. Art. 181 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827.

3. FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instruct. crim.*, tome III, p. 327 et 328.
DALLOZ, R^{ne}, v° *Procès-verbal*, n° 577 et suiv.

l'officier rédacteur ¹, il faut qu'il mentionne le lieu où l'infraction a été commise.

En effet, l'agent n'a qu'une compétence territoriale limitée, et cela permettra de voir s'il n'a pas dépassé ses droits.

Pour la même raison, l'agent rédacteur doit mentionner le lieu de sa résidence : il indiquera ainsi qu'il a rempli sa mission dans le ressort où il est attaché ou sur le territoire pour lequel il est assermenté ².

Dans certaines matières ³, l'omission du lieu du délit empêcherait le procès-verbal de faire foi contre le prévenu, parce que celui-ci serait dans l'impossibilité de s'inscrire en faux pour établir, soit son alibi, soit celui du garde. Il en est ainsi en matière forestière. Ce n'est, du reste, qu'une survivance de l'ancien droit : le livre des terriers, tome III, p. 137, dit, en effet, qu'il fallait « que le garde énonçât si précisément le lieu du délit, qu'il ne pût être équivoque, même confinât

1. Pour les noms, qualités et demeures : 1^{er} des poursuivants, v. LABORI, *R^e encyclop. du droit fr.*, v^o *Impôts indirects*, n^{os} 1208 et suiv.; — 2^e des saisissants, *ibid.*, 1206, 1207.

2. Loi du 9 flor. an VII, art. 3, titre iv. — Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 21. — Ordonn. du 9 déc. 1814, art. 75. — Ordonn. du 1^{er} août 1821, art. 34.

3. Le procès verbal d'un garde champêtre n'est pas nul parce qu'il n'indique pas le lieu où la contravention a été commise, alors d'ailleurs que les éléments réellement constitutifs de cette contravention y ont été indiqués. — Cass. 24 janv. 1861 (D. 61, 1, 406). — V. Requête 3 août 1852 (D. 52, 1, 238).

le lieu en rappelant l'héritage du bois voisin, si c'est sur des limites, soit au milieu ou en quelque partie ».

Toutefois, le lieu du délit est suffisamment indiqué, par exemple lorsque le procès-verbal porte en tête le nom d'une forêt comprise dans le canton que le garde rédacteur est chargé de surveiller ¹.

— On peut se demander aussi dans quel lieu les agents doivent rédiger leur procès-verbal.

En principe, ils ne sont pas tenus de le rédiger à l'endroit même où l'infraction a été commise. Mais il est des cas où ils sont obligés d'indiquer au contrevenant le lieu où ils le dresseront, par exemple en matière de contributions indirectes (Cass. 17 fév. 1820) ², de même en matière de garantie d'or et d'argent, où, comme nous venons de le voir, « les agents doivent dresser

1. FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1427.

En matière de contributions indirectes, le procès-verbal doit indiquer le lieu de la saisie, à peine de nullité.

2. Il a été jugé, en matière de contributions indirectes, qu'aucune disposition de la loi n'oblige à rédiger à l'instant et sur le lieu de la saisie les procès-verbaux. — Art. 24 et 26, décret du 1^{er} germ. an XIII. — Cass. 28 janv. 1887, 1.416 et note. — Cass. crim. re.j. 30 juillet 1880 (D. 81, 1, 493) — Lyon, 17 fév. 1881 (D. P. 82, 2, 126). — Cass. 29 déc. 1808 (D. 38, 105). Treseaze, chr. 1.266 (Bull. criminel, 1808, 233). — 21 avril 1814 (D. 27, 549), Mem. des contr. ind., 8, 274. — Treseaze, chr. 1.542. — Mais les employés doivent sommer le prévenu d'assister à la rédaction du procès-verbal, en entendre lecture, le signer et en recevoir copie: — Cass. 17 fév. 1820 (Mem. des contr. ind., 10, 335. — Treseaze, chr. 1.908. — Cass. 8 nov. 1878 (S. 79, 1, 144; D. 79, 1, 382). — Treseaze, D. J. 1880, 57. — Lyon, 24 déc. 1888 (Mon. Lyon, 25 avril 1889),

leurs procès-verbaux à l'instant et sans déplacer ».

SECTION III

Date.

Il est utile d'indiquer la date du procès-verbal, car elle sert à interrompre la prescription ¹. Mais la date n'est pas de l'essence de l'acte : son omission n'entraîne pas toujours une cause de nullité ; elle ne l'entraîne que si elle est explicitement ou implicitement commandée par la loi.

La véritable date du procès-verbal est l'heure de sa clôture. C'est de ce moment que partent les délais pour la signification, l'affirmation, l'enregistrement de l'acte.

La date est une formalité essentielle ² :

1° Lorsqu'elle est exigée par un texte, par exemple en ce qui concerne les procès-verbaux

1. Peu importe que le délit remonte à six mois, par exemple; c'est la clôture du procès-verbal qui sert de point de départ à la prescription.— V. MANGIN, *Traité de l'action publique*, n° 332. — LE SELLYER, *Traité du D. crim.*, n° 2360, et MEAUME, *C^o du Code forestier*, n° 1315 ; — Chambéry, 13 juin 1885 (S. 87, 2, 206).

2. Trib. simple police Magny-en-Vexin, 21 mai 1892, *Loi* du 1^{er} juillet 1892.— Cass. 8 janv. 1807.— Treseaze, chr. 1, 2, 25 (Bull. crim. 1807, 6).— Cass. 29 mai 1818 (D. 27, 599). — Cass. 14 juin 1834 (S. 34, 1, 512. — Cass. 1^{er} déc. 1888 (S. 90, 1, 431).

des employés des contributions indirectes ¹, des douanes ², de l'octroi ³, des gardes du génie ⁴;

2° Lorsqu'elle est prise comme point de départ des formalités que nous venons d'indiquer (signification, affirmation, enregistrement) ⁵.

Encore est-il que, même dans ces cas, une erreur matérielle dans la date n'entraînerait pas forcément la nullité du procès-verbal, surtout lorsque, par suite d'autres indications contenues dans l'acte, on peut reconstituer cette date ⁶.

1. Art. 21 du décret du 1^{er} germinal an XIII, et art. 26.

2. Art. 3, loi du 9 floréal an VII.

3. Art. 75 ordonnance du 9 décembre 1814.

4. Art. 34 ordonn. du 1^{er} août 1821.

5. Art. 163 du Code forestier, art. 44 loi du 15 avril 1829; art. 41, ordonnance du 15 avril 1839, art. 19 du décret du 16 sept. 1811, loi du 3 mai 1844, art. 24.

6. Cass. 3 janv. 1833 (D. 34, 1, 434).—Cass. 9 nov. 1865 (D. 66, 5, 381). — Cass. 9 décembre 1866 (D. 66, 5, 380) — Le Cons. d'Ét., 29 mars 1889 (D. 90, 3, 70), a décidé que l'omission de la date dans un procès-verbal n'est pas de nature à le faire déclarer irrégulier, alors qu'il contient dans ses énonciations l'indication du jour où il a été dressé.

La Cour de Caen, le 27 nov. 1893, (Rec. de Caen 1893, p. 111), l'a décidé en ce qui concerne la date dans la notification du procès-verbal: «.... Attendu, dit-elle, que l'erreur de date contenue dans la notification d'un procès-verbal dressé pour contravention aux lois sur les contributions indirectes, n'entraîne pas la nullité de cet acte, s'il résulte de l'ensemble des constatations que la notification a eu lieu dans le jour où le procès-verbal a été rédigé et clos..... »

Lorsqu'une date est impossible, elle est censée ne pas exister. La date est impossible dans ce cas, par exemple : un procès-verbal porte que l'affirmation a eu lieu le 1^{er} juillet, et la date de ce procès-verbal est celle du 15 juillet.

Conformément à la loi du 14 mars 1891, ayant pour objet l'adoption de l'heure temps moyen de Paris comme heure légale en France et en Algérie, les agents verbalisants doivent, dans tous leurs actes comportant l'indication de l'heure, faire suivre cette mention de ces mots « heure légale ».

SECTION IV

Présence du délinquant.

En règle générale, pour l'immense majorité des procès-verbaux, la présence du délinquant à la rédaction de l'acte n'est pas exigée ¹.

La présence des délinquants à la rédaction du procès-verbal n'est exigée que dans trois cas : en matière de contributions indirectes ², en matière de douanes ³ et d'octroi ⁴.

Le procès-verbal des employés des contributions indirectes doit, relativement à la saisie, énoncer la *présence* de la partie à la description de l'espèce, du poids ou mesure des objets saisis, ou la sommation qui lui aura été faite d'y assister ⁵.

Le procès-verbal, toutefois, ne serait pas nul pour défaut de sommation, s'il constatait que les agents ont été dans l'impossibilité de faire

1. Ainsi, par exemple, en matière de police urbaine, un procès-verbal dressé hors de la présence du prévenu serait à tort considéré comme nul. — Cass. 1^{er} sept. 1855 (D. 55. 5. 364).

2. DALLOZ, R^{re}, v^o *Procès-verbal*, n^o 323 et suppl. n^o 122 et s.

3. DALLOZ, R^{re}, v^o *Procès-verbal*, n^o 433 et s. et n^o 524.

4. Art. 75 ordonnance du 9 décembre 1814.

5. Art. 21 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

cette sommation¹, par exemple à cause des violences ou voies de fait dont ils auraient été l'objet de la part du délinquant, ou par suite de l'absence de ce dernier.

Les motifs de cette règle qui exige que le prévenu soit *présent* à la rédaction du procès-verbal ou sommé d'y assister, se conçoivent aisément. « Il s'agit, en effet, d'un procès-verbal qui fait foi jusqu'à inscription de faux; il faut donc qu'il énonce les explications de la partie, ou qu'elle a été mise en demeure de les fournir; il faut qu'il soit fait contradictoirement, afin que le faits puissent être contredits² ».

Il convient alors de distinguer le cas où le prévenu est présent et celui où il est absent.

A. — Le prévenu est présent.

Lecture et remise de la copie du procès-

1. L'expression « sommation » n'est pas sacramentelle. Un procès-verbal n'est pas nul s'il énonce que le délinquant a été « prévenu » de se trouver à la rédaction du procès-verbal. En effet, dit Dalloz, un délinquant régulièrement averti ne peut se plaindre que les formalités qui supposent sa présence n'aient pas été remplies. (Dalloz, R^{re}, n° 434 *in fine*.—Voyez: Cass. 14 juin 1834 (Dalloz, R^{re}, tome 38, p. 402, n. 4); Cass., 6 novembre 1885 (S. 86. 1. 139).

2. Cass. 14 juin 1834 (Dalloz, tome XXVI, p. 636) —V. FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, tome III, p. 389.— Par suite de la même règle, si la saisie est motivée par l'altération des expéditions, les pièces altérées, signées et parafées des saisissants, sont annexées au procès-verbal, qui doit contenir la sommation faite à la partie de les parafer et sa réponse. (Art. 22 décret 1^{er} germinal an XIII, art. 76 de l'ordonnance du 9 décembre 1814).

verbal doivent lui être faites immédiatement avant sa clôture ¹.

Le contrevenant peut valablement se faire représenter à la rédaction du procès-verbal. Il a été jugé qu'un procès-verbal de saisie dressé en l'absence du prévenu est valable, lorsqu'il a été rédigé contradictoirement avec le préposé du prévenu. La sommation d'assister à la rédaction du procès-verbal faite, en l'absence du prévenu, à sa femme ou à son domestique ou à toute autre personne qui le représente est régulière ².

B. — Le prévenu est absent.

En cas d'absence du prévenu, la copie du procès-verbal sera affichée, dans le jour, à la porte de la maison commune du lieu de la saisie ³.

1. Art. 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII. Le procès-verbal est nul si la remise de cette copie n'est pas mentionnée dans cette copie ; il a même été décidé que le fait que la copie se trouve entre les mains du prévenu et a été produite par lui ne saurait couvrir l'irrégularité commise, rien ne justifiant que la copie lui ait été remise au moment de la rédaction du procès-verbal par les agents verbalisants. — Cass. 24 mars 1898 (D. 98. 2. 247) — DALLOZ, R^{re}, v^o *Procès-verbal*, n^o 437, 438 et suiv. — Cass. 20 mars 1841 (S. 41. 1. 463). — Répert. Gaz. pal., v^o *Impôts indirects*, n^{os} 1236 et suivants.

2. Cass. 26 mars 1836 (Dalloz, R^{re}, tome 38, p. 103, note 1). — 2 mai 1812 (Trescaze chr. 1. 2. 52).

3. Art. 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII. — Grenoble, 24 mars 1898 (D. 98. II. 247). — Cette règle est absolue et ne comporte aucune restriction : Cass. 28 janvier 1887 (D. 87. 1. 416). — Voyez encore : Cass. 4 décembre 1806 (Bull. 1806. 205), 26 mars 1817 (D. 27. 533). — Trescaze, chr. 1. 194. — Bordeaux, 10 févr 1891 (Rec. de Bordeaux 1891. 1. 125).

En cas d'absence, l'affichage est légalement fait à la porte de la mairie, même si le contrevenant a son domicile dans la commune du lieu de la saisie : Aix, 9 févr. 1882 (S. 83. 2. 126).

L'affichage de cette copie pourrait être valablement remplacé, soit par une notification faite au domicile du prévenu, soit en parlant à sa personne ¹.

La notification par voie d'affichage sera employée dans le cas où le prévenu n'a pas de domicile, ou si son domicile est trop éloigné, ou s'il n'a laissé personne pour le représenter ².

Aux termes de l'article 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII, cet affichage doit être fait *dans le jour*; la Cour de cassation a jugé que, par cette expression, il fallait entendre un délai de vingt-quatre heures ³.

— Toutes ces règles que nous venons d'énoncer s'appliquent, comme nous l'avons indiqué au début de cette section, en matière de douanes : « Les rapports des préposés des douanes constateront..... l'espèce, poids ou nombre des objets saisis, la présence de la partie à leur description ou la sommation qui leur aura été faite d'y

1. Cass. 23 août 1816 (J. P. tome XIII, p. 67; D. R^e V^e *Procès-verbal* n^o 439 et suiv.) — Trois voies sont ouvertes pour la notification : 1^o afficher l'acte à la porte de la maison commune, 2^o notification au domicile naturel, 3^o à personne. — Cass., 23 août 1816. Bull. crim. 1816, 57; 26 avril 1839 (S. 39. 1. 867; D. 39. 1. 303) — Cass. 12 novembre 1835 (D. 33. 108). — Cass. 5 novembre 1807 (D. 4. 43; 4 juin 1830 (Bull. 1830. 159); 9 mars 1877 (Bull. 1877. 83).

Une seule affiche suffit pour tous les délinquants : Cass. 11 avril 1831 (S. 31. 1. 329 ; — Chambéry, 19 juin 1873. (TRESCAZE chr. 1873. 1. 45). — Voyez du reste R^e Labori, v^o *Impôts indirects*, 1242 et suivants.

2. FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instr. crim.*, tome III, p. 391.

3. Cass., 4 déc. 1806 (J. P. tome V, p. 567).

assister.....¹ » Elles s'appliquent aussi en matière d'octrois, avec quelques différences : « Toutes contraventions aux droits d'octroi, dit l'art. 75 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, seront constatées par des procès-verbaux..... lesquels énonceront..... l'espèce, poids ou mesure des objets saisis, leur évaluation approximative², la *présence* de la partie à la description ou la sommation qui lui aura été faite d'y assister..... » ; et l'art. 77 de la même loi :..... « Si le prévenu est présent à la rédaction du procès-verbal, cet acte énoncera qu'il lui en a été donné lecture et copie ; en cas d'absence du prévenu, si celui-ci a domicile ou résidence connue dans le lieu de la saisie, le procès-verbal lui sera signifié dans les vingt-quatre heures de la clôture. Dans le cas contraire, le procès-verbal sera affiché, dans le même délai, à la porte de la maison commune. Ces procès-verbaux, significations et affirmations pourront être faits tous les jours indistinctement.... »

— En matière de garantie d'or et d'argent, si les parties intéressées sont présentes, l'art. 102 de la loi du 19 brumaire an VI prescrit : « Il sera dressé, à l'instant et sans déplacer, procès-verbal de la saisie et de ses causes, lequel con-

1. Loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 3. — V. encore. art. 4, 5, 6 même titre ; — FAUSTIN HÉLIE, *op. cit.*, tom. III, n° 4437.

2. Cela n'est point exigé en matière de contributions indirectes.

tiendra les dires de toutes les parties intéressées et sera *signé* d'elles ¹.... »

SECTION V

Signature.

La signature du procès-verbal par les agents qui l'ont rédigé est une forme essentielle ; rien ne pourrait la suppléer : sans la signature, le procès-verbal est nul ².

Cette règle est tellement générale qu'il n'aurait pas été nécessaire que les lois spéciales la formulassent. « L'écrit qui n'est pas signé, quels que soient les soins qui ont accompagné sa rédaction, n'est qu'un projet, et c'est la signature qui lui imprime le caractère d'un acte. C'est la signature de l'officier de police qui imprime aussi au procès-verbal toute sa force et toute

1. A propos de la saisie, des formalités spéciales et qui sont communes pour la plupart aux procès-verbaux relatifs aux douanes, octrois et contributions indirectes, sont exigées. Ce sont : 1^o énonciation de la date de la saisie, noms et demeures des assistants, espèce, poids et nombre des objets saisis ; 2^o présence de la partie, ainsi que nous venons de le voir ; 3^o noms et qualités des gardiens des objets saisis ; 4^o offre de mainlevée sous caution solvable ; 5^o copie du procès-verbal dans la citation.

En matière de délits de pêche et forestiers, cette dernière formalité est exigée.

2. La signature consiste dans le *nom* de famille, qui doit toujours être révélé, ou bien dans le surnom, mais à condition qu'il soit mentionné dans la commission qui institue l'auteur de l'acte.

son autorité. Elle transforme sa déclaration en un témoignage personnel; elle engage sa responsabilité; elle revêt l'acte, en le complétant, du caractère qui en fait une preuve judiciaire ¹ ».

Certaines lois spéciales disent d'une façon expresse que les procès-verbaux doivent être signés à peine de nullité. C'est ainsi, par exemple, que l'art. 165 du Code forestier et l'art. 44 de la loi du 15 avril 1829 portent : « Les gardes écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux; ils les signeront à peine de nullité ². »

Même lorsque la loi ne pose pas cette règle, la jurisprudence l'applique. Par exemple, en matière de douanes, malgré le silence des articles 1 et 3 de la loi du 9 floréal an VII, la Cour de cassation a jugé : « Qu'un procès-verbal dressé par un préposé des douanes et un simple particulier est nul, si ce particulier ne l'a pas revêtu de sa signature, bien qu'il ait apposé sur ce procès-verbal sa marque ordinaire en présence de témoins ³. »

Cependant, il y a une exception en ce qui

1. FAUSTIN HÉLIE, *op. cit.*, t. III, p. 342.—R^{re}, Gaz. Pal., v^o *Procès-verbal*, n^o 8.

2. Voyez encore : art. 21 du décret du 3 janvier 1813, sur les mines; art. 13 du décret du 16 septembre 1811, pour les portiers-concierges des places de guerre; art. 19 du titre 10 de la loi du 6 août 1791 et art. 84 de la loi du 5 ventôse an XII, en ce qui concerne les procès-verbaux en matière de droits réunis.

3. Crim. rejet., 9 fév. 1844. Dall., R^{re}, tome 38, n^o 77, v^o *Procès-verbal*.

concerne les gardes champêtres; ils peuvent, en effet, faire leurs rapports, soit de vive voix, soit par écrit ¹.

Dans le premier cas, il est évident qu'il ne peut être question de signature.

Le motif de cette exception est qu'à l'époque où ces lois ont été faites, l'instruction n'était pas très répandue, et qu'on était souvent obligé d'avoir recours à des gardes champêtres complètement illettrés, souvent incapables d'écrire leur nom. « Ce qui semble prouver que telle a été l'intention de la loi, c'est le soin qu'elle a pris de désigner les officiers publics qui doivent recevoir et écrire les rapports de ces gardes : le concours de ces officiers est une garantie qui supplée, non seulement à leur écriture, mais à leur signature ². »

— *Quid* lorsqu'un procès-verbal est sujet à l'affirmation ? La signature apposée au bas de l'acte d'affirmation dispense-t-elle le garde de signer le procès-verbal ? Meaume ³ enseigne que, si le procès-verbal et l'acte d'affirmation sont écrits d'un même contexte, on ne peut exiger deux signatures. Mangin est d'un avis opposé : il pense que, « si l'acte d'affirmation doit être

1 Article 10 de la loi du 30 avril 1790 ; art. 6, sect. VII, titre I, loi du 28 septembre 1791.

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1394.

3. MEAUME, tome II, p. 662, *Comment. du Code for.*

signé par le garde, il est clair que la signature qu'il y appose ne s'attache qu'à lui et non au procès-verbal. »

Nous sommes de l'avis de Mangin. En effet, l'article 165 du Code forestier exige que les procès-verbaux des gardes soient signés, et ajoute que les gardes affirmeront leurs procès-verbaux au plus tard le lendemain de leur clôture. Il en découle que le procès-verbal doit être signé avant d'être affirmé¹.

1. En ce sens, voyez FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 345.

Cependant la Cour de cassation a jugé le contraire : « Attendu, a-t-elle dit, que si, aux termes de l'article 155 du Code forestier, les procès-verbaux des gardes doivent être signés par eux, soit qu'ils les aient écrits, soit qu'ils les aient fait écrire par un tiers, il est certain que le procès-verbal qui donne lieu aux poursuites actuelles est revêtu de la signature du garde, et que le jugement attaqué n'en a prononcé l'annulation que parce que cette signature est placée à la suite de l'affirmation ; — Attendu qu'il est constant que ce procès-verbal est écrit en entier de la main du maire de la commune, qui en a reçu l'affirmation ; que les déclarations du garde, le résultat des recherches du maire, qui s'était joint à lui pour découvrir les auteurs du délit, et l'affirmation sont rédigés de suite sur un seul et même feuillet, et ne forment qu'un seul et même acte ; qu'il résulte de là que la signature du garde se réfère à tout le contenu de cet acte, conséquemment à une déclaration dont lecture lui a été préalablement donnée, et ainsi que le vœu de la loi a été rempli. (Cass., 19 juillet 1828, B., p. 656.) — Arrêt rapporté par MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, p. 270. — Voyez encore Bourges, 24 nov. 1836. (DALLOZ, R^{ue}, tome 38, p. 20. note 3).

MANGIN remarque, du reste, que la Cour avait été entraînée par un précédent : elle avait jugé, le 5 fév. 1825, qu'une signature donnée dans les mêmes conditions était suffisante ; mais il s'agissait d'une espèce où le procès-verbal avait été écrit par un maire sur la déclaration d'un garde champêtre. Or, nous venons de le dire, la signature du garde champêtre n'est pas exigée à peine de nullité. — V. FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 345.

De là, il résulte que, si plusieurs procès-verbaux sont écrits sur une même feuille de papier à la suite l'un de l'autre, une signature est nécessaire pour chacun d'eux. Meaume lui-même admet qu'une seule signature apposée au bas du dernier acte ne pourrait pas valider ceux qui le précèdent ¹.

1. MEAUME, *Comm.*, tome II, p. 663.

— Si la signature est une des règles essentielles des procès-verbaux, il n'en est pas de même de l'écriture. En principe, sans doute, le procès-verbal doit être écrit de la main de l'officier qui a fait les constatations (sauf exception pour les gardes champêtres); mais c'est en matière de poids et mesures seulement que l'écriture de l'agent verbalisant est exigée à peine de nullité. Dans les autres matières (garantie d'or et d'argent, douanes, contributions indirectes, forêts, etc.), en cas d'empêchement, et en faisant mention de cet empêchement, l'écriture de l'agent n'est pas exigée. — Voyez FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 329 à 338. — L'ignorance du garde est considérée comme un cas d'empêchement. — *Cass.*, 12 fév. 1829. B. n° 94. — VILLEY, *op. cit.*, p. 291.

Un arrêt de la Cour de cassation, Chambre crim., (S. 66, 1, 375), a jugé : 1° que les gardes peuvent faire écrire leurs procès-verbaux par des personnes sans qualité, c'est-à-dire autres que les magistrats ou fonctionnaires autorisés (lois des 29 déc. 1790, 5 janv. 1891, 28 sept.-6 octobre 1791) à recevoir les déclarations des gardes, et se borner à signer, pourvu que l'officier public qui reçoit l'affirmation donne préalablement au garde, verbalement, lecture de son procès-verbal. Voir en ce sens : GIRAUDEAU ET LELIÈVRE, *Code annoté de la chasse*, n°s 818, 824 et 1136; en sens contraire, MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, p. 219, qui considère comme de l'essence d'un procès-verbal d'être écrit par le garde ou le fonctionnaire compétent. — Voyez encore *Cass.*, 24 janvier 1861 (D. 71, 1, 105), qui juge que la faculté de faire écrire son procès-verbal par toute personne, sauf à ne l'affirmer qu'après en avoir entendu la lecture, n'est accordée qu'aux gardes forestiers; — 2° que l'acte d'affirmation du procès-verbal doit être revêtu, à peine de nullité, de la signature du garde. — Voyez *supra* : *Cass.*, 8 fév. 1878 (S. 78, 1, 334); — V. DALLOZ, *Supplém. au Rép.*, v° *Procès-verbal*, n°s 139 et suivants; — *Cass.*, 17 mai 1888. *Gaz. pal.*, 88, 1, 897.

Les renvois, ratures, surcharges et interlignes doivent être approu-

SECTION VI

Affirmation

L'affirmation est la déclaration, faite sous la foi du serment devant un officier public par le verbalisant, que le procès-verbal contient la vérité.

C'est la reproduction, sous une autre forme, du serment qui, sous l'empire de l'ordonnance de 1319, constituait à lui seul toute la solennité, la déclaration étant alors purement verbale.

Cette formalité est exigée dans l'immense majorité des procès-verbaux, et elle n'est obligatoire que dans les cas où la loi le dit d'une façon expresse¹.

Voici les procès-verbaux qui y sont soumis :

rés, dans les procès-verbaux, lorsqu'ils portent sur des mots qui constituent une partie essentielle de l'acte qui les renferme. — DALLOZ, *Re*, tome 38, n° 71. — Les parties raturées sont réputées non avenues, de même que les interlignes, renvois, surcharges non approuvés. — Code d'instruction crim., art. 78. — Cass., 14 sept. 93 (D. 93, 1, 433), et note 3, Code d'inst. crim., art. 78. — DALLOZ, *Code d'instruc. crim. annoté*, art. 78, nos 4 et suivants. — Cass., 24 mars 1898, déjà cité.

— En matière de grande voirie, si la signature est exigée, l'écriture ne l'est pas. — Conseil d'Etat, 20 juin 1888 (S. 90, 3, 3). — *Sic* LAFERRIÈRE, *Traité de la juridiction administrative et des recours content.*, tome 2, p. 626. — Recueil LEBON ET PANHARD, 1888, p. 77.

1. Le procès-verbal soumis à l'affirmation est, dans le cas où cette formalité n'est pas remplie, dépourvu de toute force probante, et l'acquiescement du prévenu est régulièrement prononcé, si le ministère public ne fournit pas d'autre preuve. Cass. 26 janv. 1860 (D. 61, 5, 388).

1° Les procès-verbaux des gardes forestiers¹; 2° des gardes champêtres des communes et des particuliers²; 3° des garde-pêche³; 4° des préposés des contributions indirectes⁴; 5° des préposés de l'octroi⁵; 6° des préposés des douanes⁶; 7° des ingénieurs et des conducteurs des ponts et chaussées, des cantonniers et autres agents de la grande voirie⁷; 8° des préposés des ponts à bascule⁸; 9° des garde-mines⁹; 10° des gardes et adjoints du génie¹⁰; 11° des gardiens de batterie et des portiers-consignes¹¹; 12° des agents de surveillance et des gardes assermentés des chemins de fer¹²; 13° des agents de surveillance des lignes télégraphiques¹³; 14° des agents de la navigation¹⁴; 15° des vérificateurs des

1. Art. 163 du Code forestier.

2. Art. 40, loi du 30 avril 1790; loi du 28 floréal an X, art. 41, et loi des 26 septembre-6 octobre 1791, art. 6, titre 1.—En matière de chasse : Cass. 31 juillet 1880 (D. 81, 4, 331); 23 nov. 82 (D. 83, 4, 441); 17 avril 1890 (D. 90, 4, 280).

3. Art. 44 loi du 15 avril 1829.

4. Art. 25 du décret du 1^{er} germinal an XIII. — Répertoire Labori, v° *Impôts indirects*, n° 4250 et suiv.

5. Art. 8 loi du 27 brumaire an VIII.

6. Art. 10 loi du 9 floréal an VII.

7. Loi du 21 avril 1810, art. 94; décret du 18 août 1818, art. 4 et 2; loi de 16 déc. 1811, art. 112.

8. Décret du 23 juin 1806.

9. Art. 94 loi du 21 avril 1810, art. 16 loi des 14-22 juillet 1836.

10. Art. 40 décret du 10 août 1853.

11. Art. 183 décret du 23 oct. 1883.

12. Art. 24 loi du 13 juillet 1845.

13. Art. 11 du décret du 27 décembre 1851.

14. Art. 26 loi du 14 frimaire an VII, art. 21 loi du 9 juillet 1836. (V. aussi loi du 29 floréal an X, art. 2, et décret du 18 août 1810, art. 2.)

poids et mesures ¹; 16° des gardes d'artillerie ²; 17° des agents chargés de constater les contraventions à la police du roulage et des messageries ³; 18° des agents de surveillance assermentés pour constater les infractions sur les sources d'eaux minérales ⁴; 19° les procès-verbaux en matière maritime ⁵.

1. Art. 41 ordonnance du 17 avril 1839.

2. Art. 4 loi du 22 juin 1851.

3. Art. 112 décret du 16 décembre 1811, art. 18 du décret du 30 mai 1851.

4. Art. 16 loi du 14 juillet 1856.

5. D'après le décret du 19 mars 1852, concernant le rôle d'équipage et les indications des bâtiments et embarcations exerçant une navigation maritime, les commissaires de l'inscription maritime, consuls et vice-consuls de France, officiers et officiers mariniens commandant les bâtiments et embarcations de l'Etat, syndics des gens de mer, gardes maritimes et gendarmes maritimes constatent, par procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux, les infractions prévues par ce décret. A peine de nullité (art. 9), ils doivent affirmer leurs procès-verbaux, dans les trois jours de leur clôture, par devant le juge de paix du canton ou son suppléant, ou par devant le maire ou l'adjoint, soit de la résidence de l'agent instrumentaire, soit de celle où le délit a été constaté, sauf les commissaires de l'inscription maritime, consuls et vice-consuls de France, officiers et officiers mariniens commandant les bâtiments et embarcations de l'Etat.

Les agents de la surveillance des pêches maritimes instituées par le décret du 10 octobre 1897 doivent affirmer leurs procès-verbaux. Ils constatent les infractions en matière de pêche, de la police de la navigation et de domanialité maritime. (Art. 92, loi du 13 avril 1898.)

Dans d'autres matières, ne sont pas soumis aux formalités de l'affirmation : les procès-verbaux des officiers ou agents de police judiciaire dans les attributions qu'ils tiennent du Code d'instruction criminelle (art. 11 et suiv.), sauf les gardes champêtres et forestiers que nous venons de mentionner (art. 16 et 48 du C. d'inst. crim.); les procès-verbaux des sous-officiers de gendarmerie, brigadiers et gendarmes (la loi du 17 juillet 1856, les en dispense formellement); les procès-verbaux des employés des postes, des agents voyers en matière de petite voirie (Cass. 29 nov. 1831, D. 51, § 448 ;

Nous avons dit que l'affirmation devait être faite sous la foi du serment.

Cependant, la question n'a pas été résolue par le législateur.

En effet, aucun texte ne parle du serment ; et, pour l'exiger, on a été obligé de dire que le mot *affirmer* signifie déclarer sous la foi du serment, qu'il est synonyme du mot *jurer* ¹.

On conclut de cette définition que tout procès-verbal qui constaterait qu'il a été *affirmé* remplirait le vœu de la loi ; mais ne rempliraient pas ce vœu la déclaration du fonctionnaire portant que le procès-verbal lui a été *présenté* par le garde, ou celle dans laquelle le garde aurait déclaré devant le maire qu'il persistait dans tout ce que le procès-verbal contenait, et qu'il le confirmait sincère et véritable ².

l'art. 41 de la loi du 2 mai 1836, est, en effet, muet à cet égard), des agents forestiers autres que les gardes forestiers, pourvu que le procès-verbal ne porte pas saisie (art. 166 et 167 du Code forest.) ; enfin, en général, les procès-verbaux de tous les agents auxquels la loi n'a pas imposé cette mesure: agents de la police sanitaire, de la pêche maritime, de la police des ports et rivières, des inspecteurs et inspectrices départementaux sur le travail des enfants dans les manufactures, des conducteurs des ponts et chaussées en matière de chemins de fer (Cons. d'Ét. 28 mai 1880, S. 81, 3, 78), des commissaires de surveillance administrative (Cons. d'Ét. 4 mars 1881, S. 82, 3, 51), etc., etc. — Pour le tableau des procès-verbaux assujétis à l'affirmation, consulter VALLET et MONTAGNON, *Manuel des Magistrats du parquet*, tome 1^{er}, n^o 127.

1 MANGIN, *Traité des procès verbaux*, p. 65. — Cass. 26 fév. 1862 B 56. — FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 330.

2. Cependant, en matière de grande voirie, le Conseil d'État a jugé que l'affirmation a été remplie lorsque le procès-verbal a été *déclaré*

L'affirmation doit être faite devant l'officier public compétent pour la recevoir.

Les lois spéciales à chaque matière indiquent quel est cet officier ; ce sont, en général, le juge de paix et ses suppléants, le maire et ses adjoints ¹.

Si l'affirmation était faite devant un fonctionnaire autre que celui indiqué par la loi le procès-verbal serait nul ².

sincère et véritable. — Cons. d'État 30 nov. 1859 (D. 54, 3, 33). — FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1402. — En somme, il n'y a pas de termes sacramentels ; mais il faut qu'on puisse induire des mots employés une prestation de serment.

1. Voici devant quels officiers les procès-verbaux doivent être affirmés :

Douanes, contributions indirectes, octrois : devant le juge de paix ou suppléants. (Loi du 9 flor. an VII, art. 10, — décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 28, — loi du 27 frim. an VIII, art. 8.)

Forêts, pêche fluviale : juge de paix ou suppléants, maire ou adjoints soit de la résidence des gardes, soit du lieu où le délit a été constaté.

Art. 165 Code for., loi 15 av. 1829, art. 44). — Cass., 8 janvier 1887, S., 88. 1. 232)

Police rurale : juge de paix ou suppléants, maire ou adjoints (Art. 41 loi du 28 floréal an X.)

Matière militaire : juge de paix, maire ou adjoints en l'absence du juge de paix. (Art. 49 décret du 16 septembre 1811.)

Chemins de fer et lignes télégraphiques : juge de paix, maire du lieu de l'infraction ou de la résidence de l'agent. (Art. 24 loi du 15 juillet 1843. (Art. 40 décret du 10 août 1853.)

Poids et mesures : maire ou adjoints du lieu où l'infraction a été commise ou de la résidence des agents (Art. 41, ordonnance du 17 avril 1839, art. 11 du décret du 27 décembre 1851.)

Grande voirie : maire ou adjoint du lieu où l'infraction a été commise (Art. 412 décret du 16 décembre 1811.)

Eaux minérales : juge de paix ou maire (Art. 16 loi des 14-22 juillet 1856.)

V. Cass., 25 oct. 1824, (S. 25. 1. 228).

2. FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, n° 1404.

Mais on distingue entre l'officier incompetent d'une façon absolue (juge de paix d'un canton autre que celui où l'infraction a été commise)¹ et l'officier incompetent d'une manière relative, (officier qui ne doit agir qu'en cas d'absence d'un autre officier et qui agit en sa présence).

Dans ce dernier cas seulement, l'affirmation ne sera pas nulle; car l'officier qui a reçu l'affirmation est compétent dans certains cas, et, s'il n'a pas mentionné l'absence de l'autre officier, on ne saurait faire découler de cette omission la nullité de l'acte².

En matière forestière³, la loi déclare compétents pour recevoir l'affirmation : 1° le juge *du canton* ou l'un de ses suppléants; 2° le maire ou l'adjoint, soit de la commune de la résidence du garde, soit de celle où le délit a été commis, soit de celle où il a été constaté.

La question se pose de savoir à quel juge de paix le garde doit s'adresser ? A celui de la rési-

1. Le procès-verbal a-t-il été affirmé devant le maire ou l'adjoint d'une commune autre que celle dans laquelle le délit a été commis, l'affirmation est irrégulière, et cette irrégularité entraîne la nullité du procès-verbal; — Cass., 5 brumaire an XII. P. chr. 39 mars 1809 (S. et P. chr.; D. 11 404).

2. Il résulte de ce principe qu'un acte d'affirmation n'est pas nul lorsqu'il n'indique pas le lieu où il a été reçu. — MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 451. — Cass. 8 janvier 1887 (Gaz. pal 87. 4. 476) — 22 janvier 1887. (*Loi* 21 juillet 1887; *Revue des eaux et forêts* 1889, 150.)

3. Art. 163 du Code forestier.

dence du garde ou à celui du lieu où l'infraction a été commise ou constatée? La doctrine et la jurisprudence décident que « le garde peut s'adresser aussi bien à l'un qu'à l'autre », les expressions de l'article 165 « soit de la commune de leur résidence se référant à tout ce qui les précèdent; qu'il n'y a aucune raison pour exclure les uns ou les autres, et jeter dans la loi une obscurité qu'elle n'a pas eu intention d'y laisser ¹ ».

La même question se pose en matière de douanes et de contributions indirectes. Elle est résolue généralement de la même manière ².

— L'acte d'affirmation doit être signé par l'officier public qui l'a reçu; il n'est pas nécessaire qu'il l'écrive lui-même.

On doit trouver aussi, au bas de l'acte d'affirmation, la signature du fonctionnaire affirmant.

Cependant la question est controversée.

Un arrêt du 26 août 1813, rendu par la Cour de cassation ³, l'avait résolue par la négative

1. MANGIN, *Traité de procès-verbaux*, n° 149. — Voir aussi : MEAUME, *Commentaires du Code forestier*, n° 1174, et FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, tome III, p. 334.

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 334 et 355. — Par juge de paix de la résidence des agents, on entend celui de la circonscription entière soumise à la surveillance des préposés. — Caen, 20 décembre 1876 (Rec. Caen, 1877, p. 234).

3. Cass., 26 août 1813 (J. P., tome XI, p. 669.) — Cons. État, 22 juin 1883 (S. 83, 3, 34).

malgré les conclusions contraires de Merlin, qui avait dit : « Si l'affirmation est le complément du rapport, il est clair que les commis figurent dans l'une en la même qualité que dans l'autre ; que, fonctionnaires publics dans le rapport, ils le sont également dans l'affirmation ; qu'ainsi l'affirmation est un acte pour la perfection duquel le concours de plusieurs officiers est indispensable, et que, comme on ne peut douter que tout acte dans lequel concourent plusieurs fonctionnaires publics ne doive être signé de chacun d'eux, on ne peut pas douter davantage que l'affirmation ne doive être revêtue des signatures des commis, tout aussi bien que de celle du juge de paix. »

Mais, depuis, la Cour de cassation s'est ralliée à cette opinion, et a déclaré que l'acte d'affirmation n'est valable qu'autant qu'il est signé, tout à la fois, par le magistrat devant lequel le procès-verbal a été affirmé et l'agent rédacteur¹.

De plus, la loi a consacré elle-même cette jurisprudence en décidant, en matière de poids et mesures, que l'affirmation est signée tant par les maires et adjoints que par les vérificateurs².

1. Cass., 1^{er} avril 1830 (Dall. Rép., V^e *Procès-verbal*, p. 25, note 1).
— 20 nov. 1863 (B., n^o 274).

2. Art. 41, ordonnance du 17 avril 1839.

Du reste, comment pourrait-il en être autrement ? ¹

« Le juge de paix ou le maire qui reçoit une affirmation ne fait pas un acte de juridiction ; il ne rend point un jugement, il dresse simplement procès-verbal d'une déclaration qui est faite devant lui par un autre officier ; l'acte d'affirmation exige donc le concours de deux officiers, celui qui affirme et celui qui reçoit l'affirmation, celui qui rend un témoignage et celui qui constate ce témoignage. Il doit donc porter la signature de l'un et de l'autre ². »

— L'acte d'affirmation doit être, comme le procès-verbal, *daté*. Sinon, il ne contiendrait pas la preuve qu'il a été dressé dans le délai légal ³.

Par date, il faut entendre, ainsi que nous

1. En ce sens : MANGIN, *Procès-verbaux*, n° 28 ; FAUSTIN HÉLIE, *Instruction crim. v. infra* ; MEAUME, *C. du Code forestier*, n° 1174. — En sens contraire, Cass., 26 août 1813 (Dall. R^e. v° *Procès-verbal*, n° 111) ; Conseil d'État, 10 mai 1839 (Rec. Leb. chr.) ; 16 juillet 1840, 18 mars et 6 juillet 1843 (R. Leb., chr.)

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 357.

Que décider lorsqu'il s'agit d'un procès-verbal rédigé par un garde champêtre ? Nous avons vu que le garde champêtre peut ne pas signer le procès-verbal lui-même : il n'y est pas tenu à peine de nullité. Serait-il donc obligé de signer l'acte d'affirmation ? Il semble qu'il ne saurait y avoir de doute possible ; il faut répondre sans hésiter que la signature du garde champêtre n'est pas nécessaire. Et c'est à tort, selon nous, qu'un arrêt de la Chambre criminelle a déclaré nul un procès-verbal dressé par un garde champêtre parce que l'acte d'affirmation n'était pas signé par lui. — Crim. Cass., 9 mars 1866 (D. 66, 1, 285).

3. Trib. corr., Blois, 1^{er} fév. 1889. Gaz. pal., 89, 1, 358.

l'avons déjà dit, l'heure à laquelle l'affirmation a été reçue.

Cependant, on décide généralement que *l'heure* n'est pas exigée lorsque le délai est fixé par jour et non par heure.

Il en est ainsi en matière forestière, où l'affirmation doit être faite, au plus tard, le lendemain de la clôture des procès-verbaux. En effet, il est inutile que cet acte soit daté d'heure, puisqu'il peut être fait valablement pendant toute la journée du lendemain.

— Si plusieurs séances ont été employées par le garde pour rédiger son procès-verbal, et que ce procès-verbal soit divisé en plusieurs parties, une seule affirmation est nécessaire, et le délai pour la recevoir ne commencera à courir que du jour de la dernière séance.

— Dans le cas où des erreurs se seraient glissées dans la date et même si la date n'était pas mentionnée, la nullité qui résulterait de cet état de choses pourrait être couverte, si d'autres énonciations du procès-verbal permettaient de la reconstituer ¹.

1. Un arrêt de cassation du 11 février 1860 a jugé formellement qu'une erreur évidente dans l'indication du millésime de la date d'affirmation est à tort considérée comme entraînant la nullité du procès-verbal, si elle est rectifiée par la relation qui existe entre cette date et celles de la rédaction et de l'enregistrement. — D. 1860. 5. 300). En ce sens: MANGIN, *Traité des Procès-verbaux*, p. 277. — Cons. d'État, 9 juin 1830. (S., chr.; P. 30, 3 16). — Ca. s., 30 nov. 1811. (D. t. 11. 406).

— Nous avons vu que l'acte d'affirmation devait être reçu, à peine de nullité, par l'officier public compétent.

Il résulte de cette règle qu'il doit énoncer la qualité de ce fonctionnaire; car cette qualité est le titre de sa compétence ¹.

— L'affirmation étant la déclaration avec serment que les énonciations du procès-verbal sont sincères, il est indispensable que l'acte d'affirmation constate que les agents rédacteurs du procès-verbal se sont présentés devant l'officier public, et ont affirmé la sincérité des déclarations contenues dans leur procès-verbal, sans d'ailleurs reproduire ces déclarations en détail.

Quelques textes exigent, en outre, que l'acte d'affirmation mentionne que lecture de leur procès-verbal a été faite, par l'officier qui reçoit l'affirmation, aux agents verbalisants ².

1. Grenoble, 26 août 1810. Arrêt inédit cité par MEAUME. — Cependant, lorsque la qualité de l'officier est constante, quoiqu'elle ne soit pas mentionnée, ce fait ne constitue pas une nullité.—Cass., 17 janv. 1845 (D. 46. 4. 421).

2. Art. 10 loi du 9 floréal an VII.—Art. 28 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

Art. 165 du Code forestier, art. 44 de la loi du 15 avril 1829.—Mais, dans ces deux derniers cas, cette formalité n'est exigée que lorsque les procès-verbaux n'ont pas été écrits en entier de la main des agents verbalisants.

— L'acte d'affirmation, en résumé, doit contenir, à peine de nullité : « 1^o le nom et la qualité de l'officier public qui l'a reçu ; 2^o la constatation de l'affirmation des faits consignés dans le procès-verbal ; 3^o la

— La loi a établi différents délais pour dresser l'acte d'affirmation ; et, quels que soient les délais choisis par elle, suivant un principe constant en matière criminelle, si le délai expire un jour férié, il n'y a pas lieu de le prolonger en ajournant l'affirmation ¹.

Ce délai commence à courir à partir du jour ou de l'heure de la clôture du procès-verbal ². On le compte lui-même, soit par jour, soit par heure, suivant les règles établies par nous dans la section première de ce chapitre ³.

Quels sont ces différents délais ?

Il y en a trois : 1^o délai de vingt-quatre heures, 2^o délai d'un jour, 3^o délai de trois jours.

A. Délai de vingt-quatre heures.

Les procès-verbaux qui rentrent dans cette catégorie sont : ceux des préposés des douanes, lorsque la contravention est de la compétence des juges de paix ⁴ ; ceux qui interviennent en

double signature de l'officier qui affirme et de l'officier qui reçoit l'affirmation ; 4^o la date du jour et, dans certains cas, de l'heure où l'acte est reçu ; 5^o enfin, et seulement dans les cas spécifiés par la loi, la mention de la lecture du procès-verbal. » (FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 339 *in fine*.)

1. Loi du 17 thermidor an VI, art. 353 C. inst. crim.

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 335. — MARGIN, n^o 112. — DALL., R^{er}, v^o *Procès-verbal*, n^o 129.)

3. FAUSTIN HÉLIE, tome III, n^{os} 1409 et 1410, établit d'une façon positive ces règles en ce qui concerne l'affirmation.

4. Art. 6 de la loi du 9 floréal an VII et art. 10 même loi.

matière de police rurale ¹, de chasse ² et de contravention à la police des places fortes ³, d'octroi ⁴.

B. — Le délai est d'un jour.

Les procès-verbaux soumis à cette règle sont ceux qui interviennent en matière forestière, de pêche fluviale et de poids et mesures ⁵.

C. — Le délai est de 3 jours.

Il en est ainsi en matière de douanes ⁶, de contributions indirectes ⁷, de chemins de fer ⁸, de roulage ⁹.

Que faut-il décider pour les procès-verbaux dont la loi n'a pas parlé, auxquels le législateur n'a pas imparti de délai ¹⁰ ?

1. En effet, d'après MANGIN, p. 228. si « le Code rural ne détermine pas le délai dans lequel l'affirmation doit être faite, il est évident qu'il se réfère à l'art. 10 de la loi du 17 avril 1890, qui fixe ce délai de vingt-quatre heures. » (V. aussi loi du 6 octobre 1791, titre I, sect. 7, art. 6)

2. Art. 24 loi du 3 mai 1814.

3. Art. 49 décret du 16 septembre 1811.

4. Riom, 14 juin 1880 (S. 82. 2. 240.—OLIBO, *Code des contr. ind.* 5^e édit., p. 163 et 170.

5. Art. 165 du Code forestier; art. 44, loi du 15 avril 1829; art. 41, ordonnance du 17 avril 1839.

6. Art. 6, décret 4^e jour complémentaire an XI, — à la condition que le procès-verbal soit porté devant la juridiction correctionnelle.

7. Art. 28 décret du 1^{er} germinal an XIII.

Le délai se compte à partir de la clôture du procès-verbal. La Cour de cassation a jugé que ce délai était, non pas de 72 heures, mais de trois jours. — Cass. 19 juin 1890 (S. 90, 1, 493). *Contra* : OLIBO, *Code des contributions indirectes*, tome 3, p. 569; — TRESCAZE, *Dict. gén. des contr. indirect.* v^o *Procès-verbal*, n^{os} 210 et 211.

8. Art. 24 loi du 15 juillet 1845.

9. Art. 18 loi du 30 mai 1851.

10. Ce sont les procès-verbaux en matière de mines (l. du 21

Il ne peut se faire que l'affirmation soit indéfiniment retardée ¹; dans le silence de la loi, on doit décider que le délai le plus long est accordé à l'agent verbalisant pour affirmer son procès-verbal. « Les lois spéciales qui ont gardé le silence à cet égard, dit Faustin Hélie, n'ont fait que se référer au droit commun. L'article 94 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, porte : Les procès-verbaux contre les contrevenants seront affirmés dans les formes et délais prescrits par les lois. Or, on doit considérer comme de droit commun le délai le plus long : les autres délais, plus rigoureusement limités, ne peuvent être imposés qu'en vertu des dispositions spéciales qui les ont établis ². »

SECTION VII

Enregistrement.

L'enregistrement n'est pas, comme l'affirmation, exigé pour la validité de la plupart des

avril 1810, art. 94) ; de grande voirie (art. 112 loi du 16 déc. 1811) ; Cons. d'État, 6 mars 1856 (D. 58, 3, 43), Rec. Lebon, 1885, p. 101 et 1814, p. 324 ; et en matière de règlement relatif aux voitures (art. 2, Décret. 18 août 1810).

1. Cons. État, 11 fév. 1881, (S. 82, 3, 45) ; 20 fév. 1880. Rec. Lebon, p. 201, *Affre ministre des Trav. publics.*

2. Les procès-verbaux des agents de la surveillance des pêches maritimes font exception à cette règle, lorsqu'ils ont été dressés à la mer. Dans ce cas, le délai d'affirmation ne court que du jour du débarquement de l'agent verbalisateur. On voit que l'affirmation peut être ainsi indéfiniment retardée. (Art. 82 loi du 13 avril 1898).

procès-verbaux ; c'est, au contraire, l'infime minorité des procès-verbaux qui est soumise à cette règle.

En effet, l'enregistrement n'est exigé, à peine de nullité, qu'en matières de douanes ¹, de forêts ², de pêche fluviale ³, et de roulage ⁴.

Et encore, en matière de douanes, l'enregistrement est quelquefois remplacé par un *visa*. L'article 1^{er} de la loi du 9 floréal an VII le dit formellement : « Les rapports ne sont dispensés de l'enregistrement qu'autant qu'il ne se trouve pas de bureau dans la commune du dépôt de la marchandise, ni dans celle où est placé le tribunal qui doit connaître de l'affaire ; auquel cas, le rapport sera *visé* le jour de la clôture ou le lendemain, avant midi, par le juge de paix du lieu ou, à son défaut, par l'agent municipal ⁵ ».

Il y a bien d'autres lois qui prescrivent l'enregistrement, telles sont : la loi du 29 mars 1806, relative aux gardes du génie ; l'ordonnance du 16 avril 1839, en matière de poids et mesures ; la loi du 15 juillet 1845, sur les chemins de fer ;

1. Art. 9 et 11 de la loi du 9 floréal, an VII.

2. Art. 170 du Code forestier.

3. Art. 47 de la loi du 15 avril 1829.

4. Art. 49 loi du 30 mai 1831.

Dans les autres matières, l'enregistrement n'est pas exigé : grande voirie, par exemple. — Cons. d'État. (Rec. Lebon, 1883, p. 101).

5. Lorsque le procès-verbal est affirmé devant le juge de paix, il doit quand même être visé par lui.

— mais elles ne le prescrivent pas à peine de nullité ¹.

En général, par conséquent, les procès-verbaux ne sont pas nuls pour ne pas avoir été enregistrés.

La formalité de l'enregistrement est extrinsèque. Elle n'a pas pour but de donner une date certaine aux procès-verbaux, qui sont des actes authentiques, mais seulement de constater leur existence, et peut-être aussi de contrôler leur date.

Les agents ayant qualité pour verbaliser doivent faire enregistrer leurs procès-verbaux dans le délai de quatre jours.

Le jour de l'acte ne compte pas. C'est l'opinion de Mangin qui, combattant l'opinion contraire professée par Merlin ², décide « que l'on

1. Dans tous ces cas, la Cour de cassation considère l'enregistrement comme une mesure purement fiscale — Instruction administrative de l'enregistrement, 30 janvier 1883 (D. 1884, 5, 227). — C'est ainsi qu'en matière de contributions indirectes, par exemple, le défaut d'enregistrement dans les délais voulus entraîne une amende de 25 fr. et le paiement d'une somme égale au droit. (Art. 34 de la loi sur l'enregistrement du 22 frim. an VII).

Lorsque aucun texte n'exige l'enregistrement d'une façon expresse, le procès-verbal ne peut être annulé faute d'avoir été enregistré, sinon on créerait une cause de nullité non prévue par les lois spéciales, ce qui est impossible.

2. MERLIN, *R^{re} de jurispr.*, v^o *Délai*, p. 232. — DALLOZ, *R^{re}*, v^o *Procès-verbal*, n^o 128.

Le dernier jour du délai n'est pas compté lorsqu'il se trouve un dimanche ou un jour de fête légale. (Art. 2^s loi du 22 frim., an VII). — Décision du ministre des finances, 10 messidor, an X.

doit présumer que, quand le législateur a assigné deux délais très courts dont l'inobservation entraîne la nullité des procès-verbaux, il a entendu que ces délais ne souffrissent aucun retranchement... le jour *a quo* ne fait point partie du délai, à moins que la loi ne dise expressément le contraire ; que si elle laisse du doute, ce doute doit s'interpréter dans le sens qui accorde à l'officier rédacteur du procès-verbal tout le délai pendant lequel il peut remplir la formalité dont il s'agit ¹. »

Le délai de quatre jours pour enregistrer les procès-verbaux est édicté par l'article 20 de la loi du 22 frimaire an VII, et l'on est d'accord pour reconnaître qu'il s'applique aux procès-verbaux que les lois spéciales n'ont pas soumis à une règle différente.

En matière de douanes, une difficulté s'élève. L'article 9 de la loi du 9 floréal an VII fixe un délai particulier en ce qui concerne le *visa* : ce délai est de vingt-quatre heures. Comme cet article ne parle pas de l'enregistrement, à quelle règle ce dernier doit-il être soumis ? La jurisprudence et la doctrine ont décidé qu'il fallait lui appliquer la règle du droit commun, c'est-à-dire le délai de quatre jours².

1. MANGIN, *Traité des Procès-verbaux*, n° 28.

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 373. Cass., 16 brum., an XIV. — (J. P., tome V., p. 30).

Peu importe que la mention d'enregistrement soit écrite en marge

CHAPITRE II

DE QUELS FAITS LES PROCÈS-VERBAUX FONT-ILS FOI?

Émanant régulièrement de personnes revêtues d'un caractère public, et qui ont reçu de

du procès-verbal ou à la suite de l'affirmation, et que les procès-verbaux soient enregistrés dans tel ou tel bureau. — FAUSTIN-HÉLIE, tome III, n° 1417.

En cas de force majeure, la nullité qui résulte de l'inobservation des formalités prescrites est couverte; mais en cas de force majeure seulement, car les formalités légales à observer dans la rédaction des procès-verbaux est du droit le plus strict. — Caen, 8 janv. 1890 (R. Caen et Rouen 1090, 2, 206). — Voici un cas de force majeure : Il a été jugé « que le refus sans droit par le maire d'une commune, sur le territoire de laquelle a été commis un délit rural, de recevoir l'affirmation d'un procès-verbal dressé par un garde particulier contre l'auteur de ce délit, constitue un cas de force majeure donnant ouverture à un nouveau délai pour l'affirmation devant le juge de paix du canton. » — Cass., 29 févr. 1884 (Gaz. pal., 84, 2, 139).

Outre les formalités étudiées dans ce chapitre, le procès-verbal doit encore contenir les faits matériels constitutifs de l'infraction. L'étude de ces faits occupera les trois chapitres suivants.

Le procès-verbal doit aussi, dans la mesure du possible, désigner les présumés coupables.

En matière d'octroi, il doit contenir l'évaluation approximative des objets saisis. Trib. corr. Evreux, 16 avril 1897. (Gaz. pal., p. 340). — Grenoble, 16 nov. 83 (Gaz. pal., 84, 1, 746). — Voyez TRESCAZE, *Octroi*, n° 1334 et suiv. — Du reste en matière d'octroi, une seule formalité est prescrite à peine de nullité : l'affirmation dans les 24 heures de la clôture du procès-verbal. — Lyon, 14 déc. 1883 (Gaz. pal., 84, 1, 466). — 25 juin 1884 (Gaz. pal., 85, 17). — Trib. corr., Bourgneuf, 8 déc. 83. (Gaz. pal., 84, 1, 89).

Le procès-verbal doit-il contenir aussi l'indication des textes de loi servant de base à la poursuite ? La négative a été professée par un arrêt du Cons. d'État, en matière de grande voirie, le 28 décembre 1894. (Rec. 1894, p. 733).

la loi mission de constater officiellement certains faits, les procès-verbaux sont, nous l'avons déjà dit, des actes *authentiques* : il faut s'attacher à cette idée pour indiquer de quels faits un procès-verbal fait foi.

1° Les procès-verbaux ne prouvent que les *faits matériels*, constatés par les agents rédacteurs de l'acte.

Cette règle est en harmonie parfaite avec les règles de l'authenticité en général.

2° Le fonctionnaire qui reçoit un acte auquel il a qualité pour donner l'authenticité, est un témoin revêtu d'un caractère officiel, à l'effet de constater ce qui se passe *en sa présence*.

Il en résulte que les procès-verbaux ne peuvent faire foi, ni des énonciations qui impliquent une appréciation personnelle de l'agent rédacteur, ni des mentions faites au procès-verbal d'après les constatations ou les dires de personnes autres que le rédacteur de l'acte ¹. « Un témoin, dit Littré, est celui qui a vu ou entendu quelques faits, et peut en faire rapport. » Cette définition doit s'appliquer d'une façon absolue à celui qui rédige un procès-verbal.

1. DEMOULIN, dans le Commentaire de la Coutume de Paris (titre I, § 64, n° 9), nous apprend déjà que l'authenticité ne s'attache qu'à la constatation des faits dont l'officier a été personnellement témoin, dans l'exercice de ses fonctions : *Quorum notitiam et scientiam habet, propriis sensibus, visus et auditus*. Et il ajoute, plus loin, qu'il en serait de même du témoignage des autres sens : le tact, le goût et l'odo-

3° Ces faits matériels constatés personnellement par l'agent rédacteur doivent être *constitutifs*¹ des infractions.

SECTION I^{re}

Faits matériels.

Les procès-verbaux ne prouvent que *les faits matériels* relatifs aux délits et aux contraventions qu'ils constatent. C'est du reste ce que nous apprend le Code forestier, article 176 : « Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites par les articles 165 et 170, et qui sont signés et dressés par deux agents ou gardes forestiers, font preuve, jusqu'à inscription de faux, des faits matériels relatifs aux délits et contraventions qu'ils constatent, quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits et contraventions peuvent donner lieu,

rat. Un décret du 23 décembre 1813 a consacré cette théorie en ce qui concerne les courtiers gourmets piqueurs de vin : leurs dégustations ont un caractère authentique.

L'art. 1317 du code italien décide que l'acte public ne fait foi que des faits qui se sont passés en présence de l'officier chargé de les constater.

La définition que Dalloz donne du procès-verbal est conforme à cette règle : Le procès-verbal, dit-il, est l'acte par lequel tout officier ou agent de l'autorité rend compte de ce qu'il a fait dans l'exercice de ses fonctions et ce qui a été fait ou dit *en sa présence*.

1. V. VILLEY, *Précis de droit criminel*, p. 297-298.

etc. »; — et l'art. 53 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale : « Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites par les articles 44 et 47 ci-dessus, et qui sont dressés et signés par deux agents ou garde-pêches, font preuve jusqu'à inscription de faux des faits matériels relatifs aux délits qu'ils constatent, quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits peuvent donner lieu..... »

Le procès-verbal ne prouve pas de la même façon les inductions qui ne sont que l'expression de l'opinion personnelle des agents.

Cette restriction n'existait pas dans l'article 11, titre IV, de la loi du 9 floréal an VII, qui se bornait à dire : « Les rapports, ainsi affirmés et rédigés, seront crus jusqu'à inscription de faux ; » elle n'existait pas non plus dans la loi du 19 brumaire an VI, relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent, — ni dans l'article 26 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

Le principe a été sagement dégagé par la jurisprudence de la Cour de cassation, et le législateur se l'est approprié dans les deux articles que nous venons de mentionner. M. Favard de Langlade le reconnaît dans son rapport devant la Chambre des députés en s'exprimant ainsi : « Cet article 176 du projet attribue à certains procès-verbaux

réguliers l'effet de faire foi, jusqu'à inscription de faux, des faits relatifs aux délits et contraventions qu'ils constatent. Cette disposition nous a semblé trop générale ; elle pourrait faire croire qu'aucune preuve n'est admise contre une déclaration quelconque consignée dans un procès-verbal, tandis qu'elle ne doit s'appliquer qu'à la matérialité du délit ou de la contravention. Vous sentirez, Messieurs, combien il serait dangereux d'admettre que des énonciations relatives à des injures, à des violences ou à toute autre circonstance pussent interdire au prévenu la faculté d'administrer la preuve contraire. Pour lever toute espèce de doute sur ce point, nous proposons de dire dans l'article : *faits matériels*. Cette addition est conforme à une jurisprudence consacrée par la Cour de cassation. »

La doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour reconnaître qu'éditée par deux textes spéciaux, l'un se rapportant au Code forestier, l'autre à la pêche fluviale, cette règle doit être étendue à tous les procès-verbaux, quel que soit, d'ailleurs, le degré d'autorité que la loi y attache.

Est-il, en effet, besoin de la justifier ? Puisque les agents verbalisants ne sont que des témoins officiels des faits qu'ils constatent, leurs procès-verbaux ne peuvent faire foi que des faits qu'ils ont vus, qui ont frappé leur sens, dont ils

peuvent affirmer la certitude; et, si l'on songe, en outre, au pouvoir exceptionnel des procès-verbaux régulièrement dressés, constituant pour le juge la preuve légale de l'infraction, — on comprend facilement que la loi n'ait voulu donner une telle force probante qu'à des faits exclusifs de toute interprétation ¹, et qui tombent nettement sous les sens de celui qui doit les constater. S'il en était autrement, s'il était possible que le procès-verbal eût la même force à l'égard des constatations qui reposent sur des appréciations ou des raisonnements variables selon le caractère et l'instruction de leurs auteurs, quelle place à l'arbitraire, quelle source d'erreurs!

Le législateur n'a cherché qu'une chose : une preuve complète et sérieuse permettant d'asseoir une condamnation. En conséquence, il a voulu que l'agent verbalisant, simple spectateur, n'eût qu'à *constater un fait* ².

Dans l'ancien droit, le juge lui-même n'avait

1. Cass., 21 nov. 1851 (D. P. 51. 1. 336). — 5 avril 1879 (D. 79. 1. 318). — 21 décembre 1883 (D. 90. 1. 95). — Tribunal de Saint-Jean-d'Angély, 27 nov. 1891 (D. P. 93. 2. 215). — Cass., 20 janv. 1893 (D. 94. 1. 53), et 14 avril 1894 (D. 94. 1. 461).

2. Ce fait doit être constaté d'une manière positive et précise. — Ainsi, lorsque le procès-verbal de la gendarmerie n'a pas précisé la quantité de poudre contenue dans un sac que les gendarmes ont vu passer de main en main, à la distance de 500 mètres, la Cour peut, sans violer la loi, renvoyer le prévenu de la poursuite de la régie, et dire que la contravention de détention de poudre de contrebande n'est pas établie. (Cass., 24 mai 1889, Pand. franç., 1889. 1. 571).

pas un rôle plus difficile à remplir : les preuves étaient grossières, souvent peu raisonnables ; l'aveu était la plus complète des preuves, et dispensait de toute procédure ultérieure. Et c'était la simplicité même de ces preuves qui les faisait accepter par les esprits primitifs.

Aujourd'hui, un principe identique doit être observé en ce qui concerne les procès-verbaux.

D'ordinaire très peu instruits ¹, les agents chargés de les rédiger seraient incapables de remplir convenablement leurs fonctions, si leur tâche n'était pas proportionnée à la culture de leur intelligence. Il est nécessaire de leur assigner un rôle purement passif dans lequel l'esprit n'ait pas un travail compliqué à accomplir ². L'interprétation de telle ou telle circonstance de la cause appartient au juge ; les agents sont

1. Cependant, pour rendre hommage à la vérité, il convient de reconnaître que le défaut d'instruction des employés subalternes va toujours en diminuant, grâce à l'instruction obligatoire. Mais nous ne sommes malheureusement pas encore arrivés à une époque où l'argument que nous faisons ait perdu toute sa force.

2. C'est là, croyons-nous, le seul motif à invoquer en faveur de l'opinion que nous soutenons, et il serait erroné de dire avec Floucaud Penardille : ... « Les inductions doivent être suspectées au point de vue de la *moralité* des personnes de qui elles émanent ; car les agents chargés de dresser procès-verbal sont originaires le plus souvent de la localité où s'exercent leurs attributions, ou bien ils y séjournent depuis longtemps. Dans le premier cas, ils ne sont pas étrangers pour les populations au milieu desquelles ils vivent ; dans le deuxième cas, ils ne tardent pas à cesser de l'être, à acquérir droit de cité. Ils vivent de la vie des habitants, s'y créent des amis, s'y font des ennemis, et il est à craindre que, dans l'exercice de leurs pouvoirs, ils usent de complaisances coupables envers les uns pour employer à l'égard des autres une sévérité excessive. » — Cette thèse est exagérée : les agents

chargés seulement de lui fournir les éléments matériels sur lesquels il puisse fonder son intime conviction.

Tout le monde est d'accord sur ce point ; cependant des difficultés nombreuses surgissent dans l'application du principe.

Que faut-il entendre par ces mots *faits matériels* ?

chargés de constater dans les villes les infractions, n'y comptent pas tant d'amis auxquels ils soient disposés à témoigner leur bienveillance en accomplissant des actes répréhensibles. Du reste, nous ne voyons pas en quoi il leur serait plus commode de leur donner des preuves d'une amitié trop sincère, s'ils étaient chargés d'interpréter les *circonstances* de l'infraction. L'abstention est aussi facile en ce qui touche les *faits matériels* : qu'ils ignorent l'existence de ces faits, et leur but sera atteint ! Quant aux ennemis de ces agents, l'argument n'est pas plus convaincant. D'abord, il est téméraire d'affirmer que, telle personne étant votre ennemie, vous serez forcément injuste envers elle ; ensuite, on peut faire remarquer que tous les agents chargés de verbaliser n'ont pas une compétence territoriale restreinte : les vérificateurs des poids et mesures entre autres. Enfin, dans les contributions indirectes, comme les agents sont toujours deux à faire les constatations, ils n'est pas vraisemblable qu'ils altèrent sciemment la vérité dans leurs rapports. Du reste, la loi qui les investit de sa confiance est très sévère pour ceux qui manquent à leur devoir : elle punit le crime de faux des travaux forcés à perpétuité. (Art. 145, C. P.) Comment supposer dès lors que les rédacteurs d'un procès-verbal accomplissent volontairement et sans intérêt un acte qui les exposerait à des peines aussi graves ? En tout cas, on peut affirmer que le législateur n'a pas été guidé par cette objection ; sans cela il eût supprimé jusqu'aux derniers vestiges d'une autorité qu'il jugeait dangereuse ; il n'aurait accordé aucune foi aux procès-verbaux ; ce serait la seule solution logique. — Ici bien entendu, nous nous plaçons au point de vue de ce qui existe, et nous cherchons à dégager les motifs qui ont fait agir le législateur ; c'est donc au point de vue du législateur que nous nous plaçons exclusivement. Quant à ce qui serait désirable, nous réservons notre opinion. Nous l'avons déjà dit et nous y reviendrons (voyez chapitre VI), nous trouvons exagérée la foi due aux procès-verbaux, au moins en ce qui concerne les procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux.

Selon nous, il faut leur donner un *sens strict* : ce sont les faits qui frappent les organes, et que l'on peut percevoir *propriis sensibus* ; ce sont les circonstances qui tombent sous l'un de nos sens, que nous pouvons rapporter, décrire sans qu'il soit besoin de faire aucun raisonnement. Pour employer une comparaison, — qui est peut-être trop moderne, mais qui définirait d'une façon exacte notre pensée, — il faudrait que l'agent pût fixer dans son procès-verbal ce qu'il a vu, comme le cinématographe fixe sur le papier les objets matériels qui existent dans la nature, et répéter ce qu'il a entendu comme le phonographe répète les conversations qui ont lieu devant lui.

Malheureusement, lorsqu'il s'agit de passer de la théorie à la pratique, on éprouve quelque embarras, et des exemples sont nécessaires pour bien faire saisir le sens que nous entendons donner à l'expression « faits matériels » :

Fait matériel, la constatation que du bois est entré en ville sans que le propriétaire ait payé les droits d'octroi ; fait matériel, la déclaration que des voitures non munies de lanternes ont stationné sur la voie publique pendant la nuit ; fait matériel, quand le procès-verbal constate qu'un fût de liqueur a été saisi ¹.

1. Une personne est déclarée coupable d'avoir reçu en fraude une

Mais ne sont pas des faits matériels l'affirmation que ce bois est du bois de chauffage et non du bois de construction ¹ ; que ces voitures non munies de lanternes appartiennent à telle personne parce qu'elles étaient conduites par un individu d'ordinaire à son service ; que cette liqueur possède une richesse alcoolique déterminée. Ce sont, au contraire, de simples présomptions qui peuvent être combattues par tous les moyens de preuve admis par la loi, d'après les règles ordinaires ; et l'appréciation des employés peut être sur ce point l'objet d'une expertise,

certaine quantité d'eau-de-vie contenue dans deux vessies : voilà un fait matériel. (Caen, Cour, 21 juillet 1897. — Arrêt non imprimé.)

Encore, dans cet arrêt de la Cour de Caen, en date du 19 mai 1897, il y a la constatation de faits matériels : « Attendu que, par un procès-verbal régulier du 18 janvier 1896, les employés de la régie ont constaté, au cours d'une visite domiciliaire chez S..., à Notre-Dame-du-Touchet, la présence dans sa cave de deux fûts pleins contenant ensemble 24 hectolitres, 20 litres de cidre et les débris de deux bonbonnes, brisées à l'approche des employés, ayant contenu ensemble douze litres d'eau-de-vie de cidre à 58 degrés, sans que S... ait pu produire de passavants applicables à l'introduction de ces liquides ; que c'est donc à bon droit que les agents ont relevé cette double contravention en déclarant saisie réelle des deux fûts pleins et saisie fictive des deux bonbonnes brisées, etc., etc., etc. ». (Arrêt non imprimé.)

1. Cass. 24 avril 1880 (D. 1880, 1. 360). — Cass. 5 août 1880 (S. 80. 1. 392).

La Cour de cassation a vu, non pas une appréciation, mais une constatation matérielle, dans le fait d'un agent de déterminer à quelle espèce appartient un chien. — Cass. 30 nov, 1861 (D. P. 63. 5. 304).

De même, en présence d'un procès-verbal portant que le prévenu a fabriqué du cidre dans Paris, il n'appartient pas au juge de décider que le prévenu a fabriqué, « non du cidre, mais de la boisson de cidre sucrée ». Il y a là constatation matérielle. — Cass. 11 déc. 1886 (Sirey 86. 1. 336).

sans qu'il y ait méconnaissance pour cela de la foi due aux procès-verbaux.

De même, l'*intention* qui, bien entendu, ne peut être constatée *de visu, de auditu*, n'est pas un fait matériel.

Mais, en certaines matières où les agents ont une expérience professionnelle toute spéciale, devra-t-on considérer comme faisant foi l'opinion qu'ils expriment sur les qualités des choses à l'occasion desquelles ils verbalisent?

Si nous nous en tenons à notre définition, évidemment non.

En effet, déterminer, par exemple, le degré alcoolique d'un spiritueux quelconque est, pour les employés de la régie, une opération journalière et qui se fait sans difficulté aucune; cependant, pour faire cette opération, il faut avoir des connaissances scientifiques spéciales, si modestes qu'elles soient, recourir à certains calculs et à l'usage de tables mathématiques, — éléments qui ne tombent pas directement sous les sens ¹. « Les hypothèses de ce genre qui se présentent, dans la pratique, avec des varié-

1. Cass. 11 mars 1876 (Bull. criminel, n° 78). — « Attendu que la foi jusqu'à inscription de faux ne s'étend pas aux simples opinions émises par les employés à la suite d'opérations scientifiques plus ou moins exactes; que, dans ce dernier cas, les tribunaux ont le droit d'ordonner toutes les vérifications propres à éclairer leur religion, sans être gênés par les prescriptions de l'art. 26 du décret du 1^{er} germinal an XIII. »

tés et des nuances innombrables difficiles à saisir, donneraient lieu, si on essayait de distinguer entre elles, à des solutions toujours subtiles, souvent voisines de l'arbitraire. Aussi paraît-il plus sage de limiter la compétence de l'agent à la constatation des qualités *matérielles* d'une substance, telles que sa couleur, son goût, son aspect, et de ne tenir aucun compte de toute énonciation qui ne reposerait pas uniquement sur le témoignage des sens ¹. »

On a cependant contesté cette opinion... « Lorsqu'il s'agit de points sur lesquels les agents ont des connaissances spéciales, dit Bonnier, c'est avec raison, suivant nous, qu'on se rapporte à leur témoignage, non seulement quant aux apparences grossières, mais même quant aux qualités moins évidentes, de nature toutefois à pouvoir être appréciées par des personnes expertes. ² »

Cela est bien vague : qu'est-ce que « ces qualités moins évidentes, de nature toutefois à pouvoir être appréciées par des personnes expertes » ? Quelle définition peut-on en donner ? Pourquoi chercher ainsi à étendre un principe qui aboutit à des conséquences que tout le monde s'accorde à trouver exorbitantes ?

1. Gisbert, *Des moyens de preuve devant les juridictions répressives* (Thèse).

2. BONNIER, *Traité des preuves*, p. 511.

Où s'arrêtera-t-on dans cette voie ? Le savoir de ces « personnes expertes », qui l'appréciera ? Il faudra donc attacher plus ou moins de foi à un procès-verbal, suivant qu'il aura été dressé par tel agent, homme intelligent et instruit, plutôt que par tel autre dont l'instruction est peu soignée !

S'il devait en être ainsi, le juge serait parfois bien embarrassé.

Convaincus du danger de cette idée, les auteurs qui ont écrit sur les procès-verbaux ont tenu à poser une règle plus précise ; ils ont dit :

Il faut distinguer, dans le procès-verbal, entre la déclaration qui porte sur la *nature* de l'objet et celle qui porte sur ses *qualités*. La déclaration portant sur la nature de l'objet constatera seule un fait matériel ; celle qui portera sur ses qualités n'aura pas force probante.

Ainsi, dans l'exemple du bois de chauffage ou de construction que nous avons déjà pris, le *bois*, voilà la nature de l'objet, partant le fait matériel ; bois de *chauffage* ou de *construction*, voilà la qualité de l'objet, c'est-à-dire la constatation d'un fait qui ne sera pas prouvé jusqu'à inscription de faux.

Sera encore cru jusqu'à inscription de faux, le procès-verbal qui affirme « que le liquide saisi et vérifié est du vin blanc et non du moût¹ »,

1. Cass , 25 nov. 1837 (Jurisp. Générale, Dall., v^o P.-V., n^o 401 et suiv.).

ou « que ce liquide est de la bière et non du levain »¹ : ces constatations en effet, se rapportent à la nature et non à la qualité de l'objet.

Peut-être cette distinction était-elle inutile : nous le croyons pour notre part. Distinguer entre la *nature* et la *qualité* de l'objet, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela ne revient-il pas à se demander quelle chose les agents ont pu constater *de visu et auditu* ou non ? Les choses qu'ils constatent *de visu*, c'est la nature de l'objet ; au contraire, l'appréciation domine dans la détermination des qualités de l'objet, et, chaque fois que le jugement interviendra, nous serons en présence des *qualités* de l'objet².

1. Cass., 20 août 1846 (D. P., 46. 1. 351).

2. Cass., 24 avril 1880 (Dalloz 1880. 1. 360 et note. — En sens contraire : Cass., 21 nov. 1851 (Bull. n° 490). — L'hypothèse visée dans cet arrêt ne contredit pas, cependant, d'une façon absolue, l'opinion que nous défendons : « Attendu, en effet, dit l'arrêt, que les préposés avaient déclaré, dans leur procès-verbal, qu'ils avaient inutilement demandé la vérification du fût introduit chez un débitant de boissons ; que, si, en se retirant, *ils ont cru reconnaître à l'odeur* que le fût contenait de l'esprit, cette induction, en l'absence de toute vérification, ne constituait qu'une opinion personnelle des employés, susceptible d'être expliquée et débattue aux débats par tous les moyens de preuve admissibles en matière correctionnelle. » Bien que ce soit une constatation qui semble, *a priori*, tomber sous un des sens (l'odorat) des employés, on s'aperçoit vite cependant que ce n'est point là une constatation d'un fait matériel, parce que les employés, n'ayant pu approcher et examiner le liquide transporté, ont seulement *estimé*, à l'odeur, que c'était de l'esprit.

Cette hypothèse peut, en somme, être comparée à celle où les employés voudraient déterminer la qualité des boissons par la *dégustation* qu'ils en feraient. Ici, c'est par le goût qu'ils se décideraient ; or, il a été prescrit que « les préposés ne sont pas juges de la qualité des

Nous arrivons ainsi à faire de cette règle le commentaire de la première.

Nous ajoutons que notre définition qui ne parle que de la distinction à établir entre les faits constatés *proprieis sensibus* et ceux qui sont le résultat du raisonnement, est plus large et plus complète.

Parler de la nature et des qualités de l'objet, ce n'est qu'expliquer notre règle en l'appliquant à un point particulier.

Nous ne voulons pas dire par là que notre règle suffise pour résoudre *a priori* toutes les questions qui se présenteront dans la pratique ; nous reconnaissons au contraire la difficulté d'arriver à un pareil résultat.

Ainsi, il serait téméraire d'affirmer *de plano* que l'énonciation par laquelle les employés des contributions indirectes relatent qu'une personne a la jouissance de caves et de boissons est l'expression d'un fait matériel, ou qu'elle est la manifestation d'une opinion personnelle aux agents verbalisants ¹.

De même, si, dans un procès-verbal, un commissaire de police a désigné comme un

boissons, et que la conséquence qu'ils peuvent tirer de leur dégustation n'est qu'une simple opinion. » — Cass., arrêt rejet, 6 avril 1821 (Dalloz, Jurisp. Générale, v° *Procès-verbal*, n° 404, 3°).

1. Lyon 26 nov. 1888 (Mon. Lyon 2 fév. 1889). — Cass. 8 déc. 1888 (Gaz. pal. 89. 4. 410).

chemin public un sentier¹, en n'exprimant dans ce passage de son procès-verbal que son opinion personnelle, le juge ne sera pas lié par la qualification, et il lui sera permis de substituer son appréciation à celle de l'auteur du procès-verbal.

Mais qu'est-ce qui renseignera le juge sur le point de savoir si ces agents ou ce commissaire de police expriment une opinion personnelle ?

Dans ces deux hypothèses et dans les cas analogues, ce seront les débats, les explications fournies à l'audience, qui lui permettront de se prononcer.

On le voit, il est très délicat de donner une définition assez nette pour faire entrer, à coup sûr et sans hésitation aucune, telle ou telle circonstance dans la catégorie des *faits matériels*. Un criterium est impossible à trouver, et faute de mieux, nous devons nous contenter de cette règle : tel fait tombe-t-il sous les sens, a-t-il été constaté *de visu*, *de auditu*, alors nous sommes en présence d'un fait matériel ; au contraire, si, pour le constater, on a eu recours au jugement, au raisonnement, nous sommes

1. Crim. rejet 28 fév. 1891 (D. 92. 1. 143 et note). — Cass., 29 mai 1891 (D. P. 91, 1, 441 et les conclusions de M. l'Avocat général Beaudoin). — Cass. 1^{er} déc. 1893 (D. 95. 1. 55). — Dalloz, J. G., *Procès-verbal* n° 182 et suiv. ; suppl., *eod.* v°, n° 52 et suiv. ; J. G. *Contraventions* n° 135 et suiv. ; supplém. *eod.* v°, n° 77 et suivants.

en face d'affirmations, d'énonciations qui doivent être considérées comme l'expression d'une opinion personnelle des agents ¹.

1. Voyez : Orléans 11 août 1886 (S. 86. 2. 19). — Rennes 26 mars 1889 (Gaz. pal. 89, p. 426). — Lyon, 9 avril 1897 (Gaz. pal. 97, p. 580); — Orléans, 3 nov. 1897 (Gaz. pal. 97, p. 673); Agen 28 déc. 1896 (*Loi* 3 mars 1897); — Cass. 15 fév. 1897 (Gaz. pal. 97. 1. 355); — Cass. 13 janv. 1888 (Gaz. pal. 1888. 309); — Cass. 10 nov. 88 (Gaz. pal. 585); — Conseil d'Etat (Revue du Cont. 468); — Orléans 7 août 1888 (Gaz. pal. 88. 2. 357); — Cass. 13 avr. 1849 (Dalloz 1849. 1. 204); — Cass. 6 juin 1851 (D. 51. 5. 282); — Cass. 13 fév. 1880. (D. 1. 319); — Cassation 21 déc. 1888 (Mon. Lyon 2 fév. 1889); Cons. d'Etat 27 mars 1896 (Rec. Lebon 1896, p. 314).

Les exemples, du reste, pourraient être multipliés. Ainsi, le procès-verbal fait foi d'un délit commis dans un bois; il ne fait pas foi de l'âge de ce bois. De même, si un procès-verbal fait foi qu'un filet prohibé et mouillé a été trouvé dans le domicile du prévenu, il ne fait pas foi que celui-ci en a fait usage pour commettre un délit de pêche. (Cass. 1^{er} mars 1822, Bull. p. 93.) — Un acquit-à-caution, délivré pour un transport de liquides, mentionne que ce transport doit être accompli par l'intermédiaire d'un voiturier. S'il y a interruption du transport, et si, en cours de route, le voiturier met son chargement en dépôt, cette interruption de transport et cette mise en dépôt constituent un fait matériel de contravention; l'agent, en effet, n'a qu'une simple constatation *de visu* à faire.

Voici une espèce tranchée par le tribunal d'Oloron le 6 février. 1887 : les procès-verbaux dressés par les employés des contributions indirectes ne font pas foi jusqu'à inscription de faux de l'exactitude de l'opération de jaugeage et de calculs dont les résultats sont seuls contestés. Le tribunal se fonde sur les arguments suivants : « Attendu que les poursuites dirigées contre J. . . sur le fondement des deux procès-verbaux dressés, l'un à Bedons le 10 octobre 1886 et l'autre à Oloron le 16 du même mois sont évidemment connexes ; — Attendu que la première est causée par le défaut de concordance existant entre la quantité de vin portée en l'acquit délivré à Urdos dont J. . . était muni et celle accusée par les jaugeages mentionnés au procès-verbal ; — Attendu que ces sortes de procès-verbaux font bien foi jusqu'à inscription de faux des constatations qu'ils renferment, mais seulement des constatations de fait et *non de la rectitude d'appréciations toujours discutables*, quelque autorité qui puisse s'attacher au caractère de la personne qui les émet, ou de l'exactitude de cal-

— Si ces faits matériels doivent tomber sous les sens des agents rédacteurs, il est nécessaire qu'ils se passent *en leur présence*.

culs plus ou moins compliqués, toujours contestables dans leurs résultats tant qu'ils n'ont pas été vérifiés ; encore moins peuvent-ils faire foi de l'efficacité de tels ou tels jaugeages qui, forcément, valent plus ou moins par eux-mêmes, indépendamment du degré de confiance que peuvent leur accorder les personnes qui les emploient.... » etc., etc. — La Cour de Caen, le 29 avril 1897, sur un renvoi de Cassation, semble, au premier abord, contredire cette théorie : « Attendu, dit-elle, que les énonciations d'un procès-verbal de la régie qui constatent le résultat de jaugeages sont, comme les autres constatations des faits matériels, protégés par la force probante attachée audit procès-verbal, et doivent être admises jusqu'à inscription de faux ; que la reconnaissance de la capacité d'un verre ne constitue pas une opération scientifique, mais un véritable jaugeage, c'est-à-dire une opération purement matérielle, ne donnant pas lieu à des appréciations susceptibles de différentes interprétations ; — Attendu que P... pouvait contester les résultats obtenus par les agents et requérir un nouveau jaugeage fait dans les conditions prévues par l'article 146 de la loi du 28 avril 1816 ; que ce contrôle ne pouvait être effectué que pendant le temps où les verres dont la contenance était contestée, se trouvaient entre les mains des employés....., etc... ». — Cependant les espèces ne sont pas identiques. Le Tribunal d'Oloron ne regarde pas l'opération du jaugeage comme un fait matériel, et nous pensons, avec lui, que jauger un tonneau *par le calcul* constitue une opération délicate et compliquée qui n'est pas à la portée de tout le monde, et dans laquelle le raisonnement joue un rôle considérable. L'arrêt de la Cour de Caen statue sur un jaugeage d'un autre genre : il s'agissait de savoir combien une bouteille de byrrh saisie contenait de petits verres dont un spécimen était entre les mains des employés de la régie. Or, remplir ce petit verre et le vider dans la bouteille autant de fois qu'il était nécessaire pour la remplir, ne constitue pas à proprement parler un jaugeage, mais un dépôtage, et ne peut être considéré comme une opération scientifique, bien qu'on arrive au résultat cherché, qui est le même dans les deux cas : mesurer la capacité d'un récipient quelconque. En réalité, ces deux arrêts ne se contredisent pas. (Recueil de Caen et de Rouen 1898, p. 430).

Le rapprochement de ces deux hypothèses presque semblables et résolues d'une façon différente, montre combien il est difficile d'établir nettement par une simple définition la délimitation entre le fait matériel et celui qui ne peut être considéré comme tel.

Nous arrivons ainsi à examiner la deuxième règle que nous avons posée en tête de ce chapitre.

SECTION II

Ces faits matériels doivent être constatés *personnellement* par les rédacteurs des procès-verbaux.

Il ne suffit pas que les faits matériels aient été constatés et soient rapportés dans les procès-verbaux, il faut encore qu'ils soient constatés, *personnellement*, par les auteurs des procès-verbaux ¹. L'agent doit affirmer avoir vu personnellement telle personne commettre une infraction à la loi sur la chasse, — avoir enten-

1. Cass., 18 août 1854 (D. 55. 5. 363). — 43 avril 1861 (D. 61. 1. 235). — 15 mars 1878 (S. 79. 1. 96). — Orléans, 7 août 1888 (Gaz. pal., 88. 2. 357). — 10 nov. 88 (Gaz. pal., 88. 2. 585). — 19 juillet 1889 (Pand. fr. 90. 1. 179). — Crim. Cass., 5 avril 1893 (Dall. 1896. 1. 563 et suiv.) — Cass., 4 août 1893 (Gaz. pal., 93. 2. 504). — Conseil d'Etat, 18 mai 1888 (Rev. du Contentieux 1888, p. 468 et 1885, p. 101). — Cass., 12 mai 76 (Sirey, 76. 1. 286). — V. encore : Sirey, T.G., nos 43 et suiv., et 2^e T. D., n° 5; — Cass., 13 janv. 1888 (Gaz. pal. 88., 2. 309).

C'est, du reste, un principe qui s'applique à tous les actes authentiques, aussi bien en matière civile qu'en matière criminelle : ces actes ne font foi que pour les faits qui y sont énoncés par l'officier public comme s'étant passés en sa présence et non pour la sincérité et la vérité des déclarations des parties. — Trib. civ., Annecy, 2 fév. 1888 (Loi 6 avril 1888). — Cass., 19 juillet 1889 (Pand. fr. 1890, 1. 179). — 27 janv. 1893 (Dalloz, 93, 1. 247).

du personnellement telle autre commettre le délit d'outrages ¹.

1. Le fait matériel doit donc se passer *en présence* de l'agent verbalisant, et c'est à tort, selon nous, que la Cour de cassation a décidé, dans un arrêt du 14 janvier 1830, qu'un procès-verbal peut faire foi d'un fait déjà ancien, notamment que tel terrain était précédemment en nature de bois. — Voy. encore Cass., 20 octobre 1832 (S. V., 1833., p. 653), et Cass., 29 mars 1811 (Bull., p. 74).

Voici un arrêt conforme à la solution que nous adoptons ; il a été rendu par la Cour de cassation, le 19 juillet 1889 : « Attendu que le procès-verbal dressé le 11 mai 1889 contre le sieur A.... père énonce « qu'il est de *notoriété publique* que ce dernier fait vicier tous les samedis la tinette de la maison de son fils dans son enclos », ce qui serait, d'après le commissaire de police verbalisateur, une contravention à l'article 17 d'un arrêté municipal du 5 juin 1855, qui « interdit de conserver des amas de fumier et autres objets pouvant produire des exhalaisons insalubres, dans les lieux privés, tels qu'emplacements, passages et cours » ; que l'auteur du procès-verbal n'a rien constaté ni vérifié par lui-même ; que, dès lors, ses énonciations ne pouvaient faire foi jusqu'à preuve contraire ; — Attendu que, dans ces circonstances, le tribunal de simple police a pu, sans ordonner cette preuve, trouver dans les débats des raisons suffisantes pour décider que « la contravention n'était pas établie, rien ne prouvant d'ailleurs que le contenu de la tinette, vidée dans l'enclos d'A...., eût été conservé, ainsi qu'il est interdit par l'art. 17 précité », et qu'une telle déclaration de fait souveraine ne viole aucun texte de loi. »

Voyez en ce sens : Cass., 7 août 1862 (D. 63 5. 304) ; — Cass., 12 mai 1876 (D. P. 78, 1. 394) ; — Cass., 13 juillet 1878 (D. P. 78, 1. 494) ; — Cass., 20 nov. 1880 (D. P. 81, 1. 277) ; Cass., 10 nov. 1888 (P. F. 89, 1. 152) ; — Cass., 28 fév. 1890 (P. F. 91, 1. 305) ; — Cass., 4 août 1893 (P. F. 94, 1. 336) ; — Orléans, 9 déc. 1896 (Gaz. pal., 97, 162) ; — Cass., 26 juillet 1878 (D. P. 79, 5. 337) ; — Cass., 15 mars 1878 (S. 79, 1. 96) ; — Orléans, 11 août 1883 (S. 86, 2. 19) ; — Cass., 5 août 1880 (S. 81, 1. 392) ; — Cass., 20 nov. 1880 (S. 82, 1. 487) ; — Cass., 20 janvier 1893 (D. P. 94, 1. 55) ; — Cass., 27 janvier 1893 (D. P. 95, 1. 247) ; — Cass., 4 août 1893 (Gaz. pal., 93, 2. 504) ; — Cass., 28 fév. 1891 (Droit, 11 avril 1891).

V. aussi Bourguignon et Carnot, sur l'art. 16 du Code d'inst. crim.

Cependant la jurisprudence fait exception à cette règle lorsqu'il s'agit de la constatation d'un *délit forestier* : elle admet qu'il n'est pas nécessaire que les agents l'aient *vu* commettre ; il suffit qu'ils en aient *suivi la trace*. Ainsi, la Cour de cassation, le 28 mars 1829, a rendu un arrêt conçu en ces termes : « Vu l'art. 161 et l'art. 176 du Code

Il ne suffirait pas qu'un commissaire de police relevât, dans son procès-verbal, un fait dont il a eu connaissance *par les dires* d'un simple agent ¹.

Dans la pratique, pourtant, cela arrive souvent, mais alors les dénégations du prévenu suffisent à enlever au procès-verbal sa force probante; et il appartient au juge de simple police de déclarer que la contravention n'est pas suffisamment établie. C'est ainsi qu'il a été décidé par la Cour de cassation, dans un arrêt du 15 mars 1878 (Sirey, 78. 1. 96.), que le procès-verbal dressé par un agent de police judiciaire — dans l'espèce, un garde champêtre — ne fait foi jusqu'à preuve contraire que des faits constatés par

forestier; Attendu que, par l'article 161, les gardes sont autorisés à suivre les objets enlevés par les délinquants dans les lieux où ils les auront transportés;—Que par l'art. 176, les procès-verbaux revêtus des formalités prescrites, dressés et signés par deux agents ou gardes, font foi jusqu'à inscription de faux des faits matériels relatifs aux délits qu'ils constatent; qu'il résulte de ces articles que, pour la constatation d'un délit, *il n'est pas nécessaire que les gardes l'aient pu commettre, mais qu'il suffit qu'ils en aient suivi la trace, et qu'ils en aient constaté l'existence par un procès-verbal régulier dans les lieux où ils la reconnaissent*; que, s'il en était autrement, et s'il fallait toujours que les gardes eussent été témoins oculaires des délits, presque tous demeureraient impunis, et les bois seraient exposés à une dégradation inévitable... », etc., etc. Et la Cour décide qu'il suffit, dans l'espèce, « que les gardes, le lendemain, aient trouvé dans l'écurie des prévenus 16 chênetaux de même essence et de même âge que ceux coupés en délit dans la forêt; que ces chênetaux étaient reconnaissables à leur coupe fraîche et à leur circonférence. » etc.

1. Cass., 27 janvier 1893 (S. 94. 1. 110). — Cass., 4 août 1893 (S. 94. 1. 111).

l'agent rédacteur, personnellement. Ainsi encore, le procès-verbal rédigé par un commissaire de police, ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire, alors que les faits qui y sont consignés résultent, non d'une constatation personnelle, mais de simples déclarations recueillies au cours de l'information. Un exemple précisera cette hypothèse : nous le prenons dans un arrêt rendu par la Cour de cassation le 25 juin 1869. Un procès-verbal constate l'existence d'un amas d'eaux stagnantes dans une propriété privée, et rien de plus. Le rédacteur du procès-verbal n'a indiqué ni la provenance des eaux, ni la cause de leur accumulation : il sera loisible au juge de police saisi de la contravention de se fonder sur les documents du procès et sur les explications du prévenu lui-même, pour attribuer à cette stagnation un fait exclusif de toute contravention. En agissant ainsi, le juge de police ne méconnaîtra en aucune façon la foi due au procès-verbal ¹.

Cette règle, au surplus, n'est que le corol-

1. (Sirey 71. 1. 110). — Cass. 12 mai 1876 (Sirey 76. 1. 286). — Cass. 20 novembre 1880 (Bousquet 82. 1. 487). — Cass. 23 août 1886 (Bull. crim. n° 213). — Cass. 5 août 1880 (Sirey 81. 1. 392). — Cass. 16 juillet 1887 (Pand. fr. 1887. 1. 362). — 13 janv. 1888 (Gaz. pal. 88. 2. 309).

Le Conseil d'état s'est aussi occupé de la question. Le 18 mai 1888, il a décidé que, l'agent n'ayant pas été témoin personnellement d'une partie des faits par lui relatés, le procès-verbal ne saurait, à l'égard de ces faits, faire foi jusqu'à preuve contraire, et que cette partie du procès-verbal vaut seulement comme simple renseignement, dont l'ap-

laire de la première. Il est évident que, si l'agent doit constater ce qu'il a *vu* (ex. : une voiture non munie de lanterne, la nuit, — un contrebandier entrant du tabac en fraude), ce qu'il a *entendu* (ex. : outrages par parole, — bruit et tapage nocturne), il ne peut rapporter dans son procès-verbal ce que d'autres ont vu, ce que d'autres ont entendu. S'il le faisait, il agirait comme le juge d'instruction qui recueille les dépositions des témoins ; il ne serait pas lui-même le témoin officiel que la loi veut qu'il soit.

Il faut y faire attention, car il est facile de confondre, et la jurisprudence a quelquefois étendu à tort le principe qui doit être pris, selon nous, dans un sens strict.

Sans doute, le récit fait à l'agent verbalisant par un témoin de l'infraction, tombe bien sous le sens de cet agent : il *entend* les paroles du témoin, lorsque celui-ci raconte les circonstances du délit. Ce n'est cependant pas là un fait matériel dont le procès-verbal qu'il va rédiger fera foi. Pourquoi ? Parce que ce fait, il ne l'a pas vu ou entendu personnellement ; il en entend la narration, et c'est cette narration qu'il transcrit

précision appartient au juge de la contravention. — Revue du cont. 468. 1888.

V. aussi : OLIBO, *Code des contrib. indirectes*, 5^e éd., tome 3, p. 577 ; — Cass , 17 août 1844 (Dalloz, *Jurisp. générale*, *Procès-verbal*, n° 400, 4^e, et *Impôts indirectes*, n° 77).

dans son procès-verbal ¹. Un rapport immédiat doit exister entre le fait délictueux et l'agent qui le constate. Ici, nous ne trouvons qu'un rapport médiat : le procès-verbal ne sera que *la constatation d'une constatation* qui n'est pas l'œuvre d'une personne ayant reçu de la loi mission de constater.

Le législateur tient tellement à ce principe, qu'il exige la plupart du temps que les procès-verbaux soient rédigés de la main des employés verbalisants. Entre autres, les lois de brumaire an VI, le décret du 1^{er} germinal an XIII, l'ordonnance du 9 décembre 1814 supposent que les procès-verbaux sont écrits, datés et signés par leurs auteurs.

Cette exigence se justifie par la crainte que « les faits, en passant par la plume d'un tiers, ne subissent, par des expressions plus ou moins exactes, quelque altération ². » A plus forte raison y a-t-il lieu de craindre, lorsque, au lieu de passer par la plume d'un tiers — qui pourrait, après tout, écrire sous la dictée de l'agent verbalisant, témoin du fait délictueux à réprimer — ces faits, tout en étant exposés par l'agent, ne sont connus de lui que par le récit souvent exagéré de personnes trop zélées. Car, pourquoi s'arrêterait-on en chemin ?

1. Voyez *infra*, section III.

2. FAUSTIN HELIE, *Instr. crim.*, tome III, p. 329.

Ne serait-on pas forcé de donner force probante identique au procès-verbal qui serait la résultante d'une histoire transmise de bouche en bouche, et qui n'arriverait à la connaissance de l'agent verbalisant qu'après être passée par l'intermédiaire de huit ou dix personnes ?

Ce serait une gageure.

Un arrêt rendu par la Cour d'appel de Nancy ¹ résume très juridiquement cette règle : que les circonstances rapportées au procès-verbal, *d'après les constatations faites par des personnes étrangères à sa rédaction*, ne font pas foi jusqu'à preuve contraire ou jusqu'à inscription de faux ; que les tribunaux peuvent s'abstenir de tenir compte des déclarations insérées au procès-verbal qui émanent de tiers, et qu'en agissant ainsi, ils ne méconnaissent pas la foi due à ce procès-verbal. La Cour de Nancy rédige son arrêt de la façon suivante : « Attendu que, suivant ces deux articles 53 et 54 ², les procès-verbaux faisant foi, selon les distinctions qu'ils établissent, jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire, sont des actes qui, revêtus de toutes les formalités prescrites par la loi, constatent des faits matériels relatifs aux délits ; que ces mots « constatations, faits matériels

1. Cour d'appel de Nancy (Dalloz, 4872. 2. 232).

2. Loi du 15 avril 1829 sur la pêche.

relatifs aux délits », supposent nécessairement que les gardes rédacteurs des procès-verbaux ont eu connaissance *personnelle* des faits qu'ils énoncent, soit pour en avoir été les témoins oculaires au moment où ils s'accomplissaient, soit pour en avoir reconnu et constaté après coup les traces et les résultats matériels ; qu'on comprend qu'à cette condition, mais à cette condition seule, les procès-verbaux dûment affirmés remplacent des témoignages se produisant sous la foi du serment, et qu'ils imposent au juge l'obligation impérieuse de condamner le délinquant sur la seule production de ces actes, aussi longtemps qu'ils ne sont pas détruits par la procédure exceptionnelle et si périlleuse de l'inscription de faux ;... Attendu qu'on ne saurait considérer comme de véritables procès-verbaux, ayant tous les caractères exigés par les articles précités et faisant foi jusqu'à inscription de faux ou seulement jusqu'à preuve contraire, des actes dont les rédacteurs n'ont rien vu, ne savent absolument rien par eux-mêmes, et dans lesquels ils ne constatent aucun fait dont la matérialité ait pu frapper leurs sens, mais dans lesquels ils se bornent à consigner ce qu'ils ont pu apprendre par ouï-dire en recueillant les déclarations de personnes plus ou moins bien informées ; qu'en pareille occurrence, les gardes rédacteurs ne dressent

pas de procès-verbaux proprement dits, ils ne font que recueillir des renseignements ; ils ne constatent pas les délits, ils ne font que les dénoncer ;... »

Bref, il convient de mettre les renseignements recueillis par les agents sur le même rang que leurs appréciations personnelles. Ni les uns ni les autres ne feront foi, eussent-ils même pour base l'opinion d'experts dont la compétence serait unanimement reconnue et proclamée ¹.

1. En règle générale, si un acte qualifié procès-verbal par l'agent rédacteur ne contient que des faits dont il lui est rendu compte par des particuliers, cet acte, dans lequel son auteur ne parle pas de ce qu'il a vu lui-même, mais uniquement de ce qui lui a été exposé par des tiers, ne saurait avoir un caractère probant : il n'a que celui de *plainte* ou de *dénonciation* et, à moins que la vérité des faits qu'il énonce ne soit reconnue par celui ou ceux à qui on les impute, le ministère public qui fait d'un tel acte le fondement d'une action est, comme tout autre demandeur, soumis à la règle *actori incumbit probatio*. S'il veut faire punir l'infraction, il doit en faire la preuve soit écrite, soit testimoniale. La Cour de cassation a consacré cette règle dans un arrêt du 22 novembre 1822, dont voici les motifs : « Attendu que deux encaveurs se sont présentés, le 12 octobre, devant un commissaire de la ville de Rennes, et lui ont déclaré que le 10, G... avait prêté à L... un *poulain* pour loger un fût de cidre ; qu'en supposant ce fait constant, il en résultait une contravention formelle à l'art. 10 d'un règlement de police fait le 15 juillet 1811 par le maire de Rennes dans l'exercice légal des fonctions municipales ; mais que la vérité du prêt allégué par le ministère public, loin d'être reconnue par les prévenus, a été par eux contestée ; que, ne pouvant être établie par la déclaration faite au commissaire de police, il fallait qu'il en fût fourni une preuve écrite ou testimoniale, et qu'aucune preuve n'a été ni fournie ni offerte par le ministère public ; que le seul fait constant dans la cause était que le fût de cidre dont il s'agissait avait été logé par un individu auquel il appartenait ; que cette faculté de loger eux-mêmes leurs boissons est accordée de la manière la plus formelle

— Mais il ne suffit pas que les agents aient constaté eux-mêmes, *visu et auditu*, un fait matériel, quel qu'il soit, pour que ce fait soit prouvé jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire par leur procès-verbal. Ces agents ne sont pas chargés de constater n'importe quoi ; leur mission est déterminée : il faut qu'ils constatent les faits *constitutifs* des infractions que la loi réprime.

Cette étude fait l'objet de la section suivante.

par l'article cité du règlement de police de juillet 1811 aux maîtres de maison qui peuvent avoir chez eux tous les instruments nécessaires à cet effet, et à qui il n'est défendu que de *prêter* ces instruments à d'autres personnes ; que, dans cet état, le tribunal de police, qui n'a pu considérer comme constant qu'un fait autorisé d'une manière expresse par le règlement de police, et qui, conséquemment, n'a pas le caractère de la contravention, ne pouvait prononcer aucune peine contre les prévenus, et que leur renvoi de l'action du ministère public a été une juste application de l'article 459 du Code d'Instruction criminelle : — Rejette ».

Cependant, en matière forestière, si un pâtre préposé à la garde de bestiaux, surpris en délit, désigne le nom des propriétaires de ces animaux, sa déclaration fait foi jusqu'à preuve contraire. Les juges ne peuvent en discuter la valeur et la portée, si la partie intéressée ne fait pas preuve contraire : ils ne peuvent agir d'office. Cet arrêt a été rendu le 20 juin 1831 par la Cour de cassation : « Attendu qu'aux termes d'un procès-verbal régulier, le pâtre communal qui conduisait quatre bêtes aumailles surprises en délit de dépaissance avait désigné les sieurs H.... et C.... comme propriétaires de ces animaux ; Attendu que cette déclaration, ainsi consignée au dit procès-verbal, établissait la preuve du fait y énoncé ; que, si ce fait était susceptible d'être détruit par la preuve contraire, rien ne démontre qu'elle ait été effectuée ou offerte, ni même qu'il y ait eu contestation à ce sujet ; — D'où il suit qu'il n'appartient pas au tribunal de Laon de mettre d'office en question un fait ressortant d'une constatation en due forme, non contredit par la partie ayant intérêt à la nier et non débattue par les voies de droit. Casse ».

SECTION III

Ces faits matériels constatés personnellement par les rédacteurs des procès-verbaux doivent être *constitutifs* des infractions.

Troisième règle : le fait matériel doit être *constitutif* de l'infraction.¹

C'est ce que le rapporteur de la Chambre des députés exprimait en disant que « l'article 176 du Code forestier ne doit s'appliquer qu'à la *matérialité du délit et de la contravention* ».

On n'a pas jusqu'ici attaché assez d'importance à cette règle.

Elle nous servira à trancher des difficultés encore pendantes, et à indiquer la distinction qu'il faut faire entre les faits qui seront prouvés jusqu'à inscription de faux et les autres, c'est-à-dire entre les faits auxquels les procès-verbaux impriment leur force probante et ceux auxquels ils ne l'impriment pas.

1. FAUSTIN HÉLIE, *Traité d'instruction criminelle*, liv III, ch. XIII, n° 1447.

Cass. 1^{er} mars 1822 (J. P., tome XVII, p. 158) : « Attendu, dit cet arrêt, que, en droit, si les procès-verbaux des agents forestiers, non argués de faux, ont le caractère et la force de preuve légale pour les faits positifs et matériels qui ont frappé leurs sens, et qui sont les *éléments constitutifs* des délits qu'ils ont à constater, la loi n'imprime pas le même caractère et n'attache pas la même force à de simples inductions tirées avec plus ou moins de vraisemblance des circonstances énoncées en ces procès-verbaux. »

Il serait désirable de pouvoir donner une formule assez claire pour que les erreurs ne soient plus possibles.

Nous ne nous dissimulons pas la difficulté d'y arriver. On ne trouvera sans doute jamais — dans l'état actuel de notre législation — une définition mathématique des faits dont les procès-verbaux font foi, mais il n'est peut-être pas téméraire d'essayer de diminuer les chances d'erreurs et les hésitations. Et précisément, la règle que nous exposons dans cette section est de nature à nous rapprocher du but que nous poursuivons.

De plus, s'il est vrai, comme nous le verrons plus loin, que les procès-verbaux ont une foi trop grande en justice, hors de proportion avec la capacité et le caractère des agents qui les rédigent (nous parlons surtout des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux) et que, par suite, on doive autant que possible appliquer la loi dans son sens strict, notre troisième règle nous permettra d'y arriver, tout en respectant la loi.

— Voici comment nous raisonnons :

Le fait matériel doit être *constitutif* de l'infraction pour être prouvé. ¹

1. Cass., 16 juillet 1887. (Pand. françaises, 1887. 1. 352). — Cass., 14 juin 1880 (S. 81, 1. 13).

Supposons que les agents des contributions indirectes surprennent, à l'entrée d'une ville, un fraudeur qui dissimule sous ses vêtements une certaine quantité de spiritueux : c'est bien un fait matériel *constitutif* de l'infraction. Les agents le relatent dans leur procès-verbal : il fera foi jusqu'à inscription de faux. — Mais voilà que le fraudeur injurie les agents, les menace, se livre sur eux à des voies de fait. Les agents constatent ces délits dans leur procès-verbal : ils le peuvent certainement ; et la question se pose alors de savoir si ce procès-verbal, qui fait foi jusqu'à inscription de faux du fait matériel de fraude dissimulée sous vêtements, fera également foi jusqu'à inscription de faux des délits d'outrages, de menaces, de voies de fait ? Non. Pourquoi ? Parce que ces délits ne *constituent* pas la contravention fiscale que ce procès-verbal a pour but de constater. ¹

1. Voici une espèce qui est intervenue en matière forestière. Par procès-verbal du 29 frimaire an XIV les nommés C.... et L.... gardes forestiers, rapportent que, ce même jour, ils ont vu sortir de la forêt de Percheseul quatre particuliers chargés de bois de délit ; que, sommés de déposer leur faix, ces particuliers s'y sont refusés ; que l'un d'eux, armé d'un bâton, s'est jeté sur C.... pour le frapper ; que celui-ci a paré le coup et lui en a porté un du bout de son fusil sur la joue gauche, qui l'a renversé sur le dos ; que, L.... étant accouru au secours de son camarade, ils sont parvenus à dissiper les délinquants. Le 8 nivôse suivant, procès-verbal de perquisition du garde général, qui constate que les délinquants mentionnés comme inconnus dans celui des deux gardes, du 29 frimaire, sont François J...., Michel Le J...., Pierre G.... et René C.... Cependant, François J.... rend plainte contre C.... et L...., qu'il

Il arrive encore souvent, par exemple, que les employés des contributions indirectes constatent, incidemment, dans un procès-verbal, d'autres délits de droit commun : une infraction aux lois de police, comme un excédent de voyageurs dans une voiture publique en service régulier, — un colportage de poudres à feu, — une contravention relative à la loi du 14 août 1889 sur les vins de raisins secs. Dans ces cas, leur procès-verbal ne fera pas un bloc ; il se divisera en deux

accuse de l'avoir blessé dans la rencontre du 29 frimaire, dont il vient d'être parlé. Une information est ouverte ; et, d'après ce qui en résulte, l'administration générale des forêts autorise la mise en jugement des deux gardes. Ceux-ci, assignés en conséquence devant le tribunal correctionnel de la Flèche, soutiennent qu'ils ont été attaqués par François J...., et qu'ils n'ont fait qu'opposer une résistance légitime à une agression coupable. Ils invoquent leur procès-verbal, contre lequel, disent-ils, on ne peut opposer aucune preuve tant qu'il ne sera pas frappé d'une inscription de faux. Cependant le tribunal correctionnel reçoit les dépositions des témoins produits par François J...., et condamne les deux gardes aux peines portées par l'art. 14 titre 2 de la loi du 22 juillet 1791. — Ils appellent de ce jugement ; mais la Cour de justice criminelle du département de la Sarthe le confirme. Recours en cassation. — Par arrêt du 18 décembre 1807, au rapport de M. Vergès, « considérant que les poursuites n'ont pas eu pour objet de faire prononcer sur le délit forestier dont il est fait mention dans le procès-verbal du 29 frimaire an IV et 8 nivôse suivant ; que le délit forestier constaté par ces procès-verbaux n'a été poursuivi ni à la requête des préposés de l'administration forestière, ni autrement ; que la procédure et l'instruction n'ont eu lieu que sur les voies de fait et les blessures légalement constatées, qui ont servi de base à la plainte portée par J.... contre les réclamants ; que l'administration forestière a autorisé, par sa délibération du 19 mai 1806, la mise en jugement des réclamants, relativement à cette plainte ; que la compétence du tribunal correctionnel pour connaître de cette plainte, a été reconnue par un arrêt de la Cour de justice criminelle du département de la Sarthe, contre lequel aucune des parties ne s'est pourvue ; que, lors de l'arrêt attaqué, on s'est borné à conclure, pour les

parties bien distinctes, dont l'une seulement fera foi jusqu'à inscription de faux, et les délits connexes qu'ils constatent donneront eux-mêmes naissance à deux actions distinctes, l'action publique et l'action fiscale.

Les différences ne sont pas toujours aussi nettes ; il est des hypothèses plus délicates à résoudre.

C'est ainsi, par exemple, qu'on est en droit de se demander si la Cour de cassation a rendu hommage au principe dont il s'agit dans les espèces suivantes :

Un arrêt du 14 novembre 1806¹ décide qu'un

réclamants, à ce qu'il fût déclaré qu'ils n'étaient pas convaincus des excès et des voies de fait dont il s'agit ; que les procès-verbaux des gardes forestiers ne font foi jusqu'à inscription de faux qu'en ce qui concerne les délits forestiers constatés par les procès-verbaux ; que, les délits constatés par les procès-verbaux des 29 frimaire et 8 nivôse an XIV, n'ayant pas été poursuivis, l'art. 13 du titre 9 de la loi des 15-29 septembre 1791 était sans aucune application à la cause, qui ne présentait que des poursuites relatives aux excès et voies de fait imputés aux réclamants ; que dans ces circonstances, la Cour, dont l'arrêt est attaqué, en admettant la preuve testimoniale n'a nullement violé l'article 13 du titre 3 de la loi des 15-29 septembre 1791 ; la Cour rejette... »

Voyez : MERLIN, répertoire, au mot *Procès-Verbal* p. 108. — Cass. 25 nov. 1882 (Sirey. 82. 1. 141). — Cass. 10 janvier 1885 (S. 86. 1. 190).

En ce qui concerne les procès-verbaux des préposés des douanes, voyez aussi MERLIN, répertoire, § 3, n° 11.

1. La même année, le 2 mai, puis le 18 décembre 1807, le 22 juin 1810, le 8 août 1813, etc., etc., la Cour de cassation a rendu des arrêts résolvant dans le même sens des espèces identiques.

Voici, par exemple, l'espèce qui a été résolue par la Cour de cassation, dans un arrêt du 14 novembre 1806 :

Les gardes forestiers avaient constaté, par leur procès-verbal, a voir

procès-verbal fait foi, non seulement qu'un animal a été trouvé en délit, mais que cet animal appartient à tel individu, quoique celui-ci le nie.

Un arrêt du 17 avril 1812¹ dit que les bes-

trouvé en délit de pâture dans une vente de 7 à 8 ans de la forêt de Rose-ren, un cheval par eux désigné et qu'ils reconnaissaient pour appartenir à C. H..., aubergiste. Le tribunal correctionnel de l'arrondissement d'Évreux avait condamné par défaut ledit H... à une amende de 20 fr. et en pareille somme de restitution. H... qui ne s'était pas inscrit en faux contre l'énoncé au procès-verbal, s'est borné sur l'appel à la dénégation des faits. La Cour d'appel a infirmé ce jugement pour mal jugé au fond: elle a motivé son arrêt sur ce que les gardes n'avaient pas saisi le cheval ou ne l'avaient pas suivi jusqu'au domicile du prévenu, et sur ce qu'il n'était pas prouvé que le cheval trouvé dans la forêt lui appartenait, le prévenu soutenant que, le jour du délit, il employait son cheval pour aller à plusieurs lieues de son domicile. Violation des lois de la matière, que la Cour de cassation a réprimée par l'arrêt du 14 nov. 1806 qui suit :

« Vu l'art. 436 du Code des délits et des peines, dans sa première disposition, l'art. 13 du titre 9 de la loi des 15-29 septembre 1791 et l'art. 10 du titre 32 de l'ordonnance de 1669;—Attendu qu'il est attesté, par le procès-verbal dressé le 15 janvier dernier par les gardes forestiers, qu'ils ont trouvé dans le triage désigné, un cheval qu'ils ont bien reconnu pour appartenir au nommé C. H... cabaretier; que C. H..., poursuivi, d'après ce procès-verbal, pour être condamné au paiement d'une amende de la somme de 20 fr., ne s'est point inscrit en faux contre le fait y attesté; que la Cour de justice criminelle du département de l'Eure, en infirmant le jugement par lequel le tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement d'Évreux avait, le 30 avril dernier, condamné le réclamant en ladite amende de 20 fr. et en pareille somme de restitution, et en employant, pour motifs de cette décision, des allégations, des dénégations non soutenues par l'inscription de faux, ... a méconnu et violé ces deux lois; par ces motifs, la Cour casse et annule.... » (Cass. 14 nov, 1806. Bull., n° 188, DALLOZ, t. VIII, p. 789).

1. Cass., 17 avril 1812.—Des gardes forestiers constatent par un procès-verbal qu'ils ont trouvé dans une forêt impériale la fille P..., gardant trois chevaux qui y paissaient. Traduit devant le Tribunal correctionnel, Pierre P.... nie que la fille sous la garde de laquelle ces che-

tiaux trouvés en délit étaient sous la garde de la fille du prévenu, et non d'une autre personne.

Un arrêt du 20 octobre 1832 ¹ affirme qu'un arbre coupé en délit l'avait été par une scie.

Dans ces différents cas, se trouve-t-on bien en présence de faits matériels *constitutifs* des contraventions ? Nous ne le pensons pas : la Cour suprême a étendu à de simples assertions, qui ne sont pas des conséquences immédiates et nécessaires des faits matériels constatés dans

vaux ont été trouvés paissant dans la forêt, soit la sienne, et qu'il soit propriétaire de ces chevaux; et, sur sa seule dénégation, il est acquitté. Sur l'appel, arrêt de la Cour impériale de Dijon du 11 mars 1812, qui met l'appellation au néant. Mais l'administration forestière se pourvoit en cassation, et, par arrêt du 17 avril suivant au rapport de M. Basire, « vu l'art. 10 du titre 32 de l'ordonnance de 1669; attendu qu'aux termes de la loi du 29 septembre 1791, foi est due aux procès-verbaux des gardes forestiers jusqu'à inscription de faux; qu'il était constaté, dans l'espèce, par un procès-verbal signé de trois gardes, qu'ils avaient trouvé dans un bois non défensable la fille de Pierre P....., cultivateur à la ferme du Puy-de-Mont, appartenant au sieur B..., qui gardait à garde faite trois chevaux sous différents poils et âges, qui pacageaient ledit bois; qu'elle leur avait déclaré qu'elle croyait ce bois défensable, et que ses bestiaux ne faisaient aucun mal; que ce procès-verbal n'a point été attaqué par la voie de l'inscription de faux; que Pierre P.... n'a pas même allégué qu'une de ses filles fût au service d'un maître étranger; qu'il résultait d'ailleurs d'un certificat produit par Pierre P.... qu'il avait quatre filles et qu'elles demeuraient avec lui; que, dès lors, il était légalement prouvé par les termes ci-dessus transcrits du procès-verbal, que la délinquante était fille de Pierre P....., et que les chevaux trouvés en délit appartenaient à ce dernier; d'où il suit que les peines déterminées par l'art. 10 précité devront être appliquées à Pierre P....., et qu'en le déchargeant des poursuites de l'administration forestière, l'arrêt attaqué a formellement violé ledit article, par ces motifs, la Cour casse et annule.... » (*Bull.*, p. 170, ou *J. P.*, p. 540)

1. S. V., 1833, p. 333.—Confer. Cass. 18 décembre 1829 (*J. P.*, p. 1509).

ces procès-verbaux, la foi qui est due à ces faits seuls.

Pourquoi affirmer que tel animal appartient à tel individu, alors que celui-ci le nie ? Qu'est-ce qui constitue le délit ici ? Le fait que cet animal a été trouvé à tel endroit, dans telles circonstances. Il n'en faut pas davantage : le délit existe, que ce cheval ou ce bœuf appartienne à X ou à Y. — De même, le délit existe, indépendamment du gardien des bestiaux ; que ce soit le fils du prévenu ou telle autre personne, peu importe. — Peu importe aussi que, pour abattre un arbre, le délinquant se soit servi de tel ou tel instrument.

Ce sont là des circonstances extrinsèques à l'infraction que les agents ont reçu l'ordre et ont pour mission de constater.

Les solutions de le Cour de cassation nous semblent être le résultat d'une erreur d'autant plus grave, qu'elles portent atteinte à un principe fondamental en matière de procès-verbaux, principe sur lequel nous aurons à revenir plus longuement lorsque nous étudierons la force probante des procès-verbaux. Le voici :

Si le législateur a donné aux procès-verbaux une force probante différente, les uns faisant foi jusqu'à inscription de faux, les autres jusqu'à preuve contraire, et les autres, enfin, ne valant que comme simples renseignements, ce n'est

pas à cause de la situation ou la capacité des personnes chargées de les dresser, — sinon on ne comprendrait pas pourquoi un accusé en cour d'assises peut faire tomber les actes les plus réguliers de l'instruction, sans prendre la voie de l'inscription de faux, tandis qu'un prévenu d'un délit forestier constaté par un simple garde doit employer cette procédure dangereuse, — mais seulement à cause du plus ou moins de difficulté et de danger qu'offre la preuve de telle ou telle infraction.

Le degré d'autorité est en raison directe du caractère fugitif de l'infraction qu'il s'agit de réprimer ¹.

Dès lors, si ce n'est pas l'agent qui imprime au procès-verbal rédigé par lui sa force probante, *tout* ce qu'il constate ne peut faire foi jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire ; et, puisque ce sont les faits en eux-mêmes qu'il faut envisager, il est évident que ces faits doivent être *constitutifs* des délits ².

1. DALLOZ, J. G., *Procès-verbal*, 132, 133; J. G., S., *eodem* v°, 31. — FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1445. — MANGIN, *Traité des Procès-verbaux*, n° 30. — V. *infra*, chapitre V. — V. LABORI, *Répertoire*, v° *Impôts indirects*, n° 1261 et suiv.

2. Cependant la jurisprudence décide, en matière de régie, qu'un procès-verbal qui, au lieu de contenir la constatation des faits mêmes qui constituent la contravention, et dont les agents de l'administration ont été personnellement témoins, relate d'autres faits matériels qui prouvent directement l'existence de la contravention, est régulier. — 30 juillet 1880 (S., 82, 1, 284). — Lyon, 17 fév. 1881 (S. 83. 2. 38). — Cass., 23 juin 1873 (S. 76, 1. 43).

Ces faits là sont faciles à reconnaître ; ce sont eux qui caractérisent l'infraction, ou, pour mieux dire, c'est l'infraction *en elle-même*.

Il faut donc rejeter les assertions, les constatations extrinsèques à l'infraction, parce que ces constatations, ces assertions, bien que s'appliquant parfois à des faits matériels qui se sont passés en présence des agents, ne *constituent* pas le délit.

Affirmer le contraire serait donner aux agents des pouvoirs illimités : il semble que le législateur leur en a déjà donné trop.

CHAPITRE III

LES PROCÈS-VERBAUX FONT-ILS FOI DES AVEUX ET DÉCLARATIONS DU PRÉVENU ?

La question devient encore plus compliquée lorsqu'il s'agit de décider si l'on doit ranger dans la catégorie des faits matériels les aveux du prévenu et ses déclarations.

L'importance de l'aveu n'échappe à personne : « La vérité ou l'existence des faits, dit Jousse, ne peut se constater que de deux manières : par l'évidence, c'est-à-dire par l'inspection actuelle du fait, ou par le rapport de personnes qui l'ont vu, si ce fait est tel qu'il ne laisse aucune trace de son existence. On peut dire, en général, que cette vérité ou existence des faits n'est connue infailliblement que de ceux qui en sont les auteurs, et qu'à l'égard des autres personnes, cette connaissance ne peut jamais être certaine que d'une certitude physique. Car, quoiqu'il soit vrai de dire que ceux qui ont été présents à une action sont sûrs de ce qu'ils ont vu ou entendu, néanmoins cette seconde espèce de certitude est bien différente de la première, puisque la première est fondée sur la convic-

tion intérieure et sur l'évidence même, et porte avec elle sa démonstration, au lieu que l'autre n'est fondée que sur les sens, et ne nous est transmise que par le secours des organes, qui, étant sujets à erreur, peuvent à tout instant nous tromper. Il suit de ce cette considération que, quand un accusé est prévenu d'avoir commis un crime, personne ne peut être plus certain que lui s'il est coupable ou innocent de ce crime, et que, par conséquent, de toutes les preuves pour établir cette vérité, la plus certaine et la moins sujette à l'erreur est celle qui résulte de la confession de l'accusé ¹. »

En effet, de prime abord, il semble que celui qui avoue doit être considéré comme un témoin d'autant plus digne d'intérêt, que dans les événements dont il dépose, il a joué le principal rôle.

Il connaît mieux que personne les plus minces détails de l'infraction. S'il se dénonce lui-même, s'il raconte les moindres phases de son acte délictueux, on peut se demander qu'est-ce qui peut rassurer davantage la conscience du juge ? L'acte délictueux se serait passé en présence d'un commissaire de police ou d'un agent, qu'il n'aurait pas été plus scrupuleusement constaté ; il y aurait au contraire dans

1. JOUSSE, *Traité de la justice criminelle*, tome 1^{er}, p. 634.

cette constatation de nombreuses chances d'erreurs qui n'existent pas dans l'aveu du prévenu, puisque ce commissaire de police ou cet agent n'aurait été que le *témoin* d'un fait dont le prévenu qui se confesse est l'*auteur*. C'est ce dernier, dit-on, qui est le mieux placé pour en faire le récit. On doit le croire, s'il est sincère, — et il l'est, car il parle contrairement à ses intérêts.

Cette théorie est séduisante, mais il ne faut pas oublier le vieil adage : « *Nemo auditur perire volens* ¹. »

On peut citer des erreurs regrettables commises seulement parce que les juges, n'ayant

1. CARONDAS, *Réponses*, livre IX, rapporte l'exemple d'un mari qui, étant accusé d'avoir tué sa femme, l'avait avoué, et fut néanmoins absous parce que la femme fut représentée vivante et en bonne santé. Cette règle « *Nemo auditur perire volens* » a été adoptée par beaucoup d'auteurs. — DOMAT (Droit public, livre III, titre I., *Des crimes et des délits*) : « Si l'accusé reconnaît le crime, et que le crime soit capital, on ne laisse pas d'achever les preuves ; car il ne serait pas juste de condamner un innocent sur une fausse confession. » — DUPLESSIS (Lettres, etc. de Colbert, tome VI, append., p. 429) : « L'aveu par un criminel de son crime ne peut opérer sa condamnation, s'il est tout nu ; mais si, outre son aveu, il y a quelque indice ou réel ou procédant de la déposition même d'un seul témoin, cela suffit pour la condamnation. » — MUYART DE VOUGLANS, p. 339, Inst : « La confession ne peut, de sa nature, opérer la condamnation à une peine capitale, et il faut pour cela le concours de plusieurs autres conditions...elle doit être accompagnée de quelques indices pressans ou de la déposition d'un bon témoin. » — V. encore : ROUSSEAU DE LACOMBE, *Mat. crim.*, p. 372 ; — SERPILLON, *Code criminel*, p. 4012.

Ces théories entraînèrent parfois cette solution étonnante, et qui n'est pas juridique, « que des arrêts condamnèrent des individus sur leur confession seule, mais à des peines moindres que celles que méritaient les crimes. » (Serpillon.)

d'autres preuves que les aveux de l'accusé, l'avaient néanmoins condamné. Les exemples en sont relativement nombreux¹; et, malgré les précautions qu'on puisse prendre — en exigeant que la confession de l'accusé soit exempte de toute intimidation et de toute suggestion, entièrement libre et émanant d'une intelligence saine — se fonder *uniquement* sur l'aveu pour condamner serait encourir de graves chances d'erreurs, bien que « les faux aveux soient toujours infiniment plus rares que les faux témoignages »².

Aussi, la force probante de l'aveu n'est pas aujourd'hui ce qu'elle était au temps où écrivait Jousse.

Dans notre droit criminel, l'aveu n'est qu'un moyen de preuve de même nature que les autres, soumis, comme tous les autres, à la souveraine appréciation du juge. Celui-ci peut et doit n'en tenir aucun compte, s'il a des raisons de croire que, pour des motifs quelconques, l'inculpé se charge d'un fait qu'il n'a pas commis : tel serait le cas d'un individu en récidive qui, pour éviter une amende double, ferait avouer par un autre un délit forestier ou de pêche que ce dernier n'aurait pas commis.

1. DUVERGER, *Manuel des juges d'instruction*, n° 330.

2. BONNIER, *Traité des preuves*, p. 327.

L'importance de l'aveu varie suivant les circonstances. Il met à l'aise la conscience du juge, surtout lorsqu'il vient corroborer tout un faisceau de preuves accumulées ¹; et, en fait, le

1. MITTERMAIER, *De la preuve*, chap. XXI et suivants.

C'est ce qu'ont reconnu l'Autriche et l'Allemagne : code de procédure criminelle autrichien de 1873, art. 200 : « Les aveux de l'inculpé ne dispenseront point le juge d'instruction du devoir d'arriver, autant que possible, à la démonstration des faits. Si l'aveu est général et confirmé par les autres données de l'instruction, l'obligation de procéder à de nouvelles investigations sera subordonnée aux réquisitions spéciales de l'accusation. » — Code de procédure allemand de 1877 : « L'aveu est un simple élément de preuve livré à l'appréciation du juge, et que celui-ci doit, en général, contrôler à l'aide des moyens d'investigation dont il dispose. »

La vérité est qu'on peut arriver à une entière certitude d'un fait et constater pleinement un crime sans obtenir la confession du coupable. C'est la doctrine de la jurisprudence anglaise, qui permet à un accusé d'assister, en quelque sorte comme un étranger, à la procédure par laquelle on instruit son procès. — V. Du BOYS, *Histoire de la procédure criminelle*.

Jousse, nous l'avons vu, tient l'aveu pour la preuve par excellence et la plus complète : « De toutes les preuves qu'on peut avoir en matière criminelle, la confession de l'accusé est la plus complète des preuves qu'on puisse désirer. » (Comm. sur l'ordonn. de 1670, art 5, titre XXV, nos 1 et 2). Mais pour cela il exigeait que le corps du délit fût « constant et bien vérifié au moyen d'une visite, d'un procès-verbal ou par les dépositions des témoins. »

Dans l'ancien droit, l'importance de l'aveu était considérable : joint à ce qu'on appelait un indice prochain, il formait une preuve véritable et suffisante, et les indices prochains se trouvaient bien plus fréquemment que les preuves complètes. — (V. ESMEIN, *Histoire de la procédure criminelle en France*).

Pour MITTERMAIER (*De la preuve*, page 246), « l'aveu nu ne forme pas la conviction du juge ; elle ne lui arrive qu'à l'aide de présomptions rationnelles, successives, toutes tirées de l'observation quotidienne des lois de la nature humaine et du jeu des physiologies ; ces présomptions acquises, le juge vérifie l'aveu en allant puiser aux sources d'information existantes, et enfin, il ne le tient pour vrai qu'à une dernière condition : c'est qu'il lui apparaisse que le prévenu a eu le ferme vouloir de dire la vérité ». Voici les conditions requises par

juge n'est jamais mieux convaincu de la culpabilité d'un prévenu que si un aveu complet est émané de lui ¹.

Voilà, brièvement tracés, les caractères principaux de l'aveu et la foi qu'on doit y attacher à notre époque.

Mais *quid* lorsque l'aveu du prévenu est consigné dans un procès-verbal ?

La force probante de l'aveu va-t-elle se transformer en se fortifiant, ou doit-elle rester la même ?

Il est d'abord hors de doute que les agents

Mittermaier, quant au fond, en matière d'aveu : l'aveu doit être 1° vraisemblable, 2° remplir les conditions de crédibilité, 3° être déposé avec une extrême précision, 4° la confession doit être persistante et uniforme, 5° l'aveu doit être d'accord avec les autres preuves relevées aux procédures (p. 256 et suivantes).

Cette théorie est celle de l'ordonnance criminelle de Hollande, de 1830, qui dit, art. 16 : « L'aveu fait par l'accusé devant le juge d'avoir commis le délit qui lui est imputé peut fournir une preuve complète de sa culpabilité, si toutefois cet aveu est accompagné d'une indication précise et exacte des circonstances connues, soit par la déposition conforme de la personne lésée, soit par d'autres preuves concordantes ». Et l'art. 168 de l'ordonnance criminelle de Bavière s'exprime ainsi : « Les juges sont entièrement libres de ne suivre que leur conscience et leur conviction dans l'appréciation des preuves rapportées en la cause ; seulement, ils ne pourront jamais, en déclarant la culpabilité, se baser sur un aveu qui n'aurait point été solennellement fait à l'audience, et qui ne serait point corroboré par d'autres preuves, ni sur la déposition d'un seul témoin, laquelle ne serait pas non plus corroborée par d'autres preuves. » Voyez à ce sujet Van den Tex, dans *la Kristischezeistschrift für ausländische Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*, (Revue critique de législation et de jurisprudence étrangère), tome 5, p. 171.

1. B. DE MARSANGY, *De l'amélioration de la loi criminelle*, tome II, p. 321.

verbalisants ont pour mission de rapporter, dans leur procès-verbal, tout ce qui touche de plus ou moins près au délit qu'ils constatent. L'article 11 du Code d'instruction criminelle le dit formellement pour les maires, les adjoints au maire et les commissaires de police. En les chargeant du soin de rechercher les « contraventions de police, même celles qui sont sous la surveillance spéciale des gardes forestiers et champêtres, à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention », cet article ajoute : « Ils consigneront, dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les *preuves* ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables. »

Ce principe a été étendu : ainsi, d'après l'article 22 de la loi du 3 mai 1844, « les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officiers, maréchaux des logis, garde-pêche, garde champêtre ou gardes assermentés des particuliers feront foi jusqu'à preuve contraire », et la jurisprudence décide que les procès-verbaux relatant les *investigations* auxquelles se sont livrés les gendarmes, en vertu de cet article, doivent être considérés, non comme de simples rapports, mais comme de véritables actes d'instruction, dans le sens de

l'article 637 du Code d'instruction criminelle, puisqu'ils font foi jusqu'à preuve contraire, au même titre que les procès-verbaux dressés par les maires, commissaires de police et officiers de gendarmerie, qui sont officiers de police judiciaire ; la mission des gendarmes ne se bornant pas, d'ailleurs, « à la constatation des faits matériels accomplis sous leurs yeux, mais consistant aussi à en *rechercher* les preuves et à en découvrir les auteurs »¹. De même l'article 16 du Code d'instruction crim., s'occupant des gardes champêtres et forestiers, dit: ... « Ils dresseront des procès-verbaux à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits et des contraventions, ainsi que les *preuves* et les indices qu'ils auront pu recueillir..... »

Dès maintenant, nous remarquons que, si la loi donnait à toutes ces *preuves*, et en particulier aux aveux et déclarations du prévenu, une force probante identique à celle qu'elle accorde aux faits matériels que nous avons déterminés dans le chapitre II, les pouvoirs des agents verbalisants seraient sans limites, le juge devant être lié par l'instruction qu'ils auraient faite.

Une telle conséquence semble inadmissible, à une époque où l'on a rendu publique l'ins-

1. Caen, 25 mai 1889, Recueil de Caen et Rouen (223. 2, 1889).

truction préparatoire, en permettant aux inculpés de n'être interrogés qu'en présence d'un avocat.

Avant la loi du 8-10 décembre 1897, la discussion eût été possible, et l'on comprend aisément que, corroborant l'opinion de Jousse, M. le Procureur Général Fachot ait pu écrire ¹ : « Quels inconvénients y a-t-il à ce que, pour arriver à la manifestation de la vérité, le juge d'instruction cherche, avec loyauté et impartialité, à mettre un inculpé en contradiction avec lui-même, et à lui démontrer la fausseté ou l'in vraisemblance de son système de défense ? Quel inconvénient y a-t-il à ce qu'un accusé, vaincu par l'évidence, fasse l'aveu de son crime ? Les magistrats doivent être très heureux d'obtenir un aveu, *quand il n'est arraché ni par ruse ni par surprise*. » Et cependant, il faut dire que l'expérience a parfois, comme nous venons de le démontrer, donné un démenti à cette idée, très juste en elle-même, et dont les résultats auraient toujours été excellents, si elle avait été constamment appliquée avec justice et mesure ².

1. *Du juge d'instruction*. Discours de rentrée à la Cour d'appel d'Orléans, 1888.

2. BONNIER, *Traité des preuves*, p. 325 et 326. (Voir Journal officiel, 25 mai 1897, *Discours de M. Constans au Sénat*.)

MONTAIGNE, *Essais*, liv. II, chap. V : « Mille et mille ont chargé leur tête de fausses confessions. »

En Angleterre, le juge rejette de parti pris les aveux qui peuvent

Mais, aujourd'hui, si le juge d'instruction peut encore provoquer l'aveu, il ne peut le provoquer que sous le contrôle de l'avocat ¹. Comment admettre alors que les *agents* puissent provoquer l'aveu et le rapporter dans leurs procès-verbaux, si les aveux qu'ils relatent faisaient foi jusqu'à inscription de faux ? A quoi bon donner un avocat à l'inculpé pour l'assister devant le juge d'instruction, si, par avance, l'inculpé avait à subir un interrogatoire plus ou moins subtil, dans lequel on lui arracherait des aveux ayant une pareille force probante ! La précaution serait illusoire.

Au point de vue de la raison, dans l'état

échapper à l'accusé à l'audience : les jurisconsultes anglais estiment que l'empêcher de se trahir ou de commettre une maladresse est un acte de stricte humanité. (*V° Recue générale du droit et de la législation en France et à l'étranger*, année 1882, p. 249.)

Du reste, l'aveu peut être arraché souvent par dol, violence ou être le résultat d'une erreur. Un auteur même, dont nous allons combattre les opinions, dit que, dans nos campagnes, il « arrive tous les jours » que des gens peu éclairés avouent par calcul. « Ils savent qu'ils sont innocents, dit-il, mais ils sont convaincus que discuter et plaider avec un garde aboutira à une condamnation, tandis qu'au contraire un aveu les rendra indemnes. D'autres sont intimidés en présence des agents au point de ne pouvoir leur opposer la moindre contradiction et de se reconnaître coupables d'infractions qu'ils n'ont pas commises. » (FLOUCAUD PENARDILLE, *Thèse*.)

1 Il y a cependant une exception qui est indiquée par l'art. 7 de la loi du 8 décembre 1897 : « Nonobstant les termes de l'art. 3, le juge d'instruction peut procéder à un interrogatoire immédiat et à des confrontations, si l'urgence résulte soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître, ou encore s'il s'est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit. » Cet article permet au juge de faire subir à l'inculpé un interrogatoire complet.

actuel de notre législation, les aveux consignés dans les procès-verbaux ne paraissent donc pas devoir être considérés comme des faits matériels.

Cependant, la question est controversée : les auteurs sont divisés et la jurisprudence de la Cour de cassation n'a pas été sans hésitation.

Plusieurs systèmes sont en présence :

A — Mangin, dans son « Traité des procès-verbaux », soutient que les aveux consignés sur les procès-verbaux sont des faits matériels, et que, par conséquent, ils sont prouvés jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire.

Son opinion se fonde sur les motifs suivants : « Les procès-verbaux font foi des faits matériels qu'ils constatent, et l'on doit entendre par faits matériels tous ceux qui frappent les organes ; or, comment établir une distinction entre les faits qui frappent tel organe des employés plutôt que tel autre et ne pas ajouter foi à ce qu'ils disent avoir entendu, aussi bien qu'à ce qu'ils disent avoir vu ? La difficulté ne peut être là. Elle ne peut donc résider que dans la question de savoir si l'aveu du prévenu est un fait qui tient à la matérialité du délit ? Il est incontestable que l'aveu du délit n'est pas le délit lui-même, qu'il n'est pas une circonstance inhérente à ce délit, qu'ainsi il peut dispenser les agents qui verbalisent de reconnaître le délit

et de constater les faits qui le constituent ; mais les faits matériels d'un délit ne gisent pas seulement dans les traces qu'il a pu laisser, ils consistent aussi dans les faits qui s'y rattachent, et qui sont propres à en faire connaître l'auteur... Comment ne pas mettre au nombre des faits matériels servant à la preuve d'un délit régulièrement constaté, l'aveu de celui à qui il est imputé ? On craint que des agents n'attribuent à un prévenu des déclarations qu'il n'a pas faites ; on peut craindre également qu'ils ne lui imputent des faits qu'il n'a pas commis, et, si la loi ne s'est pas arrêtée à cette dernière appréhension, comment supposer qu'elle s'est arrêtée à l'autre ? »

La Cour de cassation a rendu plusieurs arrêts qui confirment cette opinion en décidant que les procès-verbaux, faisant foi des faits matériels relatifs aux délits et contraventions qu'ils constatent, font *par conséquent* foi des aveux et déclarations des prévenus.

Ainsi, en matière forestière, deux gardes avaient consigné dans leur procès-verbal que, de son aveu, le prévenu était coupable du délit qu'ils constataient. A l'audience le prévenu opposa les dénégations les plus formelles, et soutint qu'il n'était pas l'auteur du délit. La Cour de cassation ¹ rejeta le pourvoi en se

1. Crim. Cass., 20 juin 1896. (V. MANGIN, *op. cit.* n° 33).

fondant sur ces motifs : « Qu'il fallait s'appuyer sur une inscription de faux, à laquelle n'avait point recouru le prévenu, qui n'avait même pas offert la preuve contraire au contenu de ce procès-verbal ; qu'en cet état, et d'après cet aveu, le délit devait être tenu pour constant, *puisque l'aveu du coupable rendait le délit encore plus incontestable que si les gardes l'avaient vu commettre.* »

Autre exemple : en matière de contributions indirectes, des préposés qui n'avaient pas vu commettre l'infraction dressèrent un procès-verbal à un individu. Cet individu avoua être l'auteur du délit, et l'aveu fut consigné sur le procès-verbal. La Cour de justice du département de la Loire n'y eut aucun égard : elle acquitta le prévenu, décidant que la foi accordée aux procès-verbaux des préposés ne doit s'entendre que des faits matériels de fraude et non des dires, propos et *aveux* des parties. Cet arrêt a été cassé par la Cour suprême ¹ par le motif « que, s'il dépendait de la volonté des juges d'éluder ainsi les faits caractéristiques de fraude, tels que ceux constatés par le procès-verbal ci-dessus référé, et s'il était possible de laisser propager une doctrine aussi fausse que celle consacrée par l'arrêt

1. Crim. Cass., 9 nov. 1810.

attaqué, et de permettre des distinctions que la loi n'a pas autorisées, il s'ensuivrait que les intérêts de l'État seraient grièvement blessés, et que les droits qui doivent être perçus à son profit deviendraient illusoires. »

De même l'espèce suivante: des gardes forestiers, après avoir constaté l'enlèvement de bois coupé en délit et suivi les traces de la voiture, trouvèrent un individu qui conduisait une charrette, sur laquelle étaient des arbres qui leur parurent être ceux qui venaient d'être enlevés. Les gardes crurent devoir s'abstenir de toute vérification matérielle, parce que le conducteur se reconnut l'auteur du délit. Il fut cependant acquitté, sous le prétexte que l'aveu ne constitue pas un fait matériel du délit, et qu'un procès-verbal ne fait pas foi des aveux; mais le jugement qui prononçait cet acquittement a été cassé, « parce qu'aucune loi n'autorise la distinction qui sert de base au jugement attaqué; d'où il suit que la foi accordée par la loi aux procès-verbaux des gardes forestiers, relativement aux aveux des délinquants, comme elle leur est due relativement aux autres faits matériels qu'ils constatent, et que ces procès-verbaux doivent, sous l'un et l'autre rapport, être crus jusqu'à inscription de faux ¹ ».

1. Crim. Cass., 25 octobre 1841. — 20 avril 1846.

Tel est le premier système. Il est aujourd'hui universellement abandonné.

B. — Le deuxième système, qui est celui de la jurisprudence actuelle, adopte partiellement l'opinion de Mangin.

Il consiste à considérer les *aveux* comme des faits matériels prouvés par les procès-verbaux, mais quant à leur *réalité*, leur *sincérité* étant toujours discutable.

Le procès-verbal fera foi de la *réalité* des aveux. Pourquoi? — Parce que, lorsque ces aveux se produisent, ils frappent un des sens des agents verbalisants, l'ouïe. Par conséquent, de même que tout ce qui tombe sous les sens, qui est constaté *de visu* et *auditu*, ces aveux seront prouvés jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire, selon l'infraction constatée dans le procès-verbal.

C'est le point emprunté à Mangin, qui a écrit : « Comment établir une distinction entre les faits qui frappent tel organe plutôt que tel autre? » Mais Mangin professe que les aveux constatés dans le procès-verbal entraînent la décision du juge, qui est contraint de rendre un jugement de condamnation. La Cour ne l'admet pas, et déclare que le prévenu pourra toujours discuter la valeur, la *sincérité* et la *portée* de l'aveu qu'il a passé. Le juge, sans méconnaître la foi due au procès-verbal, l'ac-

quittera, s'il pense que l'aveu n'est pas sincère, qu'il est le résultat d'une erreur, qu'il a été arraché par intimidation, par violence. A ce point de vue, la preuve légale disparaît : le juge se décidera d'après son intime conviction.

Mais cette évolution ne se fit pas tout d'un coup. Avant d'en arriver là, la jurisprudence avait décidé que, pour avoir force probante jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire, les aveux ne devaient pas être l'unique base du procès-verbal ¹. Elle exigeait qu'ils fussent accompagnés du corps du délit, d'un fait matériel du délit. C'est ainsi que, par un arrêt du 31 janvier 1817 ², la Cour de cassation rejeta le pourvoi du ministère public contre un jugement qui avait refusé autorité à un procès-verbal dressé en matière d'infraction aux règlements sur les poids et mesures, parce que « le procès-verbal qui a servi de fondement à la poursuite ne constate aucun fait matériel de contravention ; qu'il ne rapporte que des déclarations verbales qu'il certifie avoir été faites par le prévenu ; que ces

1. Sous l'ancienne législation, l'aveu d'un inculpé ne pouvait lui être opposé qu'autant que le corps du délit était reconnu constant (V. *Julius Clarus*, Quæst. 55, n° 10 ; — *Berius*, dec. 164, n° 8). Comme le fait observer avec raison M. Faustin Hélie : « Cette règle a dû être appliquée aux aveux recueillis par les procès-verbaux, puisque l'usage de ces actes n'est qu'une continuation de la procédure écrite. (*Traité de l'instruction criminelle*, tome IV, p. 612.)

2. Arrêt cité par Mangin. (*Traité des procès-verbaux*, p. 87.)

déclarations verbales ont été désavouées devant le tribunal de simple police, et que le procès-verbal qui les énonce n'a point été appuyé de sa signature ni de sa déclaration de ne savoir signer ; qu'il n'y est même pas dit que lecture lui a été donnée. »

- D'éminents auteurs avaient cru trouver un remède au danger de la théorie trop radicale qui regardait l'aveu comme un fait matériel prouvé jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire, en y apportant le même tempérament.

Favard de Langlade¹, examinant cette question, dit que les procès-verbaux ne font pas foi des aveux et déclarations du prévenu, consignés par les rédacteurs ; « car il ne s'agit point de la *matérialité* du délit. Une solution différente donnerait trop de prise à l'arbitraire. On sent bien que, si un procès-verbal constate que le délinquant a été trouvé nanti du bois de délit, que l'identité de ce bois est reconnue et constatée, l'aveu du délinquant ne fait que *corroborer* la foi due au procès-verbal, et cet aveu, consigné dans l'acte, doit être cru jusqu'à preuve contraire ; mais, si le procès-verbal qui ne constate pas *matériellement le corps du délit* et ne fait pas connaître le délinquant, se borne à énoncer

1. Rép. de la nouvelle législation, tome IV, p. 598.

que le prévenu a avoué avoir coupé et enlevé les bois de délit dans telle forêt, il ne fera pas même foi en justice jusqu'à preuve contraire. »

Bourguignon émet la même idée : « M. Le-graverend, dit-il, craint qu'en accordant une foi entière aux procès-verbaux relativement aux aveux et déclarations, on ait donné trop de prise à l'arbitraire. Cette crainte n'est pas sans quelque fondement ; cependant, si l'on considère : 1° qu'il n'y a pas plus de danger à leur accorder confiance sur les aveux que sur certains faits matériels, puisque, en supposant les gardes de mauvaise foi, ils peuvent en supposer aussi facilement et d'une manière aussi dangereuse sur les unes que sur les autres ; 2° qu'il faut que les aveux du prévenu soient accompagnés d'un corps de délit ; 3° que les procès-verbaux des commis des douanes, des contributions indirectes, etc., font également preuve des aveux qu'on rapporte, il faut en conclure que la jurisprudence sur ce point ne s'est pas écartée de l'esprit de la législation ¹. »

Une autre restriction fut encore faite : la Cour de cassation jugea que les aveux du prévenu, *sur des faits autres que les faits matériels du délit*, n'avaient pas la force probante qu'elle

1. BOURGUIGNON, *Jurisprudence des Codes criminels*, tome I^{er}, p. 93.

accordait aux autres. Spécialement, elle décida, en matière de contravention aux lois sur la garantie des ouvrages d'or et d'argent, que l'aveu du prévenu n'a pas force probante, s'il tend à démontrer que les ouvrages non marqués sont achevés, parce que « la foi que la loi accorde aux procès-verbaux des employés jusqu'à inscription de faux, ne s'appliquait qu'aux faits matériels de contravention ; que la vérification par experts ne pouvait pas être exclue par l'aveu fait par le prévenu, lors de la visite des employés ; que son aveu non plus que sa dénégation postérieure ne pouvaient pas changer la nature et la qualité d'ouvrages que la saisie avait mis sous la main de justice et dont, conséquemment, le véritable état pouvait toujours être contesté ¹ ».

— Mais c'est en 1835 que se produisit l'évolution complète de la jurisprudence de la Cour de cassation. Elle se sépara alors définitivement de la théorie de Mangin : « Attendu que, d'après l'art 176 du Code forestier, les procès-verbaux régulièrement constaté font foi jusqu'à inscription de faux des faits relatifs aux délits et contraventions qu'ils constatent, et que du nombre de ces faits matériels sont les déclarations et aveux faits par les prévenus aux agents forestiers au sujet des délits et contraventions ; d'où il suit

1. Cass., crim. rejet., 16 juillet 1824. Arrêt cité par Mangin, (*Traité des procès-verbaux*, p. 88.)

que la *réalité* de ces déclarations et de ces aveux faits par les prévenus ne peut être méconnue, tant que les procès-verbaux n'ont pas été détruits par la voie de l'inscription de faux ; attendu que, si la sincérité des dits déclarations et aveux peut être débattue sans recourir à l'inscription de faux, elle doit néanmoins être présumée jusqu'à preuve contraire ; » Il ressort de ce dernier attendu qu'à supposer que, dans l'espèce, la sincérité des déclarations et aveux ait été contredite par la preuve testimoniale, elle ne pouvait être faite par la preuve contraire. Quant à la preuve de la *réalité* des aveux et déclarations, l'inscription de faux est nécessaire pour la détruire.

Depuis que la Cour de cassation a consacré ce principe, nombreuses sont les décisions qu'elle et les Cours d'appel ont rendues dans ce sens. Nous n'en voulons citer qu'une, plus récente que les autres, afin de bien montrer que la jurisprudence semble définitivement assise. Elle est contenue dans un arrêt statuant sur les procès-verbaux de la régie ¹ : cet arrêt décide que ces

¹ Toulouse 20 février 1889 Gaz. Midi 10 mars 1889. — Cass. 11 août 1892 (Droit 12 octobre 1892) Cass. 8 mars 1889 S. 89. 1. 349. — LABORI, Répertoire V^o *Impôts directs* n^o 1266 et suivants. — Cass. 10 nov. 1888, S. 90. 1. 432. *Olibo* tome 3. p. 373, TRESCAZE procès-verbal d'ordre n^o 347.

— Il a été jugé que, « lorsque le procès-verbal de la gendarmerie constate l'aveu du prévenu qu'il aurait détenu une certaine quantité de tabac de fraude, cet aveu ne peut être rétracté sans que la preuve contraire ait été offerte ». — (Cass. 8 mars 1889 S. 89, 1. 349).

procès-verbaux ne font foi des aveux et déclarations qui y sont rapportés qu'en ce qui touche « leur réalité, et non en ce qui concerne leur exactitude ». Par conséquent, ajoute-t-il, les « tribunaux peuvent, tout en acceptant le fait matériel d'une déclaration du prévenu consigné au procès-verbal, et sur laquelle repose exclusivement la prévention, constater l'inexactitude de cette déclaration en s'éclairant des autres circonstances de la cause et reconnaître que la contravention n'est pas établie ».

C. — Donc, ce qui sépare Mangin de la jurisprudence dernière de la Cour de cassation, c'est la distinction entre la réalité et la sincérité de l'aveu, repoussée par l'un et admise par l'autre. Une troisième opinion, qui a été soutenue par Floucaud Pénardille ¹, se rapproche de chacun de ces deux systèmes : « Nous pensons, dit cet auteur, que chacune de ces théories contient une part de vérité ; mais aucune d'elle ne nous satisfait d'une façon absolue ».

Floucaud Pénardille fait surtout sienne la théorie de la Cour de cassation ; car, tout en appuyant sa thèse sur les principes exposés par Mangin, puisqu'il reconnaît que l'aveu n'est pas un fait constitutif du délit, mais qu'il apparaît comme un fait matériel tombant sous les sens

1. Floucaud Pénardille. Thèse.

des agents qui le reçoivent, il admet que la Cour a raison de distinguer entre la réalité de l'aveu, fait matériel, et la sincérité, fait subjectif, qui demande pour être constaté un travail intellectuel de l'agent rédacteur. « Rapporter un aveu, c'est une pensée qu'il faut traduire ; c'est une idée qu'il faut rendre, les mots n'ayant de valeur que par les choses qu'ils sont appelés à définir dans l'esprit de celui qui les prononce. Est-ce donc une tâche bien simple de fixer le sens d'une parole en tenant compte de ses limites et de ses réserves ? N'est-il pas besoin pour cela de scruter la conscience de la personne qu'on interroge, de pénétrer ses sentiments les plus intimes ? Les difficultés de cette mission ne peuvent souvent être vaincues par les magistrats les plus expérimentés : pourront-elles l'être davantage par les agents que la loi a chargés de verbaliser, dont nous avons déjà constaté les capacités limitées ? Ce sont ces inconvénients pratiques, qui paraîtront encore plus graves si l'on considère que les aveux constituent une preuve à la charge de ceux dont ils émanent, qui nous font traiter d'une manière différente la réalité et la sincérité des aveux de l'inculpé. »

Nous avouons ne pas très bien comprendre cette distinction. Après avoir posé comme principe que *rapporter* un aveu, « *c'est traduire une pensée* », on admet que le procès-verbal fait foi

jusqu'à inscription de faux de la *réalité* des aveux ! Pourquoi ? N'y a-t-il pas là contradiction ?

Ajoutons que ce système, après avoir adopté les principes de la Cour de cassation, les pousse jusque dans ses dernières conséquences : la Cour, dans un arrêt rapporté plus haut, dit que la sincérité de l'aveu consigné dans le procès-verbal, ne fait pas foi jusqu'à inscription de faux, mais jusqu'à preuve contraire ; c'est un manque de logique. En effet, ou bien l'aveu fera foi complètement, c'est-à-dire jusqu'à inscription de faux lorsqu'il est relaté dans un procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux, à cause de la matière dans laquelle il intervient, et jusqu'à preuve contraire s'il est relaté dans un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire, ou bien il ne fera pas foi du tout ; il n'y a point de milieu.

C'est ce que les partisans de la théorie que nous exposons ont compris, et c'est le seul motif pour lequel le système de la Cour de cassation ne les satisfait pas d'une façon absolue. Voici comment ils concluent : « Pour nous l'aveu ne doit pas être présumé sincère. C'est une partie du procès-verbal dont le juge doit nécessairement tenir compte, en ce sens qu'il doit l'examiner attentivement pour arriver à en pénétrer le sens, mais il peut l'apprécier en toute liberté.

Il a pour cela un pouvoir discrétionnaire souverain que rien ne vient limiter. Le juge peut donc admettre l'aveu, ou le tenir pour non avendu soit d'office, soit sur les explications et moyens fournis par les parties. »

Dans cette théorie, le juge remplit, en somme, les fonctions de juré. Se décidant, d'après son intime conviction, rien ne l'empêche d'acquitter le prévenu s'il pense que son aveu, lorsqu'il n'est pas corroboré par un fait matériel du délit, est insuffisant, à lui seul, pour entraîner sa culpabilité, et, bien qu'il soit libre de considérer l'aveu comme l'élément principal ou secondaire de sa conviction, il ne condamnera pas certainement sur cette preuve unique, surtout en présence d'un prévenu qui rétracte ses aveux précédents.

En pratique, cette distinction faite par certains auteurs ¹ et la Cour de cassation, entre la réalité et la sincérité des aveux, n'est pas aussi importante qu'on pourrait le croire à première vue. Qu'importe, en effet, que le procès-verbal prouve que le prévenu a fait une déclaration à celui qui l'a rédigé, s'il ne témoigne nullement de la véracité de cette déclaration ?

1. Conf. VILLEY, *Précis d'un cours de droit criminel*, p. 298.

MARIE, *Éléments de droit pénal et d'instruction criminelle*, p. 225.

BONNIER, *Traité des preuves*, p. 513.

GARRAUD, *Précis de droit criminel*, sixième édition, 1898.

La déclaration a été faite par le prévenu et la voilà consignée dans le procès-verbal. Soit! Mais quelle conséquence en tirer? Elle n'a pas été faite sous foi du serment: elle n'est donc pas une preuve; et le juge ne viole pas la foi due au procès-verbal en discutant sa sincérité.¹

Supposons que le juge révoque en doute l'existence même de la déclaration ou de l'aveu; au point de vue pratique le résultat ne sera-t-il pas à peu près semblable? Oui, évidemment, puisque, bien qu'étant reconnue, cette existence n'entraîne pas forcément la condamnation de l'accusé. Il faut, en effet, remarquer que dans le dernier système les juges peuvent, d'*office*, discuter la valeur des aveux et déclarations, c'est-à-dire que le prévenu n'est pas contraint de prouver que ces aveux sont le résultat d'une erreur, qu'ils lui ont été arrachés par ruse ou violence, — en un mot, qu'ils ne sont pas sincères et qu'ils ne rapportent pas la vérité ¹.

Comment pourrait-il en être autrement?

Nous avons déjà vu que souvent des individus se sont chargés de fautes qu'ils n'avaient pas commises. Quoique nous n'ayons pas à nous demander « si sa conscience torture le

1. Il ne faudrait cependant pas exagérer la portée de cet argument, car, *en fait*, si le procès-verbal rapportait les aveux du prévenu, ce dernier serait presque toujours forcé de le combattre: les cas où le juge discuterait les aveux d'*office* seraient très rares.

malfaiteur et lui commande de se dénoncer lui-même »¹ ou bien si, comme le prétendent quelques auteurs², « l'aveu est un phénomène contre nature, tout homme sain d'esprit s'empressant de fuir tout ce qui lui pourrait porter préjudice », nous croyons, avec Bentham, que le coupable avoue parfois pour obéir aux accents de la vérité qui le guide, préférant s'exposer à la peine que sa faute va faire tomber sur sa tête, « plutôt que de prolonger plus longtemps un martyre insupportable »³.

Mais cela, selon nous, est surtout vrai lorsqu'il s'agit de crimes. Pour les circonstances peu graves relatives aux infractions de simple police, nous n'attachons pas tant d'importance aux aveux : souvent, ils ne sont pas le cri d'une conscience qui souffre.

Aussi, est-il juste que l'inculpé ne soit pas cru sur sa simple déclaration, et que l'aveu, pour être probant, s'entoure de présomptions de diverses sortes.

Les mobiles qui font agir les prévenus ne sont pas toujours évidents et palpables : le juge ne formera sa conviction qu'à l'aide de présomptions rationnelles, successives.

1. HEINROTH, *Revue de Hitzig*, livraison 41, p. 37, et livraison 42, p. 264.

2. FILANGIERI, *Système de la législation*, ch. III, p. 179. — RISI, *animadvers.*, ad *jus crim.*, p. 20. — MEYER, *Esprit, origine, etc.*, livraison 6, ch. 12.

3. BENTHAM, *Traité des preuves*, n° 1, p. 331.

Il faut qu'il lui apparaisse que le prévenu a eu le ferme vouloir de dire la vérité. Il évitera ainsi de condamner des innocents, ce qui est très important, car l'intérêt social veut que tous les coupables, mais les coupables seuls, soient punis.

Même ces précautions prises, il est à remarquer que les partisans de la théorie que nous combattons sont obligés de nous concéder qu'il y a des cas nombreux où l'aveu ne fera pas preuve contre celui qui l'a passé.

Ainsi, de leur propre avis, l'attribution de telle ou telle *qualité* n'est jamais un fait matériel dont puissent faire foi les procès-verbaux. Les tribunaux restent toujours maîtres d'apprécier les faits desquels on induit cette qualité : c'est seulement à l'égard de ces faits que le procès-verbal doit obtenir foi entière. « On est d'accord pour reconnaître qu'il en est ainsi, disent-ils, lorsqu'il s'agit d'un fait contestable et qui peut être vérifié, par exemple la qualité des choses saisies, de leur quantité, de leur état au point de vue de l'art. Ce sont là des constatations faciles à faire, dont le résultat est certain, sur lequel, par conséquent, toutes les déclarations de l'inculpé seraient sans influence ¹. »

1. FLOUCAUD PENARDILLE, *Thèse*. — De même, un aveu arraché peut être contredit : Cass., 23 juillet 1895 (S., 96. 1. 176). — Voyez arrêt cité *supra*, crim., 16 juillet 1824, rapporté dans MANGIN, p. 88.

D. — Il faut aller plus loin.

C'est à tort qu'on fait une distinction entre les déclarations du prévenu, se produisant sous la forme d'aveux, et celles des tiers. Ni les unes, ni les autres, ne doivent être prouvées par les procès-verbaux.

Aussi, tout en reconnaissant que nous avons contre nous la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation et la majorité des auteurs, nous persistons à affirmer que les procès-verbaux ne peuvent faire foi des aveux et déclarations du prévenu ou des tiers, ni quant à leur réalité, ni quant à leur sincérité.

Néanmoins, nous n'éprouvons aucune gêne à reconnaître que, si l'on devait indiquer au juge, qui se décide d'après son intime conviction, quelle foi il convient d'attacher, en général, aux déclarations suivant qu'elles émanent des prévenus ou des tiers, nous en accorderions une plus grande à celles des prévenus. Les explications que nous avons données précédemment nous dispensent d'insister davantage sur ce point.

Mais quelque grand que soit ce degré de confiance, nous estimons qu'il est absolument impossible de l'assimiler à celui des faits matériels constatés *de visu et auditu* que nous avons définis plus haut ; enseigner le contraire serait la négation de tout ce que nous avons écrit dans le chapitre II, et qui se résume ainsi : les pro-

cès-verbaux font foi des *faits matériels, constitutifs* des contraventions constatées *personnellement* par les agents verbalisants.

Cette règle, il est vrai, n'a pas été aussi nettement posée par les auteurs qui se sont occupés des procès-verbaux. Cependant tous, on peut le dire, reconnaissent les principes qu'elle contient et les tiennent pour vrais. Mangin lui-même, qui donne une solution diamétralement opposée à celle que nous proposons les a admis. C'est du moins ce qui se dégage de son livre. Sans doute il faut chercher, pour y découvrir ce que nous avançons ; on ne trouvera pas de formule courte, formant un tout précis ; mais voici plusieurs phrases qui, rapprochées les unes des autres, énoncent la même règle que la nôtre : « Les procès-verbaux font foi des faits matériels qu'ils constatent, et, par faits matériels il faut entendre tous ceux qui frappent les organes ¹... » « La foi due aux procès-verbaux ne porte que sur les faits qu'ils (les agents verbalisants) ont reconnus eux-mêmes, qu'ils ont constatés par l'usage de leurs propres organes ²... » « Les procès-verbaux font foi de tous les faits matériels qui *constituent* la contravention qu'ils constatent ³... » Et, afin de bien accentuer cette der-

¹ Mangin *op. cit.* p. 87.

² Mangin *op. cit.* p. 88

³ Mangin *op. cit.* p. 464.

nière phrase, Mangin ajoute immédiatement : « Je dis faits qui *constituent* les contraventions parce que les procès-verbaux ne font foi que de ces faits : ils ne font pas foi, par exemple, des délits d'insultes, voies de fait et violences commis à l'égard des préposés ».

Ainsi, les délits d'insultes, voies de fait et violences commis à l'égard des préposés ne sont pas prouvés, par les procès-verbaux, jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas des faits *constitutifs* des délits. L'article 49 de la loi du 28 avril 1816 le disait formellement, et Mangin reconnaît que, bien qu'abrogé aujourd'hui, se rattachant à la procédure devant les Cours prévôtales, le principe qu'il consacrait lui a survécu.¹

Alors nous demanderons quelle différence on peut faire, à ce point de vue, entre les délits dont parle Mangin (au sujet desquels il ne peut y avoir de doute, nous l'avons démontré plus haut), et les déclarations ou aveux des prévenus ?

Il n'y en a pas.

— Comment Mangin et ceux qui professent sa doctrine peuvent-ils arriver à la défendre ? Ils disent : Certes, les aveux ne sont pas des faits constitutifs du délit ; ils ne sont qu'une

1. Voyez *supra*, chapitre II^e, sect. III.

preuve du délit, un récit du délit. Le délit existe indépendamment de cette preuve, de ce *récit*.

S'il en est ainsi, il faut en tirer immédiatement cette conclusion que les procès-verbaux ne font pas foi de ce *récit*.

Mais les faits matériels d'un délit, ajoutent-ils, ne gisent pas seulement dans les traces qu'il a pu laisser, ils consistent aussi dans les faits qui s'y rattachent et qui sont propres à en faire connaître l'auteur.

Cela nous paraît inexact. C'est étendre, à tort, croyons-nous, la sphère d'application de textes qui doivent toujours être pris dans le sens *le plus strict*, à cause de la foi exorbitante accordée par le législateur à certains procès-verbaux.

Comment ne serait-on pas convaincu du bien fondé de cette remarque, maintenant que nous avons étudié l'aveu en lui-même, indépendamment du procès-verbal qui le renferme, et que nous avons fait toucher du doigt la fragilité de cette preuve, les chances d'erreurs qu'elle traîne après elle ?

Bref, si l'on reconnaît, comme le fait Mangin, que l'aveu du délit n'est pas le délit lui-même, c'est-à-dire n'est pas un fait matériel constitutif du délit ; si l'on écrit, comme le fait Mangin encore, que les procès-verbaux font seulement foi des faits matériels qui *constituent* les contra-

ventions par eux constatées, on ne peut, sans manquer de logique, conclure que les aveux ne seront détruits que par l'inscription de faux.

C'est une subtilité trop grande que de vouloir chercher je ne sais quelle « *attache* » et quel lien de parenté entre l'aveu du délit et le délit, pour les mettre sur un pied d'égalité.

De deux choses l'une : ou l'aveu du délit est un fait constitutif du délit, et alors faisant foi jusqu'à inscription de faux, il dispensera les agents de reconnaître le délit et suffira à entraîner la condamnation, — ou bien l'aveu n'est pas un fait constitutif du délit, et, dans ce cas, même s'il est corroboré par d'autres faits matériels, il n'est pas prouvé par le procès-verbal. Or, tout le monde, sans exception aucune, reconnaît que l'aveu n'est pas un fait constitutif du délit.

Nier le bien fondé de ce raisonnement, c'est nier l'évidence.

On s'en est aperçu. La Cour de cassation a cherché un remède et a cru le trouver dans le système éclectique que nous avons exposé : la *sincérité* de l'aveu n'est pas établie, sa *réalité* est démontrée.

La plupart des auteurs se sont ralliés à ce système.

Nous n'hésitons pas à dire qu'il ne nous satisfait pas plus que le précédent.

L'erreur reste entière.

En effet, prévoyant cette objection irréfutable : « Qu'est-ce qu'un fait matériel, inattaquable quant à son existence et qui peut être attaqué quant à sa signification ? » voici comment répondent ceux qui défendent le système que nous combattons : « Assurément il y a là quelque chose d'anormal. Mais quoi d'étonnant à cela ? Est-ce que l'aveu est un fait matériel ordinaire ? N'a-t-il pas une nature particulière qui fait qu'il ne se prête pas à une constatation pure et simple de la part des fonctionnaires qui verbalisent, mais à une appréciation dans laquelle intervient nécessairement le jugement personnel de ces derniers. On ne peut pas dire de lui qu'il est ou qu'il n'est pas ; il peut être diversement apprécié ? Dès lors, étant un fait matériel exceptionnel, il est naturel de lui appliquer une règle également exceptionnelle. »

Et alors ils sont forcés d'ajouter : l'aveu, *tombant sous les sens* des agents, nous apparaît comme un fait matériel, — tout en reconnaissant, une page plus loin, que l'aveu ne se prête pas à une appréciation pure et simple, qu'il faut, pour le consigner sur le procès-verbal, *l'intervention du jugement* personnel de l'agent verbalisant !

Ce rapprochement de deux phrases, du même auteur, et qui paraissent se contredire d'une façon aussi flagrante, ne suffit-il pas à condamner la théorie qu'elles défendent ?

On veut donner à l'aveu, « qui n'est pas un fait matériel ordinaire », une force probante qui n'est pas ordinaire, elle non plus. Il faudrait une loi pour cela; or, il n'y en a pas.

Et l'on chercherait vainement à réfuter cette objection en écrivant « si la loi ne le dit pas expressément, l'esprit de la loi le veut ».

C'est une affirmation qui ne s'appuie sur aucun argument. En tout cas, nous croyons avoir prouvé précisément le contraire.

La Cour d'appel de Besançon l'a compris ainsi, lorsqu'elle a rendu cet arrêt : « La Cour : Considérant que le procès-verbal du 5 avril dernier ne contient, pour établir la culpabilité des deux prévenus, que ce document : « Les gardes ont appris que les nommés G... et P... avaient commis le délit par l'aveu qu'ils leur en ont fait; » — Que ces énonciations ne peuvent être considérées comme des faits matériels, *aux termes de l'article 176 du Code forestier*; que le législateur, en ajoutant au projet présenté par le Gouvernement l'expression : *matériels*, a eu évidemment pour but d'empêcher que les gardes forestiers rédacteurs des procès-verbaux ne fussent crus jusqu'à inscription de faux dans les énonciations des dires des tiers, des déclarations et des aveux des prévenus, contre lesquels ceux-ci pourraient être dans l'impossibilité d'administrer des preuves au moyen de

l'inscription de faux; que, dans l'espèce particulière soumise à la Cour, ces aveux doivent être d'autant moins pris pour base unique d'une condamnation, qu'ils sont attribués à des enfants dont l'âge paraît être au-dessous de 14 ans; que des erreurs auraient pu facilement intervenir, soit dans le sens des questions à eux adressées, soit dans leurs réponses; que, d'ailleurs, les gardes n'indiquent ni où ni quand ces aveux auraient été faits; que c'est donc le cas de renvoyer les prévenus ¹. »

Faustin Hélie ² caractérise d'une façon remarquable la contradiction qu'il y a dans cette affirmation que l'aveu, étant un fait matériel d'une nature spéciale, devait obéir à des règles spéciales, et que partant, faisant foi de sa réalité, le procès-verbal ne fait pas foi de sa sincérité. « Il est évident, dit-il, que ce fait est complexe; il est matériel et moral à la fois : matériel en ce qu'il frappe les sens, moral en ce qu'il est susceptible d'appréciation. Ainsi, il ne suffit pas aux parties de le dénier; elles peuvent, du moins dans le système de la Cour, proposer une preuve contraire. *Mais alors la voie ouverte par cet arrêt ne doit pas s'arrêter à la vérité de*

1. Cour de Besançon, 11 juillet 1845. — Nous rapportons la fin de cet arrêt pour montrer une fois de plus combien la preuve par l'aveu seul est dangereuse.

2. Dans le même sens, FAVARD DE LANGLADE, tome IV, p. 598, et son répertoire.

l'aveu. Si cet aveu, constaté par le procès-verbal, est considéré comme une preuve, il faut qu'il réunisse les caractères qui, dans l'ancienne procédure écrite, lui imprimaient la force d'une preuve ; il faut que le procès-verbal constate qu'il a été volontaire et libre, qu'il a été fait purement et simplement, qu'il n'a été accompagné d'aucune excuse ou réserve qui tende à atténuer le fait ou à le justifier, qu'il porte sur l'action principale et non sur quelque circonstance accessoire. Si tous les éléments de la preuve ne sont pas constatés, le juge reste le maître de les apprécier, et, fussent-ils énoncés au procès-verbal, il peut encore apprécier la valeur de la preuve elle-même. »

Cela est irréfutable.

Du reste, ce caractère mixte de l'aveu ne pourra jamais faire admettre que la conséquence qui en découle, est qu'il fera foi pour partie.

Bien plus, il est inexact de prétendre qu'en ce qui touche à sa réalité, l'aveu est un fait matériel, du moins un fait matériel pouvant rentrer dans notre définition. Voici comment l'Justin I^{er} réfute cette assertion : « Pourquoi l'autorité des procès-verbaux sur les faits matériels ? C'est que ces faits se manifestent avec le caractère de l'*évidence* ; c'est que, s'ils peuvent être déniés, ils ne peuvent être diversement

appréciés. Or, les aveux et les déclarations d'un délinquant ont-ils ce caractère inébranlable et évident ? N'est-il pas difficile, même pour les esprits les plus exercés, de fixer le sens et la portée d'une parole ? Et cette difficulté n'est-elle pas plus grande quand cette parole est une preuve à charge de celui qui l'a prononcée, quand il importe de lui conserver son caractère propre, ses limites, ses réserves ? Comment admettre qu'un garde ou un préposé soit compétent pour assigner à une déclaration verbale son sens vrai, pour matérialiser en la consignant comme un fait dans son rapport ¹ ? »

1. Sur la question des aveux, voir encore : DUPIN *Réquis*, tome II, p. 213 ; — MEAUME, *Commentaire sur le Code forestier*, n° 1262 ; — LEGRAVEREND, tome I, ch. 5, § 5, sect. 4, p. 217 ; — BOURGUIGNON, *Jurisprudence des Codes criminels*, tome I, p. 93.

Du reste, on a reconnu, pour ainsi dire dans tous les pays, le grand inconvénient de donner aux aveux et aux déclarations du prévenu une force probante trop grande. Les praticiens anglais, par exemple, estiment que, si le législateur attachait aux aveux « consignés dans les pièces de l'instruction préparatoire, un caractère d'authenticité, tel qu'ils fissent foi jusqu'à *preuve contraire*, ce serait traiter jusqu'à un certain point durement l'accusé, sur lequel retomberait l'obligation de faire une preuve bien difficile ». (V. MITTERMAIER, *Procédure criminelle en Ecosse*, etc., p. 254.)

CHAPITRE IV

LES PROCÈS-VERBAUX FONT-ILS FOI DE L'IDENTITÉ DU DÉLINQUANT ?

« La preuve, en matière criminelle, a dit Muyart de Vouglans, doit avoir nécessairement ces deux objets, qu'il ne faut pas diviser : l'un de s'assurer de l'existence du crime, ce que l'on appelle autrement constater le corps du délit ; l'autre de convaincre la personne qui est accusée, d'en être l'auteur ou le complice ¹. » Cela est encore vrai aujourd'hui. Mais est-il possible et désirable d'atteindre ce double but par le procès-verbal seul ?

Ainsi envisagée par rapport au procès-verbal, la première proposition ne saurait faire de doute. Il est certain que le procès-verbal est fait pour constater le délit.

Quant à la deuxième proposition elle est plus discutable. Nous allons le voir tout à l'heure.

Il convient de remarquer dès maintenant qu'il y aura de nombreux cas où les agents ver-

1. MUYART DE VOUGLANS. *Les lois criminelles*, liv. II, titre III.

balisateurs ne mentionneront pas l'identité du délinquant dans leur procès-verbal.

Il en sera toujours ainsi lorsqu'ils ne le connaîtront pas, et c'est l'immense majorité des cas. Alors cette identité devra être prouvée d'une autre manière.

Il arrivera aussi que l'identité des prévenus ne sera mentionnée qu'à la suite de renseignements fournis par le délinquant lui-même, intéressé, il est à peine besoin de le faire remarquer, à cacher soigneusement son identité. De là, de graves et innombrables chances d'erreurs.

Du reste les renseignements recueillis par les agents seraient-ils exacts que, donnés par des tiers ou par les auteurs du délit, ils ne rentreraient pas dans la catégorie des faits constatés *personnellement* par les agents : à ce titre ils ne feraient pas foi en justice.

Donc, dans toutes ces hypothèses, les procès-verbaux ne feront pas foi de l'identité du prévenu.

Mais là n'est pas la question que nous avons à résoudre.

Il s'agit de savoir si, dans les cas extrêmement rares où les agents connaissent personnellement les délinquants, savent leur nom, celui de leur domicile, quelle profession ils exercent, etc..., la constatation faite par eux

de visu de l'identité de ces derniers, fera foi jusqu'à inscription de faux, lorsqu'elle sera consignée dans le procès-verbal.

Cette importante question a été soumise à la Cour de cassation en 1887 ¹.

Voici dans quelles circonstances la Cour suprême a été appelée à se prononcer :

Le 12 octobre 1887, des préposés des douanes aperçoivent à quelque distance de la frontière de Belgique, deux femmes suivies à une distance de deux cents mètres environ, par deux enfants qui étaient porteurs de café vert. A leur approche, une de ces femmes s'échappe et ne peut être arrêtée. Mais elle avait été *vue* par les douaniers et ceux-ci, qui prétendent l'avoir parfaitement reconnue, déclarent qu'elle est la dame Zélia B... Ils consignent cette déclaration sur leur procès-verbal.

Le 8 novembre 1887, l'affaire est appelée devant le tribunal correctionnel de Valenciennes et la dame Zélia B... est condamnée pour délit de contrebande, sur la foi du procès-verbal qui constatait son identité. Elle interjette appel de ce jugement devant la cour d'appel de Douai, qui rend, le 13 décembre 1887 ², un arrêt interlocutoire ainsi conçu : « Attendu que les

1. Gaz. pal. 1888. I. p. 365. — V. encore Cass. 3 mars 1888. Gaz. pal. 1888. 633. S. 88. I. 142.

2. Gaz. pal. 1888. I. 636.

procès-verbaux des préposés des douanes ne font foi jusqu'à inscription de faux qu'à l'égard des faits matériels qu'ils constatent ; qu'ils peuvent être combattus par les moyens du droit commun dans celles de leurs dispositions qui ne constituent que des appréciations ou inductions plus ou moins conjecturales de leurs rédacteurs ; Attendu qu'en l'espèce le procès-verbal dressé par les préposés de l'administration des douanes le 12 octobre 1897, en même temps qu'il constate un fait de contrebande commis en réunion de quatre personnes, dont deux enfants et deux femmes, déclare que l'une de ces femmes qui a pris la fuite et n'a pu être arrêtée, a été reconnue par les préposés rédacteurs dudit procès-verbal comme étant la prévenue Zélia B... ; que cette dernière, sans contester aucun des faits relatifs au délit de contrebande, allègue que la désignation faite de sa personne comme l'un des auteurs du délit, est erronée ; que le procès-verbal ne lui est pas applicable, mais le serait à sa sœur que les préposés ont à tort confondue avec elle ; qu'elle offre de rapporter la preuve de ces allégations ; Attendu que la constatation de l'identité d'un délinquant, alors qu'elle ne résulte pas de la déclaration de celui-ci ou de circonstances matérielles venant la corroborer, ne constitue qu'une appréciation personnelle et conjectu-

rale des préposés de qui elle émane et ne doit dès lors faire foi jusqu'à preuve contraire ; qu'il s'élève par suite en l'espèce, indépendamment de la constatation acquise du délit de contrebande relaté au procès-verbal dont s'agit, une question préjudicielle d'identité qui ne peut être résolue que par la confrontation de la prévenue avec les préposés rédacteurs du procès-verbal. » Et la cour de Douai déclare la « preuve recevable et ordonne, avant faire droit au fond, qu'à la requête de l'administration des douanes, partie civile en cause », des témoins « seront assignés à comparaître pour être entendus sur leurs déclarations et sur les faits de l'instance. »

Mais aussitôt après, l'administration des douanes se pourvoit en cassation contre cet arrêt, en formulant les griefs suivants : « Violation des art. 11, titre IV de la loi du 9 floréal an VII et 154 du C. I. crim., en ce que l'arrêt attaqué a méconnu la foi due à un procès-verbal, régulièrement dressé. »

Devant la Cour de cassation, l'affaire est exposée par M. le conseiller Vetelay qui s'attache à prouver le bien fondé du pourvoi. La thèse qu'il soutient est celle-ci : le procès-verbal, régulièrement dressé par les agents des douanes, ne pouvait être combattu que par l'inscription de faux. Or, ces agents déclarent ex-

pressément avoir vu et reconnu Zélia B...; en ordonnant une enquête sur son identité, les juges ont donc violé la foi due au procès-verbal.

Sur quels arguments appuie-t-il cette théorie?

Il reconnaît tout d'abord qu'on ne saurait discuter sérieusement la première proposition de l'arrêt ¹, à savoir : que les procès-verbaux des agents des douanes, comme ceux des agents des contributions indirectes et des forêts, ne font foi qu'à l'égard des faits matériels qu'ils constatent, et non à l'égard des appréciations de leurs rédacteurs ou des inductions qu'ils peuvent tirer de tel ou tel fait. Il démontre que la constatation de l'identité d'un délinquant faite par un préposé qui déclare avoir *vu* et reconnu ce délinquant, rentre dans cette catégorie et, de même que Mangin, en parlant de l'aveu, disait : « Comment établir une distinction entre les faits qui frappent tel organe des employés plutôt que tel autre, et ne pas ajouter foi à ce qu'ils disent avoir entendu aussi bien qu'à ce qu'ils disent avoir vu »; de même, M. le conseiller Vetelay ajoute, en retournant la phrase : « N'est-il pas possible de penser que ce qui est vrai à l'égard des aveux et déclarations des parties, perçus par les *oreilles* des rédacteurs

1. Cet arrêt consacre la théorie exposée par nous dans la sect. I du chap. II de cette étude.

des procès-verbaux, doit être admis aussi à l'égard de la reconnaissance formelle des prévenus constatée à l'aide de leurs yeux? » Cela est en effet indiscutable.

Puis après avoir constaté que la question est nouvelle « en ce sens du moins qu'elle paraît n'avoir jamais été jugée par la Cour de cassation », M. le conseiller Vetelay fait un rapprochement entre l'aveu et l'identité et raisonne par analogie : l'un et l'autre sont des faits matériels parce qu'ils sont constatés, le premier *auditu* et le second *visu*. Ils tombent directement sous les sens des agents. Et si l'on se demande quelle est leur force probante, la difficulté réside seulement dans le fait de savoir s'ils sont *constitutifs* du délit. « La doctrine de l'arrêt attaqué, dit-il, aurait un caractère juridique inattaquable si les mots faits matériels relatifs aux délits et contraventions devaient s'entendre uniquement en ce sens que les procès-verbaux des agents des douanes et de tous les autres agents placés dans la même situation qu'eux, font uniquement foi jusqu'à inscription de faux du fait matériel constituant le délit ou la contravention; par exemple du fait de l'introduction en fraude de telle ou telle marchandise, de l'abatage de tel ou tel arbre, de la capture de tel ou tel poisson n'ayant pas les dimensions autorisées. » Or, si cette diffi-

culté n'a pas été tranchée au point de vue de l'identité des prévenus, elle l'a été mainte et mainte fois pour l'aveu et les déclarations des délinquants, qui, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, font foi jusqu'à inscription de faux. Sans doute les agents des douanes peuvent se tromper lorsqu'ils affirment avoir reconnu tel ou tel individu ; « ne peuvent-ils se tromper aussi lorsqu'ils déclarent avoir entendu un aveu nettement caractérisé, lorsqu'ils rapportent telle ou telle infraction ?

M. le conseiller Vetelay essaye, ensuite, de démontrer que si la Cour changeait sa jurisprudence sur ce point, les intérêts de l'État seraient grièvement blessés, parce que les fraudeurs dont l'arrestation ne pourrait être opérée, useraient toujours du droit de combattre la reconnaissance dont ils auraient été l'objet, par tous les moyens de preuve : « il est facile de nier son identité avec le prévenu formellement désigné au procès-verbal, de chercher à faire naître un doute dans l'esprit du juge et de faire en sorte d'embarrasser les agents rédacteurs d'un procès-verbal au moment où ils déposent, et il n'est malheureusement pas impossible de trouver des témoins plus ou moins complaisants et peut-être plus ou moins complices de la fraude. Qui sera victime ou exposé à être victime de ces manœuvres ? l'État ».

Cependant, il s'agit d'exiger de la part des agents une reconnaissance formelle, positive, basée sur le fait qu'ils ont *vu* et parfaitement reconnu les délinquants. Si cette reconnaissance, au contraire, résultait de circonstances plus ou moins compliquées, si, pour y arriver, les agents avaient dû faire acte d'*appréciation*, si, en un mot, elle n'était pas la conséquence immédiate « du témoignage étroit et précis de leurs sens », les juges devraient déclarer que cette partie du procès-verbal ne fait pas foi jusqu'à inscription de faux.

Pour corroborer cette théorie, M. le conseiller Vetelay rapporte un arrêt rendu par la Cour de cassation, le 3 mai 1811 ¹. L'hypothèse est presque semblable à celle de l'arrêt que nous discutons. Des agents des douanes avaient vu venir du côté de l'étranger plusieurs individus porteurs de ballots. Quelques-uns d'entre eux parvinrent à s'échapper, mais furent reconnus par les agents. Poursuivis, ils prétendirent que « du lieu où les préposés déclaraient dans leur procès-verbal être placés, il était impossible qu'ils eussent pu voir ce qui se passait au dedans de la ligne des douanes. » La Cour criminelle du Jura admit ce système de défense, pensant que non seulement les préposés des douanes

1. Cass., 3 mai 1811 (Bull. n° 71, p. 140).

avaient pu se tromper en déclarant qu'ils avaient vu, de l'endroit où ils étaient placés, ce qui se passait en dedans de la ligne des douanes, mais encore que leur constatation sur ce point ne contenait qu'une simple *appréciation* susceptible d'être détruite par tous les genres de preuves. La Cour de cassation cassa cet arrêt, parce que le procès-verbal attaqué ne pouvait être détruit que par la voie de l'inscription de faux, « bien que le fait attaqué eût été simplement perçu par l'œil des préposés. »

Convaincue par ce raisonnement, la Cour de cassation rendit l'arrêt suivant, qui casse l'arrêt de la Cour d'appel de Douai : « Attendu que le procès-verbal dressé par les préposés des douanes le 20 octobre dernier, a été reconnu régulier en la forme, et qu'il n'a point été attaqué par la voie de l'inscription de faux ; qu'il y est formellement établi que les préposés ont vu venir, du côté de l'étranger et à 5 kilomètres environ de la frontière, deux femmes qu'ils ont reconnues comme étant les nommées Zélia B... et Sylvie B..., et deux enfants portant chacun un petit paquet sous le bras et les suivant à 200 mètres de distance ; que les deux femmes ont crié pour faire rétrograder leurs enfants dès qu'elles ont aperçu lesdits préposés, et que ces derniers sont parvenus à arrêter un des enfants qui était porteur d'un sac contenant du café vert, et a

déclaré se nommer Victor B... ; Attendu que la prévenue Zélia B... a prétendu que la désignation faite de sa personne comme étant un des auteurs du délit est erronée ; que le procès-verbal ne lui serait pas applicable, les préposés ayant confondu sa sœur avec elle et que la Cour d'appel de Douai a ordonné un avant faire droit pour statuer sur la question préjudicielle d'identité soulevée par ladite prévenue ; mais attendu que le procès-verbal du 20 octobre 1887 n'ayant pas été l'objet d'une inscription de faux, aucune preuve, aucune vérification ne pouvaient être admises contre son contenu sous le rapport de l'existence de la contravention et du fait matériel de la reconnaissance expressément constatée de la prévenue B... (Zélia), qui y est relatif ; d'où il suit qu'en ordonnant un avant faire droit sur une question préjudicielle d'identité, dans ces circonstances, la Cour d'appel de Douai a formellement violé les articles 11, titre IV, de la loi du 9 floréal an VII et 154 du Code d'instruct. crim. — Par ces motifs, casse. »

Nous ne sommes pas de cet avis.

Toutefois nous ne sommes pas complètement d'accord avec la Cour d'appel de Douai qui pense que la constatation d'identité faite *de visu* par les employés des douanes ou autres — c'est la seule dont nous parlons ici — ne contient qu'une simple *appréciation* susceptible

d'être réduite par tous les moyens de preuve. Ce n'est pas sur ce terrain-là que nous voulons combattre la théorie de la Cour de cassation. Nous croyons au contraire que dans cette opération — (constatation *de visu* de l'identité du prévenu) — les agents verbalisateurs ne jouent pas le rôle d'experts, qu'ils constatent bien un fait matériel, rentrant dans l'acception que nous avons donnée à ces mots ¹.

Nous ne saurions cependant admettre que le procès-verbal fasse foi jusqu'à inscription de faux de l'identité ainsi constatée.

Sur le résultat, nous sommes donc d'accord avec la Cour d'appel de Douai. Notre conclusion n'est que la conséquence logique, inévitable du principe que pour avoir force probante le fait matériel doit être *constitutif* de l'infraction. Nous avons déjà réfuté sur ce point la jurisprudence de la Cour de cassation en refusant d'accorder force probante à un procès-verbal qui constatait, par exemple, qu'un animal *appartenant à tel individu*, avait été trouvé en délit ². Nous ne pouvons pas faire autrement que de nous trouver en désaccord avec elle sur le degré de force probante de l'identité. En effet, nous raisonnons comme la Cour de cassation par analogie : nous comparons, comme

1. V. *supra*, chap. II, sect. I.

2. V. *supra*, chap. II, sect. III.

elle, l'identité à l'aveu. Sur l'aveu nous donnons des solutions différentes. Il doit forcément en être de même sur l'identité.

Il faut remarquer que la comparaison faite par la Cour de cassation entre l'aveu et l'identité ne peut être complète, en ce sens qu'on ne peut arriver à faire entre eux un rapprochement exact sur tous les points.

La Cour de cassation enseigne qu'il faut distinguer entre la réalité de l'aveu et sa sincérité : la première est prouvée jusqu'à inscription de faux, tandis que la seconde peut être détruite par tous les moyens de preuve du droit commun. En ce qui concerne l'identité, on ne comprendrait pas une semblable distinction, ou tout au moins elle ne pourrait exister que si la constatation d'identité n'était pas faite *de visu*, mais sur la foi d'un témoignage, et nous rentrerie alors dans la théorie des aveux ou déclarations des prévenus ou des tiers, puisque cette constatation n'en serait que le résultat.

En résumé, respectant à la lettre notre règle, nous disons :

De même que les aveux et les déclarations des prévenus ou des tiers, la constatation de l'identité du prévenu faite *de visu* par les agents, rentre bien dans la catégorie des faits matériels. Mais elle ne fait pas corps avec le délit ou la contravention ; elle y est extrinsèque puisque ce

délit ou cette contravention subsistent indépendamment de sa propre existence.

Cela doit faire rejeter la théorie de la Cour de cassation, car nous avons vu qu'il ne suffit pas que le fait rapporté dans le procès-verbal soit un fait constaté *de visu* et *auditu*, pour être prouvé jusqu'à inscription de faux. Il faut qu'il remplisse, tout à la fois, les trois conditions énumérées plus haut ¹.

N. B. Il va de soi que tout ce que nous avons écrit dans ces trois premiers chapitres, ne s'applique qu'aux procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire ou jusqu'à inscription de faux.

Pour les procès-verbaux qui ne valent que comme simple renseignement, aucune des questions que nous venons de traiter ne peut se poser.

Quant à la règle que nous avons cherché à dégager, peut-être ne satisfait-elle pas complètement toutes les exigences de la pratique.

Mais nous croyons qu'il est impossible de donner un criterium clair et précis, répondant à ces exigences, la loi n'en ayant pas trouvé elle-même.

On ne peut songer davantage à examiner un

à un les cas qui se présenteront dans la pratique. Toute tentative en ce sens doit nécessairement avorter. Il est impossible d'ériger pour chaque espèce une règle distincte, et, quel que soit le nombre des cas envisagés, il est certain que le juge n'y trouverait pas une disposition applicable, parce qu'elle ne serait pas identique à celle qui lui est soumise ¹.

1. Consulter (sur les applications que la jurisprudence a faites du principe établi par l'article 176 du Code forestier : que la force probante des procès-verbaux ne s'étend pas au delà des faits matériels qu'ils constatent) : DALLOZ, *R^e Procès-verbal*, n° 669. Pour ces points particuliers : Pâturages, v. *Rép.*, n°s 674 à 676 ; Age du bois, v. *ibid.*, n° 677 ; Identité du bois, rapatronage, v. *ibid.*, n°s 678 à 683 ; Défrichement de bois, v. *ibid.*, n° 684 ; Coupes d'arbres, dimensions, mesurage v. *ibid.*, n°s 685 et 686 ; Délits commis par les adjudicataires de coupes, v. *ibid.*, n°s 687 à 689 ; Faux chemin par les voituriers dans les coupes, v. *ibid.*, n° 690 ; Passage en forêt avec des instruments propres à couper du bois, Code forestier annoté, DALLOZ, art. 176, n° 177 ; Réception dans les scieries de bois non reconnus ni marqués, même article, n° 178 ; Défaut d'emploi des bois de construction délivrés aux usagers, même article, n° 183 ; Coupes et enlèvement de bois, n° 154 et suiv., etc...

CHAPITRE V

QUELLE EST LA FORCE PROBANTE DES DIVERS PROCÈS-VERBAUX ?

Nous avons indiqué, dans le deuxième chapitre, quels sont les faits dont les procès-verbaux font foi.

Suivant que ces faits appartiennent à telle ou telle catégorie d'infractions, le procès-verbal leur imprime une force probante différente : les uns seront prouvés jusqu'à inscription de faux, d'autres jusqu'à preuve contraire, d'autres enfin ne seront pas prouvés du tout, les procès-verbaux qui les relatent ne valant que comme simples renseignements.

L'article 154 du Code d'instruction criminelle dit : « Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire preuve par témoins outre ou contre le contenu ¹ des procès-verbaux ou rapports des

1. Le principe qu'il ne peut être admis aucune preuve outre ou contre le contenu au procès-verbal souffre exception : 1° dans le cas d'insuffisance du procès-verbal ; 2° dans le cas de nullité du procès-verbal ; 3° dans le cas où la preuve porte sur des faits étrangers au procès-verbal ; 4° dans le cas de récusation des rédacteurs du procès-verbal. — Les causes de récusation sont celles qui sont établies contre les témoins en matière criminelle. Voyez DALLOZ, J. G., *Procès-verbal*, 660.

officiers de police, ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions jusqu'à inscription de faux. Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des agents, préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'être crus jusqu'à inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre ¹. »

Il faut avoir recours aux lois spéciales pour faire la classification dont parle cet article.

Malheureusement, il n'y a ni ordre ni méthode dans cette partie de notre législation et l'obscurité qui naît du nombre même des textes, est encore augmentée par ce fait que les règles en vigueur diffèrent à l'égard d'une classe de délits identiques, suivant les circonstances dans lesquelles ils ont été constatés.

Ainsi, certains procès-verbaux, intervenus dans une même matière, suivant qu'ils sont l'œuvre d'un ou plusieurs agents, n'ont pas une force probante égale : la forme du procès-verbal influe sur le fond.

Le principe consacré par l'article 154 du Code d'instruction criminelle n'est pas celui du projet de Code d'instruction criminelle. Dans le projet, tous les procès-verbaux, quels qu'ils

1. Voyez aussi art. 189 du Code forestier.

fussent, faisaient foi jusqu'à inscription de faux. Voici la disposition qu'on y lisait : « Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire preuve par témoins outre ou contre le contenu aux procès-verbaux ou rapports des officiers de police, des agents, préposés, ou autres officiers ayant reçu de la loi le pouvoir de constater le délit, ou les contraventions : leurs procès-verbaux ou rapports feront foi jusqu'à inscription de faux. »

Cette disposition formait l'article 18 du projet de Code d'instruction criminelle.

Comme on le voit, elle ne tendait à rien moins qu'à donner à l'inscription de faux un pouvoir absolu, en ce sens qu'elle soumettait tous les procès-verbaux à cette règle.

Heureusement, devant le Conseil d'État, on limita le principe, on en restreignit la portée. Aujourd'hui, nous nous plaignons que cette portée soit encore trop grande, mais nous nous félicitons de ne pas avoir à combattre contre une règle aussi radicale que l'était celle consacrée par l'article 18 du projet de Code d'instruction criminelle.

Il est intéressant d'examiner la discussion qui eut lieu à ce propos au Conseil d'État¹,

1. Voici par quelle suite de circonstances le Conseil d'État fut appelé à donner son avis sur cette question : un arrêté du 7 germinal an IX forma une commission composée de MM. Viellard, Target Oudard, Treilhard et Blondel pour s'occuper de la composition du

discussion à la suite de laquelle le texte de l'article 154 du Code d'instruction criminelle fut adopté.

Nous croyons utile de la rapporter, parce que, ainsi que le remarque M. Locré, « ces discussions du Conseil d'État sont attachantes, lumineuses, profondes ; ... non seulement le magistrat et le jurisconsulte y trouveront la véritable connaissance de notre droit criminel, mais le philosophe, le publiciste y trouveront le texte de sérieuses méditations ; ... combien d'embarras, d'hésitations qui n'existeraient pas, si l'on connaissait l'esprit dans lequel chaque article a été rédigé, son motif, son objet ?¹ »

Voici le compte rendu de la séance :

« M. Defermon, après avoir demandé si, jusqu'ici, les procès-verbaux des agents de

Code d'instruction criminelle. Elle devait se réunir chez le grand juge, ministre de la justice, et présenter son travail au gouvernement en messidor de la même année. L'arrêté portait que les membres de la commission « assisteraient au Conseil d'État lorsque le Code y serait discuté ».

Les commissaires rédigèrent sous le nom de Code criminel, correctionnel, et de police, un projet en 1169 articles. Le travail de la commission fut imprimé et distribué à la Cour de cassation ainsi qu'aux cours tant criminelles que d'appel, pour qu'elles eussent à y faire leurs observations. Elles les ont fournies et ces observations ont été imprimées. Le tout fut envoyé, comme d'usage, à la section de législation du Conseil d'État ; cette section était alors présidée par M. Bigot Préameneu, et composée de MM. Berlier, Galli, Réal, Siméon et Treilhard.

1. Cette discussion eut lieu dans la séance du Conseil d'État du 28 fructidor an XII. Elle est rapportée dans Locré, *Procès-verbaux du Conseil d'État*, tome 24, pages 207 et suivantes.

police n'ont pu être attaqués que par une inscription de faux, fait observer que des formalités aussi graves ne sont point proportionnées aux délits légers dont connaît le tribunal de simple police. Peu de citoyens se déterminent à entreprendre une procédure de faux pour échapper à une amende modique ; il semble qu'il faudrait permettre de détruire par des moyens plus faciles, les fausses assertions des agents de police.

M. Siméon dit que la disposition dont on vient de parler a toujours existé et existe encore.

Le Grand juge, ministre de la justice, soutient la nécessité d'assujettir les procès-verbaux à des formes qui donnent plus de garantie ; car dans les usages alors en vigueur l'agent de police dressait son procès-verbal seul et sans être recordé de témoins. Et, après une observation de M. Oudart disant qu'on « ne peut exiger des formes plus solennelles sans rendre illusoires toutes les dispositions qui règlent les fonctions des gardes forestiers et qu'il importerait aussi de faire sentir que la disposition ne s'applique pas aux agents de police qui, dans certaines villes, ne sont pas revêtus d'un caractère légal », le Grand juge, ministre de la justice, ajoute que ce serait trop exposer la tranquillité des citoyens que de permettre qu'elle

fût compromise par les assertions d'un homme obscur, tandis que même les procès-verbaux des juges ne font pas foi en justice s'ils ne sont signés du greffier.

M. Defermon insiste : il est contradictoire de donner créance aux procès-verbaux de police, par la raison qu'ils ne concernent que des délits légers, et de vouloir cependant qu'ils ne puissent être détruits qu'avec les formalités qu'on emploie contre les actes qui constatent les faits les plus graves.

M. Treillard défendant le projet, dit qu'il ne faut pas tellement s'arrêter aux inconvénients de cette disposition, qu'on perde de vue les résultats de la disposition contraire. En effet, il serait beaucoup plus simple de décréter qu'il n'y aura pas de petite police que de l'admettre et de lui refuser cependant les moyens d'agir. Or, il devient impossible de constater les contraventions qui n'exposent qu'à une amende très modique, si on ne les regarde comme constatées que lorsque le procès-verbal aura été dressé par deux officiers de police ou par un seul assisté de deux témoins.

On objectera qu'on peut du moins réserver aux contrevenants la preuve contraire. Mais ignore-t-on qu'il est très facile de se procurer les dépositions de quelques voisins complaisants et qui se ménagent le droit d'exiger dans

l'occasion le même service de celui qu'ils consentent à obliger? La grande garantie des citoyens est dans la surveillance que la loi donne aux autorités supérieures sur les officiers de police. Au surplus, jusqu'à présent, la confiance accordée aux procès-verbaux de ces officiers n'a produit aucun abus¹. Il n'est pas probable que, sans autre objet que de désobliger un citoyen, ils se permettent un faux et s'exposent à la peine dont ce faux peut être poursuivi. Enfin, on doit supposer quelque discernement dans les juges et croire qu'ils ne s'en rapporteraient pas aveuglément à un procès-verbal suspect.

Le Grand juge, ministre de la justice, dit que l'article 18 du projet était contraire à tous les principes reçus: jamais la loi n'a donné créance à des procès-verbaux dressés sans témoins. Et qu'on ne dise pas, qu'en réservant à la partie la preuve contraire, on ôte au procès-verbal tous ses effets; il conserve toujours la force de faire preuve directe. On y attacherait trop d'importance si, en allant plus loin, on décidait qu'il fait preuve absolue. La foi sans

1. Il est à remarquer que dans la discussion (voyez chapitre VI), qui a eu lieu cette année devant la Chambre des députés, le ministre des finances appliqua le même argument aux procès-verbaux qui, à l'heure actuelle, font foi jusqu'à inscription de faux. Aujourd'hui, comme le 28 fructidor an XII, cet argument n'est pas irréfutable. On en a pas tenu compte en l'an XII, nous espérons que prochainement encore on en fera justice.

doute est due aux actes, mais seulement lorsqu'à raison de leur forme ils offrent une garantie.

On craint que la facilité de faire la preuve contraire n'amène l'impunité des délits de police : ce serait un léger inconvénient ; car ces sortes de délits ne troublent que bien légèrement l'ordre public ; mais, en outre, comment supposer que, dans des affaires dont l'intérêt est si modique, le contrevenant cherche à suborner des témoins et y parvienne.

Le Prince archichancelier de l'empire ¹ remarque que l'article 18 n'accorde une confiance absolue qu'aux procès-verbaux des officiers qui ont reçu de la loi le pouvoir d'en dresser ; mais il semble, d'après ce qui a été dit dans la discussion, qu'on veuille étendre ce droit à d'autres agents de police revêtus d'un caractère moins grave.

Cette extension ne présente point de difficulté, si les procès-verbaux de police ne font pas foi jusqu'à inscription de faux et si l'on exige que le procès-verbal ait été rédigé par deux agents.

Mais il est surtout nécessaire de bien déterminer les délits dont les procès-verbaux doivent faire preuve ; et ici on sent encore l'inconvénient de cette inversion qui a fait placer la discussion de ce qui concerne la procédure avant

1. Cambacérès, conventionnel, 2^e consul, archichancelier de l'empire (1753-1824).

celle de la partie pénale du Code. Par exemple, dans la loi du 22 juillet 1791, le défaut d'éclairage des maisons, les accidents commis par la rapidité des chevaux, sont mis au rang des délits de police. Cependant, dans le dernier cas surtout, et, en général, dans tous les délits qui résultent de circonstances fugitives, le procès-verbal peut être fautif ; il est facile de le détruire ; il ne faut donc pas qu'il suffise pour condamner. Il n'en est pas dans ce sujet comme dans la matière des impôts, où l'intérêt d'assurer les revenus de l'état oblige de s'écarter des règles dont la stricte observation rendrait la perception nulle. Dans les circonstances ordinaires, le grand motif de l'intérêt public, n'oblige pas de donner la même importance aux procès-verbaux. L'article 18 est donc vicieux, en ce qu'il obligerait le juge à condamner sur cette seule preuve ».

— C'est à la suite de cette séance que le nombre des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux fut réduit.

Nous devons remarquer que cette restriction n'a pas été faite par suite de l'indignité de certains agents rédacteurs des procès-verbaux, mais à cause de la nature plus ou moins fugitive des infractions. ¹ Ce compte rendu de la

¹ Mangin le reconnaît lorsqu'il dit : « On conçoit facilement que la loi ait attaché une foi pleine et entière, ou une foi qui ne doit céder

séance du Conseil d'état le prouve surabondamment.

Il est donc indiscutable que le législateur a voulu classer les procès-verbaux d'après les faits qu'ils constatent.

Y est-il arrivé ?

En face des solutions qu'il nous donne il est permis d'en douter.

Prenons quelques exemples :

Les procès-verbaux des employés des contributions indirectes et des douanes, par exemple, font foi jusqu'à inscription de faux. Ici il n'y a pas d'objection à formuler : l'infraction revêt un caractère fugitif qui la rend difficile à constater.

Mais voici les procès-verbaux qui interviennent en matière de chasse : ceux-là ne font foi que jusqu'à preuve contraire. — On saisit diffi-

qu'à une preuve contraire, à des procès-verbaux qui constatent des délits ou des contraventions, dont les termes et les preuves sont si fugitives qu'elles s'évanouissent si elles ne sont pas saisies à l'instant même ; mais on considérerait avec raison comme oppressive une législation criminelle qui attribuerait la même autorité aux procès-verbaux qui interviennent sur toutes les espèces de contraventions, sur toutes les espèces de délits correctionnels. » MANGIN, n° 30 p. 76. Mais il n'est pas exact d'ajouter comme lui : « Il est plus évident encore que le degré de preuve attaché aux procès-verbaux dépend aussi de la qualité des agents qui les ont dressés : la loi a dû régler, d'après les connaissances, les qualités, les garanties enfin qu'elle exige de ses agents, l'autorité qu'elle accorde à leurs déclarations ». V. FAUSTIN NÉLLO, n° 1446. p. 407 tome 3. La meilleure preuve que le législateur n'a pas été guidé par ce principe, c'est qu'en matière de douanes par exemple, de simples citoyens ont le droit de verbaliser et que leur procès-verbal vaut jusqu'à inscription de faux. *Infra* s. 1, § 1^{er}.

cilement la distinction que la loi a pu faire entre ces deux catégories d'infractions, les délits de chasse se consommant aussi rapidement et ne laissant pas plus de traces après eux que n'en laissent les infractions aux lois et règlements sur les contributions indirectes ou l'octroi.

Bien plus, on doit reconnaître qu'une grave exception a été faite en matière de garantie d'or et d'argent. Là, les traces subsistent mieux que partout ailleurs, et cependant les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux !

Comment expliquer aussi que, dans la même matière, suivant le taux de l'amende encourue par exemple, le procès-verbal n'a pas la même force probante ? ¹

En face de ces anomalies frappantes, on est forcé de proclamer qu'il est impossible d'expliquer d'une façon satisfaisante les motifs qui ont guidé le législateur.

Il faut le suivre dans sa nomenclature sans chercher les causes qui l'ont déterminé :

Nous n'avons qu'à indiquer quels sont les fonctionnaires qui ont le droit de dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux.

1. En matière de tabacs une autre anomalie se présente : tandis que les procès-verbaux de la gendarmerie font foi jusqu'à preuve contraire, les procès-verbaux des employés de la régie font foi jusqu'à inscription de faux.

Nous verrons ensuite quels sont ceux qui dressent des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire :

Enfin nous examinerons ceux dont les procès-verbaux ne valent que comme simples renseignements.

L'étude de ces questions est essentielle, car nous l'avons dit au début de notre chapitre 1^{er}, pour faire foi en justice, les procès-verbaux doivent être dressés par des agents ayant reçu de la loi, mission de constater les délits et contraventions 1.

SECTION I^{re}.

Des procès-verbaux qui font foi jusqu'à inscription de faux.

Les procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux ne sont pas une création de notre droit moderne. Ils sont au contraire les

1. C'est en effet l'une des deux règles essentielles que nous avons posée au début du chapitre 1^{er}. — Si un procès-verbal n'était pas dressé par un agent compétent, il serait nul. La Cour de cassation a jugé, par exemple, que le procès-verbal dressé par un garde champêtre et constatant une contravention à la loi du 18 nov. 1814 sur la célébration des fêtes du dimanche, contravention qui doit être constatée par les maires ou commissaires de police, est nul. (V. BONNIER *Traité des preuves* tome II p. 139.)

Il a été décidé aussi par la Cour de cassation qu'on ne pouvait étendre aux agents rédacteurs du procès-verbal les motifs d'exclusion ou de reproche qui concernent les témoins, et que, par exemple, le procès-verbal dressé par le beau-frère ou le frère du prévenu est valable.

derniers vestiges de la procédure de l'ancien droit.

Ils ont été consacrés par l'ordonnance royale de juillet 1681 ¹. L'article 19 et dernier de cette

(BONNIER, *op. cit.* tome II. p. 160). — Une différence existe seulement entre la force probante du procès-verbal suivant qu'il a été rédigé par un agent reprochable ou non : dans le 1^{er} cas le procès-verbal pourra faire foi jusqu'à inscription de faux ; dans le second il ne fera foi que jusqu'à preuve contraire. (art. 176 du Code forestier). Voyez BONNIER, *op. cit.* p. 160, tome II.

1. On trouve dans notre ancien droit la plupart des règles qu'on applique, à l'heure actuelle, aux procès-verbaux : « La plupart des anciennes dispositions, dit M. ESMERIN, revivent aujourd'hui dans nos lois sur les contributions indirectes, les octrois, les douanes, les bureaux de garantie. Nous y retrouvons, avec les mêmes développements, toutes les formalités relatives aux visites domiciliaires, à la compétence des commis, aux saisies, aux jugements. Notre législation n'a fait que reproduire les dispositions déjà approuvées par une application séculaire. » — La source première doit être recherchée plus haut encore et l'on peut dire que c'est par suite d'une mauvaise interprétation de l'Écriture Sainte que les criminalistes et les docteurs introduisirent dans l'ancienne législation le système des preuves légales. Ces modes de preuve étaient bons en eux-mêmes ; le mal était que les docteurs voulaient les rendre impératifs. Leur théorie était celle de l'obéissance aveugle et passive qui rendait le juge sciemment injuste et homicide malgré lui. Ils crurent trouver dans le *Deutéronome* le fondement de leur doctrine. Le *Deutéronome* défendait seulement de condamner sur la déposition d'un seul témoin : il exigeait, pour que la condamnation intervint, plusieurs témoignages contre l'accusé, mais il n'a jamais dit qu'en présence de ces témoignages multiples le juge devait nécessairement condamner. Cette question a été traitée par LOCRÉ (*Histoire du Code d'instruction criminelle et du Code pénal*, p. 459) : « Le *Deutéronome*, dit-il, s'exprimait ainsi : *Nemo occidatur, uno contra se dicente testimonium* (chap. XVII. v. 6) ; *non stabit testis unus contra aliquem, quidquid illud peccati et facinoris fuerit* (chap. XIX, v. 15). Voilà l'esprit et le but de la loi clairement marqués ; et, parce que le texte ajoute, rien que pour développer cette pensée et la reproduire sous une autre forme afin qu'elle soit mieux comprise comme l'indique la conjonction adversative dont il se sert ; *sed ex ore duorum triumve testium stabit omne verbum*, parce que Jésus-Christ répète cette phrase, on avait substitué le développement, pur accessoire, à la

ordonnance s'exprimait ainsi : « Les procès-verbaux des commis et des gardes bien et dûment faits et affirmés en justice seront crus jusqu'à inscription de faux. »

Aujourd'hui, le principe de l'inscription de faux est contenu dans l'art. 154 du Code d'inst. crim. : « Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire preuve par témoins outre ou contre le

disposition qu'il développe, on l'avait converti en disposition principale. Au surplus, ce n'était pas l'Écriture Sainte, loi suprême en ce qui touche la conscience, mais loi étrangère à la police des États qu'il fallait interroger. Si l'on se fût reporté aux lois romaines, on eût retrouvé le principe du *Deutéronome*, et l'on aurait vu qu'il ne prêtait nullement à la fausse conséquence qu'on en tirait. La loi 1 § 4 et la loi 20 f. f. *de questionibus* l'avaient incidemment établi ; CONSTANTIN le posa d'une manière directe. Il avait d'abord prescrit de n'admettre que difficilement la déposition d'un témoin unique ; mais dans l'article 9, C. *de Testib.*, il dit : *Sanximus ut unius testimonium nemo iudicum, in quacumque causa, facile patiaturs admitti. Et nunc manifeste sancimus ut unius testis responsio non audiatur, etiamsi præclaræ curiæ honore præfulgeat.* Le législateur ne se proposait donc que d'exiger la pluralité des témoins et non de fixer le nombre qui rendrait la preuve complète. Il laissait au contraire à cet égard, la plus grande latitude à la conscience du juge ; il voulait que le juge n'écoulât que sa conviction intime. C'est ce qu'atteste la loi 3 § 2 C. *de testib.* qui s'exprime ainsi : *Ejusdem quoque principis (Hadriani) extat rescriptum ad Valerium Verum, de exæcutienda fide testium, in hæc verba : quæ argumenta ad quem modum probandæ cuique rei sufficiant, nullo modo satis definiri potest : sicut non semper, ita sæpe sine publicis monumentis cujusque rei veritas deprehenditur. Alias numerus testium, alias dignitas et auctoritas, alias, velut consentiens fama, confirmat rei, de qua quæritur, fidem. Hoc ergo solum tibi rescribere possum summam, non utique ad unam probationis speciem statim alligari debere, sed ex sententia animæ tui te æstimare oportere, quid aut credas aut parum probatum tibi opinaris.* Cette loi, en renvoyant le juge à sa conviction intime, excluait certainement le système des preuves légales, système que d'ailleurs, aucune loi positive n'avait introduite en France, et qui ne devait son existence qu'aux fausses conséquences que les crimina-

contenu aux procès-verbaux ou rapports des officiers de police, ayant reçu de la loi mission de constater les délits ou contraventions jusqu'à inscription de faux. »

Ces procès-verbaux sont les moins nombreux.

Ils lient absolument le juge : leurs énonciations sont réputées la vérité et constituent une preuve légale contre laquelle aucune preuve n'est admise, ni de la part des verbalisants, ni de la part du prévenu.

Une procédure longue et périlleuse que nous allons exposer dans le § II de cette section permet seule de les combattre en justice.

Les fonctionnaires qui ont le droit de les

listes tiraient du texte sacré. Mais le système des preuves légales une fois admis, on entreprit de le généraliser, et de faire en sorte que dans aucun cas, le juge ne pût peser la force des preuves d'après sa raison et sa justice. On se mit donc à torturer les lois romaines pour les y ramener. Quoi de plus clair que ce texte de la loi 3 au *Digeste*, de *causa liberali* : *Non auditur perire volens* ? Il excluait toute nécessité de condamner un accusé d'après son seul aveu et lorsque aucune autre circonstance ne le charge. Cependant comme alors le juge aurait eu à faire usage de sa conscience et de sa raison, et qu'on voulait qu'il ne pût jamais échapper à une règle précise, on alla chercher la loi 6 au *Digeste*, de *appellationibus*, qui ne fait qu'appliquer le principe de l'autre loi au cas où le condamné refuse d'interjeter appel, mais qui ne le restreint pas à ce cas. On prétendit que l'autre loi ne l'avait établi que pour cette dernière hypothèse ; qu'il ne devait avoir son effet que là et que, hors de là, l'aveu de l'accusé, lorsqu'il n'aurait pas été arraché par la violence et les tourments, formait preuve complète contre lui ; comme si le motif d'empêcher que, par désespoir ou par toute autre raison (ainsi que nous l'avons dit plus haut) un innocent ne consente à périr, pouvait avoir moins de force dans les autres hypothèses que dans celle du refus d'interjeter appel. »

dresser sont nombreux. Nous devons les indiquer ici.

§ 1^{er}

FONCTIONNAIRES, PRÉPOSÉS, AGENTS DONT LES PROCÈS-VERBAUX
FONT FOI JUSQU'À INSCRIPTION DE FAUX
OU PROCÈS-VERBAUX FAISANT FOI JUSQU'À INSCRIPTION DE FAUX

En matière de contributions indirectes ¹. — Les agents des contributions indirectes ayant qualité pour dresser des procès-verbaux ² doivent, pour que ces procès-verbaux fassent foi jusqu'à inscription de faux, se conformer aux prescriptions des art. 21 à 25 du décret du 1^{er} germinal an XIII. En effet, l'article 26 du

1. Voyez TRESCAZE, *Cours du contentieux des contributions indirectes*; — SAILLET et OLIBO, *Code des contributions indirectes*, éd. de 1865 et supplément de 1873; — GIRARD, *Manuel des contributions indirectes et des octrois*, éd. de 1862; — BERTRAND et DESCHAMPS, *Traité de jurisprudence générale en matière de contributions indirectes*. — Voyez LABORI, *Répertoire encyclopédique du droit français* (v^o *Impôts indirectes*, n^o 1186 et suiv.).

2. Pour être aptes à verbaliser, ces agents doivent: 1^o être âgés de 20 ans au moins (loi du 21 juin 1873, art. 1^{er}); 2^o être munis d'une commission timbrée qu'ils sont tenus de présenter à toute réquisition (inst. du 18 prairial an XIII, n^o 27); 3^o avoir, avant d'entrer en fonctions, prêté serment devant le juge de paix ou le tribunal du lieu où ils exercent (art. 20 du décret du 1^{er} germinal an XIII).

Cependant, il ne faudrait pas croire que la compétence des employés de la régie est limitée. Ils peuvent verbaliser dans toute la France et dans toutes les branches du service. Par exception les employés commissionnés en la qualité spéciale d'agents du service de la garantie des objets d'or et d'argent ne sont compétents qu'en cette matière.

Les employés de la régie peuvent également verbaliser à la requête

décret du 1^{er} germinal an XIII porte : « Les procès-verbaux ainsi rédigés et affirmés seront crus jusqu'à inscription de faux. — Les tribunaux ne pourront admettre contre lesdits procès-verbaux d'autres nullités que celles résultant de l'omission des formalités prescrites par les articles précédents. »

Les employés des contributions indirectes ne sont pas les seuls qui aient le droit de constater les infractions aux lois sur les contributions indirectes, en attachant à leurs procès-verbaux le droit d'être crus jusqu'à inscription de faux.

Ce droit est reconnu aux employés des douanes ou des octrois par l'article 4 de la loi du 21 juin 1873 (sur les contributions indirectes). « Les procès-verbaux, dit cet article, dressés avec l'accomplissement des formalités indiquées par les articles 21 à 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII, par *deux* des employés des contributions indirectes, *des douanes ou des*

d'administrations étrangères, par exemple en matière de douanes, octrois, postes, timbre, police du roulage, chasse, pêche, etc. — Les receveurs buralistes peuvent constater les contraventions en matière de boissons, de tabacs, de poudres et de cartes. — Sont associés, pour la recherche des infractions aux lois touchant les contributions indirectes, aux employés de l'administration : les douaniers, les gendarmes, les gardes champêtres, les gardes forestiers, les employés assermentés pour constater la fraude et la contrebande sur les cartes à jouer, sur les tabacs, les employés des octrois et des bureaux de garantie des matières d'or et d'argent.

octrois, dont l'un sera majeur, et affirmés par eux, feront foi en justice jusqu'à inscription de faux, conformément à l'article 26 du décret précité. »

Il faut donc le concours de deux employés, dont l'un est majeur, et ces employés des douanes ou de l'octroi, lorsqu'ils verbalisent d'une contravention aux lois sur les impôts indirects, doivent observer exactement les formalités prescrites aux agents de la régie.

Mais ces employés, âgés de 21 ans accomplis, ne peuvent pas, comme les employés de la régie, verbaliser dans toute la France. Lorsqu'ils changent de résidence, à la différence de ce qui existe pour les employés de la régie¹, ils sont tenus de faire viser leur commission par le juge de paix ou le président du Tribunal du lieu où ils vont exercer. C'est ce qui fait qu'ils ne peuvent constater les infractions aux lois sur les contributions indirectes que sur le territoire de la commune pour laquelle ils sont commissionnés².

La loi du 28 avril 1816 (Bull., 7^e série, n° 623), dans son article 54, accorde foi en justice jusqu'à inscription de faux, aux actes inscrits par les employés des contributions indirectes sur

1. MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n°s 188 et 191.

2. V. article 53 du décret du 1^{er} germinal an XIII; art. 135 du décret du 17 mai 1809, et art. 38 et 92 de l'ordonnance du 9 décembre 1804. (Bull., 4^e série, n° 4447. — *Pand. fr.*, Rép. — V^o *Octrois*).

leurs registres portatifs, dans le cours de leurs opérations, pour tout ce qui concerne les fraudes ou contraventions (article 242), alors même qu'ils ne seraient signés que par un seul commis ¹.

Les expéditions que ces employés délivrent pour servir aux objets frappés d'impôt, ont la même force probante relativement aux déclarations des expéditeurs ².

En matière de douanes. — Les préposés des douanes impriment à leurs procès-verbaux une force probante jusqu'à inscription de faux. Ce droit leur est donné par l'article 11, titre 4 de la loi du 9 floréal an VII, pourvu qu'ils se soient conformés aux formalités édictées par les articles 1 à 10 du même titre, et qu'il s'agisse de contraventions aux lois sur les *importations* et les *exportations*.

Ces procès-verbaux doivent être rédigés par *deux* employés ou deux citoyens français. En effet, l'art. 1^{er} dit : « *Deux* préposés de l'administration des douanes ou autres citoyens français, suffisent pour constater une contra-

1. Loi du 16 septembre 1871, art. 28. — Cass., 22 février 1887, tome 87, 1. 461 : « Les registres portatifs des employés des contributions indirectes font foi jusqu'à inscription de faux des actes d'exercice qui y sont portés. » — Agen, 2 août 1887 (Rec. d'Agen 1887, p. 325).

2. V. DALLOZ, Rép., *Impôts indirects*.

vention aux lois relatives aux importations, exportations et circulation. »

Les uns et les autres doivent respecter les règles établies par les 10 premiers articles et alors, au point de vue de la force probante, la loi ne fait pas de différence entre les rapports émanés des simples citoyens et ceux émanés des employés assermentés ; c'est ce qui résulte de l'article 11, même titre : « les rapports ainsi rédigés et affirmés seront crus jusqu'à inscription de faux. »

La compétence attribuée aux simples citoyens ou aux fonctionnaires et agents qui ne font pas partie de l'administration des douanes, ne s'étend qu'aux marchandises et denrées en contravention qui circulent dans le rayon frontière ¹. Le droit de poursuivre et de saisir en deçà de la seconde ligne, et le droit de procéder à des recherches dans les habitations, n'appartient qu'aux préposés des douanes.

En matière de douanes, le procès-verbal est la preuve légale du délit et le fondement de l'action ².

¹ Le rayon frontière est de 2 myriamètres à partir de la frontière. Il peut cependant être étendu jusqu'à 2 myriam. 1/2. — Loi du 28 avril 1816. Art. 36.

² Cass., 28 mars 1893., D. 93. 1. 527. — Cass., 23 juin 1896. D. 96. 1. 295. — Il en est ainsi, en général, en matière fiscale (douanes, contributions indirectes, garantie des ouvrages d'or et d'argent). Mais il est inexact de dire comme Merlin (Répertoire. V. *Saisie pour contravention*), et Mangin (*Traité des procès-verbaux*, n° 5, p. 15), « la

En matière d'octroi. — C'est l'article 8 de la loi du 27 frimaire an VIII qui accorde aux procès-verbaux en matière d'octroi la force probante jusqu'à inscription de faux.

saisie est le fondement de l'action ; point de saisie, point d'action. » Les contraventions en matière de douanes, de contributions indirectes et de garantie sont passibles de deux condamnations distinctes ; l'infraction fiscale donne naissance à deux actions : l'une réelle, qui s'attache aux objets saisis ; l'autre personnelle, dirigée contre le prévenu, et qui tend à lui faire infliger les peines pécuniaires ou corporelles prononcées par la loi. Ces deux condamnations ont une base différente. Relativement à la première, il est exact de dire : point de saisie, point d'action. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne la seconde. L'action en condamnation à l'amende et à l'emprisonnement ne se justifie que par un procès-verbal régulier. Ce procès-verbal est la base de toute poursuite. Il constate les faits de fraude et c'est sur la citation qu'il doit contenir, que la partie saisie est poursuivie devant les tribunaux. Lorsque ce procès-verbal, argué de nullité vient à défaillir entre les mains de la régie, celle-ci n'a plus droit qu'à la confiscation des objets saisis ; mais, pour que cette peine soit prononcée, il faut établir la validité de la saisie, en prouvant l'infraction par les voies de droit commun. L'article 34 du décret du 1^{er} germinal an XIII dispose : « Dans le cas où le procès-verbal portant saisie des objets prohibés serait annulé pour vice de forme, la confiscation des dits objets sera néanmoins prononcée sans amende, sur les conclusions du poursuivant ou du procureur du roi. La confiscation des objets saisis en contravention sera également prononcée, nonobstant la nullité du procès-verbal, si la contravention se trouve d'ailleurs suffisamment constatée par l'instruction. » — C'est dans ce sens que l'on peut dire : « point de saisie, point d'action ». Toutefois, il y aurait exception à cette règle, si le défaut de saisie provenait soit de violences exercées, soit de fausses pièces produites par les contrevenants, auquel cas, on ne pourrait opposer à l'administration ni le défaut de saisie, ni le défaut de procès-verbal (Cass., 17 août 1849, D. P. 1850. 5. 147). — Sur ces questions, v. FAUSTIN HÉLIE, tome III, n^{os} 1340, 1341, 1342, 1343.

Cependant, l'administration des douanes poursuivant directement et dans son intérêt des délits de contrebande, n'est pas nécessairement obligée de fonder la poursuite sur un procès-verbal régulier et peut, aux termes de l'art. 1^{er} du décret du 8 mars 1811, suppléer au procès-verbal par tous les modes de preuve du droit commun. Cass., 29 janv. 1891, S. 91. 4. 363. — Cass., 26 fév. 1887, S. 87. 1. 446.

Il suffit que ces écrits soient rédigés par *un seul* employé¹.

La présence de deux employés n'est exigée que dans les cas où il s'agit de constater des contraventions en matière de contributions indirectes.

Les préposés de l'administration des contributions indirectes ont le droit de constater les contraventions en matière d'octroi². Du reste, l'administration des octrois n'est qu'une des branches de l'administration des contributions indirectes³.

En matière de garantie des ouvrages d'or et d'argent. — Les préposés des bureaux de garantie des matières d'or et d'argent font, eux aussi, partie des employés de l'administration des contributions indirectes⁴.

1. Art. 75. Ordonnance du 9 décembre 1814.

2. Ce droit leur est reconnu par l'article 53 du décret du 1^{er} germinal an XIII : « Tous commis à la perception des octrois des villes, ayant prêté serment en justice, sont autorisés à rendre leurs procès-verbaux de la fraude qu'ils découvrent contre les contributions indirectes, et de même les employés de la régie pour la fraude qu'ils découvriraient contre les octrois. » — V. aussi l'article 92 de l'ordonnance du 9 décembre 1814.

3. Art. 88, ordonnance du 9 décembre 1824 : « La surveillance générale de la perception et de l'administration de tous les octrois du royaume est formellement attribuée à la régie des impositions indirectes : elle l'exercera sous l'autorité du ministre des finances, qui donnera les instructions nécessaires pour assurer l'uniformité et la régularité du service et régler l'ordre de la comptabilité particulière à ces établissements. »

4. Cependant, le décret du 1^{er} germinal an XIII, ne régit pas cette

Cependant, on a élevé des doutes sur le point de savoir si les procès-verbaux des employés des bureaux de garantie font foi jusqu'à inscription de faux.

Certains auteurs ont pensé qu'ils n'avaient pas cette force probante, parce que les articles 101 et 102 de la loi du 19 brumaire an VI, sont muets sur ce point. Mais la loi du 5 ventôse an XII (article 80 et suivants) donne aux employés des droits réunis le droit de poursuivre les contraventions à la loi sur la garantie des matières d'or et d'argent. L'article 81 de cette loi dispose que « ces employés peuvent entrer en tout temps chez les individus sujets aux droits sur..... la marque d'or et d'argent », — et l'article 84 dit que « les procès-verbaux signés par deux d'entre eux feront foi en justice jusqu'à *inscription de faux* », lorsqu'ils constatent les infractions dont il s'agit. Cela est, en outre, pleinement reconnu par le décret du 28 floréal an XIII (18 mai 1805) ¹.

matière. — Les règles sur la garantie des matières d'or et d'argent se tirent de la combinaison des lois du 19 brumaire an VI, 5 ventôse an XII et du décret du 28 floréal an XIII. Le décret du 1^{er} germinal an XIII n'est applicable qu'aux cas prévus par les lois antérieures et lorsqu'il ne s'agit plus des formes de l'acte, mais bien des actions qui en dérivent. (V. DALLOZ, tome 38. Rép. p. 114.)

1. L'art. 1^{er} du décret du 28 floréal an XIII s'exprime ainsi : « Les dispositions de l'article 76 de la loi du 5 ventôse an XII, concernant les condamnations qui doivent être prononcées contre les contrevenants aux droits réunis, et celles de l'arrêté d'organisation de ces droits, du 5 germinal de la même année, relatives à la répartition du

Or, il est logique de conclure que tous les procès-verbaux dressés en cette matière doivent avoir la même force probante, c'est-à-dire faire preuve jusqu'à inscription de faux. La Cour de cassation l'a jugé ainsi ; elle ne fait pas de différence entre les procès-verbaux rédigés par les employés de l'administration des contributions indirectes, et ceux qui émanent des employés des bureaux de garantie ¹. Du reste l'ordonnance du 5 mai 1820 ² assimile les employés des contributions indirectes aux employés des bureaux de garantie ³.

Qu'ils soient rédigés par les employés des contributions indirectes ou ceux des bureaux de garantie, ces procès-verbaux doivent être

produit des amendes et confiscations, et à la faculté de transiger sur les procès-verbaux de saisie, ne sont point applicables aux délits et contraventions concernant la garantie des matières d'or et d'argent, à l'égard desquelles la loi du 19 brumaire an VI, relative à la surveillance du titre des matières d'or et d'argent, doit être exécutée ; sauf en ce qui concerne la perception des droits de garantie, qui a été attribuée à la régie des droits réunis, dont les préposés peuvent néanmoins eux-mêmes, ou concurremment avec les employés des bureaux de garantie, constater les délits et les peines encourues, en remplissant les formalités prescrites par cette loi, sans qu'il puisse être transigé sur les délits et contraventions. (V. OLIVO, tome II, p. 453.)

1. Paris, 13 fév. 1886. S. 87. 2. 205.

2. Bull. 7^e série, n° 8720.

3. V. MANGIN, *Procès-verbaux*, n° 192. V. aussi, sur cette question, FAUSTIN HÉLIE, n° 1470. Cass. 17 ventôse an XIII, 24 mars 1807. Dalloz tome IV, p. 223. Cass. 27 août 1813 (Dall., p. 114 du *Répertoire au mot Procès-verbal*, n° 1 ; un arrêt du 24 sept. 1830 déclare qu'aucune loi postérieure à celle du 5 ventôse an XII n'a dérogé au principe que nous rapportons ici. Enfin v. cass. 16 déc. 1833. Bull. n° 535.

dressés par deux agents ayant le grade, l'un de receveur; l'autre de contrôleur ¹.

Les employés doivent être, à peine de nullité de leurs procès-verbaux, accompagnés dans leurs visites de surveillance, par un officier municipal ou un commissaire de police.

Les préposés des douanes sont sans caractère pour constater les infractions en matière de garantie ².

Au contraire les commissaires de police peuvent constater ces infractions ³, mais leurs

1. Loi du 19 brumaire an VI, articles 101 et 103. Décret du 28 floréal an XIII. — Mais les employés de la régie doivent-ils, comme ceux du bureau de garantie, être revêtus des grades de receveur et de contrôleur ? M. FONTAINE (p. 226) répond affirmativement parce que « les employés de la régie sont astreints, par le décret du 28 floréal an XIII, de remplir les *formalités* de la loi de l'an VI. » MANGIN est du même avis (p. 383) : « Il est clair, dit-il, que les procès-verbaux peuvent être dressés par deux employés du grade qui vient d'être spécifié, quand même l'un appartiendrait au bureau de garantie et l'autre aux contributions indirectes. » En sens contraire. Cass. 22 nov 1851. D. P. 51. 5. 377. Cour de Douai 9 décembre 1843). V. aussi SAILLET et OLIBO, *Code des contributions indirectes*, p. 730.

2. En effet, aucune loi ni aucun décret ne leur attribue le droit de constater les contraventions à la loi de brumaire. Ce droit a été spécialement réservé, par la loi du 3 ventôse an XII et le décret de floréal an XIII, aux employés tant des bureaux de garantie que du service général des contributions indirectes. V. OLIBO, tome 2, p. 631.

3. Cass. 7 déc. 1837. V. aussi DALLOZ, *Rep^{re} : matières d'or et d'argent*, nos 452, 453, 460. *Contra* MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, no 228. — Cass. 15 avril 1826. *Bull.* p. 199 ; — Cass. 28 avril 1835, *Bull.* no 148. La Cour de Douai (5 août 1842, 27 janvier 1843. *Jurisprudence Douai*, tome I, p. 81) a décidé « qu'en matière de garantie, le procès-verbal rédigé par un commissaire de police seul est nul. » — Cependant MANGIN signale l'exception de l'article 92 de la loi du 19 brumaire an VI, relatif aux marchands d'ouvrages d'or et d'argent ambulants. Là, les commissaires de police, maires et adjoints

procès-verbaux ne font pas foi jusqu'à inscription de faux.

En matière forestière. — Les procès-verbaux des agents ou gardes forestiers n'ont pas toujours le même degré d'autorité : les uns font foi jusqu'à inscription de faux, les autres jusqu'à preuve contraire.

Nous devons indiquer ici à quels procès-verbaux foi est due jusqu'à inscription de faux.

Pour qu'un procès-verbal ait cette force probante, il faut qu'il constate des infractions punies par le Code forestier ¹ ou par des lois spéciales ayant donné aux agents forestiers le pouvoir de verbaliser. S'il s'agissait de délits réprimés par le Code pénal, ces procès-verbaux ne feraient foi que jusqu'à preuve contraire.

On distingue les procès-verbaux rédigés par deux agents et ceux qui sont l'œuvre d'un seul.

peuvent verbaliser, mais leurs procès-verbaux ne sont crus que jusqu'à preuve contraire.

1. Le procès-verbal de récolement fait foi jusqu'à inscription de faux, bien que l'article 50 du Code forestier dise « le procès-verbal de récolement peut être attaqué devant le conseil de préfecture, non seulement pour défaut de formes, mais encore pour fausses dénonciations. » V. MEAUME, tome I^{er}, p. 398. V. aussi DALLOZ, *Rép^e Forêts*, chap. 14, sect. 4, art. 4. Ces procès-verbaux de récolement doivent être dressés par *deux* gardes forestiers. — De même, font foi jusqu'à inscription de faux, les procès-verbaux dressés avant le récolement, conformément à l'art. 44 du Code forestier. V. DALLOZ, *Rép^e Procès verbal*, n^o 645.

A. — Procès-verbaux rédigés par *deux* agents ou gardes forestiers. — Ils font foi jusqu'à inscription de faux des délits forestiers qu'ils constatent « quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits et contraventions peuvent donner lieu. »

Ils doivent être *dressés et signés* par les deux agents, et revêtus des formalités prescrites ¹.

Les deux agents doivent avoir reconnu *conjointement* l'existence des faits attestés par le procès-verbal.

L'article 134 du Code forestier donne le droit de constater les délits et les contraventions concernant le service de la marine, dans toutes les lois, aux maîtres, contremaîtres et aides-centremaîtres assermentés de la marine, concurremment avec les agents et gardes forestiers. Leurs procès-verbaux font foi en justice, comme ceux des gardes forestiers. Ils doivent être

1. Article 176 du Code forestier. Cet article abrogeait les articles 13 et 14, titre 9, de la loi du 29 septembre 1791. Sous l'empire de cette loi, un procès-verbal faisait foi, en matière forestière, jusqu'à inscription de faux, lorsque l'indemnité et l'amende encourues n'excédaient pas 100 livres. Si la somme de 100 livres était dépassée, il était nécessaire d'adjoindre au procès-verbal le témoignage d'un fonctionnaire public ou seulement d'un simple citoyen. Ce témoignage avait la même valeur que le procès-verbal qu'il corroborait; il pouvait être produit soit dans le procès-verbal soit à l'audience, dans les formes ordinaires.

La loi du 3 mai 1844 sur la chasse a aussi apporté une innovation : avant elle, les procès-verbaux des gardes forestiers constatant des délits de chasse faisaient foi jusqu'à inscription de faux ; maintenant ils font foi jusqu'à preuve contraire.

dressés et affirmés dans les mêmes formes et dans les mêmes délais.

B. — Les procès-verbaux sont rédigés par *un seul* agent ou garde forestier. — L'article 177 du Code forestier ne leur attribue croyance jusqu'à inscription de faux qu'autant que les condamnations encourues n'excèdent pas 100 francs « tant pour amende que pour dommages-intérêts ¹. »

Aux termes du même article, lorsqu'un procès-verbal constate, à la fois, contre divers individus des délits ou des contraventions *distincts* et *séparés*, il fera foi pour chaque délit ou contravention qui n'entraînerait pas une condamnation de plus de cent francs (amende et dommages-intérêts compris). Peu importe le chiffre total auquel s'élèveraient toutes les condamnations réunies.

Lorsqu'un procès-verbal, dressé par un seul agent, constate un délit qui emporte condamnation au-dessus de 100 fr., ou qui est passible de la peine d'emprisonnement, il fait foi jusqu'à ce que le prévenu rapporte une *preuve contraire*.

A cet égard, l'emprisonnement est considéré comme une peine plus forte que toutes les con-

1. Il convient donc d'éliminer les restitutions en nature ou la condamnation en paiement de la somme qui représente leur valeur (art. 198 du Code forestier), les confiscations des instruments qui ont servi à commettre le délit, ou les sommes équivalentes aux objets confisqués. MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 170.

damnations pécuniaires, à quelques sommes qu'elles puissent monter ¹.

Un procès-verbal dressé par *deux* agents ou gardes forestiers, mais dont l'un est récusable, est réputé l'œuvre d'un seul agent. Il est alors soumis aux règles que nous indiquons ici, c'est-à-dire que s'il entraîne soit une condamnation qui excède 100 fr., soit l'emprisonnement, il ne fait foi que jusqu'à preuve contraire ².

Un procès-verbal dressé par un seul garde lorsqu'il est récusable, n'est pas nul, mais il ne fait pas foi en justice.

Les gardes des bois et forêts des particuliers ne peuvent dresser que des procès-ver-

1. En effet, l'emprisonnement occupe le degré le plus élevé dans l'échelle des peines. V. MARIE, *Précis de droit criminel*, art. 9 du Code pénal.

2. L'article 176 du Code forestier dispose, *in fine* : « Il ne sera admis, en conséquence, aucune preuve outre ou contre le contenu de ces procès-verbaux à moins qu'il n'existe une cause légale de récusation contre l'un de signataires. » Le Code forestier ne s'est pas expliqué sur ce que l'on doit entendre par « une cause légale de récusation. » Les gardes sont des *témoins*, il en résulte que les causes de récusation qui peuvent exister contre eux sont celles que la loi a établies en matière criminelle contre les témoins. (Articles 156, 189 et 322 du Code d'instruction criminelle). Remarquer toutefois qu'un procès-verbal dressé par un garde contre son beau-frère n'est pas nul. (Cass., 18 octobre 1922. *Bull.* p. 444).

Bien entendu, il ne s'agit ici, dans tout ce que nous avons dit des procès-verbaux des gardes forestiers, que des procès-verbaux constatant des délits ou contraventions forestiers. Les procès-verbaux des gardes forestiers constatant des délits de chasse, sont régis par la loi du 3 mai 1844, et l'article 22 de cette loi dit qu'ils ne feront foi que jusqu'à preuve contraire.

baux faisant foi jusqu'à preuve contraire, dit l'article 188 du Code forestier.

Le motif en a été donné par le rapporteur de la commission de la Chambre des pairs : « Il y aurait péril dans la disposition par laquelle les procès-verbaux des gardes particuliers feraient foi jusqu'à inscription de faux. Souvent ils pourraient être les instruments des passions des propriétaires, qui ne donnent pas toujours à la société de suffisantes garanties. Si l'administration, en nommant et commissionnant les gardes peut leur attribuer une portion d'autorité publique, il n'en est pas de même des particuliers qui ne peuvent communiquer à leurs gardes par eux-mêmes ou par délégation, une autorité qu'ils n'ont pas ».

En matière de pêche fluviale. — La même distinction a été reproduite en matière de pêche fluviale. Du reste sous l'empire de l'article 17 de la loi du 14 floréal an X (art. 17), l'administration de la pêche était confondue avec l'administration des forêts, et la loi du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale, ne les a point séparées ¹.

Comme en matière forestière, le procès-verbal qui est l'œuvre de *deux* agents fait foi

1. Pour l'énumération des agents qui peuvent verbaliser en matière de pêche fluviale, se reporter aux articles 36 et 43 de la loi du 15 avril 1829.

jusqu'à inscription de faux « quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits peuvent donner lieu ». Les règles que nous avons posées à ce propos en matière forestière sont applicables ici ¹.

Il y a une dérogation à la deuxième partie de la règle : les procès-verbaux rédigés par un seul agent ou garde-pêche, d'après l'article 54 de la loi du 15 avril 1829, font foi jusqu'à inscription de faux, mais seulement si le chiffre des condamnations, tant pour *amendes* que pour *dommages-intérêts*, n'est pas supérieur à *cinquante francs*.

Bref, il y a donc lieu d'examiner, en cette matière, si l'acte émane de *deux* agents ou d'*un* seul ²; puis s'il émane d'un seul agent ou garde-pêche, on doit s'occuper du taux de la condamnation.

Ce taux, qui est de 100 fr. en matière fores-

1. V. art. 53 de la loi du 15 avril 1829. Cet article n'est que la reproduction de l'art. 176 du Code forestier. Voir aussi les articles 44 et 47 de la même loi.

2. Rappelons qu'en ce qui concerne les procès-verbaux, en général, un seul agent verbalise dans la majorité des cas. L'intervention de deux agents est exigée, notamment : 1° pour les délits forestiers (condamnations de plus de 100 fr. ou emprisonnement) ; 2° délits de pêche (art. 53 et 54 loi du 15 avril 1829) ; 3° contributions indirectes (art. 84 loi du 25 ventôse an XII) ; 4° douanes (art. 1^{er}, titre 4, loi du 9 floréal an VII) ; garantie des matières d'or et d'argent et en plus présence d'un officier municipal. — Loi du 19 brumaire an VI, art. 101. et loi du 5 ventôse an XII, art. 84.

tière, n'est ici que de 50 fr. C'est la seule différence à relever.

Le procès-verbal constatant un délit de pêche, n'est pas, non plus, le fondement, la condition *sine qua non*, de la poursuite. Si le procès-verbal n'est pas suffisant pour opérer la preuve de l'infraction, le tribunal doit admettre la preuve testimoniale, preuve qui peut émaner des gardes rapporteurs eux-mêmes ¹.

De même qu'en ce qui concerne les infractions aux lois forestières, ce que nous venons de dire n'est relatif qu'aux procès-verbaux des gardes de l'État.

Quant aux procès-verbaux des gardes particuliers ils ne font jamais foi jusqu'à inscription de faux, sans aucune distinction. ²

En matière d'administration militaire.

A. — Procès-verbaux dressés par les *gardes du génie*. — Ce sont les procès-verbaux qui constatent les délits contre la conservation des fortifications et leurs dépendances, des casernes, magasins, arsenaux, et en général tout ce qui constitue le domaine militaire de l'état, dans les places de guerre et les garnisons de l'intérieur.

1. V. art. 52 de la loi du 15 avril 1829. V. aussi DALL., R^e, *Pêche fluviale*, n° 195.

2. Art 66 de la loi du 15 avril 1829. L'art. 138 du Code forestier le reproduit du reste textuellement.

Agissant comme officiers de police judiciaire, dans les matières pour lesquelles ils sont préposés¹, les gardes du génie sont assimilés par l'article 2 de la loi du 19 mars 1806 aux « *gardes forestiers* et champêtres² et autres agents conservateurs ». Cet article ajoute que leurs procès-verbaux feront foi en justice jusqu'à inscription de faux.

Mais, puisque les gardes du génie sont assimilés aux gardes forestiers, il convient de faire, en ce qui les concerne, la distinction que nous avons établie pour les premiers.

Leurs procès-verbaux ont-ils été dressés par *deux* gardes, ils font foi jusqu'à inscription de faux quel que soit le montant des condamnations.

Sont-ils, au contraire, rédigés par un seul garde,³ ils ont une foi plus limitée.

Mais quel est le criterium ? Le voici :

La loi qui était en vigueur et qui régissait la matière forestière, lorsque la loi du 19 mars 1806 a été promulguée, était celle des 15-29 septembre 1791. Or les articles 13 et 14 du titre 9 de cette loi (abrogés depuis par l'article 176 du Code forestier, voyez *supra*) disposaient qu'un procès-verbal avait force probante jusqu'à ins-

1. V. Ordonnance du 1^{er} août 1821, art. 21.

2. C'est une erreur car les gardes champêtres ne peuvent dresser des procès-verbaux valant jusqu'à inscription de faux.

3. V. sur la difficulté qui s'élève à ce sujet FAUSTIN HÉLIE, tome III

cription de faux, lorsque l'indemnité et l'amende encourues ne dépassaient pas 100 livres ; si cette somme était dépassée, il était nécessaire d'ajouter au procès-verbal un témoignage. Il est logique de conclure que le législateur n'a pas voulu accorder aux gardes du génie une autorité plus étendue. Par conséquent leurs procès-verbaux, lorsqu'ils sont dressés par un seul garde, ne font foi jusqu'à inscription de faux que dans les limites fixées en matière forestière. ¹

B. — Procès-verbaux dressés par les portiers-concierges.— Les portiers-concierges ne sont pas commissionnés par le ministre de la guerre comme les gardes du génie. Ils sont choisis par le maire et leur nomination doit être approuvée par le préfet ².

Ils doivent constater les délits contre la conservation des bâtiments ou établissements militaires, qui appartiennent aux communes dans les places de guerre, et ceux qui appartiennent soit aux communes, soit à l'état dans les villes non fortifiées. ³

1. De tout ce qui précède, la conséquence est que les inscriptions de faux dirigées contre les procès-verbaux des gardes du génie, doivent être instruites suivant les dispositions de l'article 179 du Code forestier et non par les dispositions générales du Code de procédure civile et du Code de procédure criminelle. V. MANGIN, *Traité des procès-verbaux* n° 275. p. 483.

2. Art. 13 du décret du 16 septembre 1811.

3. Art. 19 et 27 du décret du 16 septembre 1811.

L'article 19 du décret du 16 septembre 1811 dit que leurs procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux.

Mais, à la différence de ce qui est prescrit dans les procès-verbaux des gardes du génie, on suit, pour cette inscription de faux, les règles de procédure établies par le Code de procédure civile et le Code d'instruction criminelle. ¹

Agents maritimes. — Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux depuis 1852 ².

Auparavant, ils ne faisaient foi, pour la plupart, que jusqu'à preuve contraire.

Ils constatent les contraventions sur la pêche

1. La question se pose de savoir si le procès-verbal d'un crime ou d'un délit, commis à l'audience, dressé par le greffier d'un tribunal criminel ou même civil, prouve ce crime ou ce délit jusqu'à inscription de faux. Dalloz (répertoire tome 38 p. 34) répond oui. Mais la question est discutée. Berriat St-Prix (*Traité de la procédure des tribunaux criminels* ch. VIII. section VI) est aussi pour l'affirmative. Il rapporte plusieurs arrêts en ce sens et un réquisitoire de Merlin. BONNIER (*Traité des preuves* p. 517) combat cette doctrine parce que « il peut s'agir de crimes, et qu'une condamnation capitale serait ainsi encourue... Ce n'est, ajoute-il, que lorsque le rédacteur agit tout à fait en qualité de greffier, lorsqu'il constate les opérations du tribunal auquel il est attaché, que l'authenticité la plus complète doit s'attacher à son témoignage. » Et Bonnier cite un arrêt conforme, rendu par la Cour suprême le 31 décembre 1812. — Pour les mêmes motifs nous sommes convaincu du bien fondé de la théorie de Bonnier.

2. Décrets des 9 janvier 1852 art. 16 à 20 ; 19 mars 1852, art. 7 et 8 ; 23 mars 1852, art. 9 et 10.

En matière de police maritime les procès-verbaux des agents de l'octroi font foi jusqu'à inscription de faux. R. Caen 1877 p. 234, arrêt de la Cour de Caen du 20 décembre 1876.

au hareng, ¹ sur la navigation dite au bornage ², sur la pêche côtière, ³ et les délits concernant la navigation maritime, le rôle d'équipage, le défaut de marque ou l'altération des marques des bâtiments ⁴.

Maîtres et contremaîtres de la marine et aides-contremaîtres. — Ils peuvent, concurremment avec les agents et gardes forestiers, constater les délits et contraventions concernant le service de la marine. Leurs procès-verbaux feront foi en justice comme ceux des gardes forestiers, pourvu qu'ils soient dressés et affirmés dans les mêmes formes et dans les mêmes délais ⁵.

§ 2

DE L'INSCRIPTION DE FAUX CONTRE LES PROCÈS-VERBAUX

L'inscription de faux est la seule voie de

1. Art. 9 et 10 du décret du 28 mars 1851.

2. Art. 8 décret du 23 mars 1852.

3. Art. 16 et 17 décret du 9 janvier 1852.

— Ces agents sont : les agents consulaires, les agents de la marine, les agents municipaux assermentés, les commissaires de l'inscription maritime, les consuls et vice-consuls, employés des contributions indirectes et octrois, gardes jurés de la marine, gendarmes de la marine, inspecteurs des pêches maritimes, marins des bâtiments de l'état et leurs officiers, prud'hommes pêcheurs, syndics des gens de mer. Du reste, voir les décrets précités. — Les syndics des gens de mer sont compétents pour dresser des procès-verbaux en matière de grande voirie. — Décret du 21 février 1852 art. 4. Cons. d'État. (Rec. Lebon et Panhard 1883 p. 843).

4. Art. 7. 9- du décret du 19 mars 1852.

5. Art. 134 du Code forestier.

recours ouverte au prévenu pour échapper aux conséquences d'un procès-verbal qui fait foi jusqu'à inscription de faux. Aucune preuve contraire, testimoniale ou autre, ne peut la remplacer, — même si cette preuve testimoniale résultait de l'audition de l'auteur du procès-verbal lui-même ¹.

L'inscription de faux tend à justifier les prévenus de la fraude ou des contraventions qui leur sont imputées ².

Cette justification peut être obtenue de deux manières : soit en prouvant la fausseté des faits matériels constitutifs de l'infraction, soit en démontrant que les formes prescrites à peine de nullité pour la validité du procès-verbal n'ont pas été respectées.

Quant aux autres faits constatés par ces procès-verbaux, par exemple les inductions que les rédacteurs ont tirées des faits matériels, le prévenu n'est point obligé de recourir à l'inscription de faux pour les combattre ; il n'est même pas recevable à prendre cette voie. De même encore, il ne doit pas la prendre pour

1. Cass. 28 août 1824. B. n° 107; 25 juillet 1846 (B. n° 200). Voyez DALLOZ répertoire *procès-verbal* n° 435. — L'inscription de faux est d'une nécessité si indispensable qu'on ne peut même pas y suppléer avant le jugement par l'accusation en faux principal. V. MERLIN. *Insc. de faux* p. 142. 2^e volume. — Cass. 3 mars 1883. S. 88. 1. 142. LABORI répertoire. V. *Impôts indirects* nos 1287. 1288 et de 1374 à 1409.

2. Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 42. Code forestier, art. 179 ; loi du 15 avril 1829 art. 56.

établir la preuve des faits justificatifs qui ne sont point en contradiction avec ceux énoncés dans le procès-verbal ¹, ou pour combattre un procès-verbal constatant des faits contradictoires qui ne peuvent être vrais simultanément ², ou enfin pour anéantir un procès-verbal nul.

Celui qui attaque un procès-verbal doit articuler des faits dont la nature soit telle que, reconnus exacts, ils excluent l'existence de ceux attestés par le procès-verbal ³.

— La procédure de l'inscription de faux contre les procès-verbaux est une procédure de faux incident, c'est-à-dire qu'elle se produit au cours d'une autre action qui est principale et, dans notre matière, dirigée pour la poursuite d'un délit ou d'une contravention ⁴. Aussi,

1. MANGIN *Traité des procès-verbaux* p. 100. En somme l'inscription de faux ne peut être dirigée que contre les procès-verbaux qui font foi jusqu'à inscription de faux et, de plus, contre celles des énonciations qui ne peuvent être combattues par aucun autre moyen. — Cass. 21 novembre 1851. (Bull. n° 490.)—Rennes 26 mars 1889. (Gaz. pal. 1889 2. 426).

2. MANGIN *Traité des procès-verbaux* p. 41, Dall. répertoire. *Faux incident* n° 289.

3. Cass. 24 janvier 1889. (D. 89. I. 433).

4. — On distingue en effet le *faux principal* et le *faux incident*. La procédure de faux principal qui est toujours une procédure criminelle a lieu contre les auteurs et complices du faux. Art. 460 du C. d'I. crim.

Le faux est incident lorsque la procédure a lieu au cours d'une instance soit civile, soit criminelle, et qu'il s'agit de vérifier l'authenticité contestée d'une pièce produite. a. 1319 du Code civil. art. 448 du C. d'I. crim.

En matière civile le faux ne peut jamais être qu'incident. (Art. 214. du Code de proc. civ.)

même dans le cas où le ministère public poursuit et fait condamner les auteurs du procès-verbal faux, le prévenu n'en est pas moins tenu, s'il est lui-même poursuivi en vertu de ce procès-verbal, de l'attaquer par l'inscription de faux ¹.

La procédure de l'inscription de faux contre les procès-verbaux présente des caractères particuliers.

Elle n'est pas uniforme : certains procès-verbaux sont régis par des lois spéciales, d'autres par les règles générales du Code de procédure au titre *Du faux incident*, et du Code d'instruction criminelle au chapitre *Du faux*.

Les procès-verbaux qui sont régis par des lois spéciales sont ceux dressés par les agents et gardes des eaux et forêts ², les employés des contributions indirectes ³, les préposés des douanes ⁴, les garde-pêche ⁵, les gardes du génie ⁶, les employés de l'octroi.

1. MANGIN *Traité de l'action publique*. Ch. 4. Sect. 3.

2. Articles 179, 180 et 181 Code forestier. Sur l'inscription de faux en matière forestière, voyez DALLOZ, *Cod. forest.* annoté, art. 179.

3. Articles 40, 41 et 42 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

4. Articles 12 et 13 du titre IV de la loi du 9 floréal an VII.

5. Articles 56, 57 et 58 de la loi du 15 avril 1829.

6. En effet, l'article 1^{er} de la loi du 8 avril 1806 dit que les lois qui ont pour but la conservation des forêts sont applicables à la conservation des fortifications. De plus, les gardes du génie sont assimilés aux gardes forestiers. Par conséquent, leurs procès-verbaux doivent être régis par les articles 179, 180 et 181 du Code forestier.— V. BERRIAT, *Traité de la proc. des trib. crim.*, ch. VII, p. 110. — MANGIN, n° 275.

Cependant, en ce qui concerne les employés d'octroi, cette solution est contestée.

On dit que les règlements d'octroi n'ont édicté aucune forme spéciale, et l'on conclut qu'on doit suivre dans la procédure d'inscription de faux contre les procès-verbaux des employés de l'octroi les règles prescrites par le Code de procédure civile et le Code d'instruction criminelle.

C'est une erreur.

M. Faustin Hélie ¹ fait remarquer, avec raison, que si les articles 2 du décret du 17 mai 1809 et 121 de la loi du 8 décembre 1814 placent les octrois dans les attributions municipales, les articles 165 du décret du 17 mai 1809 et 88 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 attribuent à l'administration des contributions indirectes la surveillance générale de la perception et de l'administration des octrois, et que les mêmes règles dirigent, en général, les préposés des deux services ².

Du reste, ceux-là même qui enseignent le contraire sont obligés d'admettre que les règles prescrites par les Codes de procédure civile et d'instruction criminelle, subiront souvent

1. FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, tome III, n° 1483. — Cass., 12 octobre 1838 (B. n° 331).

2. *Contra*; BERRIAT SAINT PRIX, p. 110;—MANGIN, n° 222;—D'AGAZ *Contentieux des contributions indirectes*, tome II, p. 273.

des modifications « résultant de l'autorité dont jouissent en justice les procès-verbaux qui doivent être crus jusqu'à inscription de faux ¹, » par exemple, que le prévenu n'est recevable à s'inscrire en faux qu'autant que cette voie est la seule qui lui soit ouverte pour échapper aux conséquences légales du procès-verbal dirigé contre lui, etc... ².

Les lois spéciales qui ont réglé les effets des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux, ont été puisées dans notre ancienne législation : les déclarations ou règlements des 14 janvier 1693, 6 janvier et 14 avril 1699, 9 mai 1702, 19 mai 1711, 7 octobre 1713, 18 décembre 1714, 7 octobre 1721, 6 mars 1722, 7 et 15 décembre 1723, 4 avril 1724 et 12 mai 1727. Mais ces textes, avant de passer dans les lois spéciales dont nous avons parlé, avaient été réunis, coordonnés, dans la déclaration du roi du 25 mars 1732, qui, résumant tous les principes de la matière, réglait les formes de l'inscription de faux.

La procédure de l'inscription contre les procès-verbaux se divise donc naturellement en deux espèces : la procédure spéciale de l'inscription de faux, c'est-à-dire celle qui régit les

1. MANGIN, p. 371.

2. MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 223.

procès-verbaux dont nous venons de faire l'énumération ; la procédure ordinaire de l'inscription de faux, c'est-à-dire celle qui régit les procès-verbaux soumis aux Codes de procédure civile et d'instruction criminelle.

A. — Procédure spéciale de l'inscription de faux.

D'après la jurisprudence, « les formalités prescrites en cette matière sont tellement de rigueur, que leur inobservation emporte la déchéance de l'inscription de faux ; qu'elle éteint et anéantit l'action, sans qu'il soit jamais possible de la reprendre ; que, par une conséquence nécessaire, les nullités qui dérivent de l'inobservation desdites formalités sont absolues et d'ordre public, et ne peuvent être couvertes ni par le silence ni par le consentement, soit des parties intéressées, soit du ministère public ; qu'elles peuvent être opposées, en tout état de cause, comme exception préjudicielle et péremptoire éteignant l'action, et qu'il est même du devoir des juges de les suppléer dans le silence des parties ¹. »

La procédure commence par la déclaration du prévenu de sa résolution d'attaquer le procès-verbal.

L'article 40 du décret du 1^{er} germinal

1. Cass, 48 novembre 1813 B. 252. (DALL., tome VIII. p. 451).

an XIII, l'article 12 de la loi du 9 floréal an VII, l'article 179 du Code forestier et l'article 56 de la loi du 15 avril 1829 disent que cette déclaration doit être faite par l'inscrivant *en personne* ou par un fondé de pouvoir spécial constitué par acte notarié.

Cette déclaration doit être faite par écrit.

Mais la loi n'exige pas qu'elle soit écrite par l'inscrivant lui-même; il suffit qu'il la signe ¹. Lorsque l'inscrivant ne sait pas signer, les textes que nous venons de mentionner permettent au greffier ² ou au juge et au greffier ³ de recevoir quand même la déclaration, en faisant mention expresse que le prévenu ne sait ou ne peut signer, et à condition aussi qu'ils la reçoivent simultanément et qu'ils la signent ⁴.

Les délais pour l'exercice de la faculté de s'inscrire en faux sont très courts. C'est une précaution prise contre les prévenus, qui pour-

1. Cass., 14 avril 1820. — Arrêt rapporté par MANGIN, *Traité des procès verbaux*, p. 113. — En matière de douanes et de contributions indirectes cependant, et à la différence de ce qui existe en matière d'eaux et forêts et de pêche fluviale, le greffier n'est pas autorisé à rédiger la déclaration; l'inscrivant doit la présenter tout écrite. (Cass., 6 avril 1821, B. n° 151.)

2. En matière d'eaux et forêts et de pêche fluviale. (Art. 179, Code forestier; 56, loi du 15 avril 1829.)

3. En matière de contributions indirectes et en matière de douanes. (Art. 40, décr. 1^{er} germ. an XIII, et art. 12 de la loi du 9 floréal an VII.)

4. En matière de contributions indirectes, l'inscription de faux qui n'est faite que par une déclaration verbale au greffe, dont le greffier seul dresse acte et que l'inscrivant ou son fondé de pouvoir se borne à signer, est nulle. (Paris, 1^{er} juillet 1891, *Loi* 24 juillet 1891.)

raient créer des moyens de faux imaginaires ou suborner des témoins : « Dans tous les temps, dit Merlin ¹, le législateur s'est attaché à restreindre, avec une inflexible sévérité, le délai dans lequel peuvent être attaqués, par inscription de faux, les rapports et procès-verbaux des préposés, et l'on en conçoit sans peine les motifs : c'est que plus la loi accorderait d'intervalle au prévenu, plus elle lui faciliterait les moyens de forger, de revêtir de toutes les couleurs de la vraisemblance et de prouver par de faux témoins des faits contraires aux énonciations du procès-verbal ; c'est que les premiers moments sont toujours ceux où la vérité peut le plus aisément être reconnue, où les erreurs peuvent être dévoilées ; c'est qu'il importe de ne pas laisser longtemps l'intérêt pécuniaire du prévenu aux prises avec sa conscience. »

La citation fait courir le délai.

En matière forestière, la déclaration doit être faite *avant l'audience* indiquée par la citation même ².

En matière de contributions indirectes et de douanes, la déclaration doit être faite *au plus tard* à l'audience indiquée par l'assignation à

1. MERLIN, *Questions de droit, Inscription de faux*.

2. Article 179 du Code forestier. — Cet article dispose que la déclaration doit être faite au greffe du tribunal et reçue par le greffier.

fin de condamnation ¹. C'est ce qu'indiquent les articles 12 de la loi du 9 floréal an VII, et 40 du décret du 1^{er} germinal an XIII : « Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un procès-verbal, sera tenu d'en faire sa déclaration par écrit, en personne ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire, *au plus tard* à l'audience indiquée par l'assignation à fin de condamnation. »

Si le prévenu demande la nullité de la citation, et que cette nullité soit prononcée, il peut, sur la nouvelle assignation qui lui est donnée, faire la déclaration d'inscription de faux pendant le délai accordé par cette nouvelle assignation, — c'est-à-dire soit avant l'audience, en matière d'eaux et forêts et de pêche fluviale, soit à l'audience, en matière de douanes et de contributions indirectes.

Si la nullité n'était pas prononcée, le prévenu serait forclos, même dans le cas où il s'agirait d'une contravention aux lois sur les douanes et les contributions indirectes, puisque la déclaration doit être faite au plus tard à l'audience indiquée par la citation.

Supposons que le prévenu fasse défaut : la déclaration de faux est encore possible pendant

1. Paris, 9 juillet 1881 (SIREY, 82. 2. 74.)

le délai accordé pour se présenter à l'audience sur l'opposition formée ¹.

La déclaration ne doit pas être faite postérieurement à l'audience indiquée, surtout en matière de pêche et en matière forestière, puisqu'elle doit, dans ces matières, *précéder* l'audience.

Cependant, si, pour une cause quelconque, l'audience n'a pas eu lieu au jour indiqué, le délai pour faire utilement cette déclaration n'expire qu'à l'audience ordinaire la plus prochaine de ce même jour, sans pouvoir être étendu au delà ².

1. Eaux et forêts: Code forestier, art. 180; loi du 15 avril 1829, art. 57. — Contributions indirectes: décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 41. — Douanes: MANGIN, *Procès-verbaux*, p. 124 à 127, et FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1482.

2. Cass., 25 mai 1827 (J. P., tome XXI, p. 463): « Considérant que ces mots « audience indiquée » ne peuvent raisonnablement s'entendre que d'une séance réelle pour les juges dans laquelle le prévenu ait la faculté de se présenter pour y déclarer sa volonté et s'insérer en faux; en effet, le mot audience suppose qu'il y a audience le jour indiqué par l'exploit; mais, s'il n'y en a pas, l'esprit, le vrai sens de la loi est nécessairement que le délai pour faire utilement cette déclaration, n'expire qu'à l'audience ordinaire la plus prochaine de ce même jour, sans pouvoir être étendu au delà; que vouloir proroger le dernier terme du délai au delà de la plus prochaine audience, et dire, avec la Cour royale de Riom, que le délai doit courir jusqu'au moment où, de fait, on en vient à l'audience, ce serait vouloir étendre indéfiniment un délai que l'article 41, combiné avec l'article 40, a formellement limité par les mots « au plus tard », et ériger en principe une proposition inadmissible. »

En matière de délits forestiers et de pêche, les art. 180 du Code forestier et 57 de la loi du 15 avril 1829 sont formels en ce sens. — En matière de contributions indirectes, la question était controversée: Merlin soutient la négative (*Questions de droit*, — *Inscription de faux*,

Dans les trois jours qui suivent la déclaration d'inscription de faux, les inscrivants doivent faire au greffe du tribunal le dépôt des moyens de faux et des noms et qualités des témoins qu'ils voudront faire entendre ¹.

En matière forestière, c'est le tribunal qui fixe le délai, de même qu'en matière de pêche fluviale; seulement les juges doivent le fixer dans les limites déterminées par la loi: de trois jours au moins et huit jours au plus en matière forestière, de huit jours au moins et quinze jours au plus en matière de pêche fluviale ².

Le dépôt des moyens de faux et des noms des témoins doit être fait au greffe ³ en personne ou par l'intermédiaire d'un avoué ⁴.

Le prévenu ne doit pas seulement alléguer

§ 13, tome IV, p. 636); Mangin, au contraire, pense que le prévenu, condamné par défaut, est recevable à déclarer qu'il s'inscrit en faux, après qu'il a formé opposition. La Cour de cassation s'est ralliée à cette théorie. (MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 51) — Même solution en matière de douanes. — Cass., 23 août 1830 (Dall., p. 331). — Voyez aussi MANGIN, p. 425 et 426, *Traité des procès-verbaux*.

1. Art. 12 de la loi du 9 floréal an VII, et art. 40 du décret du 1^{er} germinal an XIII. Les dispositions de ces articles sont copiées sur celles contenues dans les art. 3 et 4 de la déclaration du 25 mars 1732, sauf en ce qui concerne le délai qui était de 24 heures sous l'empire de cette déclaration.

2. Art. 179 du Code forestier, et art. 56 de la loi du 15 avril 1829.

3. Cass. 23 nov. 1810 (Dall. tome VIII, p. 450, décide que le prévenu ne pourrait suppléer à ce dépôt par une requête présentée au tribunal et contenant les moyens de faux.

4. La loi n'exige pas que ce dépôt soit fait en personne ou par fondé de pouvoir spécial; l'avoué près le tribunal saisi peut remplir les formalités. — Cass., 1^{er} juin 1827 (*Bull.*, n° 155). — Voyez MANGIN, n° 53.

les moyens de faux, il doit en offrir la preuve.

A peine de déchéance de l'inscription, les noms et qualités des témoins à entendre doivent être indiqués ¹.

A l'expiration des délais et sans qu'il soit besoin d'une citation nouvelle, le tribunal admet les moyens de faux, s'ils sont de nature à détruire l'effet du procès-verbal. Dans le cas contraire, ou si le prévenu n'a pas rempli les formalités prescrites, ou encore si les faits déniés peuvent être attaqués autrement que par l'inscription de faux, le tribunal, en passant outre au jugement, déclare qu'il n'y a pas lieu de les admettre.

En un mot, il faut que les formes et les délais prescrits soient observés, et que les moyens de faux soient pertinents et admissibles ².

Il est évident que de simples dénégations, contraires aux faits du procès-verbal, ne suffiraient pas, et ne seraient pas considérées comme des moyens de faux « pertinents et admissibles ».

L'exception doit se justifier d'elle-même et apporter les preuves de son existence ; c'est-à-dire que le prévenu doit exposer les

¹. Cass., 19 avril 1811. (*Bull.* 61, p. 121).

². Article 179 du Code forestier, article 42 du décret du 4^{er} germinal an XIII, — Cass. (D. 94. 1. 589).

circonstances qui tendent à prouver la fausseté des énonciations contre lesquelles l'inscription est dirigée ¹.

Contre l'appréciation des juges décidant si les faits sont pertinents ou non, il n'y a pas de recours en cassation possible ² : l'inscription de faux rejetée, le procès-verbal produit tous ses effets.

L'inscription de faux jugée régulière, le tribunal doit indiquer les moyens dont la preuve est autorisée. En effet, l'article 233 du Code de procédure civile dispose : « Les moyens de faux qui seront déclarés pertinents et admissibles seront énoncés expressément dans le dispositif du jugement, qui permettra d'en faire preuve, et il ne sera fait preuve d'aucun autre moyen. »

L'admission de l'inscription de faux a pour conséquence de faire surseoir au jugement de la contravention jusqu'après le jugement définitif du faux dénoncé ³.

Une instruction est alors ouverte sur l'inscription de faux, et il est procédé sur le faux conformément aux articles 239 du Code de procédure civile et 460 du Code d'instruction

1. FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1486, page 455.

2. Cass., 24 déc. 1853 (*Bull.* 597).

3. Article 460 du Code d'instruction criminelle ; article 240 du Code de procédure civile ; article 9 de de l'arrêté du quatrième jour complémentaire, an XI. — Voyez FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1489.

criminelle, « parce que, dit Mangin, l'inscription, se trouvant convertie en plainte de faux principal, met en mouvement l'action publique. Il résulte de là que le tribunal saisi de la convention n'a pas le droit de procéder à cette instruction ; que c'est au procureur de la République ou au Procureur général, selon la qualité des rédacteurs du procès-verbal ¹, qu'il appartient d'entamer la poursuite au grand criminel et de lui faire suivre le cours tracé par le Code d'instruction ². »

— Lorsque le demandeur en faux succombe ³ les lois spéciales dont nous venons de parler ne s'occupent pas de sa situation. Il faut suppléer à ce silence et se reporter aux règles qui ont été établies par les articles 246 et 247 du Code de procédure civile. L'article 246 porte :

1. Simples préposés ou officiers de police judiciaire.

2. V. MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 58. — « Il y a cependant des cas, ajoute MANGIN (n° 59), où le tribunal qui a admis l'inscription de faux est obligé de procéder lui-même à l'instruction : c'est lorsque l'action publique ne peut pas être intentée ou lorsqu'elle est éteinte ; elle ne peut pas être intentée lorsque les rédacteurs du procès-verbal et les complices ne sont plus vivants. Elle est éteinte lorsque, sur la poursuite au grand criminel, il est intervenu une décision qui, tout en renvoyant le prévenu des poursuites, ne prononce pas expressément et irrévocablement sur la vérité ou la fausseté du procès-verbal. Il est clair que, toutes les fois que l'action publique ne peut être exercée, l'inscription de faux dégénère en faux incident civil, et qu'il faut l'instruire et le juger conformément aux règles de la procédure civile. » V. encore MANGIN, n° 42.

3. Peu importe le motif pour lequel il succombe : désistement, preuves insuffisantes, défaut des formalités prescrites. (Art. 247 du Code de procédure civile.)

« Le demandeur en faux qui succombera sera condamné à une amende qui ne pourra être moindre de 300 francs, et à tels dommages-intérêts qu'il appartiendra. »

Cette amende est applicable aussi bien au cas où l'inscription est incidente à un procès criminel ou correctionnel qu'à celui où elle est incidente à un procès civil ¹.

En matière forestière et en matière de pêche fluviale, l'inscription de faux dirigée contre un procès-verbal d'où peut résulter sa culpabilité, peut profiter aux autres prévenus qui se trouvent désignés dans ce même procès-verbal.

En effet, on lit dans les articles 181 du Code forestier et 58 de la loi du 15 avril 1829 : « Lorsqu'un procès-verbal sera rédigé contre plusieurs prévenus et qu'un ou plusieurs d'entre eux seulement s'inscriront en faux, le procès-verbal continuera de faire foi à l'égard des autres, à moins que le fait sur lequel portera l'inscription de faux ne soit indivisible et commun aux autres prévenus. »

Lorsqu'un fait est indivisible, il serait en effet monstrueux de voir des prévenus condamnés sur la foi d'un procès-verbal déclaré faux. C'est cette pensée qui a dirigé le législateur lorsqu'il a rédigé ces articles.

1. Rouen 3 juin 1841 (D. P. 42. 2. 38). — Cass. 8 fév. 1845 (B, 39).

B. — Procédure ordinaire de l'inscription de faux.

Pour les autres procès-verbaux, c'est-à-dire pour les procès-verbaux des agents ou préposés en matière de pêche et de navigation maritimes, des portiers concierges, la loi n'a pas réglé les formes auxquelles l'inscription de faux est assujettie ¹.

Il faut donc, en ce qui les concerne, suivre les règles générales de l'inscription de faux ².

Ici, l'inscrivant n'est pas tenu d'intervenir dans un délai déterminé, et, lorsqu'il a gardé le silence en première instance, il est recevable à user de la voie de l'inscription de faux en appel ³. Mais il doit faire précéder sa déclaration d'inscription de faux d'une sommation à la partie poursuivante de déclarer si elle entend ou non se servir du procès-verbal, avec déclaration que, dans le cas où elle s'en servirait, il s'inscrira en faux ⁴.

Si celui qui reçoit la sommation renonce à faire usage du procès-verbal, ce procès-verbal

1. Voyez *supra* : question controversée en ce qui concerne les employés de l'octroi.

2. Code de procédure au titre du faux incident, art. 214 et suiv., et Code d'instruct. crim., art. 448 et suiv.

3. MANGIN, *Traité des Procès-verbaux*, n° 223. — Cass., 29 août 1811.

4. Article 458 du Code d'instruction criminelle, art. 215 du Code de procédure civile.

est rejeté du procès. De même, si le poursuivant ne fait aucune déclaration dans la huitaine de la sommation.

Ce délai de huitaine, accordé par l'article 216 du Code de procédure civile, n'est pas prescrit à peine de déchéance : le poursuivant peut faire sa réponse à la sommation tant que le prévenu ne se sera pas pourvu à l'audience pour faire rejeter la pièce ¹.

Si le poursuivant déclare qu'il veut se servir du procès-verbal, voici ce que le prévenu doit faire, d'après l'article 218 du Code de procédure civile : « Le prévenu déclarera, par acte au greffe, signé de lui ou de son fondé de pouvoir spécial et authentique, qu'il entend s'inscrire en faux ; il poursuivra l'audience sur un simple acte, à l'effet de faire admettre l'inscription et de faire nommer le commissaire devant lequel elle sera poursuivie. »

Le tribunal doit donner acte de l'admission de faux et nommer ce commissaire.

Puis le poursuivant sera tenu de remettre la pièce arguée de faux, au greffe, dans les trois jours de la signification du jugement qui aura admis l'inscription et nommé le commissaire, et de signifier l'acte de mise au greffe dans les trois jours suivants ².

1. MANGIN, p. 373.

2. Article 219 Code de procédure civile. -- Ces délais ne sont pas de rigueur : V. MANGIN, *Traité des Procès-verbaux*, n° 223, p. 375.

Trois jours après cette signification, il sera dressé procès-verbal de l'état de la pièce ¹.

Dans les huit jours de cet acte, le prévenu sera tenu de signifier à la partie poursuivante ses moyens de faux, lesquels, dit l'article 229 du Code de procédure civile, « contiendront les faits, circonstances et preuves par lesquels il prétend établir le faux ou la falsification ; sinon le défendeur pourra se pourvoir à l'audience pour faire ordonner, *s'il y échet*, que le demandeur demeurera déchu de son inscription de faux. »

Mangin voit dans ces mots *s'il y échet* la faculté donnée aux juges d'apprécier les circonstances qui ont pu empêcher le prévenu de signifier ses moyens de faux dans ce délai, et il en conclut que le délai de huit jours fixé par cet article n'est pas de rigueur.

Dans les huit jours de la signification des moyens de faux, le défendeur est tenu de répondre par écrit ; sinon le demandeur pourra se pourvoir à l'audience pour faire statuer sur le rejet de la pièce ² ; et, d'après l'article 231 du Code de procédure civile, trois jours après ces réponses, la partie la plus diligente poursuit l'audience pour faire statuer sur les moyens de faux.

1. Art. 227 et 228 du Code de procédure civ.

2. Art. 230 du Code de procédure civ.

Si le tribunal déclare les moyens de faux pertinents et admissibles, il les énonce dans le dispositif du jugement ¹.

Mais il ne doit pas procéder à l'instruction sur le faux ; autrement il commettrait un excès de pouvoir ². Du reste, l'article 460 du Code d'instruction criminelle porte : « Si la partie qui a argué de faux la pièce soutient que celui qui l'a produite est l'auteur ou le complice du faux, ou s'il résulte de la procédure que l'auteur ou le complice du faux soit vivant, et la poursuite du crime non éteinte par la prescription, l'accusation sera suivie criminellement dans les formes ci-dessus prescrites. Si le procès est engagé au civil, il sera sursis au jugement, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux. — S'il s'agit de crimes, délits ou contraventions, la Cour ou le Tribunal saisi est tenu de décider préalablement, et après avoir entendu l'officier chargé du ministère public, s'il y a lieu ou non à surseoir. »

Ainsi la procédure doit prendre le caractère d'une plainte en faux principal, à moins que les rélacteurs du procès-verbal ou leurs complices ne soient tous décédés. C'est le procureur qui se trouve saisi et qui poursuit ³.

1. Art. 223 du Code de procédure civ.

2. Cass., 6 janv. 1809 J. P., tome XII, p. 300).

3. MANGIN. *Traité de procès-verbaux* p. 379. — Cass. 26 mars 1818 B. 35 p. 105. — Cass 9 août 1822 B. 108. — Cass. 31 janvier 1823. (B.48.)

Comme dans les cas examinés plus haut sous le titre de « procédure spéciale de l'inscription de faux, » lorsque le demandeur en faux ou l'inscrivant succombe, on lui fait application des art. 246 et 247 du C. de pr. civ. ; c'est-à-dire qu'il doit être condamné à une amende qui ne peut être inférieure à 300 francs et à tels dommages intérêts qu'il appartiendra.

— Nous avons vu qu'en matières de pêche fluviale et de forêts, lorsqu'un procès-verbal est rédigé contre plusieurs prévenus, l'inscription de faux formée par l'un ou quelques-uns d'eux seulement, profite aux autres, à condition qu'elle porte sur un fait *indivisible*¹ et commun à tous.

La question se pose de savoir si ce principe édicté par les articles 181 du Code forestier et 58 de la loi sur la pêche fluviale, principe qui n'est consacré ni dans la loi du 9 floréal an VII ni dans le décret du 1^{er} germinal an XIII, doit quand même s'étendre aux procès-verbaux constatant les infractions aux lois sur les douanes et les contributions indirectes, et à ceux qui interviennent dans les autres matières.

1. On ne peut définir cette expression *matière indivisible*. Le mot *indivisible* n'a pas besoin d'être expliqué. On ne peut que donner des exemples de faits indivisibles. En voici deux cités par Mangin : 1^o allégation de l'alibi des gardes rédacteurs du procès-verbal ; 2^o admission d'une formalité acquise pour la validité du procès-verbal en lui-même. V. MANGIN. *Traité de procès-verbaux* p. 408. *in fine*.

Des auteurs éminents ont soutenu la négative.

Suivant eux, aucun texte ne permettrait l'application de ce principe en dehors des cas prévus par les deux articles que nous venons de citer, aucune procédure, quelle qu'elle soit, ne pouvant profiter aux personnes qui y sont étrangères. Comme le fait remarquer Mangin ¹, le principe favorable du Code forestier et de la loi sur la pêche fluviale « est une exception à la règle générale qui ne permet de suspendre les effets des procès-verbaux et d'en contredire les énonciations qu'en usant de la voie de l'inscription de faux ; cette exception doit donc se renfermer dans la matière pour laquelle elle a été introduite ; à la vérité il n'y avait pas plus de raisons en matière de procès-verbaux constatant des délits forestiers ou de pêche, que pour les procès-verbaux en matière de douanes ou de contributions indirectes, et l'on doit la considérer comme un perfectionnement dans la législation ; mais, tant que cette amélioration ne sera pas étendue à toute la législation sur les procès-verbaux, il faudra bien exécuter telles qu'elles sont les lois qui ne l'ont pas reçue ». Et lorsqu'on fait observer

1. MANGIN *Traité des procès-verbaux* n° 43. Voyez aussi BONNIER *Traité des preuves* p. 534 et 535. « Il nous paraît difficile, dit BONNIER d'étendre à d'autres matières la disposition favorable mais exceptionnelle du Code forestier et de la loi sur la pêche fluviale ».

à Mangin qu'il est inique de voir un procès-verbal déclaré faux, et cependant des prévenus condamnés à l'amende ou à la prison sur la foi de ce procès-verbal, il répond seulement : « que quand il existe des voies légales pour attaquer un acte, c'est à ceux qui ne les ont pas prises à s'imputer leur négligence ».

Pour notre part, nous considérons que ce principe doit, au contraire, dominer toute la matière des procès-verbaux.

Sans doute les lois spéciales ne l'ont pas édicté ; mais on doit l'étendre par analogie aux matières qu'elles régissent. « Ce principe, comme le fait justement remarquer Dalloz¹ n'appartient pas plus au droit spécial dans lequel il a été écrit que l'article 182 du même Code forestier qui détermine les formes à suivre pour l'instruction et le jugement des questions préjudicielles de propriété ».

Du reste, comment pourrait-on raisonnablement faire une distinction entre les prévenus d'un fait commun à tous et indivisible, punir les uns et absoudre les autres ? Cela pourrait mener à des résultats injustes.

Voici comment Faustin Hélie² qui réfute la thèse de Mangin s'exprime à ce sujet : « Il ne

1. DALLOZ (Répertoire n° 209) au mot *Procès-Verbal*.

2. FAUSTIN HÉLIE (*Traité d'inst. crim.*), p. 452 du tome III.

s'agit pas d'attaquer le procès-verbal par une autre voie que par l'inscription de faux¹ ; il s'agit uniquement de régler les effets de cette inscription. Or, lorsqu'elle a pour résultat de détruire le procès-verbal en prouvant l'omission d'une formalité requise pour sa validité, ou de détruire la contravention elle-même en prouvant la fausseté des faits qui la constituent, est-il possible d'opposer encore aux prévenus qui ne se sont pas inscrits un procès-verbal radicalement nul, ou de leur appliquer une peine à raison d'une contravention qui n'existe pas ? Comment diviser un moyen de défense qui est de sa nature indivisible, puisqu'il attaque la base même de l'action ? Comment diviser une nullité qui fait tomber le procès-verbal, un fait qui, à l'égard de tous, cesse d'être punissable ? Il est vrai qu'une seule des législations spéciales étend ce moyen de défense à tous les prévenus ; mais faut-il donc induire de là que la même règle n'est plus applicable dans les autres ? Cette règle n'appartient-elle pas au droit commun ? Et, dès lors, ne suffit-il pas que ces lois spéciales n'y aient pas dérogé pour qu'elle doive s'appliquer aux matières qui en font l'objet

1. FAUSTIN HÉLIE répond à l'objection de Mangin relatée plus haut : « Ce principe me paraît une exception à la règle générale qui ne permet de suspendre les effets des procès-verbaux et d'en contredire les énonciations qu'en usant de la voie de l'inscription de faux ».

aussi bien qu'à toutes les autres ? La loi forestière n'eût pas rappelé cette règle qu'elle n'aurait pas moins régi la matière des délits forestiers ; car c'est la raison elle-même qui veut que le fait justificatif s'étende à tous les prévenus, et non pas seulement à celui qui l'invoque, lorsque ce fait a pour effet, soit d'abolir le délit lui-même, soit d'anéantir l'action ».

La jurisprudence est en ce sens ¹.

SECTION II.

Des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Les procès-verbaux qui font foi jusqu'à inscription de faux sont nettement déterminés par la loi, et ne font foi jusqu'à inscription de faux que ceux auxquels ce privilège a été formellement accordé.

En ce qui concerne les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, et ce sont les plus nombreux, la loi ne s'est pas toujours aussi bien expliquée.

1. DALLOZ (Répertoire au mot *procès-verbal*) n° 209, analyse un arrêt de la Cour de cassation du 5 novembre 1835, qui a décidé « que lorsqu'un procès-verbal de douanes a été annulé comme faux, sur l'inscription de l'une des parties, dans la constatation du fait même qui constitue la contravention, il doit être annulé à l'égard de tous les prévenus, et non pas seulement à l'égard de celui qui se serait seul inscrit en faux ». Voyez DALLOZ, (supplément au répertoire). V. de l'inscription de faux contre les procès-verbaux, n° 213.

Mais on peut dire qu'un procès-verbal, ne faisant pas foi jusqu'à inscription de faux, dressé par un agent assermenté ayant qualité pour constater l'infraction signalée, fait foi jusqu'à preuve contraire. L'art. 154 du Code d'instruction criminelle porte en effet : « Quant aux procès-verbaux et rapports faits par les agents, préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'être crus jusqu'à inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre. »

§ 1^{er}.

FONCTIONNAIRES, PRÉPOSÉS, AGENTS, DONT LES PROCÈS-VERBAUX FONT
FOI JUSQU'À PREUVE CONTRAIRE, OU PROCÈS-VERBAUX FAISANT
FOI JUSQU'À PREUVE CONTRAIRE.

Nous devons indiquer brièvement quels sont les fonctionnaires, préposés et agents dont les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire :

Gardes champêtres ¹. Ils constatent les délits

1. Loi du 30 avril 1790, art. 10 ; Code d'inst. crim., art. 154. — Crim. Cass, 9 fév. 1815, 27 déc. 1832 (Dall., Répré, v^o *Procès-verbal* n^o 253). — Décret des 16 sept. 6 oct. 1791, titre 1^{er}, sect. VII, et art. 1^{er}, titre 2).

de pêche fluviale ¹, de chasse ², de roulage et de messageries publiques ³.

Gardes des particuliers ⁴.

Gardes et agents forestiers, lorsque leurs rapports sont dressés par un seul agent ou garde, et que le fait est passible d'une condamnation pécuniaire de plus de 100 francs ⁵, ou lorsque le délit constaté est passible d'une peine d'emprisonnement.

Les articles 54 et 55 de la loi du 15 avril 1829 donnent à ces gardes ou agents le pouvoir de verbaliser en matière de pêche fluviale, et, lorsque les délits qu'ils constatent entraînent une condamnation supérieure à 50 francs tant pour amende que pour dommages-intérêts,

1. Loi du 15 avril 1829, art. 36.

2. Art. 22 loi du 3 mai 1844.

3. Loi du 30 mai 1831, art. 15. — Le Code rural, titre 1^{er}, sect. 7, art. 6, n'accordait foi jusqu'à preuve contraire aux procès-verbaux des gardes champêtres que lorsque les faits constatés ne donnaient lieu qu'à des réparations pécuniaires. L'art. 134 du Code d'instruction criminelle, par la généralité des termes qu'il emploie, a étendu cette autorité à toutes les infractions de la compétence des gardes champêtres.

Les gardes champêtres sont sans qualité pour dresser une contravention de tapage nocturne. Un jugement qui se baserait sur un procès-verbal de garde champêtre pour condamner un individu prévenu de tapage nocturne serait nul. — Cass. 13 déc. 1890 (S. 91. 4. 96).

4. Code forestier, art. 188 et 117 ; art. 65 et 66 de la loi du 15 avril 1829. Voyez *supra*, ch. v, section 1, § 1^{er}, p. 175 et 176.

5. Art. 177 du Code forestier. — Cela est une nouvelle exception au principe que la force probante du procès-verbal est déterminée par le caractère plus ou moins fugitif de l'infraction qu'il constate.

leurs procès-verbaux ne font foi que jusqu'à preuve contraire.

L'art. 223 de la loi du 28 avril 1816 dit que les préposés forestiers pourront constater la vente des tabacs en contravention à l'article 172 de la même loi, le colportage, les circulations illégales et généralement les fraudes sur les tabacs.

L'article 22 de la loi du 3 mai 1844 donne aux procès-verbaux des gardes forestiers en matière de chasse le pouvoir de faire foi jusqu'à preuve contraire.

Enfin, ces gardes ou agents verbalisent avec la même autorité en matière de police du roulage et de messageries publiques ¹.

Garde-vente ou *facteur* agréé par l'agent forestier local, et qui est assermenté devant le juge de paix, dressera des procès-verbaux tant dans la vente qu'à l'ouïe de la cognée. Ses procès-verbaux sont soumis aux mêmes formalités que ceux des gardes forestiers, et font foi jusqu'à preuve contraire.

L'espace appelé ouïe de la cognée est fixé à la distance de deux cent cinquante mètres à partir des limites de la coupe ².

1. Loi du 18 mars 1806, art. 10 à 13. — Les procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire en matière forestière sont énumérés dans DALLOZ, *Code forestier annoté*, art. 178, n^{os} 6 et suiv.

2. Art. 31 du Code forestier.

Maires et adjoints, commissaires de police¹ et gendarmerie². — Les procès-verbaux des maires et adjoints sont soumis aux mêmes règles que ceux des commissaires de police, et il leur est dû la même foi³. Du reste, les maires remplacent les commissaires de police, en cas d'empêchement de ceux-ci⁴.

Les commissaires de police constatent les délits en matière de garantie des ouvrages d'or et d'argent commis par les marchands ambulants⁵, en matière de grande voirie⁶, de pêche

1. Cass. 2 avril 1887 (Gaz. pal. 87. 340). — Libourne, 7 janv. 1887. *Rec. de Bordeaux*, 41. 2. 1887). — Cass. 20 janv. 1888 (Gaz. pal. 88 243, ou Sirey 88. 1. 392). — Cass. 11 fév. 1887 (Pand. fr. 1881. 1. 279).

Les maires et adjoints font des procès-verbaux valant jusqu'à preuve contraire en matière forestière. (Dall. *Code crim. annoté*, art. 9, 11, 154, 160, n° 83. Dall. J. G. *Procès-verbal*, 558.

2. Art. 154 C. inst. crim. — Voyez : Sirey v° *Procès-verbal* (Tables); — Cass. 20 juillet 1883. (S. 83. 1. 335; 6 mars 1884 (Gaz. pal. 82. 2. 410; — 3 janv. 1885 (Gaz. pal. 83. 1. 173).

3. 5 mars 1818 (B. 28). — 15 juillet 1820. (B. 102). — 25 avril 1834 (B. 123). V. : Code d'inst. crim., art. 11; — ord. du 17 juillet 1828, art. 39; — ordonn. 17 av. 1829, art. 28 à 31.

4. MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, n° 69.

5. Art. 92 de la loi du 19 brumaire an VI.

En matière de garantie des ouvrages d'or et d'argent, il est de règle que les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux. L'exception que nous signalons ici fait donc échec au principe qui veut que ce soit la matière dans laquelle interviennent les procès-verbaux qui détermine leur force probante, et non la personnalité des rédacteurs de ces procès-verbaux.

6. Loi du 30 mai 1831, art. 15. — L'art. 1^{er} de la loi du 9 floréal an X a formulé une règle générale : « Les contraventions en matière de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumiers ou d'autres objets et toutes espèces de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien, sur les canaux, fleuves et rivières

fluviale ¹, de dépôts illégaux de poudre à tirer ², de police de la chasse ³, etc..... L'art. 11 du Code d'instruction criminelle précise la nature de leurs fonctions.

Les officiers de gendarmerie, en leur qualité d'officiers de police auxiliaire, ont une compétence générale pour la constatation des délits flagrants ⁴.

Les gendarmes, brigadiers et sous-officiers recherchent les délits qui sont prévus par les art. 275 à 325 du décret du 1^{er} mars 1854 et, en outre, la fraude sur les tabacs et les cartes à jouer ⁵, les dépôts de poudres à feu ⁶, le roulage, etc.....

navigables, leurs chemins de halage, francs-bords, fossés et ouvrages d'art, seront constatées, réprimées et poursuivies par voie administrative ». (V. art. 4 de la loi : « Il sera statué définitivement en conseil de préfecture. ») Ces contraventions qui, d'après l'art. 2 de la loi, sont constatées « concurremment par les maires et adjoints, ingénieurs des ponts et chaussées, leurs conducteurs, les agents de la navigation, les commissaires de police, et la gendarmerie » ne sont pas énumérées limitativement par l'art. 1^{er}. Ainsi, l'infraction à un arrêté préfectoral interdisant de faire circuler des bêtes de somme dans les contre-allées et sur les trottoirs des voies de communication départementales, est de la compétence du conseil de préfecture. (Cass. 13 janv. 1887, D. 87. 1. 416 et note. — Voyez : *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, LEBON et PANHARD, v^o *Grande voirie*.)

1. Loi du 15 avril 1829, art. 36, 38 et suiv.

2. Décret du 16 mars 1813, art. 5; ord. du 17 nov. 1819, art. 1^{er}.

3. Loi du 3 mai 1844, art. 22. — Cass. 20 janv. 1888 (S. 88. 3. 392). — *Sic.* : T. G., n^o 62 et 3^e T. D. II. 6.

4. Art. 238, 249 et suiv. du décret du 1^{er} mars 1854.

5. Loi du 28 avril 1816, art. 223, 169.

C'est encore une exception à la règle que les procès-verbaux ont reçu une force probante différente d'après le caractère plus ou moins fugitif de l'infraction qu'ils constatent.

6. Décret du 16 mars 1813, art. 5; ord. du 17 nov. 1819, art. 1^{er}.

Un gendarme peut verbaliser seul, et son procès-verbal est toujours valable ¹.

Les *juges de paix* et les *juges d'instruction*, en cas de flagrant délit, dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire ².

Le *procureur de la République*, les *substituts* et *juges suppléants* sont, en cas de crimes ou de délits flagrants, et lorsque le juge d'instruction n'est pas présent, les officiers de police judiciaire de l'arrondissement ³.

Le *procureur général*. Les articles 483 et 484 du Code d'instruction criminelle ne lui donnent le droit de remplir les fonctions d'officier de police judiciaire que dans le cas où un officier de police judiciaire, un membre de tribunal correctionnel ou de première instance, ou un officier chargé du ministère public près de l'un de ces juges ou tribunaux, seront prévenus d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave. En cas d'empê-

1. Art. 489 décret du 1^{er} mars 1854.

2. Art. 9, 48, 49, 51, 59, 60 Cod. d'inst. criminelle.

3. V. BERRIAT SAINT-PRIX, Ch. VII, *De l'instruction à l'audience*, nos 78 et suiv.

chement, il est remplacé par les *avocats généraux et substitués* ¹.

Les *préfets des départements* et le *préfet de police à Paris* peuvent faire personnellement, ou requérir les officiers de la police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 du Code d'instruction criminelle ².

La question se pose de savoir si ce droit comprend même les délits non flagrants.

Faustin Hélie pense que l'esprit de l'article 10 et les discussions qui l'ont préparé commandent de faire cette distinction : « Car, ce qui a fait donner aux préfets le pouvoir de constater les délits, c'est la crainte de laisser échapper des coupables. Si le délit n'est pas flagrant, il y a moins d'urgence, et le préfet peut se borner à dresser procès-verbal et à le dénoncer au ministère public. »

Du reste, les préfets ne sont pas officiers de la police judiciaire, et, dans les travaux préparatoires, on voit qu'après discussion, Treillard consentit « à ce qu'on retranche les préfets de

1. Art. 484 Code d'instruction criminelle.

2. Art. 10 du Code d'instruction criminelle.

la nomenclature des officiers de police judiciaire, pourvu qu'on leur en donne les fonctions. » Il ajouta : « Le préfet n'agit que dans des occasions très rares, lorsqu'ayant, par exemple, surpris des conjurés, il dresse procès-verbal, interroge, entend les témoins, et livre les prévenus aux tribunaux. » Faustin Hélie conclut de là que c'est le flagrant délit seul que la loi a déferé au préfet ¹.

Nous pensons, au contraire, avec Mangin, que, dans les cas où les préfets ont le droit d'intervenir dans la police judiciaire, ils peuvent agir, qu'il s'agisse d'un délit flagrant ou non ; car l'article 10 du Code d'instruction criminelle n'établit à cet égard aucune distinction ².

Le président du conseil général. Il dresse procès-verbal des crimes ou délits commis dans l'assemblée dont il a seul la police ³.

En matière sanitaire. — L'article 17 de la loi du 3 mars 1822 dit « Les membres des autorités sanitaires exerceront les fonctions d'officiers de police judiciaire exclusivement, et pour tous crimes, délits et contraventions, dans l'enceinte

1. FAUSTIN HÉLIE, *Instruction criminelle*, tome IV, p. 479 et suiv., 483 et suiv.

2. MANGIN, p. 131, 132.

3. Art. 29 de la loi des 10-29 août 1871.

et les parloirs des lazarets et autres lieux réservés. Dans les autres parties du ressort de ces autorités, ils exerceront concurremment avec les officiers ordinaires pour les crimes, délits et contraventions en matière sanitaire. »

Les *employés des contributions indirectes*. — L'art. 1^{er} du décret du 18 août, relatif au mode de constater les contraventions en matière de grande voirie, de poids des voitures et de police sur le roulage, leur donne le droit de dresser procès-verbal.

Ils dressent aussi des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire en matière de messageries publiques ¹.

Le § 1^{er} de l'art. 4 de la loi du 3 mai 1844 interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise. Les employés des contributions indirectes constatent ces délits ².

La loi du 3 novembre 1896, complétant le décret du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères, dit que

1. Art. 15 loi du 30 mai 1851.— V. Gaz. pal. R^{te}, v^o *Impôts indirects*, n^{os} 1302 à 1319.

2. Art. 23 de la loi du 3 mai 1844.

En matière de contributions indirectes, un procès-verbal dressé par un seul agent des contributions indirectes fait seulement foi jusqu'à preuve contraire. — Cass., 24 janv. 1889 (Pand. fr. 1889. 1. 460).

l'article 135 du Code pénal est applicable à la circulation en dehors du rayon frontière des monnaies de billon n'ayant pas cours légal en France, quand elles ne sont pas accompagnées d'une expédition délivrée par le service des douanes et des contributions indirectes. Elle donne aux employés des contributions indirectes le droit de constater par procès-verbaux les infractions à cette règle, concurremment avec tous les officiers de police judiciaire ¹.

Les *employés de l'octroi* ont les mêmes pouvoirs que ceux des contributions indirectes.

De plus, ils ont qualité pour constater le transport illégal des lettres. En cela, ils ont les mêmes pouvoirs que les agents de l'administration des postes ².

Les *préposés des douanes* dressent des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire seulement, en matière de saisie de tissus de fabrique étrangère prohibés ³ et des transports et ventes frauduleux de tabacs ⁴.

1. Crim. rejet., 26 déc. 1895 (D. 96. 2. 95).

2. Art. 3 de l'arrêté du 27 prairial an IX. — Cass. ch. réun., 7 nov 1836 (Pand. fr., ch. 11. 1. 173).

3. Loi du 28 avril 1816, art. 59 et suiv.

Dans leur service ordinaire, ainsi que nous l'avons vu, les préposés des douanes dressent des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux.

4. Loi du 28 avril 1816, art. 223.

Les vérificateurs des poids et mesures constatent les contraventions prévues par les lois et règlements concernant le système métrique des poids et mesures. L'article 7 de la loi du 4 juillet 1837 qui leur donne ce pouvoir, porte expressément que leurs procès-verbaux feront foi en justice jusqu'à preuve contraire ¹.

Dans la nomenclature qu'il donne des agents pouvant verbaliser en matière de police du roulage et de messageries publiques, l'art. 15 de la loi du 30 mai 1851 mentionne les employés des poids et mesures.

Les ingénieurs des mines, conducteurs, élèves conducteurs et garde-mines ² assermentés devant les tribunaux constatent par leurs procès-verbaux les accidents survenus dans une mine, minière, usine et ateliers qui en dépendent, soit par éboulement, par inondation, par le feu, par asphyxie, par rupture des machines, engins, câbles, chaînes, paniers, soit par émanations nuisibles, soit par toute autre cause, et qui auraient occasionné la mort ou des blessures graves ³.

L'article 47 de la loi du 21 avril 1810 porte :

1. Voyez décret du 26 févr. 1873, décret du 4^{er} mai 1891.

2. Loi du 21 avril 1810, art. 93. Décret du 3 janvier 1813, art. 43.

3. Articles 41 et suivants de la loi du 3 janvier 1813 ; art. 21 même loi ; loi du 26 mars 1843.

« Les ingénieurs des mines exerceront sous les ordres du ministre de l'intérieur et des préfets une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol ».

L'article 12 de la loi du 15 juillet 1845 donne aux ingénieurs des mines, aux conducteurs, garde-mines et piqueurs dûment assermentés le droit de dresser procès-verbal des contraventions de voirie commises par les concessionnaires ou fermiers de chemins de fer.

En matière de conservation de chemins de fer et de mesures relatives à la sûreté de la circulation sur les chemins de fer, l'art. 23 de la même loi donne aux mêmes personnes le droit de verbaliser. Cet article ajoute que leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

Les ingénieurs des ponts et chaussées et leurs conducteurs. — Ils constatent les contraventions en matière de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumiers ou autres objets, détériorations sur les grandes routes, etc....⁴

Les articles 12 et 23 de la loi du 15 juillet 1845 leur donne en matière de chemins de fer le même pouvoir qu'aux ingénieurs des mines.

4. Art. 1 et 2 de la loi du 29 floréal an X. Décret du 16 décembre 1811 art. 112 et suiv. V. *infra* chemins de fer.

Les *piqueurs des ponts et chaussées* et *cantonniers chefs*, commissionnés et assermentés à cet effet, constatent les délits de grande voirie¹.

Les *agents voyers*². Les articles 10 à 13 de la loi du 18 mars 1806 les chargent plus spécialement de constater les délits concernant la police du roulage et des messageries publiques.

Les *commissaires voyers de la ville de Paris* ont le pouvoir de constater les contraventions commises dans les matières spéciales rentrant dans leurs attributions, notamment les contraventions aux décrets des 26 mars 1852 et 29 juillet 1884, sur la hauteur des bâtiments et les dimensions des cours intérieures. Leurs procès-verbaux font foi en justice jusqu'à preuve contraire³.

Les *cantonniers*. Ils constatent avec les piqueurs assermentés les délits de grande voirie, du roulage et des messageries publiques⁴.

Police du roulage et des messageries publiques.

1. Loi du 23 Mars 1842, relative à la police de la grande voirie. article 2.

2. Loi du 21 mai 1836, art. 11.

3. Cass., 8 déc. 1888 (*Gas. Pal.*, 89. 1. 45; S. 90. 1. 494).

4. Décret du 16 déc. 1811, art. 47; Loi du 23 mai 1842, art. 2; loi du 30 mai 1851, art. 45 et 48.

— Voici comment s'exprime à ce sujet l'article 15 de la loi du 30 mai 1851, que nous avons eu plusieurs fois l'occasion de citer : « Sont principalement chargés de constater les contraventions et délits prévus par la présente loi : les conducteurs, agents voyers, cantonniers chefs et autres employés du service des ponts et chaussées ou des chemins vicinaux de grande communication commissionnés à cet effet, les gendarmes, les gardes champêtres, les employés des contributions indirectes, agents forestiers ou des douanes, et employés des poids et mesures ayant droit de verbaliser, et les employés des octrois ayant le même droit. Peuvent également constater les contraventions et les délits prévus par la présente loi : les maires et adjoints, les commissaires et agents assermentés de police, les ingénieurs des ponts et chaussées, les officiers et sous-officiers de gendarmerie, et toute personne commissionnée par l'autorité départementale pour la surveillance et l'entretien des voies de communication. — Les dommages prévus à l'article 9¹ sont constatés, pour les routes nationales et départementales, par les ingénieurs, conducteurs et autres employés des ponts et chaussées commissionnés à cet

1. Dommage quelconque causé à une route ou à ses dépendances par la faute, la négligence ou l'imprudence du conducteur.

effet, et, pour les chemins vicinaux de grande communication, par les agents voyers, sans préjudice du droit réservé à tous les fonctionnaires et agents mentionnés au présent article de dresser procès-verbal du fait de dégradation qui aurait lieu en leur présence. Les procès-verbaux dressés en vertu du présent article font foi jusqu'à preuve contraire. »

Les *directeurs, contrôleurs et inspecteurs des postes* constatent les contraventions à l'arrêté du 27 prairial an IX, et à celui du 7 fructidor an VI, concernant le transport des lettres et journaux par toute autre voie que celle de la poste ¹.

Lignes télégraphiques. — L'article 10 du décret du 27 décembre 1851 porte : « Les crimes, délits ou contraventions prévus dans la présente loi, pourront être constatés par les procès-verbaux dressés concurremment par les *officiers de police judiciaire*, les *commissaires et sous-commissaires* préposés à la surveillance des chemins de fer, les *inspecteurs des lignes télégraphiques*, les *agents de surveillance* nommés ou agréés par l'administration et dûment

1. Article 3 de l'arrêté du 27 fructidor an IX.— Cet article vise aussi comme nous l'avons vu, les employés des douanes et de la gendarmerie.

assermentés. Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire ».

Chemins de fer. — Les articles 1 et 3 de la loi du 27 février 1850 s'expriment ainsi : « Les commissaires et sous-commissaires spécialement préposés à la surveillance des chemins de fer..... ont, pour la constatation des crimes, délits et contraventions commis dans l'enceinte des chemins de fer et de leurs dépendances, les pouvoirs d'officiers de police judiciaire ».

Les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, les garde-mines, les agents de surveillance et les gardes nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés, ont reçu de la loi la même mission et l'article 23 de la loi du 15 juillet 1845 reconnaît formellement aux procès-verbaux dressés par ces agents force probante jusqu'à preuve contraire.

Les gardes du commerce. — Le décret du 14 mars 1808, concernant les gardes du commerce, leur donne le droit de constater par procès-verbal les cas de rébellion prévus par l'art. 785 du Code de procédure civile.

Fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. — Des inspecteurs

nommés par le gouvernement ont la surveillance des fabriques de beurre et d'oléo-margarine. Aux termes de l'article 6 de la loi du 16 avril 1897, « ils veillent sur la fabrication, sur les entrées des matières premières, sur la qualité de celles-ci, et sur les sorties de margarine et d'oléo-margarine. » En cas de fraude constatée, procès-verbal est dressé par eux ¹.

Les *gardes d'écluses et de halage des chaussées et des digues* ², les *garde-pêche* de l'état. Le procès-verbal de ces derniers fait foi jusqu'à preuve contraire seulement lorsque le délit entraîne une condamnation de plus de 50 francs tant pour amende que pour dommages-intérêts ³.

L'article 22 de la loi du 3 mai 1814 donne aux garde-pêche le pouvoir de constater, jusqu'à preuve contraire, les délits de chasse.

Les *garde-rivières* constatent par procès-

1. Art. 13 *in fine* loi du 16 avril 1897.

2. Loi du 28 floréal an X art. 12. Bull. 3^e série n° 1607. Les gardes éclusiers des canaux constatent les délits de pêche fluviale. Loi du 15 avril 1829 art. 36, 38 et suiv.

3. Art 54 de la loi du 15 avril 1829.

Exception au principe que le procès-verbal jouit d'une force probante plus ou moins grande suivant que le délit est plus ou moins fugitif. V. *supra*: Procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux. Pêche fluviale.

Les garde-pêche n'ont pas qualité pour dresser un procès-verbal en matière de grande voirie. (Cons. d'état). Rec. Lebon 1880. p. 424.

verbaux les contraventions à la police des cours d'eau et rivières non navigables ¹.

Les *capitaines, lieutenants et maîtres des ports maritimes*, pour les contraventions à la police des ports et rades de commerce et des quais et chantiers ² et pour le service des pilotes ³.

Les *officiers chefs des mouvements maritimes et les officiers directeurs du pilotage* constatent les délits qui interviennent dans le service des pilotes-lamaneurs ⁴.

Les *huissiers* dressent des procès-verbaux des insultes, outrages, rébellion dont ils sont l'objet dans l'exercice de leurs fonctions ⁵; de même, en ce qui concerne les détournements d'objets saisis ⁶, les procès-verbaux qu'ils dressent font foi jusqu'à preuve contraire.

Les *commissaires-priseurs* ont, d'après l'article 8 de l'ordonnance du 26 juin 1816, la police

1. Loi du 14 floréal an XI.

2. Ord. d'août 1681 liv. 4 titre 2 art. 2. Décret des 9-13 août 1791 titre 3. art. 1. 10, 15. Cass. 8 juin 1844. B. 204.

3. Décret du 12 déc. 1806. Art. 12. Bull. 4^e série. n^o 2074.

4. Décret du 12 décembre 1806, art. 12 et 50.

5. Code de procédure civile, art. 785, 555.

6. Art. 600 du Code de procédure civile. — Toulouse, 5 août 1896 (D. 96, 2, 95).

dans les ventes, et peuvent faire toutes réquisitions pour y maintenir l'ordre. On dit qu'il ressort de là le droit de constater par un procès-verbal les tumultes et voies de fait qui s'y passent.

On leur assimile les greffiers de paix et de police, les huissiers et les notaires, lorsqu'ils procèdent, en leur qualité, à une vente mobilière.

Tabacs.—L'art. 223 de la loi du 28 avril 1816¹ donne à tout employé assermenté la faculté de constater les fraudes sur les *tabacs*.

Les contraventions à l'article 5 de la loi du 26 décembre 1890, relatif aux droits à payer pour toute affiche inscrite dans un lieu public, sur les murs ou sur toile, sont constatées par les procès-verbaux des *préposés* de l'administration de l'*enregistrement* et des domaines, commissaires, gendarmes, gardes champêtres ou tous autres agents de la force publique².

Les *inspecteurs et inspectrices départementaux* du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont chargés d'assurer l'exécution de la loi du

1. Bull., 7^e série, n° 623.—Grenoble, 9 mars 1882 (S., 83, 2, 10^e).

2. Art. 5 et 7 du décret du 25 août 1832 portant règlement sur l'affichage.

9 septembre 1848 et de celle du 2 novembre 1892 ¹.

Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire ².

Enseignement. — Les procès-verbaux des inspecteurs des établissements d'enseignement primaire publics ne font pas foi jusqu'à inscription de faux. L'article 42 de la loi du 30 octobre 1886 ne leur donne pas cette force probante.

C'est une innovation.

En effet, aux termes de l'article 32 de la loi du 15 mars 1850, les inspecteurs généraux ou supérieurs des établissements d'instruction pu-

1. Loi du 2 nov. 1892, sect. VI, art. 1^{er}. — Ces agents ont été créés par cette loi, art. 17 à 20, et par la loi du 19 mai 1874, art. 16 (D. 74, 4, 48). Leurs procès-verbaux doivent être rédigés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet. (Art. 18 loi du 19 mai 1874 et art. 20 loi du 2 novembre 1892.) Conformément à la règle générale qui veut que le procès-verbal puisse être corroboré par l'agent rédacteur, ces agents peuvent être appelés devant les tribunaux chargés de la répression. Mais une circulaire du garde des sceaux, du 7 avril 1884, recommande aux parquets de ne les appeler qu'autant que leur déposition est indispensable.

2. Les inspecteurs et inspectrices départementaux verbalisent concurremment avec les agents de la police judiciaire. En effet, l'art. 20 de la loi du 2 nov. 1892, *in fine*, dit : « Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi. » Mais ici encore une circulaire du garde des sceaux, du 1^{er} mars 1876, recommande aux parquets de laisser toute initiative aux inspecteurs et inspectrices départementaux. — Ces fonctionnaires prêtent serment entre les mains du préfet du département où ils résident.

blique ou libre, et inspecteurs de l'enseignement primaire verbalisaient jusqu'à inscription de faux, lorsqu'ils constataient le refus du chef d'établissement primaire ou secondaire de se soumettre à la surveillance de l'État. Cet article a été abrogé par l'article 61 de la loi du 30 octobre 1886, avec du reste les articles comprenant les titres 1^{er} et 2 de la loi de 1850.

— Telle est, complète autant que possible, la liste des agents qui ont reçu de la loi le pouvoir de verbaliser jusqu'à preuve contraire ¹.

Du reste, on peut poser en règle générale que les fonctionnaires qui ont qualité pour dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, sont tous ceux auxquels la loi a conféré le pouvoir de verbaliser, mais sans leur donner le droit d'être crus jusqu'à inscription de faux ².

Il suit de là que, dès qu'une loi a donné à un fonctionnaire le droit de faire un procès-verbal, l'acte subsiste tant que la preuve contraire n'a pas été *offerte* et *produite*. « La déclaration des officiers publics, constatée dans

1. Il faut ajouter à cette liste les inspecteurs des omnibus à Paris, qui peuvent verbaliser sur les voies ferrées à traction de chevaux exploitées par les omnibus. — Cass., 22 janv. 1887 (S., 88, 1, 343).

2. C'est ce que nous avons dit en tête de cette section. Voyez *supra*.

leurs procès-verbaux, dit Faustin Hélie, constitue une preuve légale : cette preuve, tant qu'elle n'est pas attaquée et détruite par une autre preuve, non seulement est une base suffisante de la condamnation, mais elle lie même le juge, qui n'a le droit ni de la rejeter ni de s'en écarter ¹. »

§ 2.

PREUVE CONTRAIRE.

De même que nous avons étudié, en parlant de l'inscription de faux, la preuve qui est exigée pour faire tomber le procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux, — de même, en ce qui concerne les procès-verbaux valant jusqu'à preuve contraire, nous devons examiner en quoi consiste cette preuve contraire.

Tout d'abord, il convient de dire que c'est au prévenu de démontrer l'inexactitude ou la

1. Ainsi, en matière de simple police, la foi due à un procès-verbal régulier et faisant foi jusqu'à preuve contraire ne peut être détruite par la déclaration faite dans le jugement, que, sur les renseignements officieux pris spontanément par le juge, il a reconnu la non-existence de l'infraction. — Montpellier 1832 (D. 53, 2, 232 ; Dall., *Rép.^o v.^o Procès-verbal* n^o 174). — Voyez encore : Crim. Cass., 1^{er} juin 1844 (D. P. 45, 4, 431) ; — Cass., 15 juin 1844 (D. 45, 4, 432) ; — Cass., 14 juin 1849 (D. 49, 5, 330) ; — Cass., 10 fév. 1876 (D. 76, 1, 457) ; — Cass., 3 mai 1877 (D. 77, 1, 458) ; — Cass., 20 mai 1880 (D. 82, 1, 48). — Cass., 30 nov. 1888 (Bull. crim. n^o 347).

fausseté des faits qui lui sont reprochés ; c'est à lui de débattre le procès-verbal ¹.

Si le procès-verbal n'est pas attaqué par lui, les tribunaux, comme nous venons de le faire remarquer, condamnent forcément ². Ils ne peuvent ni demander un supplément de preuve, ni relaxer le prévenu.

Par conséquent, la partie poursuivante, tant que le prévenu n'attaque pas le procès-verbal, n'a rien à faire ; elle est sûre de gagner son procès.

Son rôle change dans le cas où le prévenu propose une exception ou quelque preuve con-

1. La jurisprudence est unanime en ce sens. La Cour de cassation a jugé, par exemple, que des individus contre lesquels un procès-verbal a été dressé pour séjour dans un cabaret au delà de l'heure réglementaire, ne peuvent, alors que sur ce point le procès-verbal n'a pas été débattu par la preuve contraire, être relaxés de la poursuite par le motif « qu'il était incontestable que l'horloge de la mairie se dérangeait depuis quelque temps d'une manière assez sensible, et que, par conséquent, le procès-verbal n'affirmait pas d'une façon certaine, l'heure du constat. (Cass., 21 fév. 1863 (D. P. 63, 5. 304).—Voyez encore : Crim. cass., 5 mars 1863 (D., 64. 5. 300).—Cr. cass., 19 nov. 1864. (D. 65. 5. 316);—Cass., 7 juin 1849. (D. 49. 5. 329);—Cass., 28 sept. 1844. (D. 45. 4. 431).— De même, il a été jugé que le tribunal, s'il n'y avait pas eu preuve contraire, ne pouvait refuser de reconnaître aux faits l'importance délictueuse que leur attribuait formellement le procès-verbal ; notamment, le jugement qui admet qu'un prévenu de tapage nocturne ne troublait pas la tranquillité des habitants, tandis que le procès-verbal constate qu'il criait à tue-tête, doit être annulé.—Cass., 14 mars 1850 (D. 50. 5. 438). — Cass., 15 av. 1853 (D. 53. 5. 439).—Cass., 28 déc. 1848, (D., 51. 5. 207). — Cass., 22 juin 1844, (D., 45, 4, 431). — Cass., 27 mars 1845, (D. 46. 4. 427).—Cass., 10 fév. 1848 (D., 48. 5. 306).

2. La Cour de cassation a jugé, en effet, que le juge ne peut relaxer le prévenu si la preuve contraire n'a pas été faite : 23 fév. et 25 août 1894. (D. 96. 1. 566).

traire. Alors elle doit elle-même répondre par une autre preuve et *corroborer le procès-verbal*. Par arrêt du 22 décembre 1831 ¹, la Cour de cassation a décidé : « Que, lorsqu'un procès-verbal fait foi jusqu'à preuve contraire, c'est d'abord au prévenu à combattre ces preuves et à corroborer le procès-verbal ; que le tribunal, en renvoyant le prévenu et en mettant à la charge de la partie poursuivante l'obligation de corroborer un procès-verbal par des preuves, sans que ce procès-verbal ait été combattu par des témoignages ou autres preuves offertes par les prévenus, a jugé contre le contenu du procès-verbal, sans preuve contraire, et a violé la foi qui lui était due. »

La Cour de cassation a annulé de nombreux jugements de renvoi du prévenu, parce qu'ils n'étaient pas rendus conformément à cette règle, et qu'ils étaient au contraire motivés :

Sur ce qu'il était de notoriété que les assertions d'un procès-verbal étaient fausses ² ;

Sur ce que le délit n'était pas suffisamment justifié ³ ;

1. Cass., 22 déc. 1831. *J. P.*, tome 24, p. 474. — Rapporté par FAUSTIN HÉLIE, tome 19, p. 426.

2. Crim. Cass., 24 juillet 1835. *J. G.*, DAL., *Procès-verbal*, 138. 3. — Cass., 22 juin 1844, (B. 234). — Cass., 28 mars 1862. (D. P., 66. 5. 268).

3. Cass., 26 janv. et 1^{er} avril 1826. (B. 18 et 60) ; 3 juin 1830 (B. 151) ; 15 juin 1844 (B. 213).

Sur de simples allégations du prévenu contraires au procès-verbal ¹;

Sur la force majeure, en opposition aux constatations du procès-verbal ² (si le prévenu n'a pas établi cette force majeure par un des moyens de preuve allégués par la loi);

Sur la bonne foi du prévenu ³;

Sur des renseignements officieusement fournis à l'audience ⁴;

Sur les notions personnelles que le juge prétendait avoir ⁵;

Sur l'examen que le juge aurait fait des lieux sans en donner connaissance aux parties ⁶;

Sur ce que l'infraction qui avait eu lieu ne devait pas être imputée au prévenu ⁷;

Sur le motif qu'un instrument (un galactomètre) à l'aide duquel un commissaire de police avait constaté le mélange d'un tiers d'eau

1. Cass., 23 déc. 1865 (B. 230) — 3 mars 1866, B. 57; 23 juillet 1866, D. 69. 5, 318; 20 déc. 1866, D. 66. 5, 382; 17 déc. 1869, D. 70. 1, 439; 27 nov. 1875, B. 335.; 15 mars 1883, B. 76; 23 oct. 1885, B. 276; 11 déc. 1885, B. 345; 24 fév. 1887, B. 73; 21 déc. 1888, B. 373; 21 fév. 1890, D. 91. 1, 47; 22 fév. 1890 et 18 juillet 1896, B. 456.

2. Cass., 22 nov. 1856, D. P. 56. 5, 367. — Cas., 4 déc. 1856, B. 57, 5. 265. — Cass., 28 avril 1865, D. 65. 1, 245. — 21 juin 1866, D. 66. 1, 415.

3. 19 juillet 1845, B. 236.

4. 25 sept. 1834, B. 317; 13 juin 1835, B. 239.

5. Cass., 24 juillet 1835, B. 303.

6. 25 mars 1843, B. 69.

7. 15 juillet 1820, B. 102.

avec du lait, n'était point un instrument infail-
liblé 1, etc., etc.

On le voit par ces exemples, non seulement
le juge doit exiger du prévenu des preuves con-
traires 2, mais il ne doit pas se contenter de
n'importe quelles preuves 3.

Sans doute, celles que nous venons d'énu-
mérer sont de nature à ébranler la foi due au
procès-verbal, en jetant quelque incertitude sur
les faits qu'il rapporte ; mais elles ne sont pas
assez fortes pour le détruire.

Quelles sont donc les preuves que le juge
doit exiger ?

L'article 154 du Code d'instruction crimi-
nelle nous répond : les procès-verbaux faisant
foi jusqu'à preuve contraire pourront être
débattus « par des preuves *soit écrites, soit*
testimoniales ».

Il faut des *preuves*. Les présomptions ne
sauraient suffire, et la Cour de cassation a

1. Cass., 11 sept. 1847, B. 224 ; 15 nov. 1844. D. P. 45. 4. 428.

2. Le procès-verbal d'un garde champêtre faisant foi jusqu'à preuve
contraire, le juge de simple police ne peut relaxer si cette preuve
n'est pas faite, notamment si le prévenu se borne à nier la contra-
vention sans produire aucun témoignage à l'appui de sa dénégation.
Cass., 20 nov. 1888. Pand. fr., 363. 4. 1889. — Cass., 14 déc. 1889.
Pand. fr., 319. 1. 1890. — Cass., 11 déc. 1885. *Journal de droit cri-
minel*, 1887, 58. — Voyez encore : Cass., 29 mars 1855 (D. 55. 1. 220) ;
3 nov. 1859 (D. 59. 5. 309) ; 10 av. 1856 (D. 57. 1. 25) ; 7 juin 1849 (D.
49. 5. 329) ; 28 sept. 1844 (D. 45. 4. 431) ; 3 mars 1863 (D. 64. 5.
300).

3. R^{re}, FERNAND LABORI, v° *Procès-verbal*, n° 40.

maintes fois décidé, notamment dans un arrêt du 5 janvier 1810 : « Que si une présomption de droit peut être détruite par la preuve positive d'un fait contraire à celui qu'elle suppose, elle ne peut du moins pas l'être par des présomptions non autorisées par la loi et purement arbitraires ¹ ». « La présomption de droit qui protège le procès-verbal, dit Faustin Hélie ², ne peut être renversée par une simple présomption de l'homme que la loi n'a pas reconnue ».

Les preuves qui sont admises pour combattre le procès-verbal sont déterminées par la loi ; on ne peut les étendre : l'article 154 est limitatif.

C'est à l'aide de ces preuves que le prévenu doit attaquer la foi due au procès-verbal et à l'aide de ces preuves-là seulement.

En quoi consistent-elles ?

A. — Preuve écrite.

La preuve littérale résulte de toute espèce d'écrits.

Celle qui est exigée ici est déterminée par les articles 1317 et suivants du Code civil.

Le prévenu qui veut échapper aux conséquences du procès-verbal qui a été dressé contre lui doit se conformer aux règles édictées par ces articles, et prouver soit que le fait relevé n'existe

1. V. FAUSTIN HÉLIE tome III, p. 427. note 1.

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, n° 1461.

pas, soit qu'il n'a pas le caractère que lui attribue le procès-verbal, soit enfin qu'il ne peut lui être imputé ¹.

Le plus souvent ce sera le prévenu qui opposera la preuve contraire ; cependant, s'il restait inactif, le juge ne serait pas enchaîné pour cela. Il pourrait, de sa propre autorité, provoquer la preuve contraire en prescrivant des visites, en appelant des experts, en se transportant lui-même sur les lieux, les parties présentes ou dûment appelées ², etc... Des renseignements qu'il recueillerait, pourrait résulter la preuve contraire exigée par la loi, à la condition que ces expertises, ces visites, ces

1. Les magistrats ne peuvent absoudre, nous l'avons dit, que si une preuve contraire leur est apportée. Il ne suffirait pas qu'ils reconnaissent dans leur jugement, s'ils absolvent le prévenu, que la preuve du délit n'est pas résultée du débat, ils doivent déclarer expressément que les assertions du procès-verbal ont été détruites par la preuve contraire que le prévenu a administrée. DALLOZ *Procès-verbal* (répertoire n° 462) et supplément *eod* Vo 332. Un arrêt de la Cour de cass. du 21 décembre 1860 (D. P. 61. 5. 391) dit qu'il est nécessaire si les preuves produites contre les procès-verbaux constatant les contraventions déférées au juge de simple police lui paraissent de nature à faire disparaître ces contraventions, qu'il articule nettement en quoi ces preuves sont contraires à la teneur des procès-verbaux, et ont, à ses yeux le pouvoir d'ébranler la foi qui leur est due. — Voyez BONNIER, *Des preuves en droit civil et en droit criminel* p. 514.

2. On ne peut s'appuyer sur des renseignements officieux pris spontanément par le juge, dans un transport sur les lieux effectué hors de la présence des parties et sans avoir été ordonné par jugement d'avant dire droit — En ce sens voyez : Cassation, 29 mars 1855 (D. P. 55. 1. 220) ; 3 novembre 1855 (D. P. 55. 5. 362) ; 3 novembre 1859 (D. P. 59. 5. 309) ; 28 mars 1962. (D. P. 66. 5. 259). MANGIN p. 96.

transports sur les lieux aient été régulièrement accomplis.

Il ne s'agirait pas là de renseignements extrajudiciaires, ou de connaissance personnelle des faits puisée par le juge en dehors des débats, — qui seraient de nature, nous l'avons vu, à faire annuler le jugement ¹.

— La question se pose de savoir si des certificats délivrés par des tiers au prévenu pour contredire les énonciations du procès-verbal peuvent constituer des preuves écrites.

Les auteurs et la jurisprudence sont unanimes pour décider que ces certificats ne peuvent être considérés comme des preuves suffisantes : « Les certificats, dit Mangin ², ne sont que des témoignages, moins les solennités et les débats qui pourraient en garantir la sincérité ».

Cette règle s'applique d'une façon générale et absolue ³.

1. Voyez encore Cass. 3 août 1849. (D. P. 49. 5. 285) — 13 fév. 1857 (D. P. 57. 1. 178). 14 décembre 1861. (D. P. 63. 5. 214) ; — 18 juillet 1862. (D. P. 63. 1. 485) ; 4 novembre 1865. (D. P. 66. 5. 258) ; 5 novembre 1863. (D. P. 66. 5. 258) — Ainsi, la preuve contraire ne peut être puisée en dehors de l'audience, même par le rédacteur du procès-verbal. Cass. 28 mai 1880. (D. P. 82. 1. 48).

2. *Traité des procès-verbaux* n° 39. Voyez aussi FAUSTIN HÉLIE tome 3. n° 1462.

3. En somme, ces certificats peuvent être considérés comme des renseignements extrajudiciaires et nous avons vu qu'à ce titre ils ne doivent pas être pris en considération. V. Cass. 3 mars 1866. (D. P. 67. 5. 335) ; 28 novembre 1884. (D. P. 85. 1. 219). — Aussi il a été jugé souvent que les certificats ou attestations ne peuvent constituer une

Cependant il faut signaler une exception qui est très importante dans la pratique.

Il peut se faire que le certificat émane de la partie lésée ; dans ce cas, le procès-verbal devient inefficace.

Voici comment la question se présente : un individu est surpris par un garde champêtre au moment où il traverse un champ ensemencé. Le garde champêtre lui dresse procès-verbal : il en a le droit et même le devoir, sans doute. Mais si le propriétaire du champ a donné au prévenu la permission de parcourir ses champs et s'il lui donne un certificat le constatant (ou s'il vient déclarer verbalement) qu'il a autorisé cette violation de son droit de propriété, ce certificat (ou cette déclaration) empêche de donner suite à l'affaire.

C'est ce qu'on a appelé l'*aveu* du propriétaire. Toutefois, « l'aveu n'est efficace qu'à une condition : c'est qu'il aura été fait antérieure-

preuve suffisante (D. P. 79. 1. 234. note 2-3, 19 juillet 1851. (D. P. 51. 5. 447) quelles que soient les personnes de qui ils émanent, — même lorsque ce certificat émane d'un fonctionnaire public. — Cass. 26 mai 1855. (D. P. 55. 5. 362). — L'attestation d'un maire est sans valeur contre un procès-verbal régulier d'un garde champêtre en matière de règlements municipaux. — Cass. 12 sept. 1846. (D. P. 46. 4. 425.) V. encore 30 décembre 1864 (D. P. 65. 5. 315). — 16 fév. 1878 (D. P. 79. 1. 234). — Un certificat émanant de l'agent qui a verbalisé n'a pas une plus grande autorité. — Cass. févr. 1846 (D. P. 46. 4. 425). — Cass. 14 déc. 1889. (Pand. fr. 90. 1. 319.) — 19 juillet 1851. (D. P. 51. 5. 447). Trib. correct. Lyon 13 nov. 1888. (Mon. Lyon. 20 déc. 1888) — Cass. 6 juin 1851. (D. 51. 5. 446). Cass. 3 février 1846 (D. 46. 4. 425).

ment à l'infraction sur laquelle il s'agit de se prononcer, et que cette antériorité sera bien établie. Pourquoi ? Parce que cela démontre péremptoirement que le consentement du propriétaire n'a pas été donné pour les besoins de la cause. Autrement, il encourrait ce reproche, qui le ferait écarter, étant donné que les tribunaux de répression sont tenus de condamner toutes les fois que le fait incriminé réunit, lors de sa perpétration, les caractères constitutifs d'un délit, sans que les circonstances postérieures puissent rien changer. » ¹

B. — Preuve testimoniale.

A défaut de preuve écrite, la preuve testimoniale peut être opposée au procès-verbal, et cette preuve suffit pour le faire tomber.

Les témoins viennent déposer à l'audience *sous la foi du serment* ² : « Les preuves testimoniales, dit Mangin, ne peuvent consister dans les déclarations de personnes entendues à titre de renseignement et sans prestation de serment ; car, quand la loi exige une preuve testimoniale,

1. FLOUCAUD PÉNARDILLE, *Thèse*.

2. Cass., 4 juillet 1851 (D., 51, 5, 446) ; 27 avril 1853 (D., 53, 3, 363) ; 16 fév. 1878 (S., 79, 1, 437).

Il faut que les témoignages tendent à démontrer que la contravention n'existe pas. Ainsi, il importerait peu que le prévenu prouvât par témoins que les faits ne se sont pas passés tels que l'indique le procès-verbal, si, tels qu'ils les racontent, ils constituent encore la contravention dénoncée. — Cass., 17 avril 1839 D., 61, 5, 302) ; 21 déc. 1860 (D., 61, 5, 391).

elle entend parler de témoignages administrés sous la garantie des peines qui menacent les faux témoins. Le juge a certainement le droit d'ordonner que les gens de l'art seront consultés, et donneront leur avis sur les points du procès que leur science peut éclairer ; il peut nommer des experts, mais le rapport de ces experts ne devient une preuve propre à infirmer la foi due aux procès-verbaux qu'autant qu'ils ont préalablement prêté serment, conformément à l'article 44 du Code d'instruction, de donner leur avis en leur âme et conscience. »

Sous quelles formes le serment doit-il être prêté ?

L'article 155 du Code d'instruction criminelle dit que les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire *toute la vérité, rien que la vérité*.

L'article ajoute que le greffier doit tenir note de ce serment. Cette loi constitue une mesure d'ordre public, et la jurisprudence décide constamment qu'un jugement émanant d'un tribunal de simple police, par exemple, qui ne constaterait pas que cette formalité a été remplie, serait nul ¹.

1. Cass., 19 sept. 1851 (D. P., 51, 5, 488) ; 21 sept. 1854 (D. P., 54, 5, 692) ; 18 janv. 1856 (D. P., 56, 5, 422) ; 1^{er} mars 1856 (D. P., 56, 5, 424) ; 18 fév. 1858 (D. P., 58, 5, 332) ; 14 janv. 1859 (D. P., 59, 5, 346) ; 15 nov. 1860 (D. P., 60, 5, 357) ; 23 nov. 1860 (D. P., 61, 5, 446) ;

En présence d'un témoignage prêté suivant les formes prescrites, le juge peut déclarer que la preuve contraire est faite, — ce témoignage fût-il unique ¹.

S'il n'y avait pas de serment, il n'y aurait pas de preuves.

L'obligation de prêter serment s'applique à tous les témoins ², même aux fonctionnaires ou agents qui sont appelés à compléter par des explications à l'audience les procès-verbaux qu'ils ont rédigés ³. Un jugement qui est rendu après que des explications ont été données officieusement à l'audience sans prestation de serment, doit, pour obéir à cette règle, indiquer

27 déc. 1860 (D. P., 61, 5, 447) ; 24 janv. 1861 (D. P., 61, 5, 446) ; 2 fév. 1861 (D. P., 61, 5, 447) ; 7 nov. 1883 (D. P., 86, 1, 426) ; 27 nov. 1896 (D. P., 97, 1, 306) ; 29 juillet 1893 (D. P., 96, 1, 506).

1. MERLIN, *Répré*, v^o *Preuve*, sect. II, § 3, art. 2, L^o 1. — FAVARD, v^o *Preuve*, § 2. — MEAUME, *Comm.*, n^o 4154. — Cass., 23 janv. 1873 (S., 73, 1, 344). — Cass., 11 déc. 1851 (D., 51, 5, 447).

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, n^o 1462. — (Dall. J. G. *Serment*, 209 *in fine*, *Témoin* 368, 1^{re}—Cass., 22 juin 1864 (B. 202). — C., 19 août 1859 (D. P., 59, 5, 346) ; 13 nov. 1896 (D. P., 97, 1^{re} partie). — Les présidents de Cour d'assises seuls ont le droit d'entendre des témoins à titre de simple renseignement. — Cass., 13 nov. 1896 (D. P., 97, 1^{re} partie). — Ce droit n'appartient ni aux juges correctionnels ni à ceux de simple police — C., 4 sept. 1836 (D. P., 56, 1, 416) ; 30 mars 1861 (D. P., 61, 5, 483) ; 19 août 1869 (D., 70, 1, 446) ; 7 fév. 1885 (B., 54) ; 11 déc. 1885 (B., 334) ; 8 janv. 1892 (D. P., 92, 1, 631) ; 29 juillet 1893 (D. P., 96, 1, 506) ; 11 janv. 1896 (D. P., 97, 1^{re} partie) ; 30 janv. 1897 (D. P., 97, 1^{re} partie).

3. FAUSTIN HÉLIE, tome 6, n^o 2608. — C., 28 déc. 1860 (D. P., 61, 5, 447) ; 20 juillet 1864 (D. P., 67, 5, 398) ; 6 déc. 1872 (D. P., 73, 5, 418) ; 30 nov. 1878 (B., 233) ; 23 octobre 1885 (B., 278). — V. DALLOZ, J. G., *Témoin* 371. — Cass., 17 mars 1866 (D. P., 66, 1, 280).

en termes exprès que ces explications n'ont exercé aucune influence ¹. Le serment des témoins est une condition substantielle de la validité des jugements.

De simples déclarations, qu'elles émanent des prévenus ² ou des tiers, sont sans influence sur les débats.

Lorsque le juge se trouve en présence d'un témoignage fait dans ces formes, il peut absoudre, quel que soit le témoin, — ce témoin fût-il le rédacteur du procès-verbal lui-même. Car, à l'encontre de ce qui se passe en matière de procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux, où l'on ne peut entendre le rédacteur du procès-verbal que sur les faits qui ne sont pas en opposition directe avec ceux qu'il a constatés, en matière de procès-verbaux faisant foi

1. Cass., 7 mai 1863 (D. P., 64, 5, 332) ; 23 octobre 1885 (B., 278) ; 8 janv. 92 (D. P., 92, 1, 631). — Des jugements de simple police ont été cassés pour ce fait qu'un témoin avait été entendu sans prestation de serment. — Cass., 7 nov. 1873 (D. P., 74, 5, 448). — V. FAUSTIN HÉLIE, tome 6, p. 606 et 607. — V. DALLOZ, J. G., *Témoins*, 115.

2. Du reste, le serment du prévenu serait sans force contre le procès-verbal. — Cass., 25 mars 1846 (D. J. G., *Procès-verbal*, 163, 20).

Mais, pour que le témoignage porte le caractère de la certitude légale, il faut consulter sa nature. Suivant Jousse, c'est le fait principal, et non un fait qui a précédé ou suivi, que le témoin doit attester ; il doit l'avoir vu et entendu. Son témoignage extrajudiciaire n'a pas de crédulité en justice : « En effet, un propos tenu dans une conversation peut n'être qu'une allégation irréfléchie, une parole en l'air : il diffère essentiellement d'une déposition demandée en justice, dont on prend la responsabilité devant Dieu et devant les hommes, comme le porte la formule du serment judiciaire. »

jusqu'à preuve contraire, les agents rédacteurs de l'acte peuvent être entendus outre ou contre le contenu des procès-verbaux qu'ils ont rédigés.

Des déclarations de la partie civile faites dans des conditions régulières résulte aussi la preuve contraire exigée par la loi.

— Telles sont les preuves contraires qui peuvent être fournies contre le procès-verbal. Il appartient au juge de les apprécier.

L'art. 254, *in fine*, du Code d'instruction criminelle dit en effet : « Le procès-verbal pourra être débattu par des preuves contraires, *si le tribunal juge à propos de les admettre*. »

Il convient de déterminer ce que le législateur a voulu exprimer par ces mots : « si le tribunal juge à propos de les admettre. »

Il est évident que les juges ont la faculté d'admettre ou de rejeter la preuve opposée par le prévenu : c'est à eux de décider si cette preuve est acquise ou si elle ne l'est pas.

Cependant, leur pouvoir n'est pas indéfini : les juges doivent admettre la preuve, toutes les fois que les faits allégués sont de nature à effacer la contravention ou à excuser le prévenu ¹,

1. MANGIN p. 97 s'exprime ainsi : « Il est de principe que toute présomption légale doit céder à la preuve contraire, et que la preuve contraire est admissible, quand même la loi ne l'aurait pas réservée, qu'il suffit qu'elle ne l'ait point exclue expressément. Il est de principe aussi que le juge doit rejeter l'offre d'une preuve frustratoire,

c'est-à-dire qu'ils ne peuvent la rejeter sans justes motifs. Aussi ne doivent-ils former leur conviction que d'après le débat oral qui a lieu devant eux, et examiner tous les éléments qu'on leur apporte.

Ils ne peuvent condamner sans donner les motifs à l'appui du rejet de la preuve offerte¹.

Les juges ne pourraient refuser purement et simplement d'entendre des témoins ; mais, s'ils motivaient ce refus sur ce qu'il ne pourrait résulter aucune preuve nouvelle des faits allégués, ce refus n'aurait rien de contraire à la loi².

Si les juges devaient obtempérer aux exigences des prévenus, ceux-ci pourraient, en effet, par des demandes réitérées d'audition de témoins, retarder indéfiniment leur condamnation.

C'est un principe de droit et de bon sens consacré du reste par la Cour de cassation que le juge, lorsqu'il croit sa religion suffisamment

et que la preuve est frustratoire toutes les fois que les faits articulés ne sont pas concluants, ou quand ils sont d'une nature telle que la preuve ne saurait être administrée, ou enfin lorsque l'allégation est détruite d'avance par des preuves contraires déjà acquises au procès. •

1. BOITARD (*Inst. crim.* commentaire sur l'art. 154) dit qu'il faut induire au contraire de ces mots, « si le tribunal juge à propos de les admettre », que le juge a un pouvoir indéfini pour admettre ou rejeter ces preuves.

2. Cass. 9 déc. 1830 (J. P. tome XXIII p. 931). — FAUSTIN HÉLIE, tome III (n° 1468 *in fine*. — Cass. 12 janvier 1836 (D. P. 56. 1. 109).

éclairée, ne rend pas un jugement entaché de nullité s'il refuse, malgré la demande du prévenu de se transporter sur les lieux ¹.

— L'article 154 du Code d'instruction criminelle dit encore que les contraventions seront prouvées « par témoins, à défaut de procès-verbaux, *ou à leur appui* ».

Ainsi l'irrégularité ou l'insuffisance du procès-verbal peut être suppléée par la preuve testimoniale ². Et parmi ces témoins, il faut citer en première ligne les rédacteurs de l'acte. Comment pourrait-il en être autrement, puisque nous venons de voir qu'ils sont même admis à déposer *outré ou contre* le procès-verbal dont ils sont les auteurs ³ ?

Le ministère public peut produire des témoins à l'appui de la prévention, et le juge

1. Cass. cr. 4 fév. 1825. (J. P. tome XIX p. 143). — Voyez aussi BONNIER, p. 514 : « On a voulu, dit-il, empêcher seulement la chicane, d'éterniser les procès les plus simples, en sollicitant l'admission d'enquêtes complètement inutiles. »

2. Cass. 8 novembre 1849 (D. 49. 5. 330). — 6 déc. 1860 (D. 61. 1. 95). — Cass. 15 mai 1951 (D. 51. 5. 447). — 21 sept. 1854 (D. 55. 5. 360). — 11 fév. 1860 (D. 60. 5. 301). — 17 fév. 1860 (D. 63. 5. 215). — 23 mai 1863 (D. 63. 5. 215).

3. Bien entendu un certificat des agents rédacteurs ne suffirait pas. Nous avons vu du reste un peu plus haut que les certificats ne sauraient remplacer les témoignages. Ils ne peuvent valoir ni comme preuve écrite puisqu'ils ne sont pas dans la forme des actes que les officiers publics ont qualité pour dresser, ni comme preuve testimoniale, à raison de l'absence des garanties auxquelles sont soumises les dépositions des témoins. — Mais voir Cass. 22 janv. 1887. (Rev. Eaux et forêts 1889. 150).

méconnaîtrait le droit qui lui appartient, s'il relaxait le prévenu nonobstant l'offre du ministère public de prouver par témoins la contravention.

Mais là s'arrête le droit du ministère public. Et, si par hasard, c'était l'officier du ministère public qui avait constaté lui-même la contravention, il ne saurait être admis à témoigner sur les faits qu'il a lui-même constatés, ¹ ni à l'appui de son procès-verbal, ni contre lui. « Il n'est pas possible que l'officier qui a constaté un fait soit admis à témoigner contre sa propre constatation, que le membre du ministère public qui a poursuivi une contravention, soit entendu comme témoin pour déclarer que sa poursuite n'est pas fondée. Il y a là deux fonctions inconciliables. Le procès-verbal n'appartient pas à son rédacteur ; il appartient à la justice qui est chargée de l'apprécier ².

1. Cass. 3 mars 1839 (D. P. 60. 3. 392). — C'est au ministère public à compléter la preuve lorsque le procès-verbal a laissé un point non éclairci. Ce n'est pas au prévenu à démontrer que l'élément de culpabilité relevé contre lui n'existe pas. Le juge peut dans ce cas, en admettant ses explications, le renvoyer des fins de la plainte, sans violer la foi due au procès-verbal. — Cass. 19 août 1859 (D. 59. 1. 477) et 2 août 1855 (D. 55. 1. 448).

Si le ministère public peut produire des témoins, le juge de son côté peut refuser leur audition s'il pense que la preuve supplétive ainsi offerte est frustratoire. — Cass 12 janv. 1856 (D. 56, 1. 109). — Bien entendu les agents rédacteurs ne peuvent être entendus lorsqu'il s'agit de procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux. — Trib. corr. Tarbes 17 déc. 1892 (Gaz. pal. 1893. 1. 30.)

2. FAUSTIN HÉLIE, tome III, p. 430. — Cass., 4 juin 1858 (B. n° 155).

Mais en tant que ministère public le rédacteur du procès-verbal est libre de donner les explications qu'il croit équitables et de détruire, s'il le juge à propos, les faits qu'il a constatés ¹.

Expertise. — Les expertises sont un moyen de preuve qui est mis à la disposition du prévenu et du juge. Elles peuvent être ordonnées soit d'office, soit sur la demande des parties.

Cependant, conformément aux règles que nous venons de poser, le juge n'est pas tenu de les ordonner lorsqu'elles sont demandées. S'il pense qu'elles sont inutiles, il peut les rejeter ². En tout cas, qu'il ordonne l'expertise ou qu'il la rejette, il ne peut le faire que par un jugement ³.

Les expertises ne doivent être ordonnées que dans les cas où les autres preuves seraient admissibles. Ainsi, « lorsqu'il existe un procès-verbal faisant foi de la contravention jusqu'à preuve contraire, et que la preuve contraire n'est pas opposée, le juge, qui ne pourrait, dans ce cas, appeler des témoins, ne pourrait non plus nommer des experts ⁴.

1. *Contra*: Cass., 3 mars 1859 (D. 60. 5. 202); — 3 juin 1858 (D. 58, 1. 380); — 25 juin 1857 (D. 63, 5. 213); — Cass., 4 juin 1858 (D. 58. 1. 380).

2. C. 12 juin 1846. (D. P. 46. 4. 177). — 17 avril 1874, (D. 75, 338. — 29 mars 1878 (D. P., 79. 1. 92).

3. Jugement interlocutoire. art. 302 du Code de procédure civile.

4. FAUSTIN HÉLIE, tome VI, n° 2618, (Cass., 4 juin 1852. — D. P. 52. 5. 494).

Ces expertises ne lient pas le juge : elles ne font pas plus foi des faits qu'elles constatent que les témoins ne font foi des faits qu'ils rapportent ¹.

Visite des lieux. — Le juge, pour éclairer sa religion, peut aussi ordonner une descente sur les lieux ; et, comme pour l'expertise, il doit le faire dans les formes prescrites par la loi ². Ces formes sont considérées comme omises, si elles ne sont pas constatées par le jugement ³.

De simples *doutes* sur la réalité des faits constatés sont-ils suffisants pour ébranler la foi due au procès-verbal ⁴ ?

C'est là une question qui se présente très-souvent dans la pratique.

La doctrine est unanime pour reconnaître

1. Sur l'expertise, v. GIBERT, *Moyens de preuves devant les juridictions répressives*, page 35 et suiv.

2. Art. 41 du Code de procédure civile.—Il doit ordonner par jugement que la visite des lieux aura lieu et qu'elle sera faite en présence des parties, et aussi du ministère public.—DALLOZ, J. G. *Instr. crim.*, n° 901.—Cass., 14 sept. 1850. (D. P. 50. 5. 135.—2 mai 1856. (D. P. 56. 5). 113.—Cass. crim., 22 nov. 1856, (D. P. 56. 5. 253 ; 29 juillet 1858 (D. P. 58. 5. 130.—21 fév. 1862. D. P. 63. 5. 214. — 27 fév. 1863. (D. P. 63. 5. 214 — 18 fév. 1864. (D. P. 65. 5. 117. — 27 nov. 1875. D. P. 77. 1. 234.. — 11 déc. 1879 (J. G. I.) — Descente sur les lieux, 20 : 30 déc. 1886 (B. n° 441).

3. Ainsi le ministère public est réputé ne pas avoir assisté à la visite, si elle a eu lieu sans que sa présence ait été constatée. (Cr. C. 29 juil. 1853. D. P. 53. 5. 158.)

4. Cass. 17 janv. 1891. (*Gaz. Pal.* 91. 1. 349).—19 janv. 1889. (Pand. fr. 1889. 1. 452).—26 nov. 1885. (D. 344. 1. 1886). — Cass. 26 juil. 1872) (S. 73. 1. 48).—Caen, 28 nov. 1884. R. de Caen, 1886. 249.

qu'ici le doute ne doit point profiter à l'accusé. Mais les tribunaux ne sont pas toujours d'accord sur cette importante question.

Pour nous, la question ne peut être discutée sérieusement. Les procès-verbaux dont nous parlons font foi *jusqu'à preuve contraire* : de simples doutes ne sauraient équivaloir à cette preuve contraire dont parle la loi.

Nous ne saurions mieux faire, pour indiquer les opinions qui se sont fait jour à ce sujet, que de résumer deux arrêts qui ont été rendus sur une même espèce, en 1894, par la Cour d'appel de Caen et la Cour de cassation.

Il s'agissait d'un délit de chasse. Un garde-chasse particulier constatait, dans un procès-verbal, « avoir aperçu le sieur C..., à la date du 16 octobre 1893, à 4 heures et demie du soir, sur le champ des Petits-Fossés, appartenant au sieur A. F., occupé à chasser, et avoir fait observer à ce dernier, en l'abordant, qu'il l'avait vu en action de chasse ».

La Cour d'appel de Caen prétendit, dans son arrêt, le 17 janvier 1894, qu'il ne suffisait pas que le garde eût vu le délinquant *en action de chasse*, mais qu'il aurait dû, dans son procès-verbal, indiquer sur quels faits il fondait cette opinion,—et que, dès lors, les témoins entendus dans une contre-enquête pourraient, sans détruire complètement les constatations du procès-

verbal, faire *naître un doute*, suffisant à ses yeux, pour motiver l'acquittement du prévenu. « Attendu, dit-elle, que le procès-verbal du garde R... ne contient aucune *constatation matérielle de visu* permettant d'apprécier si le sieur C....., en traversant le champ des Petits-Fossés, s'est livré à un acte de chasse; qu'en effet, le garde n'indique pas quelle était l'attitude de C.... au moment où il a été aperçu, et se borne à déclarer qu'il a vu celui-ci *occupé à chasser* ou en *action de chasse*, sans préciser de quels faits résulte pour lui que le sieur C..... chassait; — Attendu qu'en l'absence de ces constatations matérielles dans le procès-verbal sur lequel le sieur F..... entend baser sa poursuite, il était nécessaire, à raison de l'insuffisance de ce procès-verbal, pour établir le délit de chasse imputé au prévenu, de recourir à une preuve testimoniale dans les termes du droit commun; attendu que le tribunal correctionnel d'Alençon a entendu comme témoins le garde R..., cité à la requête de la partie civile, et les nommés R..., L... et L..., cités à la requête du prévenu; qu'il est résulté pour les premiers juges de l'audition de ces témoignages que le fait de chasse sur le terrain d'autrui reproché à C... n'était pas suffisamment établi, ou que, du moins, il *existait un doute qui devait* entraîner l'acquittement de ce dernier;..... Par ces motifs, confirme. — »

L'affaire fut soumise à la Cour de cassation le 28 juin 1894. Celle-ci posa en règle que le procès-verbal ne peut, comme nous le disons plus haut, disparaître que devant la preuve contraire, et que, par suite, l'arrêt qui acquitte le prévenu en invoquant seulement *un doute* sur la culpabilité du préveuu, doit être cassé. Voici comment elle s'exprima : « La Cour,—vu l'article 154 du Code d'instruction criminelle ; attendu qu'un procès-verbal régulièrement dressé par un garde particulier du sieur F., constate que ce garde a vu le sieur C... occupé à chasser dans un champ dont la chasse est réservée par le demandeur ; que le sieur C... était alors en action de chasse, armé d'un fusil à deux coups et accompagné d'un chien d'arrêt ; que le garde lui a reproché d'être entré dans une pièce de terre où il n'était pas autorisé à pénétrer pour y chasser, et que le chasseur a répondu qu'il ignorait que le champ sur lequel il avait été surpris appartînt au sieur F..., sans quoi il n'y serait pas entré, ce qu'il regrettait profondément. — Attendu que par l'ensemble de ses déclarations il avait dûment établi un délit de chasse, *qui ne pouvait disparaître que par la preuve contraire* ; que néanmoins la Cour a relaxé le prévenu en invoquant seulement un doute sérieux qui subsisterait sur la culpabilité du sieur C..., après l'enquête faite à l'audience ; qu'elle a

ainsi violé la disposition légale susvisée, — casse et annule. »

Cette théorie consacrée par la Cour de cassation est, selon nous, irréfutable. Nous persistons à penser que tant que la preuve contraire n'est pas offerte ni faite, un tribunal ne peut fonder sur de simples doutes le renvoi du prévenu ¹.

Il résulte de ce que nous venons de dire que le tribunal ne doit pas, sans vérification aucune accepter l'excuse de *force majeure*, en opposition aux constatations du procès-verbal. Cela ne constituerait pas, en effet, la preuve contraire de l'article 154 du Code d'instruction criminelle.

Le juge doit établir par les moyens de preuves autorisés par la loi, le bien fondé de cette excuse.

Ainsi la Cour de cassation a jugé ² que, dans une poursuite pour encombrement d'un chemin public par un riverain, est nul « le jugement

1. Voyez encore. — Cass. 21 déc. 1860 (D. P. 61. 5 391); — 25 janvier 1877 (D. 8. 78. 1. 145); — 17 mars 1876 (B. n° 84); — 26 nov. 1885 (D. P. 86. 1. 344); — 19 janvier 1889 (D. S. 89. 1. 224); 1^{er} juillet 1893 et 28 juin 1894, 2 arrêts (D. P. 95. 1. 80); — GARRAUD (*Précis de droit criminel*) n° 456 p. 577; — VILLEY *Précis d'un cours de droit criminel* p. 296; — FAUSTIN HÉLIE, tome 4 n° 284; — GIRAUDEAU, LELIÈVRE ET SOUDÉE n° 1019; — LERLOND *Code de la chasse et de la louveterie*, tome 2 p. 313; — DE MEYREMOND p. 420. *Gazette du Palais R^{ce}* 1887 à 1892. *Procès-Verbal* p. 314.

2. Cass. 6 janv. 1866 (D. P. 66. 5. 383).

dans lequel le tribunal de simple police admet, en contradiction avec les constatations du procès-verbal, et sans vérification à l'aide d'un des modes de preuves autorisées par l'article 154 du Code d'inst. crim., l'excuse tirée par le prévenu de l'existence d'un éboulement constitutif d'une force majeure¹⁾.

Lorsque le juge s'est conformé à toutes les règles que nous venons d'énoncer, il jouit d'un pouvoir discrétionnaire qui est illimité. Il apprécie les preuves qui lui sont soumises selon sa conscience, et n'en doit compte à personne. La Cour de cassation n'a aucun contrôle à exercer sur son appréciation²⁾.

Il n'en serait pas de même dans le cas où il s'agirait, un procès-verbal étant jugé insuffisant par le tribunal, de fournir la preuve supplétive. « Les tribunaux, a-t-on dit³⁾, pourront exiger un

1. Voyez sur la force majeure. — Cass. crim. r. 15 nov. 1856. (D. P. 56, 5. 366) ; — 22 nov. 1856 (D. P. 57, 5. 367) ; — 4 déc. 1856 D. P. 57, 5. 265 ; — 5 mai 1859 (D. P. 59, 5. 309) ; — 28 av. 1865 (D. P. 65, 1. 245) ; — 21 juin 1866 (D. P. 66, 1. 415).

2. cass. 19 déc. 1891 (D. 92, 1. 521). — 14 juill. 1849 (D. 51, 5. 446). — 24 fév. 1854 (D. 54, 5. 606). — 26 juillet 1860 (D. 65, 5. 301). — 30 juill. 1886 (Jour. Dr. administr. 1186, 552). — 27 mars 1856 D. 56, 5. 366). — 30 août 1844 (D. 45, 4. 432). — 23 mars 1878 (S. 79, 1. 390). — Mais il faut que toutes les preuves soient fournies à l'audience ; le juge ne peut fonder son jugement sur ce qu'il a appris en dehors de l'audience. Crim. cass. 23 octobre 1897 (*Gaz. pal.* 98, 1. 10.)

3. La preuve supplétive est demandée, nous l'avons vu, dans le cas d'insuffisance du procès-verbal. — Cass. 1880 (S. 82, 284).

supplément de preuves en cas d'irrégularité de l'écrit. Mais en dehors de cette hypothèse, nous croyons que le ministère public et la partie civile ne seraient légalement dans l'obligation de produire des moyens complémentaires de conviction que lorsqu'il y a insuffisance du procès-verbal. Si le procès-verbal est insuffisant, si les faits, qui servent d'éléments aux délits sont clairement exposés, le demandeur est dans son droit en refusant la preuve supplétive. Et les juges persistant dans la volonté de l'exiger, le conflit ne peut être tranché que par la Cour de cassation. Reconnaître qu'un procès-verbal est insuffisant, est une appréciation de droit qui tombe sous la censure de cette dernière ».

Le poursuivant peut lui-même demander à corroborer le procès-verbal par la preuve écrite ou testimoniale. C'est ce qui résulte de l'art. 154 et de l'art. 189 du Code d'instruction criminelle, qui portent que les délits et contraventions seront prouvés soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports ou de procès-verbaux. — C'est une application de ce principe, que nous avons indiqué au début de cette étude, que le procès-verbal n'est pas, en général, nécessaire à la poursuite, mais est seulement une preuve à l'appui de l'action.

Cette preuve supplétive interviendra au cas où le procès-verbal est insuffisant, sa teneur

étant obscure, au cas surtout où il est irrégulier, l'une des formes essentielles à sa validité étant omise.

On voit, dès lors, les différences capitales qui existent entre les procès-verbaux valant jusqu'à inscription de faux et ceux qui ne valent que jusqu'à preuve contraire. Dans le dernier cas, le prévenu a la possibilité d'administrer la preuve contraire ; le juge peut éclairer sa conviction, le poursuivant appuyer le procès-verbal ; cela ne peut se faire en matière de procès-verbaux faisant foi en justice jusqu'à inscription de faux ¹.

SECTION III

Procès-verbaux qui ne valent que comme simples renseignements.

Il ne nous reste plus, pour terminer cette

1. Tout ce que nous avons dit dans cette section s'applique, bien entendu, seulement aux faits matériels dont le procès-verbal fait foi. Ainsi le juge, tout en tenant pour constants les faits énoncés dans le procès-verbal, et pour lesquels la preuve contraire n'a pas été administrée, peut apprécier si les faits qu'énonce le procès-verbal démontrent suffisamment la culpabilité de la partie poursuivie. (Voy. DALLOZ, J. G., S. *Procès-verbal*, 47.) La Cour de cassation a décidé, dans ce sens, que, dans une prévention concernant le fait de n'avoir pas évacué à l'heure réglementaire de fermeture le café dépendant d'un hôtel, le juge de simple police a pu, sans méconnaître la foi due au procès-verbal, acquitter l'un des prévenus, en se fondant sur ce qu'il se trouvait à l'hôtel comme voyageur y ayant gîte, alors que le procès-verbal lui-même constate que ce prévenu est étranger à la commune. — Cass., 17 mai 1861 (D. P., 62. 3. 264). — Voyez aussi: Cass., 6 mai 1858 (D. P., 58. 3. 296); — Cass., 10 nov. 1888 (*Gas. pal.* 1888, 2. 585).

étude sur la force probante des procès-verbaux, qu'à indiquer brièvement quels sont les procès-verbaux qui ne valent que comme simples renseignements.

Ce sont :

Les procès-verbaux entachés de nullité et qui, réguliers, feraient foi jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire.

Les procès-verbaux dressés par la gendarmerie, en dehors des matières pour lesquelles la loi lui a confié une délégation spéciale (par exemple, la délégation en matière de chasse, loi du 3 mai 1844. Voyez du reste *supra*, section II.)

Les procès-verbaux en matière électorale, art. 11 du décret du 2 février 1852. Aucun agent de la force publique ne peut, en effet, pénétrer dans le bureau électoral; il est nécessaire que le président ait le pouvoir de constater les infractions qui s'y commettent.

Les procès-verbaux des agents de police, quels que soient les objets auxquels ils se rapportent ¹; des appariteurs de mairie ou de police, des inspecteurs de police, sauf, pour ces derniers, en matière de poids et mesures ².

1. Cass., 19 juin 1897 (S. 98, 1. 204), — Cass., 17 mai 1843 (D. P., 43, 4. 426). — Cass., 3 mars 1863 (D. P., 68, 1. 233). — Cass., 28 nov. 1896 (D. P. 97, 1. 502).

2. Les procès-verbaux des appariteurs et agents de police faisaient foi en justice sous l'empire de la loi du 22 juillet 1791. On se fonde

Les procès-verbaux des sergents de ville.
— Les sergents de ville sont assimilés aux agents de police ¹.

Les procès-verbaux des agents du balayage public, ² des nautoniers ou passeurs de baes, des piqueurs des ponts et chaussées non assermentés.

En général, les procès-verbaux des fonctionnaires qui n'ont pas reçu de la loi une délégation directe pour constater les délits et contraventions ³.

En général aussi, les procès-verbaux des fonctionnaires qui agissent en dehors de leur compétence ⁴, ou qui constatent des faits qu'ils n'ont pas vus personnellement. Le procès-verbal qui se réfère au rapport d'un officier incompé-

sur le silence de la loi de brumaire an IV et du Code pénal de 1808 à leur égard, pour décider qu'aujourd'hui ces procès-verbaux ne valent que comme simples renseignements. (Loi du 4 juillet 1837, art. 8; ordonn. du 17 avril 1839, art. 28 et suiv.) — Sous l'empire du décret du 19 juillet 1791 (art. 12), les appariteurs de police avaient qualité pour constater les contraventions avec l'assistance et la signature de deux proches voisins. — Cass., 11 mai 1888 (*Pand. fr.*, 1888, 1. 457).

1. Cass. crim., 27 avr. 1843 (*Dall. Rép.*, tome 38 V. *Procès-verbal*). — Cass. 24 fév. 1853 (B., n° 63; 13 mai 1832, n° 155). — Crim. rejet 1896, 28 nov. D. 96, 1, 502).

2. Cass., 13 mars 1862 (D. P., 62, 1, 391).

3. DALLOZ, *Supplément*, v° *Procès-verbal*, n° 51.

4. Par exemple : procès-verbaux rédigés par les officiers de police judiciaire, à l'occasion de voies de fait ou injures dont ils auraient été l'objet, alors qu'ils n'étaient pas dans l'exercice de leurs fonctions. — Grenoble, 31 oct. 1891 (Rec. Grenoble, 92, 1, 35). — 13 déc. 1890 (*Gaz. pal.*, 91, 1, 72). — 5 juin 1891 (D. 92, 1, 441). — Trib. corr. de Mirecourt, 9 nov. 92 (*Gaz. pal.*, 93, 1, 69).

tent n'a aucune force; ainsi, le procès-verbal d'un commissaire de police qui se borne à s'en « référer au rapport d'un ingénieur voyer pour constater un travail confortatif d'une maison ne fait pas foi, parce que cet officier n'a ni qualité ni caractère pour fournir à cet égard une constatation judiciaire ¹. »

Tous ces procès-verbaux n'ont ni la valeur d'une preuve légale ni la force d'une présomption de droit; ils sont considérés comme des dénonciations.

Aussi ne lient-ils pas le juge, qui peut leur dénier toute autorité, même si aucune preuve n'est faite contre eux.

En conséquence, les explications ou déclarations du prévenu suffisent pour que le juge l'acquitte ². Et, si le juge, devant une simple contestation, voulait cependant condamner, il devrait avoir recours aux moyens de preuve que la loi met à sa disposition ³. Le juge peut faire

1. Cass., 1^{er} fév. 1836 (B., n° 44).

2. Cass., 17 mai 1843 (D. P. 43, 4. 426. — 26 mai 1844 (D. P. 44. 5. 605). — 24 février 1855. D. P. 55. 1. 191. — 17 juillet 1863. (D. P. 64. 1. 45). — 7 mars 1891. (D. P. 91. 1. 444). — 28 nov. 1896. (D. P. 97. 1^{re} partie).

3. Cass., 28 fév. 1891. D. P. 91. 1. 444. — C'est ce qui arrive souvent de la manière suivante : on appelle comme témoins (déposant, bien entendu, sous la foi du serment, ainsi que nous l'avons dit plus haut, section II) les agents rédacteurs du procès-verbal.

— De simples rapports de police, bien que ne faisant pas foi jusqu'à preuve contraire, peuvent servir de base à une condamnation,

entendre le rédacteur du rapport comme témoin ¹.

lorsque les faits ne sont pas contestés. Cass., 7 déc. 1872 (B. n° 315) Voyez VILLEY, p. 297, note 3.

1. Cass. 22 janv. 1887 (S. 88. 1. 343). — Cass. 28 nov. 1896 (D. 96. 1. 502 et note). — En cas de nullité du procès-verbal, si le juge entend des témoins, et notamment le rédacteur du procès verbal, il ne peut s'appuyer, pour condamner, que sur les dépositions des témoins entendus à l'audience, et non sur les constatations dudit procès-verbal Cass., 17 avril 1890. (S. 90. 1. 280). — 17 janv. 1891 (*Gas. Pal* 91. 1. 349). — Cass., 22 janv. 1887. (S. 88. 1. 343).

CHAPITRE VI

DES INNOVATIONS ET RÉFORMES PROPOSÉES RÉCEMMENT EN MATIÈRE DE PROCÈS-VERBAUX.

Le législateur de 1808, qui maintint le système des preuves morales institué par le Code de brumaire¹, n'a pas osé accomplir une réforme radicale en faisant disparaître jusqu'aux derniers vestiges des preuves légales.

En effet, *au grand criminel seulement*, les jurés ne doivent pas rendre compte des moyens par lesquels ils sont convaincus. Ils n'ont à répondre qu'à cette simple question : avez-vous une intime conviction ? La loi ne leur dit plus de ne pas regarder comme suffisamment établie « toute preuve qui ne sera pas formée de tel *procès-verbal*, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices, » ou de rendre un verdict affirmatif lorsque ces éléments se trouvent réunis.

Il est peut-être regrettable qu'il n'en soit pas de même à tous les degrés de la justice criminelle.

1. Art. 312 du Code d'instruction criminelle.

« L'appréciation juridique de la preuve, a-t-on dit ¹, doit nécessairement former un système lié dans toutes ses parties, et il ne faut pas que l'arbitraire du juge puisse y mêler des éléments étrangers; de là, la règle que, dans ce système, *tout doit être censé ignoré* du juge qui conduit l'instruction. »

Or, dans notre législation, en matière correctionnelle, lorsqu'il s'agit d'infractions constatées par un procès-verbal, c'est précisément le contraire qui a lieu. Le juge, qui devrait avoir une inconnue à dégager, est lié par un écrit émanant d'un agent quelconque, ne présentant pas des garanties d'indépendance propres à nous rassurer, et souvent dépourvu d'esprit scientifique lui permettant d'apprécier saine-ment les choses. L'inculpé qui comparaît devant lui est, par suite, nécessairement coupable, et, même convaincu de son innocence, le juge doit le condamner. Il méconnaîtrait sans cela la foi due au procès-verbal !

C'est le législateur qui indique aux magistrats sur quelles preuves ils doivent fonder leurs certitudes judiciaires et leurs condamnations.

Cependant, dans le système mixte que la

1. CARMIGNANI, *Teoria delle leggi*, tome IV, p. 123 et 124. Pisa, 1832.

Sur les devoirs du législateur en matière de preuve, v. BENTHAM, *Traité de la preuve*, tome I, p. 26.

France a adopté, la *règle* est celle de la preuve morale ; l'*exception*, la preuve légale ¹.

L'exception ² est rare : on la trouve d'abord

1. ESMEIN, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 545 et suiv.

2. Voici les objections principales que le système des preuves légales soulève :

1° Vouloir comprimer par des règles fixes l'essor de la faculté, innée chez les hommes, de rechercher et de découvrir le vrai des choses, c'est enfermer le juge prudent et expérimenté dans un cercle intranchissable, et c'est créer, pour le juge encore neut et inhabile, une tutelle sans efficacité. Sans doute, la *science* peut formuler certaines règles utiles pour la recherche de la vérité ; en tout cas, ces règles sont de par leur nature des avis et non des ordres. Mais la *loi* doit bien se garder d'ériger de pareilles règles. Il est aussi peu raisonnable de prescrire à chacun un mode de pensée qu'un mode de conviction.

2° Toute tentative en ce sens doit avorter. Il est impossible d'embrasser, dans quelques articles de loi, la multiplicité des cas à juger, et jamais il ne viendra à la pensée du législateur sensé d'ériger pour chaque espèce possible une règle distincte, à moins qu'il ne consente à écrire tout un code de la preuve avec ses mille articles, chose absurde.

3° Dans toute théorie légale de la preuve, une énumération des diverses preuves est chose indispensable. Cette énumération, nécessairement restrictive, fait que le juge ne peut donner toute leur importance à telles ou telles circonstances qu'à cause de leur insignifiance apparente, le législateur a laissées de côté. Pourtant, elles entraînent la conviction de tout le monde ; le juge seul devra rester impassible devant elles.

4° La conviction du juge n'est pas le résultat direct des preuves organisées ainsi ; au contraire, elle dérive de la loi naturelle ; elle résulte d'une multitude infinie de motifs, et s'appuie sur une interminable série de circonstances ; or, de tout cela, le juge ne saurait rendre compte. En y réfléchissant, on découvre facilement que, dans l'esprit de chaque juge, c'est une circonstance différente qui l'emporte et décide sa certitude.

5° En voulant prescrire un mode de preuve obligatoire pour le juge, le législateur met sous le joug la conscience de ce dernier, et court risque de causer bien des injustices.

6° Le juge, en dépit de toutes les règles qui lui sont tracées, ne se laisse en aucune façon guider par elles ; en effet, sa conviction se forme par l'effet de circonstances presque inappréciables, et il est impossible d'exprimer cela dans des motifs juridiques et rigoureusement

dans l'article 338 du Code pénal : « les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité [d'adultère] seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu » ; encore est-il que, dans ce cas, le juge a un certain pouvoir d'appréciation ; l'existence de ces pièces ne suffit pas ; il lui est loisible de les *interpréter*. Et en somme, le juge, par suite de cette *interprétation* des « lettres ou pièces écrites par le prévenu », se décide d'après son intime conviction.

Aussi, ce n'est point là qu'il faut chercher la véritable exception, celle qui a réellement une importance capitale. Elle est autre part : on ne la trouve que dans les faits constatés par *procès-verbal* ; car en leur présence le juge doit faire abstraction de sa personnalité.

déduits. (Locré, *Histoire du Code d'instruction criminelle et du Code pénal*, ch. IX, le constate et dit : « Dans les derniers temps, nos parlements, celui de Paris surtout, s'étaient affranchis du joug des preuves légales ; ils condamnaient ou ils absolvait suivant leur intime conviction, et leurs arrêts n'étaient pas cassés pour cela.)

7° Le législateur qui réglemente la preuve, *ou bien* se montre préoccupé d'une juste sollicitude et, voulant protéger l'innocence, trace des prescriptions complètes qui garotteront le juge : celui-ci sera alors forcé d'acquitter des prévenus réellement coupables, mais dont la culpabilité ne peut être légalement proclamée, parce que, peut-être, une seule des conditions requises a failli dans la cause ; *ou bien* se contente de tracer quelques règles générales, et alors les juges pourront condamner dès qu'ils seront convaincus, les règles dont il s'agit n'étant autre chose que le développement de cet axiome.— (Voir MITTERMAIER, *De la preuve*, ch. VIII.— Voir aussi GMELIN, *Die peinliche Rechtspflege in Kleinstaaten. De l'administration de la justice pénale dans les petits états*, p. 217 et s. — Cité par MITTERMAIER.)

Quel avantage y a-t-il à ce qu'il en soit ainsi ?

Nous n'en voyons aucun. On pourrait même soutenir que, si, au lieu d'adopter un système mixte où les preuves légales ont été en partie conservées, le législateur avait fait une réforme radicale, aucun inconvénient n'en fût probablement résulté.

Sans doute, quelle que soit la preuve fournie, les juges pourraient toujours acquitter le prévenu, de même qu'un jugement de condamnation pourrait être rendu quelle que soit la faiblesse des preuves. Ce n'est point là une objection.

En effet, où serait le mal ?

Au grand criminel, tout le monde s'accorde à reconnaître que c'est au grand jour des débats publics qu'il faut faire l'instruction et développer les preuves judiciaires, qui sont la seule base des jugements ; que la procédure doit en quelque sorte disparaître pour permettre aux jurés de ne tenir compte que des dépositions orales des témoins entendus sous la foi du serment ; que c'est à l'audience que doivent se développer, dans toute leur étendue, les éléments de la poursuite, les témoins y étant mis successivement en présence du prévenu, qui contredira leurs déclarations librement.

On dit qu'il convient, pour la sécurité des

consciences, que l'accusation et la défense luttent à armes égales.

Eh bien, si ce principe est vrai en ce qui concerne le grand criminel, *a fortiori* devrait-il être adopté lorsqu'au lieu de jurés, le prévenu a devant lui des magistrats de carrière, intelligents et instruits, habitués à rendre la justice.

Du reste, est-ce qu'une fois abolies, les preuves légales n'auraient pas une grande valeur en tant que preuves morales ? Évidemment. Le magistrat examinerait ces preuves avec toute l'attention qu'elles méritent, et déterminerait leur valeur, nécessairement variable avec chacune des espèces à lui soumises. S'inspirant de l'expérience acquise par l'ancienne législation et des opinions des jurisconsultes, il les adapterait aux circonstances de la cause, et leur ferait jouer le rôle qui leur convient.

N'aurait-on pas réuni ainsi toutes les garanties désirables pour s'assurer une bonne et saine justice ?

En outre, les preuves légales ayant disparu, cette règle regrettable que certaines contraventions ne peuvent être prouvées que par procès-verbaux ¹ n'existerait plus. Car, il faut bien le

1. Il en est ainsi en matières de contributions indirectes, de douanes, de garantie d'or et d'argent et de vérification des poids et mesures. — (Voyez *infra*.)

Loi du 17 brumaire an VI sur les matières d'or et d'argent. — Loi du 9 floréal an VII sur les douanes. — Décret du 1^{er} germinal an

dire, malgré le nombre considérable d'agents dont l'État dispose¹ beaucoup d'infractions restent impunies qui le seraient probablement, si le législateur permettait de les constater par tous les moyens du droit commun

Et puis, nous le répétons, ce ne serait que

XIII sur les douanes (art. 34). — Confér. art. 338 *Code pénal*. — Loi des 6-22 août 1791. — Ord. du 17 avril 1839 (art. 41).

1. La poursuite et le jugement de tous les crimes et délits étant regardés comme des affaires d'État intéressant la société tout entière, l'État prend sous sa responsabilité l'administration de la justice. En conséquence, il nomme les agents qui en sont chargés, et leur donne les instructions nécessaires pour satisfaire régulièrement à ce besoin social : la répression des crimes et des délits. Voici, par catégorie, le nombre des agents dont il dispose à cet effet : gendarmes, 20.858 ; commissaires de police, 1.149 ; agents de police, 14.738 ; maires, 35.997 ; gardes champêtres, 32.175 ; gardes particuliers, 42.522 ; gardes forestiers, 7.598 ; agents des ponts et chaussées (police de la pêche), 4.746 ; douaniers, 21.528. Au total, 181.326. — Pour l'année 1894, les plaintes, dénonciations ou procès-verbaux adressés au ministère public par ces différents agents se répartissent ainsi qu'il suit : gendarmerie, 277.900 ; maires et adjoints, 3.346 ; commissaires de police, 167.647 ; gardes champêtres, 7.953 ; gardes particuliers, 5.603 ; ponts et chaussées, 4.546 ; divers, 8.900. — Pour l'Algérie, voici comment les agents sont répartis : gendarmes, 1.288 ; commissaires de police, 77 ; agents de police, 886 ; maires, 326 ; gardes champêtres communaux, 1.345 ; gardes particuliers assermentés, 697 ; gardes forestiers, 952 ; agents des ponts et chaussées, 18 ; douaniers, 1.175. Au total, 6.764. — En 1894, voici le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux qui ont été transmis par ces agents : gendarmerie, 6.150 ; maires et adjoints, 2.485 ; commissaires de police, 9.270 ; gardes champêtres, 871 ; gardes particuliers, 402 ; agents des ponts et chaussées, 99 ; de toute autre manière, 978. — Voir le compte rendu général de la justice criminelle en France et en Algérie pour 1894. Voir aussi BONNEVILLE DE MARSANGY, *De l'amélioration de la loi criminelle*, etc. ch. VIII, p. 149 à 193.

Pour le ressort de la Cour d'appel de Caen, le nombre des procès-verbaux a été : en 1895, de 21.247 ; en 1896, de 20.955, et en 1897, de 20.770.

respecter les droits les plus élémentaires de la défense qui sont violés lorsque, par suite de l'autorité donnée à certains procès-verbaux, il est interdit à l'inculpé d'en contester la sincérité autrement que par l'inscription de faux.

Et cela est d'autant plus regrettable qu'il ne faut pas perdre de vue que les rédacteurs de ces procès-verbaux ont une part dans les condamnations pécuniaires qui sont prononcées. Il eût été plus prudent pour cette raison, de leur accorder une confiance plus limitée ¹.

Le législateur n'en a pas décidé ainsi. Il a cru qu'il convenait, en présence du caractère fugitif de certaines infractions, d'établir des règles spéciales pour les réprimer.

Peut-être a-t-il eu raison; mais il a dépassé, selon nous, le but qu'il aurait dû atteindre, en consacrant le principe exorbitant de l'inscription de faux.

Du reste, pourquoi après avoir consacré ce principe, en a-t-il limité l'application ?

Pourquoi a-t-il décidé que certains procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire seulement ? Pourquoi a-t-il dit que d'autres ne vaudraient que comme simples renseignements ?

Est-ce parce qu'il a reculé devant les consé-

1. Sur les gratifications accordées aux agents, voyez loi du 13 avril 1898, art. 84, et circulaire ministérielle du 20 juillet 1898. — V. encore décret du 10 août 1873.

quences trop rigoureuses de l'inscription de faux, qu'il n'y a pas soumis tous les procès-verbaux ?

Il est tout au moins permis de se le demander.

Pour expliquer cette restriction, on parle bien du caractère fugitif plus ou moins considérable des faits qui constituent l'infraction constatée par le procès-verbal. C'est là ce qui a contraint, dit-on, le législateur à donner aux procès-verbaux une force probante différente ; c'est sur cette base qu'est fondée la différence existant entre eux. Peut-être. En tout cas la raison de cette différence est difficile à saisir. On ne peut l'expliquer par une formule suffisamment claire et précise¹. Celle qu'on donne ne nous satisfait pas. C'est plutôt l'arbitraire du législateur qui lui a dicté sa règle.

Ne l'avons-nous pas vu en étudiant, dans le chapitre II de cette thèse ce qu'il faut entendre par faits matériels ? Qu'y a-t-il de plus difficile à classer ? Une règle ne suffit pas ; l'expérience et les décisions successives des cours et des tribunaux doivent y suppléer. Nous sommes en présence d'une nomenclature ; nous n'avons d'une règle que les apparences.

Il n'était, sans doute pas facile d'abolir tout à fait les preuves légales.

1. Voyez chapitre II *supra*.

A la rigueur, nous comprenons la nécessité des procès-verbaux. Il est des infractions fréquentes qui portent atteinte à l'ordre public, à la richesse de l'État : ces infractions doivent être punies.

Le meilleur moyen de les constater est peut-être de le faire par procès-verbal ; mais rien n'exige que les procès-verbaux aient une force probante exceptionnelle. Admettons, si l'on veut, les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire ; supprimons au moins ceux faisant foi jusqu'à inscription de faux.

Du reste depuis longtemps déjà des tentatives sont faites pour rendre plus rare la procédure de l'inscription de faux contre les procès-verbaux et même pour la supprimer complètement.

Tout dernièrement encore, à propos de la discussion du budget de 1898, un député, M. Chiché, proposa d'ajouter à l'art. 25 de la loi de finances la disposition suivante : « Les procès-verbaux des agents de la régie et des octrois ne font foi que jusqu'à preuve contraire. »

En dehors de l'intérêt d'actualité qu'on y trouve, la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés mérite qu'on la rapporte parce qu'elle met bien en relief les arguments que peuvent faire valoir de part et d'autre les partisans et les adversaires de la doctrine que nous défendons.

Voici comment s'exprime M. Chiché :

« Aux termes de la loi, les procès-verbaux des agents de la régie font foi jusqu'à inscription de faux, c'est-à-dire que, contrairement à tous les principes de notre Code pénal et de notre Code d'instruction criminelle, les tribunaux jugent sur pièces, d'après les déclarations écrites des agents de la régie sans avoir la faculté d'entendre des témoins à décharge, même s'ils en éprouvent le besoin pour éclairer leur conscience.

Le prévenu n'a d'autre ressource que de suivre la procédure de l'inscription de faux, procédure longue, difficile, coûteuse, qui expose le demandeur qui succombe à une très forte amende ¹.

Avant de condamner un accusé on doit tout au moins lui permettre d'essayer de se justifier en faisant entendre des témoins à décharge.

La loi fiscale de 1816 viole ce principe d'équité. Elle va plus loin encore dans la voie de l'arbitraire ; après avoir investi les agents de la régie d'une sorte d'infailibilité, elle leur accorde un bénéfice sur les amendes et sur les confiscations prononcées à la suite de leurs procès-verbaux, c'est-à-dire que ces agents de

1. Cette procédure expose celui qui s'y engage à une amende de 300 francs au moins s'il ne parvient pas à démontrer la fausseté du procès-verbal.

la régie sont, dans l'espèce, non seulement des témoins dont on ne peut contester le témoignage, mais encore des parties intéressées au procès. Je ne connais rien d'aussi monstrueux dans aucune législation.

Il est temps que cela cesse ; je vous demande tout au moins d'accorder aux négociants qui se trouvent exposés à toutes les vexations de la régie la satisfaction de ne pas voir leur honneur et leur fortune à la merci des déclarations d'un agent intéressé. »

Le ministre des finances combat cet amendement :

« Je dois, dit-il, montrer à la Chambre combien le vote de la disposition proposée par M. Chiché diminuerait la force de répression de l'administration des contributions indirectes.

Notre collègue vous demande de décider que les procès-verbaux des agents des contributions indirectes ne feront plus foi jusqu'à inscription de faux, mais seulement jusqu'à preuve contraire. M. Chiché semble croire qu'il y ait dans ce caractère attribué aux procès-verbaux une exception pour les agents des contributions indirectes.

Il croit qu'il propose de faire cesser une exception ; c'est le contraire qui correspond à la réalité.

C'est une exception qu'il créerait contre

les agents des contributions indirectes. Il n'y a pas, en effet, que des agents de l'administration des finances dont les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux. La règle est la même pour les procès-verbaux des agents des services forestiers, des gardes du génie, des portiers consignes des places de guerre, des commissaires de l'inscription maritime, des gardes jurés de la marine, des prud'hommes pêcheurs, des syndics des gens de mer, des agents de navigation, des garde-pêches, etc. La raison de cette règle, c'est que ces agents, comme ceux des contributions indirectes, ont une mission très pénible et très délicate pour réprimer la fraude.

Le système que propose M. Chiché, sans donner aucune garantie nouvelle aux contribuables, aurait pour résultat de rendre singulièrement difficile la répression. Avec un pareil système, les agents des contributions indirectes seraient constamment obligés de quitter leur service pour aller témoigner devant les tribunaux.

Une grande partie de leur temps, qui, actuellement, est consacré à la répression de la fraude, serait consacré à des dépositions devant la justice.

Mais ce qui préoccupe le plus M. Chiché, ce sont les garanties à donner au public. Ces agents, dit-il, sont faillibles.

Je vais vous démontrer que, précisément, la règle qu'il propose de modifier constitue pour le public un supplément de garantie. Si, en effet, le procès-verbal des agents de la régie ne fait foi que jusqu'à preuve contraire, un agent peut agir légèrement; et, s'il fait un procès-verbal erroné, il n'en résultera aucun désagrément pour lui en dehors de l'annulation de son procès-verbal par le tribunal.

Si, au contraire, l'agent de la régie, à l'heure actuelle, dresse un procès-verbal qui est faux, qui repose sur des indications fausses, il peut être poursuivi en Cour d'assises.

Le système de l'inscription de faux, qui a été prévu par la loi de 1816, est donc en réalité une garantie pour le public. Les agents apportent dans la rédaction de leurs procès-verbaux une attention d'autant plus grande, ils sont d'autant plus scrupuleux, qu'ils savent que leur responsabilité personnelle et pénale est en cause. »

— On nous permettra de faire remarquer que pour être logique avec soi-même, M. Cochery aurait dû alors proposer à la Chambre d'étendre ce principe de l'inscription de faux, de le rendre applicable aux procès-verbaux qui, à l'heure actuelle, ne font foi que jusqu'à preuve contraire, ou ne valent que comme simples renseignements. Puisque l'inscription de faux offre un supplément de ga-

rantie !... Mais, au fond, son argument ne semble pas sérieux.

— « Enfin, continue M. Cochery, c'est vraiment une singulière procédure que celle qui consiste à venir constamment jeter le soupçon sur ces agents, de traiter presque comme des suspects de dévoués serviteurs de l'État, qui, au prix des plus grands dangers, font rentrer l'impôt dans les caisses du Trésor. Il semble que, dans ces luttes constantes entre la fraude et les agents de la régie, on se préoccupe beaucoup plus des fraudeurs que des agents de la régie¹.

Le droit commun, en matière de répression analogue, est que ceux qui dressent des procès-verbaux sont crus jusqu'à inscription de faux. La procédure d'inscription de faux est en somme facile, mais heureusement elle est inutile. Les contestations de procès-verbaux sont extrêmement rares. Il vous suffira de vous reporter aux moyennes depuis 1870, pour vous convaincre que les moyennes des inscriptions de faux ont été de 10, de 15, de 20 par an au maximum.

Je tiens à protester énergiquement contre les soupçons dirigés contre les agents de la régie.

1. Cet argument n'a pas de portée. Il ne s'agit point de traiter comme suspects les agents de la régie; il s'agit d'appliquer à tous les contribuables le droit commun, et, du reste, comme l'a fait remarquer au cours de la discussion M. Chiché : « Ce n'est pas insulter un témoin que de se permettre de contester son témoignage en justice. »

Ce sont des fonctionnaires très consciencieux, qui font leur devoir, et leurs procès-verbaux portent, non pas sur des appréciations, mais sur des constatations matérielles.

Je dis qu'il serait singulièrement périlleux, *au point de vue de l'intérêt du Trésor*, d'affaiblir les précautions prises pour assurer le recouvrement de l'impôt. Toute la partie de l'impôt qu'on laisserait échapper par la fraude devrait être prélevée sur les contribuables honnêtes.....

Ce serait faire une œuvre mauvaise que d'émettre un vote de soupçon à l'égard des agents des contributions indirectes, d'affaiblir leur autorité morale, de les désarmer contre les fraudeurs. »

L'amendement de M. Chiché fut voté par la Chambre.

Devant le Sénat, cet amendement, qui était devenu l'article 53 de la loi de finances, ne fut pas défendu. La Commission demanda purement et simplement sa suppression. Il fut rejeté sans débat. La faute en est peut être au régime des douzièmes provisoires sous lequel on vivait à ce moment là : tout le monde voulait, en présence de la législature qui prenait fin, voter le budget. Il ne faut pas chercher autre part la cause du retard apporté dans la réalisation d'une réforme qui ne saurait manquer d'aboutir.

Lors de la tentative qui avait été faite dans le même sens par M. Chiché en 1893, la disposition qu'il avait présentée était un peu plus large: elle avait en outre pour but d'abroger les dispositions législatives en vertu desquelles les agents de la régie sont intéressés au *partage des amendes*. Cette partie de la question, alors soumise à la Chambre des députés, fut rejetée, et son auteur ne l'a pas reprise cette année.

Dans l'état actuel de nos lois, alors que, les agents ayant parlé, les magistrats doivent condamner le prévenu, qui, de son côté, doit accepter sans mot dire sa condamnation, nous trouvons imprudent de placer ainsi les agents entre leur devoir et leur intérêt. On peut redouter qu'ils n'essayent d'augmenter leur salaire injustement, qu'ils n'altèrent la vérité et fassent condamner des innocents. Les commerçants peuvent craindre que la rancune d'un employé subalterne, stimulée par un appât de gain, ne ternisse leur réputation. D'autant plus, comme le faisait remarquer M. Chiché en 1893, que les garanties présentées par les agents qui jouissent d'un pouvoir si redoutable, ne sont pas à l'abri de toute critique: « D'après la loi du 21 juin 1873, dit-il ¹, ils peuvent exercer leurs fonctions

1. Loi du 21 juin 1873 sur les contributions indirectes, art. 1^{er}.

Chose bizarre, les employés de la régie peuvent verbaliser dès l'âge

avant l'âge de vingt et un ans. Ainsi, ce sont quelquefois des mineurs qui tiennent entre leurs mains l'honneur et la fortune des contribuables ! »

Mais, si cette disposition est dangereuse dans le système abusif de l'inscription de faux, on peut dire qu'elle devient un salutaire stimulant dans le cas où le procès-verbal ne vaut que jusqu'à preuve contraire.

En effet, si les procès-verbaux ne valaient que jusqu'à preuve contraire, le commerçant ou le contribuable, quel qu'il soit, n'auraient plus à craindre de voir flétrir par une condamnation imméritée une carrière laborieuse et honorable. A une accusation injuste, ils pourraient toujours répondre par la preuve contraire.

de 20 ans, alors qu'en matière de chasse, par exemple, les gardes (dont les procès-verbaux cependant ne font foi que jusqu'à preuve contraire) doivent être âgés de 25 ans. Ainsi, la Cour d'appel de Caen (Rec., Caen 1884, p. 237) a décidé « qu'un procès-verbal dressé par un garde particulier âgé de moins de 25 ans est nul pour vice de forme; cette condition d'âge est exigée aussi bien des gardes particuliers que des gardes champêtres des communes; et, par suite, le garde, dont le procès-verbal est vicié pour défaut d'âge, n'est plus entendu qu'à titre de renseignement et doit faire la preuve. » (V. Loi de sept.-oct. 1791, sect. VII, art. 5.)

Ce n'est que depuis la loi du 21 juin 1873 que les agents de la régie, pour verbaliser, doivent être âgés de 20 ans seulement. Sous l'empire de l'ancienne législation (art. 20 du décret du 1^{er} germinal an XIII), il leur fallait avoir 21 ans accomplis.

Il convient d'ajouter toutefois que, d'après l'art. 3 de cette loi, le procès-verbal, pour faire foi jusqu'à inscription de faux, doit être dressé par deux employés des contributions indirectes, dont l'un sera majeur.

Le danger serait autre part.

Ce qu'il y aurait à craindre, c'est que, les agents ayant moins d'autorité, leur zèle ne se ralentît et qu'il n'en résultât une perte pour le Trésor.

Une perte pour le Trésor ! Cet argument semble avoir une grande importance dans la théorie que nous combattons. Le ministre des finances ne disait-il pas, dans la discussion de l'amendement Chiché : « Il serait périlleux, au point de vue des intérêts du Trésor, d'affaiblir, en diminuant la foi due aux procès-verbaux, les précautions prises pour assurer le recouvrement de l'impôt ? »

Eh bien, ce danger disparaît, si les agents ont un intérêt direct et immédiat à remplir strictement leur pénible et délicate mission.

S'ils sont admis à partager les amendes, leur zèle ne diminuera pas : ils poursuivront toutes les infractions qu'ils pourront constater.

Seulement, leurs procès-verbaux ne valant que jusqu'à preuve contraire, ils devront s'entourer de toutes les précautions désirables et n'agiront pas à la légère.

De cette façon, tout le monde y gagnera.

Pour notre part, il nous paraît qu'on ne peut faire d'objection irréfutable à la réforme désirée par M. Chiché, telle du moins qu'il l'a formulée cette année devant la Chambre des députés, —

c'est-à-dire allégée du paragraphe additionnel dont nous venons de parler.

Nous n'y voyons qu'un défaut : c'est que cet amendement est conçu dans des termes trop restrictifs.

Nous désirerions le voir appliquer à tous les procès-verbaux qui valent, à l'heure actuelle, jusqu'à inscription de faux, et non pas aux seuls procès-verbaux des employés de l'octroi et de la régie. Il faut que la réforme soit plus large, qu'elle s'étende à tous les agents dont les procès-verbaux ont cette autorité.

Pourquoi M. Chiché n'a-t-il pas essayé d'y arriver ?

Ce n'est pas qu'il ne soit point de notre avis. Non. Il l'a dit lui-même, s'il a restreint la portée de son amendement, c'est que l'expérience montre que les réformes ne s'obtiennent pas d'une pièce, mais qu'elles s'arrachent lambeau par lambeau, à force de persévérance.

Le Sénat n'a même pas voulu de ce commencement de réforme.

Mais son refus ne tire pas à conséquence puisqu'il a voté *sans discussion* et qu'on peut supposer, par suite, que la difficulté n'a pas été envisagée sous tous ses aspects par la haute assemblée.

Et quels arguments du reste fait-on valoir contre notre théorie ?

On met en jeu les intérêts fiscaux ! On craint d'être obligé d'augmenter le nombre des agents parce que, leur travail devenant plus considérable, comme conséquence de l'obligation dans laquelle ils se trouveraient d'aller défendre leur œuvre devant les tribunaux, ils ne suffiraient plus à la tâche ! C'est là la principale raison. Devant elle rien ne compte, ni les arguments de ceux qui désirent la justice égale pour tous, ni, comme l'a dit M. Le Cour, « la réclamation des commerçants qui tiennent à leur honneur et qui ont autant que qui que ce soit le droit de défendre leur réputation et le nom de leur famille. » On en arrive même à prétendre que la « procédure de l'inscription de faux est facile ! ¹ »

On dit encore ² : « le procès-verbal n'est pas seulement l'œuvre des deux verbalisants ; il est contrôlé, vérifié par toute une hiérarchie de contrôleurs, d'inspecteurs, de directeurs, et il n'est suivi sur ces procès-verbaux qu'après ces contrôles successifs. Si bien qu'on peut affirmer que ce contrôle incessant, ce recours administratif toujours possible, fait d'un procès-verbal l'œuvre, non pas seulement de deux agents, mais de toute une longue hiérarchie

1. Discours de M. Cochery, ministre des finances, le 10 mars 1898.

2. Discours de M. Catusse, directeur général des contributions indirectes, commissaire du gouvernement, le 12 juillet 1893.

d'agents qui sont professionnellement obligés de se surveiller et de se contrôler les uns les autres. »

Ces objections ne nous semblent pas plus décisives que les autres. Un mot suffit pour y répondre et voici comment elles ont été réfutées : « Il est évident que la foi due aux procès-verbaux jusqu'à inscription de faux est une survivance de l'ancien régime, de l'époque où l'on jugeait sur pièces. C'est un acte de méfiance à l'égard de la magistrature, et lorsqu'on disait que ces procès-verbaux ne font foi que lorsqu'ils ont été dressés par deux agents et qu'ils ont passé par toute la filière administrative, on commettait une hérésie juridique puisqu'on remplaçait à l'égard des délinquants et des contrevenants le tribunal civil par la juridiction administrative. »

Lorsqu'on cherche à restreindre, d'autre part la portée de la toute-puissance des agents de la régie, en disant que la foi qui est due aux procès-verbaux ne s'applique qu'à une très faible partie de leurs articulations, celles qui portent sur les faits constatés par eux *proprieis sensibus*, — on commet une grave erreur. Nous avons vu que l'importance de ces faits est capitale et que la difficulté même de les classer d'une façon certaine ne les rend que plus dangereux.

Au surplus, quels qu'ils soient, l'exception est exorbitante : avant de condamner un accusé, il faut lui donner les moyens de se justifier, et de faire entendre des témoins à décharge pour réfuter les témoignages des accusateurs.

— Pour nous résumer sur cette importante question, citons le passage d'un discours prononcé par M. Salis en 1888 qui met vigoureusement en lumière les dangers de la législation que nous subissons :

« Le négociant honnête, soupçonné d'une fraude, par suite souvent d'une erreur tout à fait involontaire, *ne peut établir sa bonne foi*, le législateur, dans sa toute-puissance, ayant décidé que les procès-verbaux dressés par deux agents de la régie feraient foi jusqu'à inscription de faux. De sorte que non seulement ces agents sont juges et parties dans leur propre cause¹, mais encore ils sont irresponsables et inattaquables. Ils peuvent forcer ou affaiblir certains faits, exagérer dans un cas, dénaturer la vérité dans un autre ; du moment où ils ne sont pas tout à fait des faussaires, personne n'a rien à leur dire ; personne n'a le droit de réfuter leurs observations, de rétablir les choses

1. M. Salis fait allusion ici au partage des amendes. — La législation attribue aux agents verbalisants, à titre de prime d'encouragement, la moitié sur le produit net des amendes résultant des procès-verbaux rapportés par eux.

telles qu'elles ont eu lieu, et de démontrer l'erreur volontaire ou involontaire des agents du fisc. Le récit plus ou moins fantaisiste des employés est considéré comme rigoureusement exact dans tous ses détails ; il fait foi jusqu'à inscription de faux. Par conséquent, le pouvoir des employés de la régie est pour ainsi dire absolu, chacun d'eux pouvant à sa guise compromettre les grands intérêts d'une maison de commerce. Les agents du fisc sont donc les maîtres de la fortune et de la réputation des commerçants les plus estimables. »

Nous disions plus haut que la réforme proposée dans cet amendement était incomplète, et que, si les preuves légales ne pouvaient pas disparaître entièrement, il serait au moins désirable, en matière de procès-verbaux, que l'inscription de faux ¹ fût rayée de nos lois.

Cette idée a été défendue à la tribune de la Chambre des députés, au moment de la discussion de l'amendement de M. Chiché, par plusieurs orateurs, et notamment par M. Yves Guyot.

En 1891, elle avait fait l'objet d'une proposi-

1. Ce principe est en effet contraire à la raison. On peut le rapprocher des dispositions contenues dans l'article 289 du code bava-rois, qui décide que 4 témoins, même suspects, mais parfaitement d'accord, peuvent faire une preuve complète.

tion de loi : plusieurs députés, frappés de cette anomalie que certains procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire et d'autres jusqu'à inscription de faux, et ne comprenant pas la raison de cette différence, résolurent d'étendre à tous les procès-verbaux la disposition qui avait été soumise en 1888 à la Chambre des députés, dans les termes que nous venons de rapporter, par M. Salis, — disposition restreinte aux procès-verbaux des employés de la régie.

C'est M. Pourquery de Boisserin qui déposa cette proposition de loi ¹. Voici comment lui et ses collègues s'exprimèrent dans l'exposé des motifs qu'ils invoquèrent devant la Chambre des députés, dans la séance du 17 janvier 1891 :

« Les procès-verbaux dressés par les préposés des contributions indirectes, les employés d'octroi, les douaniers, les garde-pêche, les gardes forestiers, les gardes du génie, les portiers consignes et les employés à la garantie des matières d'or et d'argent font foi jusqu'à inscription de faux. Les procès-verbaux rédigés, au contraire, par les officiers de police judiciaire et les fonctionnaires de l'ordre le plus élevé, peuvent être combattus et détruits par les preuves du droit commun.

1. Cette proposition de loi était faite au nom de MM. Pourquery de Boisserin, Alfred Michel, Dupuy-Dutemps, Montaut (Seine-et-Marne), Louis Jourdan, Bezine et Maurice Faure.

Les dispositions qui consacrent ce pouvoir énorme de certains agents subalternes, constituent une grave dérogation au principe du débat oral, qui domine toute procédure criminelle, tandis que les procès-verbaux ne sont, en général, qu'une source de renseignements où le juge peut puiser ou compléter les éléments de sa conviction.

En matière de régie, le magistrat est obligé de condamner sur le vu du procès-verbal. Il ne peut autoriser aucune espèce de preuve contraire.

Le seul recours adopté est l'inscription de faux. Cette preuve, presque toujours illusoire en raison des difficultés de la procédure, des frais qu'elle entraîne, des dangers qu'elle comporte, est rendue plus impraticable par l'insuffisance des délais.

La déclaration d'inscription de faux doit être faite au plus tard le jour fixé par la citation pour la comparution en justice, et avant toute discussion. (Loi du 1^{er} germinal an XIII, art. 10.)

Pour justifier le maintien de cette vieille législation, on invoque :

1^o La difficulté de constater des fraudes et des délits accomplis rapidement et sans laisser de trace,

2^o L'intérêt du Trésor.

I. — Le premier motif pourrait s'appliquer à un grand nombre de crimes et délits constatés par des fonctionnaires qui ne jouissent pas du privilège d'être crus jusqu'à inscription de faux.

Les contraventions en matière de garantie des objets d'or et d'argent, la plupart des délits forestiers, les dégradations commises aux bâtiments militaires, laissent des traces bien longtemps après la rédaction des procès-verbaux qui les constatent.

Plus le fait signalé par le procès-verbal est fugitif, plus l'agent est sujet à erreur.

Sans mettre en doute sa loyauté, le juge doit pouvoir vérifier ses constatations.

L'authenticité ne s'attache, dit-on, qu'aux faits matériels vus par les préposés, et qui ne peuvent être diversement appréciés.

Les décisions de la jurisprudence prouvent que les actes matériels peuvent être diversement appréciés.

L'identité d'un accusé est un fait matériel ¹: où l'erreur est-elle plus facile que dans la reconnaissance, de jour ou de nuit, de telle ou telle personne?

Si le procès-verbal d'un employé d'octroi affirme avoir reconnu l'auteur d'une contraven-

1. Telle est du moins la théorie de la Cour de cassation (V. *supra*, chap. IV).

tion, quelle nécessité y a-t-il d'exiger l'inscription de faux pour la démonstration de l'alibi ?

Le délinquant en matière de chasse peut faire cette preuve sans s'inscrire en faux contre le procès-verbal d'un gendarme.

Accorder la même confiance à un employé d'octroi qu'à un gendarme n'est pas diminuer le premier.

II. — La seule raison apparente est d'ordre purement fiscal.

On craint d'entraver la perception de l'impôt en concédant la faculté de combattre les procès-verbaux des agents de recouvrement par les preuves ordinaires.

Malgré cet argument, le législateur de 1888 a voté l'admission des circonstances atténuantes en matière de régie ¹.

1. L'article 42 de la loi du 30 mars 1888 (auquel les auteurs de la proposition de loi font allusion ici) a été abrogé, de même que l'art. 12 de la loi du 26 déc. 1890, par l'art. 19 de la loi de finances du 29 mars 1897, ainsi conçu : « En matière de contributions indirectes, et par application de l'art. 463 du Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés, lorsque la bonne foi du contrevenant sera dûment établie, et en motivant expressément leur décision sur ce point, à modérer le montant des amendes et à le libérer de la confiscation, sauf pour les objets prohibés, par le paiement d'une somme que le tribunal arbitrera et qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure au montant des droits fraudés. Cette disposition cessera d'être applicable en cas de récidive dans le délai de trois années. Toutefois, la confiscation demeurera acquise à la régie, à défaut par le contrevenant d'avoir acquitté le montant des condamnations de toute nature dans le délai d'un mois, à compter du jour où elles seront devenues définitives... »

Les articles que ce texte abroge permettaient aux tribunaux de

Il a voulu permettre de mieux graduer la peine entre le contrebandier endurci, le coupable encore digne d'intérêt et le contrevenant de bonne foi. Le projet de loi tend à permettre la preuve de l'innocence par les moyens de preuves ordinaires.

Le procès-verbal viendra toujours comme preuve directe. Le juge aura bien le droit de s'y référer entièrement. Bien souvent, il ne sera pas contredit.

L'admission de l'enquête permettra de mieux proportionner encore l'amende en révélant le degré de mauvaise foi et d'astuce de l'accusé.

modérer, si les circonstances leur paraissaient atténuantes, et sauf le cas de récidive dans l'espace d'une année, le montant des *amendes* encourues par suite des contraventions aux lois et règlements sur les contributions indirectes. L'innovation de l'art. 19 de la loi du 29 mars 1897 consiste à ne pas limiter à l'amende seule l'application des circonstances atténuantes; il en étend le bénéfice à la confiscation, en décidant que les juges pourront substituer à cette confiscation, sauf lorsqu'il s'agira d'objets prohibés, une condamnation pécuniaire dont ils fixeront eux-mêmes le chiffre, mais qui ne devra jamais être inférieure au montant des droits fraudés.— La bonne foi du contrevenant doit être motivée expressément par les tribunaux.

L'article 19 dit encore « qu'il n'est rien innové en matière d'octroi ». La question se pose de savoir comment on appliquera cet article dans les cas où les poursuites seront exercées à la fois à la requête des contributions indirectes et à celle de l'octroi, dans des affaires communes aux deux services. — La solution recommandée par l'administration des contributions indirectes est celle-ci : les tribunaux prononceront la confiscation intégrale au profit des deux administrations intéressées, qui s'en partageront ensuite le produit par moitié. — Voir la circulaire de M. Catusse, directeur général des contributions indirectes, conseiller d'État, du 7 avril 1897.

L'expérience du juge lui permettra d'apprécier la sincérité, la valeur des témoignages et l'autorité des preuves invoquées.

Il frappera très sévèrement le coupable qui aura malicieusement tenté de mettre en suspicion un procès-verbal fondé. Il acquittera l'innocent.

Aucun intérêt militaire ne justifie la foi accordée aux gardes du génie et aux portiers consignes.

L'admission du projet proclamera l'intégralité des droits de la défense sans préjudice pour le Trésor, avec avantage pour la justice.

PROPOSITION DE LOI :

Article 1^{er}. — Quels que soient les agents rédacteurs des procès-verbaux, le mode de constatation, la nature des contraventions, délits ou crimes constatés, la preuve contraire sera toujours admise en justice.

Article 2. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi. »

— Tels sont les motifs invoqués par M. Pourquery de Boisserin à l'appui de la proposition de loi que nous relatons.

Il semble qu'on ne saurait mieux dire ni faire œuvre plus utile.

Déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 17 janvier 1891, cette proposition fut

renvoyée à la onzième commission d'initiative parlementaire.

Avec une célérité dont il convient de la féliciter, celle-ci étudia la question ; et, quelques jours plus tard, le 2 février 1891, l'un de ses membres, M. Muller, lisait devant la Chambre le rapport fait en son nom. Après avoir repris les motifs exposés par M. Pourquery de Boisserein, il concluait ainsi : « Ni l'intérêt de la loi ni l'intérêt du fisc n'imposent de laisser plus longtemps les citoyens à la merci d'agents subalternes..... Le moment est venu d'effacer de nos lois les vieilles prescriptions copiées presque servilement sur les ordonnances royales de 1669 et 1680. Nous vivons sous un régime tout autre, et les moyens de communication rendent plus faciles qu'à cette époque les constatations des contraventions ou des délits..... La proposition de nos collègues est une œuvre de justice, puisqu'elle rend au magistrat sa liberté et qu'elle lui permet de mieux proportionner la peine..... »

L'impression de ce rapport fut ordonnée ; malheureusement la question fut enterrée du même coup. Elle dort encore, à l'heure actuelle, dans les cartons de la commission, « véritables oubliettes parlementaires, a dit M. Chiché, qui ne laissent jamais revenir à la lumière les propositions de loi qu'elles engloutissent..... »

Il est regrettable aussi que, le 17 décembre 1892, le 12 juillet 1893 et enfin le 11 mars 1898, lorsque M. Chiché a tenté de faire aboutir la réforme, en ce qui concerne les procès-verbaux des agents des contributions indirectes et de l'octroi, il n'ait pas pu reprendre la proposition plus large de M. Pourquery de Boisserin. Mais son amendement devait prendre place dans la loi de finances, et cette circonstance même en limitait les termes.

Quoi qu'il en soit, le principe a été voté plusieurs fois par la Chambre des députés, et ce principe, par analogie, s'applique à tous les procès-verbaux ayant force probante jusqu'à inscription de faux. *Ab uno disce omnes*. Le jour où la proposition de loi de M. Pourquery de Boisserin sera discutée à nouveau, elle ne saurait manquer d'être votée, et il y a lieu de croire que le Sénat, mieux éclairé, ne repoussera pas une réforme équitable, désirée ardemment, depuis si longtemps, par tous les commerçants de France.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,
J. MARIE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I^{er}. — DES RÈGLES ESSENTIELLES COMMUNES A TOUS LES PROCÈS-VERBAUX.	15
SECTION I ^{re} . — Délai dans lequel les procès-verbaux doivent être dressés	17
SECTION II. — Lieu de l'infraction et lieu de la rédaction du procès-verbal	25
SECTION III. — Date	28
SECTION IV. — Présence du délinquant	30
SECTION V. — Signature	35
SECTION VI. — Affirmation	40
SECTION VII. — Enregistrement	53
CHAPITRE II. — DE QUELS FAITS LES PROCÈS-VERBAUX FONT- ILS FOI ?	57
SECTION I ^{re} . — Faits matériels	59
SECTION II. — Ces faits matériels doivent être cons- tatés <i>personnellement</i> par les rédac- teurs des procès-verbaux	75
SECTION III. — Ces faits matériels, constatés person- nellement par les agents doivent être <i>constitutifs</i> des infractions.	85
CHAPITRE III. — LES PROCÈS-VERBAUX FONT-ILS FOI DES AVEUX ET DÉCLARATIONS DU PRÉVENU ?	95
CHAPITRE IV. — LES PROCÈS-VERBAUX FONT-ILS FOI DE L'IDENTITÉ DU PRÉVENU ?	132

CHAPITRE V. — QUELLE EST LA FORCE PROBANTE DES DIVERS PROCÈS-VERBAUX ?	147
SECTION I ^{re} . — Des procès-verbaux qui font foi jusqu'à inscription de faux	158
§ 1 ^{er} . — Fonctionnaires, préposés, agents chargés de les rédiger, ou procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux	162
En matière de contributions indirectes	162
En matière de douanes	165
En matière d'octroi	167
En matière de garantie des ouvrages d'or et d'argent	168
En matière forestière	172
En matière de pêche fluviale	176
En matière d'administration militaire (gardes du génie, — portiers-concierges)	178
En matière maritime (agents maritimes, maîtres, contremaîtres de la marine et aides-contre- maîtres	181
§ 2. — De l'inscription de faux contre les procès- verbaux	182
A. — Procédure spéciale de l'inscription de faux	188
B. — Procédure ordinaire de l'inscription de faux	198
SECTION II. — Des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire	206
§ 1 ^{er} . — Fonctionnaires, préposés, agents chargés de les rédiger, ou procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire	207
Gardes champêtres	207
Gardes des particuliers	208
Gardes et agents forestiers	208
Garde-vente ou facteur agréé par l'agent forestier local	209
Maire et adjoints, commissaires de police et gendarmerie	210
Juges de paix et juges d'instruction	212
Procureur de la République, substitués et juges suppléants	212
Procureur général, avocats généraux et sub- stitués	212

Préfets des départements et préfet de police à Paris	213
Président du Conseil général	214
Membres des autorités sanitaires	214
Employés des contributions indirectes	215
Employés de l'octroi	216
Preposés des douanes	216
Vérificateurs des poids et mesures	217
Ingénieurs des mines, conducteurs, élèves conducteurs et gardes-mine	217
Ingénieurs des ponts et chaussées et leurs conducteurs	218
Piqueurs des ponts et chaussées, cantonniers chefs	219
Agents voyers	219
Commissaires voyers de la ville de Paris	219
Cantonniers	219
Police du roulage et des messageries publiques	220
Directeurs, contrôleurs et inspecteurs des postes	221
Lignes télégraphiques	221
Chemins de fer	222
Gardes du commerce	222
Fraude dans le commerce des beurres et la fabrication de la margarine	222
Gardes d'écluse, de halage, des chaussées et des digues	223
Gardes-pêche de l'État	223
Gardes-rivières	223
Capitaines, lieutenants et maîtres des ports maritimes	224
Officiers chefs des mouvements maritimes	224
Huissiers	224
Commissaires procureurs	224
Tabacs	225
Inspecteurs et inspectrices départementaux du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels	225
Enseignement	226
2. — Preuve contraire	228
A. — Preuve écrite	233
B. — Preuve testimoniale	237
Expertise	245

	Pages.
Visite des lieux	246
Doutes	246
Force majeure.	250
SECTION III. — Procès-verbaux qui ne valent que comme simples renseignements . . .	253
Agents de police, sergents de ville, appariteurs de mairie, agents du balayage, etc., etc..	254
CHAPITRE VI. — DES INNOVATIONS ET RÉFORMES PROPOSÉES RÉCEMMENT EN MATIÈRE DE PROCÈS- VERBAUX	258



ERRATA

Page 47, ligne 41 : *mentionnés*, lire *mentionnées*.

» 34, » 43 : *que le faits*, lire *que les faits*.

» 33, » 20 : *qui leur aura*, lire *qui lui aura*.

» 82, » 4 : *éuoncent*, lire *énoncent*.

» 82, » 16 : *périlleuse de de l'inscription*, lire *périlleuse de l'inscription*.

» 92, » 18 : *solutions de le Cour*, lire *solutions de la Cour*.

» 96, » 6 : *il suit de ce cette*, lire *il suit de cette*.

» 103, » 21 : *que la foi accordée*, lire *que la foi est accordée*.

» 115, » 6 : *consigné*, lire *consignée*.

» 119, » 4 : *sous foi*, lire *sous la foi*.

» 121, » 11 : *se rattachant*, lire *comme se rattachant*.

» 173, » 5 : *auquelles*, lire *auxquelles*.

» 221 » 26 : *comme uous*, lire *comme nous*.

» 256 » 18 : *cependaut*, lire *cependant*.



